

APPEL DE PROPOSITIONS

LANCÉ LE 16 OCTOBRE 2008

**POUR LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION, LE FINANCEMENT
ET L'ENTRETIEN DU NOUVEAU CAMPUS HOSPITALIER DU
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
SITUÉ SUR LE SITE GLEN**

VOLUME 1: DIRECTIVES AUX SOUMISSIONNAIRES

ADDENDUM 21



Centre universitaire de santé McGill
McGill University Health Centre
Montréal, Québec Canada

Partenariats
public-privé
Québec

[NOTE : LE PRÉSENT VOLUME 1 ÉNONCE NOTAMMENT LES DISPOSITIONS APPLICABLES À LA SECONDE PHASE DE SOUMISSION DE L'APPEL DE PROPOSITIONS. PAR SOUCI DE PRÉSERVER LES DISPOSITIONS PROPRES À LA PREMIÈRE PHASE DE SOUMISSION, LES DISPOSITIONS APPLICABLES À CETTE PREMIÈRE PHASE ONT ÉTÉ CONSERVÉES DANS LE PRÉSENT VOLUME 1 ET LES DISPOSITIONS APPLICABLES À LA SECONDE PHASE DE SOUMISSION ONT ÉTÉ AJOUTÉES LORSQUE REQUIS. EN CAS DE CONTRADICTION OU D'INCOHÉRENCE, LES DISPOSITIONS TRAITANT DE LA DEUXIÈME PHASE DE SOUMISSION AURONT PRÉSÉANCE.]

LETTRE AUX CANDIDATS QUALIFIÉS

Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill en partenariat public-privé.

Le lancement de cet Appel de propositions fait suite à l'Appel de qualification lancé le 27 juin 2007 à l'égard du projet mentionné en rubrique. Nous invitons donc les deux Candidats qualifiés, Groupe immobilier santé McGill et Partenariat CUSM, à participer au présent Appel de propositions. Le présent Appel de propositions constitue ainsi la deuxième étape du Processus de soumission devant mener à la sélection d'un Partenaire privé avec lequel le CUSM entend conclure une Entente de partenariat pour la réalisation du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill. Nous prévoyons que l'annonce du choix du Soumissionnaire sélectionné pour conclure l'Entente de partenariat de ce projet aura lieu en avril 2010.

Afin que leur Proposition soit évaluée, les Soumissionnaires doivent respecter toutes les conditions de recevabilité, telles qu'elles sont énoncées dans le présent document.

Notons également que chaque Candidat qualifié et chacun de ses Membres et Participants est tenu de signer la Convention de soumission ainsi que certains formulaires présentés en annexe et d'en respecter les différents engagements et modalités, dont ceux de confidentialité et d'absence de conflits d'intérêts, dans le cadre du Processus de soumission. Les Personnes clés d'un Candidat qualifié doivent également signer certains formulaires présentés en annexe et en respecter les différents engagements et modalités, dont ceux de confidentialité et d'absence de conflits d'intérêts, dans le cadre du Processus de soumission. Seuls les Candidats qualifiés ayant signé la Convention de soumission auront accès à la documentation afférente au présent Appel de propositions, incluant l'accès à la Salle de documentation électronique, recevront les addenda, le cas échéant, et seront admissibles à recevoir une Compensation définitive, un Paiement de clôture ou une Compensation d'annulation payable en certaines circonstances.

Nous tenons à vous remercier de l'intérêt que vous portez à cet important projet.

(signé) Sénateur David Angus
Président du Conseil d'administration
Centre universitaire de santé McGill

(signé) Dr Arthur T. Porter
Directeur général
Centre universitaire de santé McGill

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE.....	6
1. INTRODUCTION.....	20
1.1 Occasion d'affaires.....	20
1.2 Objectif de l'Appel de propositions.....	20
1.3 Conseillers du CUSM.....	21
1.4 Soumissionnaires.....	22
1.5 Surveillance du déroulement du Processus.....	23
1.6 Arbitre de conflits d'intérêts.....	23
1.7 Structure de l'Appel de propositions.....	23
1.8 Encadrement législatif du Projet.....	24
1.9 Ententes commerciales.....	25
2. LE PROJET	26
2.1 Le programme de modernisation du CUSM.....	26
2.2 Sommaire du plan clinique – Complexe hospitalier.....	27
2.3 Les principaux éléments du Projet.....	28
2.4 Services de stationnement.....	29
2.5 Espaces de commerce de détail.....	29
2.6 La description des principales composantes du Projet.....	31
2.7 Répartition des risques et responsabilités.....	33
2.8 Rémunération du Partenaire privé.....	33
2.9 Cadre fiscal spécifique au Projet.....	35
3. PROCESSUS DE SOUMISSION.....	37
3.1 Principales étapes.....	37
3.2 Séances d'information, Ateliers de discussion, Revue intermédiaire et séances de présentation du Processus de soumission et Site électronique sécurisé.....	38
3.3 Principes applicables aux Ateliers de discussion, au Site électronique sécurisé et aux Rencontres.....	41
3.4 Finalisation de l'Entente de partenariat, des Exigences de performance cliniques et techniques et des Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier.....	42
3.5 Dépôt des Propositions.....	44
3.6 Dépôt des Propositions financières.....	46
3.7 Risque de variation des coûts et conditions de financement jusqu'à la Clôture financière.....	48
3.8 Évaluation des Propositions.....	48
3.9 Choix du Soumissionnaire sélectionné et annonce.....	48
3.10 Dépôt de garantie de clôture.....	49
3.11 Clôture de la transaction.....	49
3.12 Salle de documentation électronique.....	49
3.13 Transparence du Processus de soumission.....	50
3.14 Programme d'assurances pour le Projet.....	50

4.	CONTENU DE LA PROPOSITION.....	51
4.1	Présentation du Soumissionnaire.....	51
4.2	Information relative à la Proposition technique	51
4.3	Information relative à la Proposition financière	52
4.4	Information relative à la Proposition révisée	52
5.	ÉVALUATION DES PROPOSITIONS	53
5.1	Processus de sélection	53
5.2	Processus d'évaluation des Propositions	53
5.3	Critères d'évaluation.....	53
5.4	Clarification et rectification des Propositions.....	58
6.	DIRECTIVES AUX SOUMISSIONNAIRES	60
6.1	Dates et endroit des dépôts	60
6.2	Retard de livraison	60
6.3	Le Représentant des autorités publiques.....	60
6.4	Demandes de renseignements	61
6.5	Élaboration et présentation d'une Proposition.....	61
6.6	Retrait d'une Proposition	65
6.7	Transmission des résultats de l'évaluation.....	65
6.8	Compensation définitive	65
6.9	Paieement de clôture	65
6.10	Compensation d'annulation.....	66
6.11	Accès au Site	66
7.	CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	67
7.1	Lettres de crédit, cautionnements et autres garanties	67
7.2	Absence de recours	67
7.3	Pas d'obligation de sélectionner ou de procéder	68
7.4	Aucune offre de contracter	69
7.5	Modification possible au Processus de soumission ou son arrêt	69
7.6	Conflits d'intérêts et exclusivité	69
7.7	Coûts et dépenses des Soumissionnaires	71
7.8	Collusion.....	71
7.9	Lobbying.....	71
7.10	Communication	72
7.11	Exactitude des informations et demande d'information additionnelle	73
7.12	Prépondérance.....	74
7.13	Modification de la composition d'un Soumissionnaire	75
7.14	Autres droits du CUSM.....	77
7.15	Propriété des documents	77
7.16	Accès à l'information et confidentialité	78
7.17	Version officielle de l'Appel de propositions et version anglaise de celui-ci.....	79
7.18	Langue officielle	79
7.19	Langue des Propositions.....	79

ANNEXES

Annexe 1-1 a et b	Convention de soumission type et Avenant no. 1 type à la Convention de soumission
Annexe 1-2	Exigences prévues à l'Entente de partenariat relatives aux assurances, cautionnements et lettres de crédit
Annexe 1-3 a et b	Lettres d'intention des courtiers d'assurance
Annexes 1-4 a, b et c	Lettres de confirmation des Bailleurs de fonds
Annexe 1-5 a et b	Dépôt de garantie et Dépôt de garantie révisé
Annexe 1-6	Dépôt de garantie de clôture
Annexe 1-7 a et b	Formulaire de prix et Formulaire de prix révisé
Annexe 1-8	Formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants
Annexe 1-9 a et b	Formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants et Formulaire d'engagement de la Proposition révisée pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants
Annexe 1-10 a et b	Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés et Lettre de confirmation du formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés
Annexe 1-11 a et b	Formulaires de quittance
Annexe 1-12	Formulaire de demande de renseignements
Annexe 1-13	Étiquette de retour de la Proposition
Annexe 1-14	Structure de la Salle de documentation électronique
Annexe 1-15 a et b	Liste des droits de propriété intellectuelle et Lettre de confirmation de la liste des droits de propriété intellectuelle
Annexe 1-16	Liste des Compagnies d'assurance acceptées pour des fins de garanties
Annexe 1-17	Lettre d'engagement du gouvernement du Québec

Annexe 1-18	Ajustement de la valeur actuelle nette découlant de Dates prévues de réception provisoire différentes ou multiples
Annexe 1-19	Protocole de mise à jour des coûts de financement
Annexe 1-20	Formulaire de certification du respect du Critère d'abordabilité

GLOSSAIRE

Activités du projet ou Projet :	La conception (y compris la préparation de toutes les Données de conception et de construction), le développement, la construction, le financement, la fourniture d'équipement, la mise à l'essai, la mise en service et la fourniture (y compris tout travail temporaire), d'un Complexe hospitalier complet et entièrement opérationnel, y compris le stationnement, les espaces de commerce de détail, l'équipement et autres commodités et infrastructures connexes; l'entretien du Complexe hospitalier et la prestation de tous les autres services devant être fournis par le Partenaire privé ou par l'entremise du Partenaire privé aux termes de l'Entente de partenariat; et toutes les autres obligations du Partenaire privé aux termes de l'Entente de partenariat.
Appel de propositions :	Cet Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien en partenariat public-privé du nouveau Complexe hospitalier lancé par le CUSM aux Candidats qualifiés, y compris tous les volumes, annexes, addenda et autres documents s'y rapportant.
Appel de qualification :	L'Appel de qualification pour le Complexe hospitalier daté du 27 juin 2007, incluant tous les addenda s'y rapportant.
Ateliers de discussion :	Les ateliers de discussion prévus à la Section 3.2.2.
Autorité publique :	L'un ou l'autre des organismes suivants : le CUSM, PPPQ, le Directeur exécutif, le Ministère et l'Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec et « Autorités publiques » aux fins des présentes, s'entend de deux ou plusieurs de ces organismes.
Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné :	L'avis du CUSM du choix du Soumissionnaire sélectionné transmis à chacun des Soumissionnaires à la suite de la réception par le CUSM du Dépôt de garantie de clôture à être effectué par le Soumissionnaire sélectionné conformément aux modalités de la Section 3.10.
Bailleurs de fonds :	<p>La Personne ou l'ensemble des Personnes qui participent ou qui s'engagent à participer au Financement des Activités du projet sous forme d'Instruments de financement.</p> <p>En ce qui concerne les Capitaux propres, les Bailleurs de fonds comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• une Personne qui investit ses propres fonds ou des fonds pour lesquels elle a la responsabilité d'investir;• un preneur ferme agissant seul ou en syndicat qu'il représente, qui souscrit à une émission de Capitaux propres et se charge de son placement auprès de Personnes selon les termes d'une convention de prise ferme.

En ce qui concerne les Emprunts ou autres Instruments de financement, les Bailleurs de fonds comprennent notamment :

- une banque ou un syndicat bancaire;
- un investisseur qui achète ou qui s'engage à acheter des titres d'Emprunt avec ses propres fonds ou avec des fonds pour lesquels il a la responsabilité d'investir;
- un preneur ferme agissant seul ou en syndicat qu'il représente, qui souscrit à une émission de titres d'Emprunt et se charge de son placement auprès d'investisseurs selon les termes d'une convention de prise ferme.

Si le Partenaire privé est une société en commandite, l'expression Bailleurs de fonds réfère non seulement aux Bailleurs de fonds de la société en commandite mais également à ceux de son commandité.

Candidat qualifié : Un candidat qualifié dans le cadre de l'Appel de qualification, qui a reçu l'invitation à participer à cet Appel de propositions.

Candidature : L'ensemble de l'information préparée et fournie par un candidat au soutien de sa candidature dans le cadre de l'Appel de qualification ainsi que toute l'information découlant des vérifications effectuées par le CUSM et des renseignements additionnels obtenus dans le cadre de l'évaluation de ce candidat à l'égard de l'Appel de qualification.

Capitaux propres : Les sommes investies aux fins d'acquérir des actions du capital-actions d'une société par actions, une participation dans une société de personnes (y compris une société en commandite) ainsi que des bons de souscription, des options ou d'autres droits permettant à leur porteur d'acheter ou d'acquérir de telles actions ou une telle participation.

Dans le cas d'une société en commandite, les Capitaux propres investis dans le commandité sont également réputés être des Capitaux propres de la société en commandite aux fins du présent **Volume 1** de l'Appel de propositions.

Certificateur indépendant : La Personne nommée à ce titre conformément à l'Entente de partenariat et au Contrat du Certificateur indépendant.

Changements visés : Les Changements visés visés à la **Section 7.3**.

CHUM : Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

Clôture financière : La date à laquelle l'Entente de partenariat et les ententes relatives au Financement ont été signées, et à laquelle les fonds sont engagés et disponibles pour le Financement.

Collaborateur : Pour chaque Soumissionnaire ou Candidat qualifié, (i) chacun de ses dirigeants, administrateurs et gestionnaires; (ii) chacun de ses Membres et

Participants et l'un ou l'autre de leurs dirigeants, administrateurs et gestionnaires; (iii) chacun des employés, maîtres d'œuvre, sous-traitants, consultants, conseillers, représentants, mandataires, successeurs et ayants droit autorisés respectifs du Soumissionnaire ou Candidat qualifié, de ses Membres ou Participants qui ont été ou sont directement ou indirectement impliqués dans la préparation de la Proposition ou dans le Processus de soumission; (iv) chacun des employés, maîtres d'œuvre, sous-traitants, consultants, conseillers, représentants, mandataires, successeurs et ayants droit autorisés respectifs du Soumissionnaire ou Candidat qualifié, de ses Membres ou Participants à qui il a été ou est donné accès à de l'information relative au Complexe hospitalier; (v) chacune de ses Personnes clés et sa Personne contact, et (vi) le(s) chef(s) de file des Bailleurs de fonds.

Comité de sélection : Le comité de sélection, formé de l'ensemble des individus nommés par les Autorités publiques et ses comités et sous-comités, chargé du traitement, de l'analyse ou de l'évaluation des Propositions reçues dans le cadre de l'Appel de propositions et de faire des recommandations aux Autorités publiques quant à la sélection du Soumissionnaire sélectionné.

Compensation d'annulation : La contribution aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions d'affaires et à tous autres frais et dommages directs et indirects rattachés de quelque façon au Processus de soumission et, le cas échéant, pour l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle se rattachant à une Proposition, à laquelle un Soumissionnaire pourrait avoir droit conformément aux modalités de la Convention de soumission et sous réserve de celle-ci, dont le montant correspond au produit suivant (i) le nombre de semaines écoulées depuis la date du lancement de l'Appel de propositions (soit le 16 octobre 2008) jusqu'à la date de l'événement donnant ouverture au paiement de la Compensation d'annulation; multiplié par (ii) le montant hebdomadaire prévu à la Convention de soumission à cet égard, jusqu'à concurrence du montant maximal également prévu à la Convention de soumission.

Compensation définitive : La contribution du montant forfaitaire prévu à la Convention de soumission pour l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle se rattachant à une Proposition ainsi qu'aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions d'affaires et à tous autres frais et dommages directs et indirects rattachés de quelque façon au Processus de soumission, à laquelle un Soumissionnaire pourrait avoir droit conformément aux modalités de la Convention de soumission et sous réserve de celle-ci.

Complexe hospitalier : L'ensemble des immeubles à construire et les autres installations du nouveau campus Glen du CUSM (y compris les Parcs de stationnement et les Aires de commerce de détail) situés sur le Site ainsi que toute l'infrastructure sous-jacente (y compris les Installations, l'Équipement, tous les tunnels, les corridors souterrains et les passerelles prévus au profit du Site et tous les aménagements nécessaires, comme ceux décrits au **Volume 2**) et toutes les commodités situés sur le Site et tout autre élément nécessaire pour permettre au Partenaire privé de s'acquitter de ses obligations aux termes de l'Entente de partenariat.

Consortium :	Le regroupement de deux ou de plusieurs entreprises pour soumettre une Proposition et, le cas échéant, pour réaliser le Projet.
Convention de soumission :	La convention entre le CUSM et un Candidat qualifié qui doit être signée selon le modèle qui est présenté à l' Annexe 1-1 a , y compris l'avenant no. 1 type à la Convention de soumission qui doit être signé selon le modèle qui est présenté l' Annexe 1-1 b .
Critère d'abordabilité :	La Valeur actuelle nette maximale mentionnée à la Section 5.3.2.3 , calculée selon les paramètres qui y sont décrits.
CUSM :	Le Centre universitaire de santé McGill.
Date d'expiration :	La date à compter de laquelle trente (30) ans se seront écoulés depuis la dernière Date prévue de réception provisoire.
Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier :	La date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, soit le 19 novembre 2009 ou toute date ultérieure que pourra préciser le CUSM au moyen d'un avis écrit aux Soumissionnaires.
Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier :	La date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, soit le 1 ^{er} octobre 2009 ou toute date ultérieure que pourra préciser le CUSM au moyen d'un avis écrit aux Soumissionnaires.
Date de dépôt de la Proposition révisée :	La date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition révisée, soit le 15 mars 2010 ou toute date ultérieure que pourra préciser le CUSM au moyen d'un avis écrit aux Soumissionnaires.
Date de dépôt de la Proposition technique :	La date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition technique, soit le 16 septembre 2009 ou toute date ultérieure que pourra préciser le CUSM au moyen d'un avis écrit aux Soumissionnaires.
Date de réception définitive :	La date à laquelle la Réception définitive est atteinte, comme l'atteste le Certificat de réception définitive émis par le Certificateur indépendant, à la date qui y est indiquée.
Date de réception provisoire :	La date à laquelle la Réception provisoire est atteinte, comme l'atteste le Certificat de réception provisoire émis par le Certificateur indépendant, ainsi que cette date y est énoncée, ou toute date déterminée aux termes de l'Entente de partenariat.
Date prévue de réception provisoire :	La date prévue de la Réception provisoire, telle qu'elle est indiquée dans la Proposition du Soumissionnaire. La Date prévue de réception provisoire indiquée par le Soumissionnaire dans sa Proposition doit toujours être le premier jour d'un mois calendrier.

Dépôt de garantie :	La sûreté financière qui doit être fournie par le Soumissionnaire au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l' Annexe 1-5 a et conformément aux modalités prévues aux Sections 3.5.3 et 7.1 , telle que prolongée par le Dépôt de garantie révisé.
Dépôt de garantie révisé :	Le document qui doit être fourni par le Soumissionnaire en vertu duquel la période de validité du Dépôt de garantie est prolongée jusqu'à la date d'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, incluant cette date. Ce document doit être l'un des deux documents suivants : i) un nouveau Dépôt de garantie indiquant une nouvelle période de validité reflétant la Période de validité de la Proposition révisée et remplaçant celui déjà fourni par le Soumissionnaire ou ii) une lettre de prolongation fournie par le Soumissionnaire selon le modèle joint à l' Annexe 1-5 b .
Dépôt de garantie de clôture :	La sûreté financière de clôture qui doit être fournie par le Soumissionnaire sélectionné au moyen d'une ou plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l' Annexe 1-6 et conformément aux modalités prévues aux Sections 3.10 et 7.1 .
Dérogation :	S'entend d'une dérogation à tout élément prescriptif des documents de l'Appel de propositions, en autant que, de l'opinion des Autorités publiques, cette dérogation est déterminée valide, en tout ou en partie, et qu'elle respecte les Exigences visées. Chaque dérogation doit être présentée sur une Fiche de dérogation conformément au Volume 5.
Dérogations acceptées :	Les Dérogations acceptées visées à la Section 3.2.6(b) .
Dérogations additionnelles :	S'entend d'une nouvelle Dérogation qui est proposée par un Soumissionnaire au moment du dépôt de sa Proposition révisée. Les Dérogations additionnelles ne comprennent pas les Dérogations acceptées et ne doivent pas comprendre des Dérogations qui ont déjà été refusées par les Autorités publiques conformément à la Section 3.2.6.
Directeur exécutif :	La personne désignée par le Gouvernement par le Décret 573-2005 du 15 juin 2005 pour la réalisation des projets de modernisation des trois centres hospitaliers universitaires de Montréal (les CHUs), le CHUM, le CUSM et le CHU Sainte-Justine, ou son successeur. Il relève directement de l'autorité du Ministre. Il a pour mandat d'assurer le contrôle des coûts, le suivi des travaux et la cohésion de ces trois projets.
Emprunt :	Un contrat à titre onéreux par lequel le Partenaire privé obtient d'un prêteur une somme d'argent que ce dernier lui a prêtée ou a convenu de lui rendre disponible. Ceci comprend toute somme empruntée, que ce soit de nature bancaire, obligataire ou autre. Dans le cas d'une société en commandite, un Emprunt fait par le commandité est également réputé être un Emprunt de la société en commandite aux fins du présent Volume 1 .
Entente de partenariat :	L'Entente de partenariat à intervenir entre le CUSM et le Partenaire privé à l'égard du Projet, dans la forme prévue au Volume 4 .

Entente relative aux travaux préliminaires :	L'entente relative aux travaux préliminaires visée à la Section 2.6 sous la rubrique « Construction ».
Entretien :	L'ensemble des activités du Partenaire privé décrites au Volume 3 , y compris les travaux d'entretien préventif réguliers et majeurs du Complexe hospitalier.
Équivalence :	Une équivalence à tout élément prescriptif du Volume 2 ou du Volume 3 et des fiches techniques relatives aux pièces y ayant trait, le cas échéant, en autant que, de l'opinion du CUSM, ces équivalences atteignent les objectifs de performance visés aux Exigences de performance cliniques et techniques et aux Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier.
Exigences de performance cliniques et techniques :	L'ensemble des caractéristiques et exigences prévues au Volume 2 .
Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier :	L'ensemble des caractéristiques et exigences prévues au Volume 3 .
Exigences visées :	Les lois, les normes et les règles de l'art de l'industrie pour la conception, la construction et l'entretien d'établissement hospitaliers comparables au Canada.
Fiche de dérogation :	La Fiche de dérogation qui doit être complétée par les Soumissionnaires à l'égard des Dérogations conformément aux exigences du Volume 5.
Fiches techniques relatives aux pièces :	Les fiches techniques relatives aux pièces définissant certaines Exigences de fonctionnalité ainsi que les exigences architecturales, structurales, mécaniques et électriques de chaque local ou d'un groupe de locaux semblables du Complexe hospitalier, les listes du mobilier intégré et des équipements spécialisés devant y être installés, mais excluant les Feuilles techniques, qui sont soumis par un Soumissionnaire avec sa Proposition technique et sa Proposition technique révisée. Lorsqu'un Soumissionnaire omet de produire une fiche technique relative aux pièces requise, sa Proposition technique et sa Proposition technique révisée seront réputées inclure la dernière fiche technique relative aux pièces correspondante déposée à la Salle de documentation électronique.
Financement :	Le financement mis en place par le Partenaire privé lors de la Clôture financière et qui est suffisant pour permettre la réalisation de toutes les Activités du projet selon les modalités prévues à l'Entente de partenariat.
Gouvernement :	Le gouvernement du Québec ainsi que ses ministères, sociétés et organismes.
Instrument de	Tout contrat qui donne lieu à : (i) une obligation d'investir des Capitaux

financement :	propres; (ii) un Emprunt ou tout autre passif financier; ou (iii) à la fois une obligation d'investir des Capitaux propres et un Emprunt ou tout autre passif financier, ainsi que tout contrat accessoire. Dans le cas d'une société en commandite, un Instrument financier conclu par le commandité est également réputé être un Instrument financier de la société en commandite aux fins du présent Volume 1 .
Liste de Dérogations acceptées :	La liste de Dérogations acceptées qui doit être remise par les Soumissionnaires à la Date de dépôt de la Proposition révisée respectant les exigences prévues à cet égard au Volume 5 .
Membre :	Toute Personne qui investira des Capitaux propres dans le Partenaire privé pour la réalisation du Projet. Dans le cas où le Soumissionnaire serait une société en commandite, est également réputée être un Membre aux fins du présent Volume 1 , la Personne qui investit des Capitaux propres dans le commandité.
Ministère :	Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
Ministre :	Le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec.
Modifications :	Les Modifications visées à la Section 3.4.3 .
Paiement annuel relatif aux services :	Le Paiement annuel relatif aux services payable au Partenaire privé conformément à l' Annexe 23 – Mécanisme de paiement du Volume 4 .
Paiements anticipés :	Les paiements payables par le CUSM au Partenaire privé au cours de la Période de construction auxquels il est fait référence à la Section 2.3 , incluant les Prélèvements.
Paiement de clôture :	Le montant payé à la Clôture financière par le Soumissionnaire sélectionné, selon les dispositions prévues à la Convention de soumission.
Paiement périodique relatif aux services :	Le Paiement périodique relatif aux services payable au Partenaire privé conformément à l' Annexe 23 – Mécanisme de paiement du Volume 4 .
Partenaire privé :	Le Soumissionnaire sélectionné à la suite de l'Appel de propositions et qui conclut l'Entente de partenariat.
Participant :	La Personne qui exécutera, pour le compte d'un Soumissionnaire, au moins l'une des tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 25 % de la conception immobilière du Complexe hospitalier; • 25 % de la conception architecturale du Complexe hospitalier; • 25 % de la construction du Complexe hospitalier; • 25 % de l'Entretien. <p>Est également réputée un « Participant » aux termes du présent Appel de</p>

propositions, toute Personne désignée par le Soumissionnaire au titre de « Participant » en raison de l'expertise particulière qu'elle peut apporter à la réalisation du Projet, même si elle assume moins de 25 % des responsabilités susmentionnées.

Parties libérées :	Les Parties libérées visées à la Section 7.2 .
Période d'entretien :	La période débutant à la Date de réception provisoire et se terminant à la Date d'expiration.
Période de construction :	La période débutant à la date d'entrée en vigueur de l'Entente de partenariat et se terminant à la Date de réception définitive.
Période de paiement :	Les périodes de paiement mensuelles débutant le premier jour de chaque mois de l'année civile et se terminant le dernier jour de chaque tel mois à compter de la Date de réception provisoire, dans la mesure où la première Période de paiement pour la première Année Contractuelle et la dernière Période de paiement pour la dernière Année Contractuelle peuvent être une période plus courte, en raison du moment où tombe la Date de début du paiement et la Date d'expiration pendant les Périodes de paiement pertinentes.
Période de validité de la Proposition financière :	La période qui débute à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et qui se termine quatre semaines suivant la date prévue pour la Clôture financière, et dont doivent convenir le CUSM et les Soumissionnaires avant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier en fonction de la conjoncture en vigueur pour les projets de nature semblable, dans la mesure où, si le CUSM et les Soumissionnaires n'en viennent pas à une entente au sujet de cette date, le CUSM fixera seul cette date qui tombera au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, sous réserve de la Période de validité de la Proposition révisée.
Période de validité de la Proposition révisée :	La période qui débute à la Date de dépôt de la Proposition révisée et qui se termine dix-huit (18) semaines après la Date de dépôt de la Proposition révisée.
Période de validité de la Proposition technique :	La période qui débute à la Date de dépôt de la Proposition technique et qui se termine à la date qui tombe neuf (9) mois après la Date de dépôt de la Proposition technique, sous réserve de la Période de validité de la Proposition révisée.
Personne :	Une personne physique, personne morale, société de personnes (y compris une société en commandite), fiducie, fonds, association, organisme ou tout autre groupement de personnes constitué en personne morale ou non, ainsi qu'une personne physique ou toute autre personne agissant en sa qualité de fiduciaire, de liquidateur, d'exécuteur ou de représentant légal.

Personne clé :	<p>La personne physique qui occupe, pour le compte d'un Soumissionnaire, l'une des fonctions suivantes ou une fonction hiérarchique équivalente pour assurer la réalisation du Projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le directeur de projet; • le responsable de la conception architecturale; • le responsable de l'intégration des dimensions cliniques et de recherche à la conception; • le responsable de la construction; • le responsable de l'entretien; • le responsable de la gestion de l'énergie; • le responsable du financement; <p>de même que toute autre personne physique désignée comme Personne clé par un Soumissionnaire. Une personne physique peut occuper plus d'une fonction au sein d'un Soumissionnaire donné.</p>
Personne contact du Soumissionnaire :	La personne physique agissant comme personne contact pour un Soumissionnaire tel que prévu à la définition de « Personne contact du Soumissionnaire » de l' Annexe A de la Convention de soumission.
Personne liée :	Une personne est liée à une autre personne lorsqu'elle a des <i>liens</i> (tel que ce terme est défini à l'article 5 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (L.R.Q., chapitre V-1.1)) avec cette personne. De plus, une société est liée à une autre lorsqu'elle en est la filiale de celle-ci au sens de l'article 9 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (L.R.Q., chapitre V-1.1).
Plan de transfert :	Le document décrivant les étapes du transfert des activités de recherche et du transfert de l'équipement et des patients depuis les centres de santé existants du CUSM vers le Complexe hospitalier, préparé conformément à l'annexe 17-3 – Plan de transfert du Volume 4 .
PPP :	Partenariat public-privé.
PPPQ :	Partenariats public-privé Québec, également désigné par Agence des Partenariats public-privé du Québec et constitué en vertu de la <i>Loi sur l'Agence des Partenariats public-privé du Québec</i> , L .R .Q. c. A-7.002, ainsi que tous ses successeurs et ayant-droits.
Processus de soumission :	Le processus devant conduire au choix du Soumissionnaire sélectionné et à la signature de l'Entente de partenariat qui comporte, notamment, l'Appel de qualification, la séance d'information, les déclarations et engagements prévus dans le formulaire d'engagement de l'Appel de qualification, le processus d'évaluation et de sélection des Candidats

qualifiés et des Soumissionnaires, l'Appel de propositions dont notamment les engagements prévus dans le formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, dans le formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, dans le formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés et dans les formulaires de quittance et la Convention de soumission, la participation aux séances d'information, aux Ateliers de discussion et à la Revue intérimaire, les communications d'information par l'entremise du Site électronique sécurisé, l'émission de l'Entente de partenariat sous forme de projet ou révisée et sous forme définitive, la réception et la prise en compte des commentaires des Soumissionnaires et des renseignements fournis à la suite d'une demande du CUSM, les présentations de leur Proposition par les Soumissionnaires, les échanges relatifs aux Documents relatifs au projet, l'évaluation des Propositions soumises en réponse à l'Appel de propositions et la désignation d'un Soumissionnaire sélectionné, la préparation, la négociation, l'acceptation ou le refus de toute Proposition, et toutes les étapes menant à la Clôture financière, la modification, l'annulation, l'interruption ou la cessation, le cas échéant, de l'Appel de propositions et du Projet. Sans limiter le caractère général de ce qui précède, le processus relatif à l'élaboration, y compris les Rencontres, la présentation et l'évaluation d'une Proposition révisée fait également partie du Processus de soumission.

Proposition :	La proposition soumise par un Soumissionnaire en réponse à l'Appel de propositions et composée d'une Proposition de base, incluant une Proposition technique, une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, une Proposition révisée, et, le cas échéant, de toute Proposition alternative, ou, selon le contexte, l'une ou l'autre ou une combinaison de ces composantes.
Proposition alternative :	Une Proposition alternative visée à la Section 3.5.2 .
Proposition conforme :	Toute Proposition dont la Proposition de base est jugée conforme par le Comité de sélection qui : (i) respecte les conditions de recevabilité afférentes au dépôt de la Proposition énoncées à la Section 5.3.1 et (ii) respecte les exigences de conformité générale, technique et financière énoncées à la Section 5.3.2 .
Proposition de base :	Une Proposition de base visée à la Section 3.5.1 .
Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier :	La Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier soumise par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition et répondant aux exigences de cet Appel de propositions.
Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier :	La Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier relative aux coûts reliés à la Proposition technique et aux coûts du Financement soumise par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition et répondant aux exigences de cet Appel de propositions.

Proposition financière :	La partie d'une Proposition d'un Soumissionnaire relative aux aspects financiers de la Proposition respectant les exigences prévues à cet égard au Volume 5 et comprenant la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, tel que modifiée et mise à jour par la Proposition révisée.
Proposition financière révisée :	La Proposition financière révisée soumise par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition révisée et répondant aux exigences de cet Appel de propositions.
Proposition révisée :	<p>La Proposition soumise par un Soumissionnaire en réponse à la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions et composée notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) de la Proposition déjà reçue aux termes du Processus de soumission;(ii) d'une Proposition technique révisée;(iii) d'une Proposition financière révisée;(iv) de la liste de Dérogations acceptées et la liste de modifications à la Proposition et autres livrables, tel que prévue au Volume 5 pour la Proposition révisée; et(v) de toute lettre d'engagement acceptée par le Soumissionnaire lors du processus d'évaluation relatif à la première et seconde phase de soumission.
Proposition technique :	La partie d'une Proposition d'un Soumissionnaire relative aux aspects techniques de la Proposition, respectant les exigences de cet Appel de propositions, tel que modifiée et mise à jour par la Proposition révisée.
Proposition technique révisée :	La partie de la Proposition révisée d'un Soumissionnaire relative aux aspects techniques de la Proposition révisée et répondant aux exigences de cet Appel de propositions.
Réception définitive :	La Réception définitive du Complexe hospitalier, telle que définie au Volume 4 .
Réception provisoire :	La Réception provisoire de l'ensemble du Complexe hospitalier ou, le cas échéant, de toute étape de sa construction, telle qu'elle est définie au Volume 4 .
Réclamation :	Toute réclamation, demande, requête, instance, action, poursuite, cause d'action, créance, redevance, action en garantie, action récursoire, indemnité, engagement, perte, dommage-intérêt, coût, grief ou procédure d'exécution relatifs à des droits de nature contractuelle ou extracontractuelle, procédant de manière judiciaire ou extrajudiciaire.

Rencontres :	Les Rencontres prévues à la Section 3.2.6 .
Représentant des autorités publiques :	La personne nommée aux termes de la Section 6.3 .
Revue intérimaire :	La revue intérimaire de la Proposition visée à la Section 3.2.4 .
Salle de documentation électronique :	La salle de documentation électronique visée à la Section 3.12 .
Site électronique sécurisé :	Le site électronique sécurisé visé à la Section 3.2.3 .
Site Glen :	Un terrain d'une superficie d'environ 211 333 m ² , bordé par la rue Sainte-Catherine au nord, le chemin Glen à l'est, la rue Saint-Jacques au sud et le boulevard Décarie à l'ouest, dans les municipalités de Westmount et de Montréal.
Soumissionnaire :	Un Candidat qualifié invité à participer à l'Appel de propositions aux termes de l'Appel de qualification et qui a signé la Convention de soumission ou toute autre personne acceptée par le CUSM et le Directeur exécutif qui remplace celui-ci conformément aux dispositions des présentes et qui est liée par la Convention de soumission.
Soumissionnaire sélectionné :	Le Soumissionnaire retenu aux termes du présent Appel de propositions pour conclure l'Entente de partenariat.
Taux d'intérêt de référence :	<p>Un taux d'intérêt de référence exprimé en pourcentage à deux décimales pour les Emprunts utilisé par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition. Pour un emprunt bancaire, le Taux d'intérêt de référence représente le prix d'un contrat de swap déterminé à la fin de la journée à la date à être déterminée par les Autorités publiques, au moyen de l'option « send deal to users » du terminal Bloomberg. Pour un financement par obligations, le Taux d'intérêt de référence représente le rendement interpolé d'obligations du gouvernement du Canada dont la durée moyenne correspond à celle du financement au moyen de la dette de premier rang.</p> <p>Un taux d'intérêt de référence doit être indépendamment vérifiable et accessible par le terminal Bloomberg et acceptable aux Autorités publiques, à leur entière discrétion.</p>
Valeur actuelle nette :	La valeur actuelle nette des Paiements anticipés et des Paiements annuels relatifs aux services durant le terme de l'Entente de partenariat calculée en date du 1 ^{er} janvier 2008, en utilisant un taux d'actualisation annuel de 8 %, calculé semi-annuellement. Les Dérogations acceptées et les Dérogations additionnelles sont prises en compte dans le calcul de la Valeur actuelle nette de la Proposition révisée.
VAN ajustée :	La VAN normalisée ajustée selon le coefficient d'ajustement pour la qualité

qui est décrite à la **Section 5.3.4.2**.

VAN normalisée :	La Valeur actuelle nette normalisée de la façon mentionnée à l' Annexe 1-18 .
Vérificateur du processus :	La personne chargée à ce titre d'examiner l'ensemble du Processus de soumission et de s'assurer qu'il se déroule de façon équitable, transparente et conformément aux modalités du présent Appel de propositions.
Volume 1 :	Le Volume 1 du présent Appel de propositions, tel que décrit à la Section 1.7 , incluant les directives aux Soumissionnaires.
Volume 2 :	Le Volume 2 du présent Appel de propositions, tel que décrit à la Section 1.7 , incluant les Exigences de performance cliniques et techniques.
Volume 3 :	Le Volume 3 du présent Appel de propositions, tel que décrit à la Section 1.7 , incluant les Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier.
Volume 4 :	Le Volume 4 du présent Appel de propositions, tel que décrit à la Section 1.7 , incluant le projet d'Entente de partenariat.
Volume 5 :	Le Volume 5 du présent Appel de propositions, tel que décrit à la Section 1.7 , incluant les livrables requis pour la Proposition technique, la Proposition financière et la Proposition révisée.
Volume 6 :	Le Volume 6 du présent Appel de propositions, tel que décrit à la Section 1.7 , incluant le résumé du processus durant la phase d'élaboration des Propositions.

INTERPRÉTATION

À moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes définis renvoient aux définitions du glossaire du **Volume 1** ou, à défaut d'une telle définition à ce glossaire, aux définitions du **Volume 4** (Entente de partenariat).

Les renvois aux **Volumes** de cet Appel de propositions constituent des renvois à la version la plus récente de ces documents, en leur version modifiée par les addenda accessibles aux Soumissionnaires conformément à l'Appel de propositions.

Les rubriques sont insérées à titre de référence seulement et ne font pas partie intégrante du document dans lequel elles figurent ni ne touchent le sens ou l'interprétation de celui-ci.

Le masculin lorsqu'il est employé pour désigner des personnes physiques, renvoie aussi bien à des femmes qu'à des hommes et, à moins d'indication contraire du contexte, le singulier comprend le pluriel et le pluriel comprend le singulier.

Les références à une loi, à une disposition d'une loi ou à un règlement comprennent la loi, la disposition d'une loi ou d'un règlement qui modifie, proroge, codifie ou remplace cette loi, cette disposition ou ce règlement ou qui a été modifié, prorogé, codifié ou remplacé par cette loi, cette

disposition ou ce règlement, et comprennent tout arrêté, décret, règlement, ordonnance, code de conduite, document ou autre mesure législative subordonnée prise en vertu de la loi. Il en va de même des normes, standards de qualité, codes et autres règles établis par des organismes de réglementation auxquels il est fait référence dans l'Appel de propositions.

Tout renvoi à une section, à un article, à un paragraphe ou à une autre partie de tout document vise l'ensemble de la section, de l'article, du paragraphe ou de l'autre partie de ce document. Tout renvoi à un numéro de section, d'article, de paragraphe ou d'une autre partie vise l'ensemble de la section, de l'article, du paragraphe ou de l'autre partie, le cas échéant, portant ce numéro, y compris toutes les dispositions accessoires portant le même numéro. Tout renvoi à une section des présentes vise une section du présent **Volume 1** à moins d'indication contraire.

Les expressions « comprend », « y compris », « tel que » et toute autre expression de même signification n'introduisent pas d'énumérations limitatives; elles doivent être interprétées comme si l'expression utilisée était « entre autres » ou « notamment ».

Les expressions « aux présentes », « aux termes des présentes », « des présentes » et des expressions similaires désignent, sauf disposition contraire, l'ensemble du présent **Volume 1** plutôt qu'un article, une section, une sous-section ou une autre subdivision donnée du présent **Volume 1**.

Sauf si expressément indiqué, toutes les références monétaires dans cet Appel de propositions sont exprimées en dollars canadiens.

Quant à toute décision prise ou devant être prise (incluant l'omission d'agir), il est entendu, à moins d'indication expresse au contraire, que le CUSM ou toute Personne autorisée par le CUSM peut ainsi agir sans que l'un ou l'autre des Soumissionnaires et leurs Collaborateurs n'ait à être entendu ou consulté de quelque façon que ce soit, la décision ainsi prise étant finale et sans appel. Par ailleurs, lorsqu'il est mentionné que le CUSM ou tout autre Personne autorisée à agir par le CUSM peut poser un geste ou rendre une décision, aucune obligation de ce faire ne s'infère de l'emploi de l'un ou l'autre des mots « peut » ou « pouvoir ».

Chacune des annexes et chacun des volumes de l'Appel de propositions y sont intégrés et en font partie.

Lorsque l'échéance d'un délai ou une date d'échéance prescrite en vertu du présent Appel de propositions tombe à une date qui n'est pas un jour ouvrable au Québec, cette échéance ou cette date d'échéance prescrite est reportée au prochain jour ouvrable.

1. INTRODUCTION

1.1 Occasion d'affaires

Guidé par sa mission universitaire et par l'ambition de fournir « les meilleurs soins pour la vie », le CUSM s'est engagé dans un projet de modernisation qui regroupera ses services de soins de santé et ses activités d'enseignement et de recherche sur deux campus hospitaliers : le Campus hospitalier de la Montagne, actuellement situé sur le site de l'Hôpital général de Montréal, au pied du Mont-Royal, et le campus Glen, situé près des limites de Westmount, des arrondissements Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest de Montréal.

Ce projet de modernisation, qui a reçu l'aval du Gouvernement du Québec et du Ministère le 22 juin 2004, comportera des aménagements cliniques et de recherche modernes et un équipement à la fine pointe de la technologie, atouts indispensables au recrutement et à la fidélisation de médecins et chercheurs de haut calibre. Il permettra la pleine intégration des soins aux patients et des activités d'enseignement et de recherche aux activités quotidiennes du CUSM et il encouragera et favorisera l'excellence.

Le Projet vise les parties du programme de modernisation du CUSM touchant le nouveau campus Glen. Cet important projet a pour objet d'atteindre l'objectif du Ministère de permettre le rehaussement et l'avancement de la médecine universitaire au Québec. Le CUSM remplit un rôle majeur à cet égard, notamment en assurant des soins cliniques, en participant à des activités de recherche et d'enseignement et en évaluant de nouvelles technologies au sein du Réseau universitaire intégré de santé McGill (RUIS McGill). Ce rôle exige la modernisation de ses installations et de son éventail d'équipements ultra-spécialisés.

Le CUSM et le Gouvernement ont adopté une approche de PPP pour la réalisation du Projet afin de mettre à profit l'expertise du secteur privé. L'on compte sur une participation importante du secteur privé en ce qui a trait au partage des responsabilités et des risques ainsi qu'au financement du Projet. Le CUSM souhaite obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour le Projet grâce à l'innovation et à la gestion que procurera le secteur privé et à une répartition optimale des risques, tout en respectant le budget fixé par le Gouvernement. Le CUSM propose donc une approche selon laquelle un Consortium assumera les responsabilités de conception, de construction et de financement du Complexe hospitalier, ainsi que de son entretien, sur une période se terminant trente (30) ans après la dernière Date prévue de réception provisoire, conformément à l'Entente de partenariat.

Aux fins du choix du Soumissionnaire sélectionné, le CUSM appliquera au Processus de soumission les principes de transparence et d'équité. À cet effet, la responsabilité de gérer le Processus de soumission, y compris la gestion du présent Appel de propositions, a été confiée à PPPQ.

1.2 Objectif de l'Appel de propositions

L'objectif du présent Appel de propositions est d'inviter les Candidats qualifiés à soumettre une Proposition pour la réalisation du Projet en vue de conclure l'Entente de partenariat. Il est prévu qu'avant le dépôt de leur Proposition, les Soumissionnaires auront l'occasion de soumettre des questions et des commentaires ainsi que des suggestions de modifications au **Volume 2**, au **Volume 3** et à l'Entente de partenariat suivant le mécanisme décrit à la **Section 3**. De plus, les Soumissionnaires seront invités à participer à des Ateliers de discussion bilatéraux et à une Revue intérimaire et à échanger de l'information par l'entremise du Site électronique sécurisé. Ces forums visent à favoriser une meilleure compréhension des objectifs du CUSM et des approches envisagées par chaque

Soumissionnaire, à cerner en temps opportun les divers enjeux ayant une incidence sur la réalisation du Projet, à aider les Soumissionnaires à bien comprendre les exigences de l'Appel de propositions et à permettre aux Autorités publiques de connaître les préoccupations des Soumissionnaires et d'anticiper leurs implications sur le contenu des Propositions. Ces échanges sont un des éléments clés du Processus de soumission et ont été élaborés de façon à :

- cerner rapidement les problématiques et trouver des solutions;
- laisser place à l'innovation en échangeant sur des solutions ou concepts innovateurs proposés par les Soumissionnaires;
- donner aux Soumissionnaires et à leurs conseillers la possibilité de commenter le projet d'Entente de partenariat avant le dépôt de leur Proposition;
- aider les Soumissionnaires à soumettre des Propositions de qualité, répondant à toutes les conditions de recevabilité et de conformité.

Les Propositions reçues des Soumissionnaires sont évaluées suivant les critères et modalités décrits à la **Section 5**. Le CUSM désire retenir le Soumissionnaire qui aura déposé une Proposition conforme offrant la meilleure valeur au secteur public.

Les Soumissionnaires seront invités à soumettre leur Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier à la date que le CUSM fixera. Cette exigence vise à réduire la période écoulée entre le dépôt d'une offre de financement ferme et la Clôture financière, afin de faciliter le montage du Financement et de réduire les risques et les coûts inhérents à cet inévitable délai entre d'une part la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et d'autre part la Clôture financière.

De plus, les Soumissionnaires sont invités à soumettre leur Proposition révisée à la Date de dépôt de la Proposition révisée. Cette Proposition révisée est déposée dans le cadre d'une seconde phase de soumission effectuée aux fins d'identifier des solutions permettant la réduction des coûts associés à la réalisation du Projet.

La période d'évaluation des Propositions prend fin avec l'annonce du Soumissionnaire sélectionné. Les étapes suivantes conduisent à la Clôture financière et consistent à finaliser la documentation juridique et financière afférente à l'Entente de partenariat et aux ententes relatives au Financement et à obtenir l'autorisation finale du Gouvernement pour conclure l'Entente de partenariat comme le décrit la **Section 3.11**.

1.3 Conseillers du CUSM

1.3.1 *Équipes-maître de professionnels du projet de modernisation du CUSM*

Le CUSM dirige le projet de modernisation des installations hospitalières du CUSM, dont le Projet fait partie, et a retenu les services d'équipes-maître de professionnels afin de l'assister dans cette démarche. À la date de cet Appel de propositions, celles-ci comptent notamment sur l'expertise de professionnels en architecture, en gestion de projet, en ingénierie de structure et civile et en ingénierie mécanique et électrique. Les conseillers juridiques du CUSM relativement au projet de modernisation des installations hospitalières du CUSM sont Borden Ladner Gervais S.R.L., S.E.N.C.R.L.

1.3.2 *Équipes-maître de professionnels associées au Processus de soumission*

PPPQ a été mandaté par le Gouvernement pour gérer le Processus de soumission relatif au Projet.

Le CUSM et PPPQ ont, par ailleurs, retenu et pourront retenir les services de divers conseillers-experts pour les appuyer dans le processus d'élaboration et d'évaluation des Propositions, notamment les suivants :

- Conseillers et courtiers en assurances : Marsh Canada Limitée
- Conseillers financiers et conseillers spécialisés en matière de processus : et PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
- Conseillers juridiques : Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.

1.4 Soumissionnaires

À la suite du lancement de l'Appel de qualification, daté du 27 juin 2007, deux Candidats qualifiés ont été retenus par le CUSM. Suite à l'approbation de demandes de modification à la composition des consortiums qualifiés, ces derniers se composent désormais des Membres et Participants suivants :

Groupe immobilier santé McGill

Membres :

- Innisfree Limited
- SNC-Lavalin inc.

Participants :

- Bouthillette Parizeau et associés inc.
- HDR Architecture Canada, Inc.
- IBI Group
- N.F.O.E. et associés architectes
- Pomerleau Inc.
- Simard-Beaudry Construction inc.
- Société de contrôle Johnson, S.E.C.
- Verreault inc.
- Yelle Maillé architectes associés S.E.N.C.

Partenariat CUSM

Membres :

- Obrascon Huarte Lain, S.A. (OHL)
- Dalkia LP McGill
- Groupe Aecon inc.

Participants :

- Genivar, société en commandite
- Groupe Arcop, architectes, S.E.N.C.

- Parkin Architects Limited
- Groupe Cardinal Hardy Inc.

1.5 Surveillance du déroulement du Processus

Un Vérificateur du processus est mandaté par le Gouvernement. Le mandat du Vérificateur du processus est d'assurer aux Autorités publiques et aux Soumissionnaires que le Processus de soumission est équitable et transparent. À cette fin, il observera le déroulement du processus et fournira un rapport indépendant au conseil d'administration du CUSM et au Gouvernement. Le Vérificateur du processus indiquera dans son rapport si le processus s'est déroulé de façon équitable et transparente conformément aux prescriptions en matière d'évaluation et de sélection décrites dans les documents de l'Appel de propositions. Le rapport du Vérificateur du processus sera publié dans son intégralité immédiatement après sa présentation au conseil d'administration du CUSM.

M. André Dumais agit à titre de Vérificateur du processus en date du présent Appel de propositions.

1.6 Arbitre de conflits d'intérêts

Le mandat d'arbitre de conflits d'intérêts consiste à examiner les cas qui pourront lui être soumis par PPPQ ou le CUSM comme posant ou susceptibles de créer une situation de conflits d'intérêts ou d'avantages indus et à rendre une décision à cet égard ainsi qu'à trancher tout différend résultant d'une décision prise par le CUSM en vertu de la **Section 7.6** en ces matières. Dans l'exécution de son mandat, il doit considérer non seulement les éléments concernant le Projet mais également ceux concernant les projets du Centre de recherche du CHUM et du complexe hospitalier du CHUM qui seront réalisés en PPP.

Me François Daviault agit à titre d'Arbitre de conflits d'intérêts en date du présent Appel de propositions.

La décision de l'Arbitre de conflits d'intérêts concernant une situation actuelle ou appréhendée de conflits d'intérêts ou d'avantages indus est finale et sans appel. Elle lie la personne sollicitant la décision et toutes les parties, incluant les Soumissionnaires, les Membres, les Participants et les Autorités publiques.

Le Soumissionnaire réitère son engagement en vertu de l'Appel de qualification à se soumettre volontairement à l'autorité de l'Arbitre de conflits d'intérêts et à respecter les décisions de ce dernier.

1.7 Structure de l'Appel de propositions

L'Appel de propositions comprend six volumes et leurs annexes respectives :

- le **Volume 1** est divisé en sept sections auxquelles sont rattachées vingt (20) annexes. La **Section 1** présente un aperçu général de l'Appel de propositions, les objectifs du nouveau Complexe hospitalier et l'encadrement législatif et les autorisations y reliés. La **Section 2** décrit le Projet. La **Section 3** décrit le Processus de soumission, la **Section 4**, le contenu exigé de la Proposition, la **Section 5**, les règles et modalités concernant l'évaluation des Propositions, la **Section 6**, les directives aux Soumissionnaires, et finalement, la **Section 7** décrit les considérations générales;
- le **Volume 2** contient les Exigences de performance cliniques et techniques. Ce volume sera intégré comme annexe à l'Entente de partenariat. Tout comme pour les **Volumes 3** et **4**, le **Volume 2** pourra être révisé à la lumière des commentaires et des suggestions reçus des

Soumissionnaires lors des Ateliers de discussion et Rencontres prévus à cet effet ou par l'entremise des Sites électroniques sécurisés;

- le **Volume 3** contient les Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier. Ce volume sera intégré comme annexe à l'Entente de partenariat. Tout comme les **Volumes 2** et **4**, le **Volume 3** pourra être révisé à la lumière des commentaires et des suggestions reçus des Soumissionnaires lors des Ateliers de discussion et Rencontres qui se tiendront à cet effet ou par l'entremise des Sites électroniques sécurisés;
- le **Volume 4** présente le projet d'Entente de partenariat et ses annexes. Ce projet d'entente pourra être révisé à la lumière des commentaires et des suggestions reçus des Soumissionnaires lors des Ateliers de discussion et Rencontres qui se tiendront à cet effet. Le projet d'Entente de partenariat sera remplacé éventuellement par une version révisée et définitive de l'Entente de partenariat;
- le **Volume 5** contient les exigences requises relativement à la forme et au contenu des livrables de la Proposition, incluant les exigences de conformité générale et les exigences pour la Proposition technique, pour la Proposition financière et pour la Proposition révisée faisant partie de la Proposition du Soumissionnaire;
- le **Volume 6** contient un résumé du processus durant la phase d'élaboration des Propositions, y compris des précisions sur la gouvernance du Projet, sur l'assistance en matière d'élaboration des Propositions et un échéancier qui est disponible aux Soumissionnaires dans la Salle de documentation électronique. Le **Volume 6** pourra être révisé de temps à autre par le CUSM qui en déposera alors une version mise à jour dans la Salle de documentation électronique.

1.8 Encadrement législatif du Projet

La *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, L.R.Q., c. S-4.2 (art. 260) stipule qu'un centre hospitalier doit obtenir l'autorisation préalable du Ministre et du Conseil du Trésor avant d'entreprendre la construction ou la rénovation d'un établissement hospitalier. Le Ministre a établi que dans le cas du CUSM, une telle décision ne serait prise que sur la recommandation du Directeur exécutif.

Le CUSM dirige le projet de modernisation du CUSM, y compris le Projet. Le Directeur exécutif a pour mandat de s'assurer que les programmes, les budgets et le calendrier de réalisation du programme de modernisation du CUSM respectent les objectifs du Gouvernement. Leurs rôles et responsabilités respectifs sont établis dans le document intitulé « Entente-cadre de gouvernance ».

La *Loi sur l'Agence des partenariats public privé du Québec*, L.R.Q. c. A 7.002, ainsi que le décret 419-2007 définissent le rôle et le mandat de PPPQ. Les Soumissionnaires sont invités à prendre connaissance de la *Politique cadre sur les partenariats public privé*. La responsabilité de la gestion du Processus de soumission, y compris du présent Appel de propositions, a été confié à PPPQ.

La réalisation du Complexe hospitalier devra s'effectuer dans le respect par le Soumissionnaire, ses Membres, ses Participants et les Personnes clés et, le cas échéant, par tous leurs sous-contractants, mandataires ou autres représentants (i) de l'ensemble des lois et règlements du Québec et du Canada applicables et (ii) des directives, décisions, etc. de toute autorité gouvernementale, judiciaire ou reconnue par entente, le tout tel qu'il est plus amplement énoncé à l'Entente de partenariat.

En conséquence, les Soumissionnaires sont invités à se familiariser avec certains textes législatifs qui pourraient influencer de façon marquée sur la réalisation du Projet. Une liste non-exhaustive de ces textes législatifs est disponible dans la Salle de documentation électronique.

Au niveau municipal, la Ville de Montréal a adopté en première lecture le 18 avril 2005 le « Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation du Centre universitaire de santé McGill et de l'Hôpital des Shriners sur un emplacement situé à l'est du boulevard Décarie, entre la rue Saint-Jacques et la voie ferrée du Canadien Pacifique », ainsi que le « Règlement modifiant le *Plan d'urbanisme* de la Ville de Montréal », lesquels ont été adoptés le 25 mai 2009 (Règlements 05-035 et 04-047-2). De même, le conseil d'arrondissement de Westmount a adopté le 4 juillet 2005 le règlement RCA05, 23036 intitulé « Règlement visant à modifier de nouveau le règlement 1303 concernant le zonage – Centre universitaire de santé McGill (CUSM) / Cour Glen – zone R3-39-01 » (Numéro de la résolution : CA05 230162).

Le présent Appel de propositions a été autorisé par décrets du Gouvernement.

L'autorisation gouvernementale au CUSM de lancer le présent Appel de propositions ne constitue pas une autorisation d'exécution du Projet en cause ni ne remplace les autorisations du Ministre et du Conseil du trésor requises par l'article 260 de la *Loi sur les Services de santé et les services sociaux*, L.R.Q. c. S-4.2.

1.9 Ententes commerciales

Le Gouvernement a conclu au cours des ans avec d'autres gouvernements, que ce soit le gouvernement du Canada, ceux des provinces, des territoires ou d'autres États, des accords de nature commerciale. Il convient de mentionner l'accord de libéralisation des marchés entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires canadiens, dénommé *Accord sur le commerce intérieur*, l'*Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et de l'Ontario*, l'*Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick* et l'*Accord intergouvernemental sur les marchés publics entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York*.

La réalisation du Projet représente une opportunité intéressante de retombées économiques pour l'économie québécoise et il est prévu que les Soumissionnaires accorderont une pondération appropriée à cet élément dans l'élaboration de leur Proposition.

Les Soumissionnaires sont invités à consulter le **Volume 3** et le **Volume 5** à cet égard.

2. LE PROJET

2.1 Le programme de modernisation du CUSM

Le CUSM s'est engagé dans un projet de modernisation qui regroupera les services de soins de santé et ses activités d'enseignement et de recherche sur deux sites : le campus de la Montagne et le campus Glen. La construction d'un nouveau centre de soins de santé est un projet qui chemine depuis un grand nombre d'années déjà et dont la finalité première est de doter le Québec d'un centre universitaire de soins de santé moderne, à la fine pointe des tendances en matière de soins de santé, d'enseignement et de recherche, dans une infrastructure architecturale et technologique novatrice. Le complexe de soins de santé prévu est à l'avant-garde des soins de santé et sera conçu en vue de procurer de nouveaux modèles de prestation des soins, axés sur les besoins des patients et de leur famille.

Le CUSM exploitera des centres de soins de santé de qualité et de réputation comparables sur deux sites. Ceux-ci suivront en grande partie les mêmes normes de soins, centrés sur les patients et leur famille. Le CUSM reconnaît cependant le besoin de regrouper certaines activités de façon optimale à l'un ou l'autre des deux sites.

L'Hôpital général de Montréal et l'Hôpital neurologique de Montréal seront situés sur le campus de la Montagne. Ils seront réaménagés et améliorés en vue de mieux desservir la population du centre-ville, et comprendront un total d'environ 330 lits. Cet établissement continuera d'offrir une gamme de services hospitaliers, en plus d'être le Centre de traumatologie du CUSM. En complément, il accueillera la neurologie et la neurochirurgie dans une nouvelle construction adjacente au bâtiment existant. La transformation du campus de la Montagne sera réalisée en mode de construction traditionnel et ne fait donc pas partie du présent Appel de propositions.

Le campus Glen accueillera la majorité des soins pédiatriques ainsi que les soins hospitaliers adultes complémentaires aux activités du campus de la Montagne, notamment les programmes cardiovasculaires et de santé des femmes. On y retrouvera aussi le Centre de recherche du CUSM, le Centre du cancer et une unité ambulatoire. Ces activités font partie du Projet.

Les activités administratives et éducatives du CUSM seront localisées stratégiquement sur un site attenant au campus Glen ou à proximité de celui-ci. Le CUSM propose d'utiliser l'immeuble situé au 5100, boulevard de Maisonneuve, et adjacent au Site Glen, pour combler certains de ces besoins et pour les bureaux des médecins. Comme le campus de la Montagne, cet immeuble est exclu de l'Appel de propositions.

Il est également prévu que l'Hôpital Shriners soit situé sur le campus Glen, et soit construit sur un terrain adjacent à l'unité pédiatrique du Complexe hospitalier, mais qu'il ne fasse pas partie du présent Projet. Le CUSM prévoit travailler en partenariat avec la direction de l'Hôpital Shriners afin d'identifier, d'un point de vue technique, des espaces et des éléments qui pourraient être partagés. Les contiguïtés qui pourraient optimiser la fonctionnalité entre l'Hôpital Shriners et l'unité pédiatrique du Complexe hospitalier seront également évaluées.

Le campus Glen, situé à l'ouest du centre-ville, sera un centre de santé novateur et à la fine pointe de la technologie et propice à la guérison, facilement accessible pour les patients et leur famille. Il sera également bien intégré au milieu urbain environnant.

Le Site Glen, anciennement la cour de triage Glen maintenant désaffectée, est situé dans les municipalités de Montréal et de Westmount et couvre environ 211 333 m². Il est bordé par la rue Sainte-Catherine au nord, le chemin Glen à l'est, la rue Saint-Jacques au sud et le boulevard Décarie à l'ouest. De plus, le site se situe à proximité du carrefour autoroutier de l'échangeur Turcot, qui donne accès aux autoroutes 10, 15, 20 et 720, ainsi qu'au pont Champlain vers la Rive-Sud. Il est à moins de 15 kilomètres de l'aéroport Montréal-Trudeau. Sa localisation en promontoire lui assure une grande visibilité depuis les approches autoroutières. Le site comporte quatre accès automobiles, dont deux sur Décarie, un sur Saint-Jacques et un sur le chemin Glen. L'emplacement est desservi de manière privilégiée par trois modes de transport en commun qui sont centralisés en un pôle unique autour de la station Vendôme : le train de banlieue, le métro et les autobus. De plus, des accès cyclables reliant le site aux différentes pistes cyclables sont prévus.

Des ententes ont été conclues avec la Ville de Montréal aux fins de la construction d'accès au Site Glen. Ces ententes ont été affichées dans la Salle de documentation électronique. Des discussions ont cours entre le CUSM et Hydro-Québec relativement aux travaux afférents à la prolongation du réseau d'Hydro-Québec pour l'alimentation du Complexe hospitalier. Des discussions ont également cours entre le CUSM et le ministère des Transports du Québec relativement à des travaux afférents à une nouvelle bretelle de sortie sur l'autoroute A-720, lesquels ne feront pas partie de la portée du Projet mais exigent que les Soumissionnaires en tiennent compte dans l'établissement de leurs échéanciers de construction.

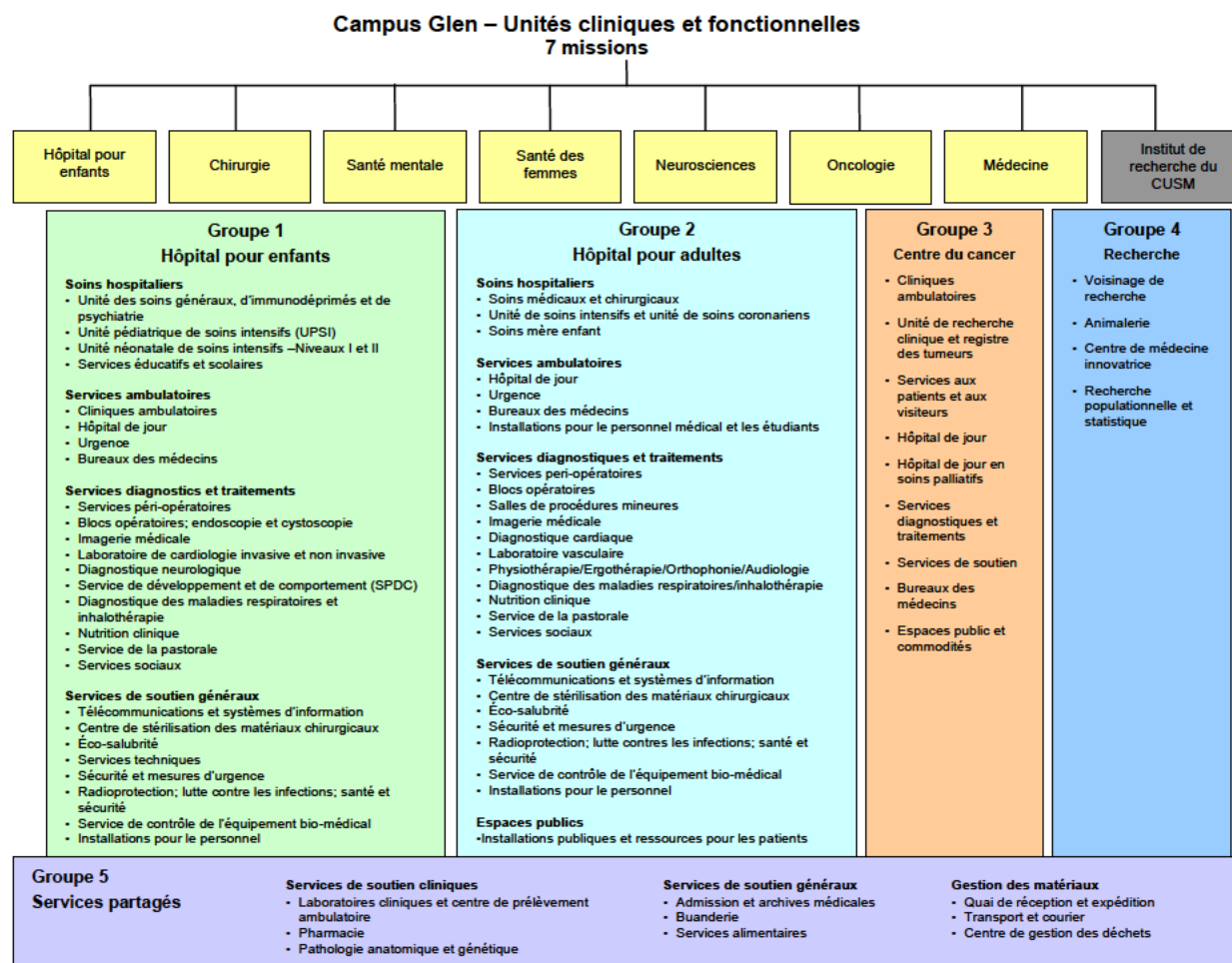
Des ententes devraient aussi être conclues avec la Société de transport de Montréal, la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, l'Agence métropolitaine de transport et le ministère des Transports du Québec en vue de raccorder le Complexe hospitalier à la station Vendôme. Lorsque des ententes seront conclues, le CUSM en mettra un exemplaire à la disposition des Soumissionnaires dans la Salle de documentation électronique. L'Entente de partenariat établira le partage des responsabilités entre le Partenaire Privé et le CUSM relativement à ces ententes.

2.2 Sommaire du plan clinique – Complexe hospitalier

Les activités cliniques du CUSM seront réparties en sept missions : **SANTÉ DES FEMMES; SANTÉ MENTALE; NEUROSCIENCES; CHIRURGIE; ONCOLOGIE; MÉDECINE; PÉDIATRIE.**

Certaines activités cliniques du CUSM seront exclusivement assurées au Complexe hospitalier, soit l'oncologie, les soins palliatifs, la chirurgie cardiovasculaire, la transplantation, l'hématologie, les services respiratoires, l'oto-rhino-laryngologie, la chirurgie thoracique, les services de la santé des femmes et l'urologie.

L'organigramme qui suit décrit les sept missions de l'organisme ainsi que les unités fonctionnelles qui en découlent.



2.3 Les principaux éléments du Projet

Le Projet consiste en :

- la conception, la construction et le financement du Complexe hospitalier, y compris le parc de stationnement, les espaces de commerce de détail, la connexion à la station Vendôme de la STM et, le cas échéant, une centrale thermique;
- l'entretien du Complexe hospitalier;
- la gestion de l'énergie du Complexe hospitalier. La conception et la construction du Complexe hospitalier devront répondre à des exigences d'efficacité énergétique correspondant aux normes prévues dans l'Entente de partenariat ou les dépassant. La certification LEED^{MD} (Leadership in Energy and Environmental Design), de niveau argent au minimum, doit être obtenue;

- d) le Partenaire privé doit fournir des installations de stationnement souterrain comportant au minimum 1 800 places et les services de stationnement en conformité aux **Volumes 2, 3 et 4** et aux normes qui y figurent;
- e) le Partenaire privé doit fournir les espaces de commerce de détail qui respectent la vision du CUSM à cet égard.

Le Complexe hospitalier sera construit en fonction de l'échéancier proposé par le Soumissionnaire dans sa Proposition et le CUSM accueillera les suggestions portant sur une Réception provisoire par étapes au cours du Processus de soumission.

Le Partenaire privé pourra compter sur des Paiements anticipés par le CUSM. Ces Paiements anticipés seront payables en partie aux dates de l'atteinte des jalons de construction pertinents du centre de recherche et en partie aux Dates de réception provisoire, dans ce deuxième cas jusqu'à un montant total maximum de l'ordre de 45 % des coûts de conception et de construction en dollars courants faisant partie de la Proposition financière du Partenaire privé. Ces derniers Paiements anticipés (Paiement de réception provisoire de l'étape 1, Paiement de réception provisoire de l'étape 2 et Paiement de réception provisoire de l'étape 3) sont payables dans la même proportion que la progression du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence. Ces paiements, pris en compte dans l'appréciation du respect du Critère d'abordabilité, visent à alléger les risques liés au financement du Projet et, par conséquent, à réduire le coût du Projet payé par le CUSM.

Le Partenaire privé devra proposer une solution qui offre la meilleure qualité relativement à son coût, respecte les exigences du programme fonctionnel et technique ainsi que les exigences de performance, et qui est conforme au Critère d'abordabilité fixé par le Gouvernement et prévu dans cet Appel de propositions.

2.4 Services de stationnement

Le Partenaire privé fournit des installations de stationnement souterrain comportant au minimum 1 800 places. Comme cette capacité correspond généralement au nombre minimal de places requis par la réglementation municipale, le CUSM accueillera favorablement les suggestions proposant des places de stationnement additionnelles. Le cadre régissant la fixation des tarifs de stationnement est décrit au **Volume 4** du présent Appel de propositions. Le CUSM s'attend à ce que la gestion, par le Partenaire privé, du parc de stationnement, des services de stationnement et des revenus qui en sont dégagés réduisent les Paiements périodiques relatifs aux services payables par le CUSM. Les coûts des immobilisations, de l'exploitation et de l'entretien liés aux services de stationnement doivent être entièrement récupérés grâce aux bénéfices prévus lesquels doivent contribuer à réduire les Paiements périodiques relatifs aux services autrement payables. En conséquence, le Partenaire privé devrait proposer une structure et une solution permettant de maximiser la réduction des Paiements périodiques relatifs aux services.

2.5 Espaces de commerce de détail

2.5.1 Vision

Le projet de modernisation du CUSM offre la possibilité d'aménager une ou plusieurs aires exemplaires d'espaces de commerce de détail dans un environnement de soins de santé digne du XXI^e siècle. Le CUSM envisage la création d'espaces de commerce de détail de la plus haute qualité dans un environnement dynamique et attrayant pour tous ses usagers.

L'objectif est de fournir des services tout en créant un sentiment d'appartenance à la communauté et en veillant au bien-être des usagers et de maximiser le rendement financier des actifs commerciaux pour le CUSM. Ces installations de commerce de détail devraient s'intégrer sans heurt à la communauté locale existante.

2.5.2 *Espace*

Le Partenaire privé devrait présenter une solution de commerce de détail qui facilitera des interactions fréquentes entre le personnel de tous les établissements du campus Glen et qui confèrera aux patients et aux visiteurs un sentiment de bien-être. De plus, les commerces de détail devraient être situés de façon stratégique, permettant une facilité d'accès aux visiteurs, aux patients et au personnel des différents établissements.

L'on estime qu'une superficie totale d'environ 5 800 m² d'espace de commerce de détail sera nécessaire au sein du Complexe hospitalier pour respecter la vision du CUSM, desquels 1 200 m² seront mis à la disposition des bénévoles auxiliaires du CUSM. Le Partenaire privé devrait proposer et démontrer à cet égard la meilleure solution possible.

Il incombe au Partenaire privé de fournir et d'entretenir l'enveloppe des espaces, mais il n'est pas responsable de l'aménagement intérieur des espaces, aspect qui devrait plutôt être pris en charge par les locataires des espaces commerciaux.

2.5.3 *Fondement commercial*

Le Partenaire privé devrait fournir l'enveloppe de l'espace dans le cadre de la construction du Complexe hospitalier et l'entretenir par la suite de la même façon que les autres parties du Complexe hospitalier pendant la durée de l'Entente de partenariat. Les coûts des immobilisations, de l'exploitation et de l'entretien liés aux espaces commerciaux doivent être entièrement récupérés grâce aux revenus de location prévus lesquels doivent contribuer à réduire les Paiements périodiques relatifs aux services autrement payables. En conséquence, le Partenaire privé devrait proposer une structure et une solution permettant d'abord de maximiser la réduction des Paiements périodiques relatifs aux services et ensuite de prévoir un programme de partage des bénéfices avec le CUSM, raisonnable du point de vue commercial. Cette solution devra également inclure des droits et restrictions en matière de supervision par un locateur conformes aux normes de l'industrie.

2.5.4 *Nature*

En plus de la production de revenus, la promotion d'un mode de vie sain et le bon goût devraient dicter le processus de sélection des locataires des espaces commerciaux. Les commerces dont les activités sont jugées contraires à cette philosophie seront interdits, ce qui comprend les commerces qui vendent des produits du tabac, de l'alcool et des services funéraires privés. Le CUSM est disposé à envisager des espaces de commerce de détail qui incluent notamment une gamme d'activités comme les suivantes :

- Garderie
- Barbier/salon de coiffure
- Magasin de cadeaux/fleuriste
- Magasin de prothèses
- Dépanneur
- Café internet
- Club vidéo
- Centre de conditionnement physique

- Librairie/ kiosque à journaux
- Opticien
- Bureau de poste
- Guichet automatique
- Nettoyeur
- Magasin de médecine douce (homéopathie, ostéopathie, naturopathie)
- Spa
- Magasin de fournitures d'art et d'artisanat

En plus de la cafétéria comprise dans les exigences des **Volumes 2 et 3**, il est prévu que des services alimentaires gérés indépendamment soient également offerts par le Partenaire privé au CUSM. Ces services pourraient notamment comprendre :

- des cafés;
- des kiosques alimentaires;
- des restaurants.

2.5.5 *Exploitant de commerce de détail*

La gestion et l'entretien (y compris les coûts liés au cycle de vie) des espaces de commerce de détail incomberont directement au Partenaire privé, ou lui incomberont indirectement par l'intermédiaire d'une société de gestion.

Il incombe au Partenaire privé de fournir des conseils d'experts sur l'utilisation des espaces commerciaux, les prévisions de revenus et la gestion quotidienne efficace et adéquate des espaces commerciaux.

2.6 La description des principales composantes du Projet

Les Soumissionnaires devront tenir pour acquis qu'il leur incombe de prendre en considération tous les aspects administratifs et techniques relatifs à la réalisation du Projet qui seraient habituellement assumés par le secteur public dans le cadre d'une approche de réalisation conventionnelle. Le CUSM n'assumera aucune responsabilité à l'égard du Projet autre que celles prévues à l'Entente de partenariat.

De plus, les Soumissionnaires devront prévoir que leurs obligations, notamment quant à la conception, à la construction, à la mise en service, au contrôle de la qualité, au financement et à l'Entretien du Complexe hospitalier dans le cadre du Projet, devront être assumées pendant la durée complète de l'Entente de partenariat, y compris le respect des exigences de fin de mandat.

Pour atteindre les résultats recherchés, le CUSM confie les responsabilités qui suivent au Partenaire privé. Tous les sujets décrits ci-dessous sont présentés en détail dans le **Volume 4**.

2.6.1 *Permis et autorisations*

Le CUSM assumera la responsabilité de s'assurer de la mise en place par les Autorités publiques du cadre réglementaire requis de même que de l'obtention des autorisations gouvernementales nécessaires pour la réalisation du Projet. Le Partenaire privé assumera la responsabilité de l'obtention des permis (incluant les permis de construction) et certificats d'autorisation exigés pour la réalisation du Projet, tel que prévu à l'Entente de partenariat.

2.6.2 Conception

Le Partenaire privé devra concevoir le Complexe hospitalier en fonction des résultats recherchés par le CUSM tout en respectant l'ensemble des exigences, y compris les exigences environnementales. La conception des bâtiments devra favoriser la productivité et la qualité des activités de recherche et de formation et des services de soins de santé. Elle devra également incorporer des éléments leur conférant une grande flexibilité afin d'accommoder, facilement et à moindre coût, l'évolution rapide des technologies, des méthodes et des axes de recherche. Étant donné la visibilité du Projet, la notoriété et le statut du CUSM, une attention particulière devra être apportée à l'architecture des bâtiments et à leur intégration dans le milieu urbain avoisinant.

2.6.3 Construction

Le Partenaire privé devra réaliser les Travaux prévus à l'Entente de partenariat. Il devra s'assurer de respecter en tout temps l'ensemble des exigences, y compris les exigences environnementales, et l'ensemble des résultats recherchés par le Projet, y compris l'obtention de la certification LEED^{MD} de niveau argent. Le Soumissionnaire sélectionné pourra être tenu d'effectuer certains Travaux avant la Clôture financière conformément à une Entente relative aux travaux préliminaires à être conclue après l'annonce du Soumissionnaire sélectionné.

Le CUSM conserve la responsabilité de choisir et de commander les équipements scientifiques, de technologies de gestion de l'information (« TGI ») et médicaux selon l'échéancier de commande et de livraison élaboré conjointement avec le Soumissionnaire sélectionné et incorporé à l'Entente de partenariat. Cependant, il appartiendra au Partenaire privé de coordonner la livraison et d'effectuer ou faire effectuer l'installation, s'il y a lieu, des équipements scientifiques, TGI et médicaux, selon leurs spécifications.

La responsabilité de choisir et de faire l'achat de certains équipements du Projet est partagée entre le CUSM et le Partenaire privé selon les dispositions de l'Entente de partenariat. Quant à certains équipements identifiés à l'Entente de partenariat qui seront sélectionnés par le CUSM et achetés par le Partenaire privé, les Soumissionnaires doivent, aux fins de la préparation de leur Proposition, utiliser un estimé de coûts de l'ordre de 14,5 M\$. Cet équipement sera sélectionné par le CUSM après la Clôture financière et l'écart (positif ou négatif) entre les coûts effectivement encourus et cet estimé des coûts inclus à la Proposition sera partagé entre le CUSM et le Partenaire privé, le tout tel que plus amplement prévu au **Volume 4**.

Le Partenaire privé aura également la responsabilité du transfert et du déménagement des différents services et de leurs activités depuis les autres sites existants du CUSM vers le Complexe hospitalier, tel que prévu à l'Entente de partenariat.

En ce qui concerne le Plan de transfert qui doit être préparé aux termes de l'Entente de partenariat, le CUSM communiquera aux Soumissionnaires l'inventaire des équipements actuels et organisera, à leur demande, une visite des sites existants. Aux fins de préparation de leur Proposition, les Soumissionnaires doivent utiliser un estimé des coûts de l'ordre de 4,0 M\$ à l'égard des Frais liés au transfert des activités et devront soumettre l'approche qu'ils comptent adopter pour rencontrer leurs obligations à cet égard. L'écart (positif ou négatif) entre les coûts effectivement encourus et cet estimé des coûts inclus à la Proposition sera partagé à parts égales entre le CUSM et le Partenaire privé.

2.6.4 *Entretien*

Le Partenaire privé se chargera de l'Entretien du Complexe hospitalier pour tout ce qui touche les immeubles, incluant les équipements électromécaniques s'y rattachant pour la durée de l'Entente de partenariat. Cette responsabilité comprend, entre autres, l'entretien préventif régulier et majeur ainsi que l'entretien majeur des nouveaux immeubles et de leurs composantes, la gestion de l'énergie en fonction de cibles de rendement énergétique et le maintien de conditions de confort (température, humidité, qualité de l'air, etc.) adéquates, suivant les barèmes reconnus dans les établissements hospitaliers et des exigences de performance prévues à l'Entente de partenariat. Cette responsabilité n'inclut pas l'entretien ménager ni l'entretien et la réparation des équipements scientifiques, médicaux et de TGI. Par ailleurs, les services publics fournis par le Partenaire privé le seront sur une base de refacturation des coûts sans majoration par le Partenaire privé. Le Partenaire privé aura la responsabilité de la gestion des services de stationnement, des espaces commerciaux et des services de sécurité.

2.6.5 *Financement*

Le Partenaire privé aura la responsabilité d'élaborer le montage financier du Projet et de le mettre en place.

2.7 Répartition des risques et responsabilités

L'ensemble des risques et responsabilités du Partenaire privé et du CUSM relativement au Projet est présenté dans l'Entente de partenariat.

Le Partenaire privé accepte l'ensemble des risques associés au Projet sauf ceux spécifiquement pris en charge par le CUSM en vertu de l'Entente de partenariat ou ceux pour lesquels le Partenaire privé bénéficie d'une exonération en vertu de l'Entente de partenariat. Le CUSM prendra à sa charge le risque de variation de certains coûts de financement conformément à ce qui est prévu à la **Section 3.7** et à l'**Annexe 1-19** ainsi que le risque de Modifications pertinentes des lois entre la Date de dépôt de la Proposition technique et la Clôture financière.

2.8 Rémunération du Partenaire privé

La description sommaire qui suit est présentée à titre d'information seulement, les informations détaillées quant à la rémunération du Partenaire privé sont présentées au **Volume 4**, notamment à l'article 34 de l'Entente de partenariat et à l'Annexe 23 – Mécanisme de paiement de l'Entente de partenariat.

Le Partenaire privé est rémunéré par des Paiements périodiques relatifs aux services selon les modalités de l'Entente de partenariat.

Les Paiements périodiques relatifs aux services à être effectués par le CUSM au Partenaire privé aux termes de l'Entente de partenariat sont sujets à divers ajustements, déductions, retenues, compensations, pénalités ou autres formes de réductions en cas de non-respect par le Partenaire privé des exigences de l'Entente de partenariat.

Un paiement incitatif sera prévu dans le cas où la performance du Partenaire privé est substantiellement conforme aux exigences de l'Entente de partenariat. Ce paiement incitatif est conçu de telle façon qu'il permettra au Partenaire privé de récupérer des montants qui auraient été déduits

sur des périodes antérieures. Les détails sur le mécanisme de déduction et de paiement incitatif, ainsi que les domaines d'application, sont établis dans l'Entente de partenariat.

Le Partenaire privé sera remboursé pour le coût de l'électricité, du gaz naturel, du mazout et de la vapeur achetés des compagnies de services d'utilités publiques, le tout tel que prévu à l'Entente de partenariat. Les Paiements périodiques relatifs aux services seront ajustés à la hausse ou à la baisse selon que la consommation énergétique du Complexe hospitalier excède, ou est inférieure à, la cible de consommation énergétique.

Les Paiements périodiques relatifs aux services débutent à la Date de début du paiement.

2.8.1 ***Paiements périodiques relatifs aux services***

Les Paiements périodiques relatifs aux services seront versés par le CUSM au Partenaire privé à chaque Période de paiement à compter de la Date de début du paiement et jusqu'à la fin du terme, selon les modalités prévues à l'Entente de partenariat, pour couvrir tous les coûts relatifs aux Activités du projet, à l'exception de ce qui est prévu aux **Sections 2.3, 2.4 et 2.5**. Ces Paiements périodiques relatifs aux services sont liés à la disponibilité du Complexe hospitalier et à la performance et qualité des services d'Entretien, tel que prévu dans l'Entente de partenariat.

Le Soumissionnaire doit prévoir dans sa Proposition, le montant du Paiement annuel relatif aux services à la Date de référence et les Paiements anticipés qu'il souhaite recevoir au cours du terme de l'Entente de partenariat, en utilisant le formulaire de prix fourni à l'**Annexe 1-7**.

Le Soumissionnaire doit présenter un montant annuel réparti en douze paiements égaux par année. Le montant du Paiement annuel relatif aux services sera ajusté en partie, au 1^{er} janvier de chaque année, afin de refléter l'inflation selon le mécanisme prévu à l'Entente de partenariat. Ce Paiement annuel relatif aux services pourra également être affecté par les coûts liés au Cycle de vie en fonction de l'échéancier prévu pour ces coûts, tel que prévu à l'Entente de partenariat. Aucun autre changement au Paiement annuel relatif aux services proposé par le Soumissionnaire ne sera accepté.

2.8.2 ***Déductions liées au non-respect des exigences de l'Entente de partenariat***

Diverses déductions peuvent être applicables aux différents Paiements périodiques relatifs aux services. Les déductions sont brièvement décrites ci-après en fonction des paiements auxquels elles s'appliquent. Le détail des déductions applicables est présenté aux **Volumes 3 et 4**.

Les déductions visent à inciter le Partenaire privé à maximiser la disponibilité des Parties fonctionnelles et à satisfaire les exigences de performance.

Les Paiements périodiques relatifs aux services sont sujets à des déductions, notamment dans les cas suivants, tels qu'ils sont définis dans l'Entente de partenariat :

- le défaut de rectifier des irrégularités mineures suite à la Réception provisoire, tel que prévu à l'Entente de partenariat;
- la survenance de défaillances relatives aux services, à la qualité ou à la disponibilité.

2.8.3 ***Lettre d'engagement du gouvernement du Québec***

À la Clôture financière, le gouvernement du Québec fournira au Partenaire privé une lettre d'engagement selon l'**Annexe 1-17**.

2.9 Cadre fiscal spécifique au Projet

2.9.1 *Fiscalité municipale*

Le CUSM sera responsable d'acquitter la totalité des taxes foncières, scolaires ou autres taxes imposées sur la propriété ou l'usage du Site ou du Complexe hospitalier, sauf les taxes au titre de l'Aire des commerces de détail, lesquelles sont assumées par le Partenaire privé.

2.9.2 *TPS et TVQ*

Le CUSM devra payer directement au Partenaire privé la TPS et la TVQ applicables à l'égard du Complexe hospitalier afin que le Partenaire privé puisse remettre la TPS et la TVQ aux autorités fiscales compétentes en temps opportun.

Toute taxe sur les produits et services (TPS) et taxe de vente du Québec (TVQ) applicables aux Paiements périodiques relatifs aux services seront payables par le CUSM au Partenaire privé en sus des Paiements périodiques relatifs aux services proposés par un Soumissionnaire dans sa Proposition.

Les montants de TPS et de TVQ applicables ne sont pas pris en compte aux fins du respect du Critère d'abordabilité.

2.9.3 *Déductibilité des frais de la concession*

Dans le cadre du Processus de soumission, PPPQ peut solliciter certaines interprétations et décisions des autorités fiscales relativement à la structure proposée et à ses incidences fiscales. Ces décisions et ces interprétations ne sont fournies que pour le bénéfice et l'utilisation des Autorités publiques, mais seront communiquées aux Soumissionnaires à des fins d'information générale pendant le Processus de soumission, et les Soumissionnaires s'y fient à leurs propres risques.

Pour les besoins de leur Proposition, les Soumissionnaires doivent s'assurer de connaître le traitement fiscal qui s'appliquera à eux et aux différentes parties de l'Entente de partenariat. Les Soumissionnaires sont entièrement responsables d'obtenir des conseils fiscaux, et de s'y fier, de la part de leurs propres conseillers et experts, y compris l'obtention de leurs propres interprétations et décisions anticipées des autorités fiscales dans le cadre du Projet (notamment en ce qui a trait à la structure proposée et à ses incidences fiscales), selon ce qu'ils jugent adéquat ou nécessaire. Les Parties libérées n'assument aucune responsabilité envers les Soumissionnaires, les Membres ou les Participants advenant le cas où le traitement fiscal des autorités fiscales diffère de celui décrit dans le présent Appel de propositions, diffère des interprétations et des décisions anticipées obtenues par les Autorités publiques ou les Soumissionnaires, diffère du traitement qui était envisagé par l'une ou l'autre des Parties libérées ou encore de celui prévu par les Soumissionnaires.

Suite au lancement de l'Appel de propositions, PPPQ a présenté une demande d'interprétation technique en matière d'impôt sur le revenu à l'Agence du revenu du Canada ainsi qu'à Revenu Québec. Une copie de ces demandes et des réponses obtenues est déposée dans la Salle de documentation électronique. Ces interprétations techniques visaient notamment à confirmer les éléments suivants :

- la qualification de l'Entente de partenariat à titre de contrat de concession au sens de la catégorie 14 de l'annexe II du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada) (le « RIR »);
- le coût en capital de l'Entente de partenariat comprendra l'inclusion des coûts, autres que les dépenses déductibles de nature courante, encourus par le Partenaire privé dans le cadre de

cette entente aux fins de l'établissement de la fraction non amortie du coût en capital (la « FNACC »);

- l'admissibilité du Partenaire privé à la déduction pour amortissement prévue à la catégorie 14 de l'annexe II du RIR de tous les coûts de construction, à l'exclusion des dépenses déductibles de nature courante; et
- aucun montant du coût en capital de l'Entente de partenariat ne sera inclus aux fins du calcul de la FNACC avant le moment où le contrat de concession sera considéré comme étant devenu prêt à être mis en service par le Partenaire privé.

Il incombera au Partenaire privé de présenter, s'il le désire, une demande de décision anticipée relativement aux éléments visés par les interprétations techniques et relativement à tout aspect du Projet ayant fait l'objet de modification par rapport à la description qui en a été faite dans les demandes d'interprétation technique, notamment l'ajout des Paiements anticipés, ainsi que sur tout autre élément que le Partenaire privé jugera approprié.

3. PROCESSUS DE SOUMISSION

Le décret n° 419-2007 définit le rôle et le mandat de PPPQ et lui a confié la responsabilité de gérer le Processus de soumission, incluant cet Appel de propositions.

3.1 Principales étapes

3.1.1 *Signature de la Convention de soumission et du Formulaire de renonciation et quittance*

Le lancement de l'Appel de propositions débute avec l'envoi du **Volume 1** aux Candidats qualifiés. Ces derniers peuvent commenter, en utilisant la fonction « Outils – Suivi des modifications » du logiciel Microsoft Word, le projet de Convention de soumission présenté à l'**Annexe 1-1 a**. Les Candidats qualifiés doivent acheminer leurs commentaires par courriel ou par télécopieur au Représentant des autorités publiques, dont les coordonnées sont indiquées à la **Section 6.3**, après quoi, il transmettra aux Candidats qualifiés la version définitive de la Convention de soumission qui reflètera les modifications qu'il a acceptées. Les Soumissionnaires, Membres et Participants sont alors appelés à signer la version définitive de la Convention de soumission en version française et à la faire parvenir au Représentant des autorités publiques avant l'expiration du délai prescrit et communiqué aux Candidats qualifiés en temps opportun, en un nombre d'originaux suffisant pour couvrir le nombre total de signataires prévus à la Convention de soumission.

Les Soumissionnaires doivent fournir au CUSM le formulaire de renonciation et quittance dûment rempli et signé par chaque Personne clé ou son représentant dûment autorisé et signé également par le Soumissionnaire et chaque Membre et Participant. Si le formulaire de renonciation et quittance est signé par un représentant autorisé de la Personne clé, il doit être accompagné du mandat ou de la procuration autorisant ce représentant à signer pour le compte de la Personne clé. Le formulaire de renonciation et quittance doit être fourni en français et, le cas échéant, le mandat ou la procuration peuvent être fournis en français ou en anglais. Le formulaire de renonciation et quittance doit respecter la forme et la teneur présentées à l'**Annexe B** de la Convention de soumission et ce, sans modification.

De plus, les Soumissionnaires doivent faire parvenir au Représentant des autorités publiques, dans les 20 jours de la signature de la Convention de soumission, les résolutions ou tout autre document de même nature autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre ou de chaque Participant à signer la Convention de soumission. Ces documents peuvent être fournis en français ou en anglais.

Seuls les Soumissionnaires ayant signé la Convention de soumission et les formulaires de renonciation et quittance peuvent soumettre une Proposition pour le Projet et obtenir le paiement de la Compensation définitive, du Paiement de clôture ou de la Compensation d'annulation, selon le cas. PPPQ peut, en tout temps et à son entière discrétion, retirer à un Soumissionnaire, de même qu'à ses Collaborateurs, l'accès à la Salle de documentation électronique et mettre fin à la participation du Soumissionnaire au Processus de soumission si ce Soumissionnaire fait défaut de signer la Convention de soumission ou les formulaires susdits de renonciation et quittance.

3.1.2 *Identification de la Personne contact du Soumissionnaire*

Le Soumissionnaire doit fournir le nom et les coordonnées de la Personne contact du Soumissionnaire avec laquelle le Représentant des autorités publiques devra communiquer pour toute demande, question ou clarification. La Personne contact du Soumissionnaire doit être la seule personne qui communique avec le Représentant des autorités publiques pour toute demande de renseignements.

Les coordonnées doivent inclure un numéro de téléphone, un numéro de télécopieur, une adresse courriel et une adresse postale. Toutes ces données doivent être fournies au Représentant des autorités publiques au plus tard lors de la remise de la version définitive de la Convention de soumission dûment signée par le Soumissionnaire.

3.1.3 *Réception des Volumes 2, 3, 4, 5 et 6 et accès à la Salle de documentation électronique*

La Personne contact du Soumissionnaire recevra une lettre explicative concernant les instructions d'utilisation, les procédures d'accès et de mise à jour de la Salle de documentation électronique, ainsi qu'un ou plusieurs DVD d'informations. Le Soumissionnaire sera convié à accéder à la Salle de documentation électronique, afin de pouvoir télécharger les **Volumes 2, 3, 4, 5 et 6** et accéder aux autres informations pertinentes du Projet.

3.1.4 *Élaboration de la Proposition révisée*

Les Soumissionnaires, leurs Membres et Participants sont appelés à signer la version du projet d'avenant no. 1 type à la Convention de soumission présenté à l'**Annexe 1-1 b** ainsi que le projet de quittance accompagnant le projet d'avenant no. 1 type à la Convention de soumission pour qu'un Soumissionnaire puisse participer aux Rencontres et soumettre une Proposition révisée pour le Projet. Seuls les Soumissionnaires ayant signé l'avenant no. 1 type à la Convention de soumission présenté à l'**Annexe 1-1 b** et le projet de quittance accompagnant le projet d'avenant no. 1 type à la Convention de soumission ont le droit de participer aux Rencontres et de soumettre une Proposition révisée.

L'avenant no. 1 type à la Convention de soumission et la quittance accompagnant le projet d'avenant no. 1 type à la Convention de soumission doivent être signés en version française et retournés au Représentant des autorités publiques en un nombre d'originaux suffisant pour couvrir le nombre total de signataires avant l'expiration du délai prescrit et communiqué aux Soumissionnaires en temps opportun.

De plus, les Soumissionnaires doivent faire parvenir au Représentant des autorités publiques, avant l'expiration du délai prescrit et communiqué aux Soumissionnaires en temps opportun, les résolutions ou tout autre document de même nature autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre ou de chaque Participant à signer l'avenant no. 1 type à la Convention de soumission et la quittance accompagnant le projet d'avenant no. 1 type à la Convention de soumission. Ces documents peuvent être fournis en français ou en anglais.

3.2 **Séances d'information, Ateliers de discussion, Revue intérimaire et séances de présentation du Processus de soumission et Site électronique sécurisé**

Une ou plusieurs séances d'information générale, un certain nombre d'Ateliers de discussion et de séances de présentation et l'établissement de Sites électroniques sécurisés sont actuellement prévus au cours du Processus de soumission, lesquels sont décrits plus en détail dans le document intitulé « Résumé du processus durant la phase d'élaboration des Propositions » (**Volume 6**) qui est disponible aux Soumissionnaires dans la Salle de documentation électronique. Ce document est un document de travail qui sera appelé à changer, au besoin, au cours du Processus de soumission.

Le Soumissionnaire doit faire en sorte qu'au moins la Personne contact du Soumissionnaire ou une de ses Personnes clés assiste ou participe aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire et aux séances de présentation auxquels il est convié.

Les séances d'information, Ateliers de discussion, Revue intérimaire et séances de présentation ainsi que le Site électronique sécurisé sont décrits plus en détail au **Volume 6** et se résument comme suit :

3.2.1 *Séances d'information générale*

Une ou plusieurs séances d'information générale aura lieu au cours des cinq semaines suivant le lancement de l'Appel de propositions entre les personnes désignées par les Autorités publiques les Soumissionnaires et leurs Collaborateurs, afin de faciliter l'élaboration des Propositions. Ces séances dites de « démarrage » incluront une présentation générale du Projet et couvriront les sujets énoncés au **Volume 6**.

3.2.2 *Ateliers de discussion*

Des Ateliers de discussion bilatéraux sont prévus entre les personnes désignées par les Autorités publiques et les Collaborateurs des Soumissionnaires. Les Ateliers de discussion ont pour objectif de faciliter la communication entre le Soumissionnaire et le CUSM et la compréhension par le Soumissionnaire du Projet, de l'Appel de propositions et de l'Entente de partenariat, de permettre au Soumissionnaire de faire part à PPPQ de ses commentaires et de ses besoins de clarification afin de faciliter l'élaboration de sa Proposition. La liste de sujets abordés au cours des Ateliers de discussion apparaît au **Volume 6**.

L'objectif des séances d'information et Ateliers de discussion est de donner aux Soumissionnaires la possibilité de faire part de leurs commentaires et de leurs besoins de clarification. Il s'agit de créer des forums de discussions pour que les Soumissionnaires puissent mieux comprendre le Projet tout en permettant au CUSM de connaître leurs préoccupations.

Les sujets de discussion sont limités à ceux des Ateliers de discussion proposés. À la demande d'un Soumissionnaire et si les Autorités publiques le jugent opportun, des ateliers supplémentaires pourront être offerts à ce Soumissionnaire. Par ailleurs, si les Autorités publiques jugent qu'il est souhaitable ou nécessaire de prévoir des Ateliers de discussion supplémentaires pour l'ensemble des Soumissionnaires, ceux-ci seront offerts à tous les Soumissionnaires et il sera obligatoire d'y assister.

3.2.3 *Site électronique sécurisé*

Aux fins de faciliter le dialogue sur les questions de conception, chaque Soumissionnaire doit établir et maintenir, à ses frais, un site électronique à accès strictement contrôlé et à contenu évolutif auquel les personnes que les Autorités publiques désigneront auront accès. Ce Site électronique sécurisé servira au dépôt par le Soumissionnaire et à la consultation par les personnes désignées par les Autorités publiques (en mode de lecture et d'impression) des plans et croquis devant faire partie de la Proposition technique du Soumissionnaire. Ce site sera configuré de façon à souligner l'apport de nouveaux plans et croquis et de modifications à des plans et croquis déjà déposés et à faciliter la consultation et l'appréciation rapide des changements apportés sur une base permanente. Il sera fourni aux Autorités publiques et aux personnes qu'ils désigneront, tout logiciel requis pour la consultation du Site électronique sécurisé et des plans et croquis qui y seront affichés. Le Soumissionnaire fournira aussi des copies imprimées des plans et croquis affichés sur le Site électronique sécurisé sur demande des Autorités publiques.

Le Site électronique sécurisé devra comprendre une fonction intégrée permettant aux personnes désignées par les Autorités publiques et au Soumissionnaire d'échanger de l'information relativement à des questions et des clarifications par rapport au design. Le texte de chaque question ou clarification de conception et les réponses relatives à celles-ci seront automatiquement transmises à l'adresse de

courriel du Représentant des autorités publiques et à celle de la Personne contact du Soumissionnaire, selon le cas, lorsqu'elles seront affichées en vertu de cette fonction intégrée.

Le Site électronique sécurisé est un outil de communication efficace sur les questions touchant la conception du Complexe hospitalier. Il s'apparentera dès lors à un Atelier de discussion virtuel et est assujéti aux mêmes règles que l'Atelier de discussion en ce qui concerne les questions et réponses qui y seront traitées. Le Soumissionnaire a l'entière responsabilité du contenu et de la gestion du Site électronique sécurisé.

3.2.4 *Revue intérimaire*

La Revue intérimaire permettra aux principaux représentants des Autorités publiques d'évaluer les progrès des Soumissionnaires, de leur fournir des informations complémentaires et de répondre aux enjeux commerciaux relativement rapidement au cours de la période d'élaboration des Propositions. Cette démarche vise à compléter et non pas remplacer ou reprendre les discussions et échanges d'informations devant avoir lieu dans le cadre des séances d'information et Ateliers de discussion ou par l'entremise du Site électronique sécurisé et ne devrait pas distraire les Soumissionnaires des objectifs et efforts requis aux fins de l'élaboration de leur Proposition. L'encadrement de la Revue intérimaire et les éléments devant y être traités apparaissent au **Volume 5**.

3.2.5 *Présentation des Propositions*

Chaque Soumissionnaire sera invité à présenter brièvement les principaux points de sa Proposition directement à des personnes intéressées choisies, à leur entière discrétion, par les Autorités publiques. L'invitation décrira les modalités que le Soumissionnaire devra respecter au cours de cette séance de présentation. Cette présentation sera suivie d'une période de questions et réponses. Aucun sujet sensible au niveau commercial ou financier ne sera abordé lors de cette séance de présentation.

3.2.6 *Élaboration de la Proposition révisée*

Les Autorités publiques participeront à un processus interactif et bilatéral avec les Soumissionnaires, au cours duquel les Autorités publiques et les Soumissionnaires auront l'occasion, durant des Rencontres tenues à cet effet, de discuter des modifications aux volumes de l'Appel de propositions et des Dérogations afin de permettre aux Propositions révisées de rencontrer le Critère d'abordabilité.

Dans le cadre de ces Rencontres tenues à l'égard des Dérogations proposées, les Autorités publiques détermineront, à leur entière discrétion :

- (a) si les Dérogations proposées par chaque Soumissionnaire satisfont aux Exigences visées, chaque Soumissionnaire devant faire une démonstration à cet effet; et
- (b) parmi les Dérogations proposées qui satisfont aux Exigences visées, les Dérogations qu'elles comptent retenir, en tout ou en partie, à leur entière discrétion, pour les fins d'intégration à chacune des Propositions révisées (les « **Dérogations acceptées** »), étant entendu que les Autorités publiques pourront, à leur entière discrétion et par souci d'équité envers les Soumissionnaires, communiquer aux deux Soumissionnaires toute Dérogation acceptée portant sur toute modification importante aux Exigences de performance cliniques et techniques, aux Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier ou à l'Entente de partenariat.

Si un Soumissionnaire ne veut pas qu'une Dérogation proposée portant sur les Exigences de performance cliniques et techniques, les Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier ou sur l'Entente de partenariat soit partagée avec l'autre Soumissionnaire, il doit indiquer aux Autorités publiques que sa Dérogation proposée est confidentielle et il doit justifier sa demande de confidentialité. Les Autorités publiques pourront juger qu'une Dérogation est confidentielle. Toutefois, si les Autorités publiques considèrent pour une quelconque raison qu'elles ne devraient pas (en tenant compte, notamment, du principe d'équité du Processus de soumission) considérer la Dérogation proposée confidentielle, elles doivent en informer le Soumissionnaire qui a soumis cette Dérogation, et le Soumissionnaire aura l'occasion de retirer sa Dérogation. Si le Soumissionnaire ne retire pas sa Dérogation, les Autorités publiques pourront faire connaître à l'autre Soumissionnaire cette Dérogation dans la mesure où celle-ci est une Dérogation acceptée.

Les Soumissionnaires doivent déposer aux Autorités publiques leurs propositions de Dérogations au plus tard dix (10) jours avant la Date de dépôt de la Proposition révisée.

Suite aux Rencontres et au plus tard dix (10) jours avant la Date de dépôt de la Proposition révisée, les Autorités publiques informeront par écrit chacun des Soumissionnaires de ses Dérogations acceptées. Chacun des Soumissionnaires peut intégrer ses Dérogations acceptées dans sa Proposition révisée et devra donner effet aux Dérogations acceptées intégrées dans sa Proposition révisée.

En plus de ce qui précède, les Soumissionnaires peuvent ajouter au moment du dépôt de leur Proposition révisée des Dérogations additionnelles.

Aux fins de clarté, les Autorités publiques pourront, à leur entière discrétion, accepter en tout ou en partie toute [Dérogation](#) ou refuser toute [Dérogation](#).

3.3 Principes applicables aux Ateliers de discussion, au Site électronique sécurisé et aux Rencontres

3.3.1 Ateliers de discussion et Site électronique sécurisé

Les Ateliers de discussion et les communications d'information sur le Site électronique sécurisé sont tenus dans le respect des principes suivants :

Équité du processus

Chaque Atelier de discussion et le Site électronique sécurisé sont bilatéraux, c'est-à-dire que les discussions et communications ont lieu entre un seul Soumissionnaire à la fois et le CUSM, à moins d'indication contraire dans le présent **Volume 1**. Ces discussions et communications avec un Soumissionnaire sont traitées de façon confidentielle et distincte des discussions bilatérales avec les autres Soumissionnaires. Aucun compte rendu des discussions n'est distribué aux Soumissionnaires.

Les Ateliers de discussion et le Site électronique sécurisé bilatéraux ne sont pas destinés à permettre à un Soumissionnaire d'accéder à des informations auxquelles les autres Soumissionnaires n'auraient pas accès.

Dans le cas où un Soumissionnaire désire une réponse formelle à l'une de ses questions, il doit soumettre par écrit sa question en suivant les procédures décrites à la **Section 6.4** et en utilisant le formulaire fourni à l'**Annexe 1-12**.

Si les Autorités publiques considèrent que des modifications doivent être apportées à l'Appel de propositions ou à l'Entente de partenariat par suite de commentaires formulés pendant les Ateliers de discussions ou par suite de communications sur le Site électronique sécurisé, celles-ci le seront sous forme d'addenda qui seront rendus accessibles à tous les Soumissionnaires sous forme de documents additionnels ou révisés pouvant être consultés dans la Salle de documentation électronique. Toutefois, les Autorités publiques ne seront pas tenues de communiquer quelque Équivalence proposée par un Soumissionnaire au CUSM et acceptée par ce dernier à l'autre Soumissionnaire.

Communication durant les Ateliers de discussion ou sur le Site électronique sécurisé

Les propos échangés durant les Ateliers de discussion et les communications d'information sur le Site électronique sécurisé n'engagent ni les Autorités publiques, ni leurs administrateurs, dirigeants, représentants, gestionnaires, employés, consultants, conseillers, experts, mandataires, successeurs et ayants droit respectifs.

En plus des représentants du Soumissionnaire, les personnes suivantes assistent à chacun des Ateliers de discussion :

- le Représentant des autorités publiques ou la(les) personne(s) qu'il désigne, à son entière discrétion;
- diverses Personnes désignées par le CUSM;
- le Vérificateur du processus, à son entière discrétion.

3.3.2 Rencontres

Les Rencontres seront tenues dans le respect des principes et selon les règles stipulées dans la Convention de soumission.

3.4 Finalisation de l'Entente de partenariat, des Exigences de performance cliniques et techniques et des Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier

3.4.1 Ateliers de discussion sur le projet d'Entente de partenariat

Des Ateliers de discussion portant sur le projet d'Entente de partenariat sont prévus entre les personnes désignées par le CUSM et chacun des Soumissionnaires dont l'objectif est de discuter des commentaires des Soumissionnaires quant au projet d'Entente de partenariat et des modifications qu'ils proposent. Les Soumissionnaires sont appelés à soumettre préalablement à ces Ateliers de discussion sur le projet d'Entente de partenariat leurs commentaires et suggestions de modifications au projet d'Entente de partenariat faisant l'objet du **Volume 4** selon les modalités prévues ci-après.

À la suite de la réception par les Autorités publiques des commentaires et suggestions de modifications des Soumissionnaires, ces derniers présenteront, lors d'un Atelier de discussion sur le projet d'Entente de partenariat avec les Autorités publiques, les principales modifications proposées et auront l'occasion de les expliquer et de les justifier au besoin. PPPQ, à sa seule discrétion, déterminera ensuite lesquels de ces commentaires et modifications seront reflétés dans le projet révisé et définitif de l'Entente de partenariat.

Les Soumissionnaires doivent présenter leurs commentaires et les modifications suggérées à même le texte du **Volume 4** en utilisant la fonction « Outils – Suivi des modifications » du logiciel Microsoft Word version 2000 ou d'une version plus récente. Les passages que les Soumissionnaires souhaitent voir supprimés seront ainsi ~~rayés~~; le texte qu'ils souhaitent voir ajouté figurera ainsi en souligné double.

Les Soumissionnaires doivent également ajouter en page couverture du **Volume 4** qu'ils modifieront, un tableau récapitulatif des commentaires comme suit :

	Référence dans l'Entente de partenariat (Volume 4) (article et Annexe ou appendice le cas échéant)	Résumé et motif justifiant le changement
1.		
2.		
3.		
4.		

L'Entente de partenariat comportant les commentaires des Soumissionnaires doit être remise au Représentant des autorités publiques selon les modalités suivantes :

- une copie doit être transmise de façon électronique en format Word;
- l'original doit être remis sur papier de format 8½" x 11" ou l'équivalent (A4) et être signé par la Personne contact du Soumissionnaire;
- les Soumissionnaires ne peuvent soumettre qu'une seule série de commentaires pour chacun des Ateliers de discussion sur le projet d'Entente de partenariat, sauf avis contraire spécifique du Représentant des autorités publiques.

La version définitive de l'Entente de partenariat qui inclut toutes les modifications proposées par les Soumissionnaires jugées acceptables, ainsi que toutes les autres modifications que le CUSM et PPPQ pourront apporter à leur entière discrétion sera par la suite publiée sous forme d'addenda à l'Appel de propositions.

Les Soumissionnaires doivent être accompagnés de leurs conseillers juridiques internes ou externes lors de ces Ateliers de discussion sur le projet d'Entente de partenariat.

3.4.2 Version finale des Volumes 2, 3 et 4

À la lumière des commentaires et des suggestions formulés par les Soumissionnaires et des Ateliers de discussion et présentations qui auront lieu au cours du Processus de soumission, y compris les Ateliers de discussion sur le projet d'Entente de partenariat, la version finale de l'Entente de partenariat (**Volume 4**), des Exigences de performance cliniques et techniques (**Volume 2**) et des Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier (**Volume 3**) seront distribuées sous forme d'addenda afin de refléter les modifications acceptées par le CUSM et PPPQ ainsi que les modifications que le CUSM et PPPQ ont eux-mêmes jugées bon d'apporter, à leur entière discrétion. L'objectif visé par les discussions relatives à l'Entente de partenariat dans le cadre du Processus de soumission est de mener à terme les négociations de façon à ce que la version définitive de l'Entente de partenariat, une fois publiée, puisse être signée par le Soumissionnaire sélectionné sans autres négociations ou modifications de substance que celles requises afin d'inclure les modalités propres à la Proposition du Soumissionnaire sélectionné, sous réserve de l'autorisation du Gouvernement selon les conditions et modalités que ce dernier requiert, à son entière discrétion.

Par ailleurs, le CUSM déposera dans la Salle de documentation électronique au moins dix (10) jours avant la Date de dépôt de la Proposition technique, la version finale du **Volume 2** qui intégrera les exigences générales modifiées prescrites par le CUSM pour l'ensemble des Propositions techniques.

La Proposition de base de chaque Soumissionnaire doit être fondée sur la version finale de l'Entente de partenariat, des Exigences de performance cliniques et techniques et des Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier.

Les dispositions de la présente **Section 3.4.2** ne s'appliquent pas à l'égard de la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions.

3.4.3 *Élaboration de la Proposition révisée*

Aux fins de la préparation des Propositions révisées, les Autorités publiques peuvent, à leur entière discrétion, identifier certaines modifications à la documentation de l'Appel de propositions qui peuvent porter, notamment, sur certaines sections de l'Entente de partenariat, les Exigences de performance cliniques et techniques et les Exigences en matière d'entretien du complexe hospitalier (les « **Modifications** »), lesquelles Modifications seront déposées à la Salle de documentation électronique. Les Modifications ne seront en aucun cas basées sur les Dérogations proposées par les Soumissionnaires en conformité avec la **Section 3.2.6**.

La Proposition révisée de chaque Soumissionnaire doit être préparée sur la base de la version finale de l'Entente de partenariat, des Exigences de performance cliniques et techniques et des Exigences en matière d'entretien du complexe hospitalier ainsi que la Liste de Dérogations acceptées, les Modifications et les Dérogations additionnelles.

Après l'envoi de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, le CUSM remettra au Soumissionnaire sélectionné, le cas échéant, des versions modifiées des Exigences de performance cliniques et techniques (**Volume 2**), des Exigences en matière d'entretien du complexe hospitalier (**Volume 3**) et de l'Entente de partenariat (**Volume 4**). Les versions modifiées des **Volumes 2** et **3** seront intégrées à l'Entente de partenariat.

Cette version intégrée de l'Entente de partenariat inclura, toutes les Modifications, les Dérogations acceptées, les Dérogations additionnelles retenues par les Autorités publiques et toutes autres modifications rendues nécessaires par les négociations entre les Autorités publiques et le Soumissionnaire sélectionné leur permettant de conclure une Entente de partenariat reflétant le projet. La signature de cette Entente de partenariat demeure sujette à l'autorisation des Autorités publiques, incluant le Gouvernement selon les conditions et modalités que ceux-ci requièrent à son entière discrétion.

3.5 **Dépôt des Propositions**

Les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition en suivant les directives prévues à la **Section 6**. Le contenu des Propositions doit respecter les modalités établies à la **Section 4**.

Les Soumissionnaires sont d'abord invités à déposer leur Proposition technique à la Date de dépôt de la Proposition technique. Ils doivent ensuite déposer leur Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et leur Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.

Relativement à la Proposition révisée, les Soumissionnaires sont invités à déposer leur Proposition révisée à la Date de dépôt de la Proposition révisée.

3.5.1 *Proposition de base obligatoire*

La Proposition d'un Soumissionnaire doit satisfaire à toutes les exigences prescrites pour le dépôt d'une Proposition, y compris contenir l'ensemble des informations et documents demandés au **Volume 5** et avoir été préparée conformément aux exigences prévues aux **Volumes 2 et 3**.

Le Soumissionnaire doit soumettre une Proposition conforme à toutes ces exigences (la « **Proposition de base** ») s'il souhaite soumettre une Proposition alternative.

3.5.2 *Proposition alternative*

En plus de sa Proposition de base, un Soumissionnaire peut soumettre une (ou plusieurs) Proposition(s) alternative(s) (chacune, une « **Proposition alternative** ») qui, de l'avis du Soumissionnaire, accroîtra la valeur et les avantages du Projet pour le secteur public malgré qu'elle(s) ne respecte(nt) pas toutes les exigences prescrites en matière de conformité de la Proposition.

Si un Soumissionnaire souhaite soumettre une telle Proposition alternative, le Soumissionnaire doit :

- soumettre une Proposition de base qui se conforme à toutes les exigences prévues à l'Appel de propositions; aucune Proposition alternative ne sera considérée si elle n'est pas accompagnée du dépôt d'une Proposition de base;
- soumettre une Proposition alternative.

Si une Proposition alternative est soumise, celle-ci sera traitée comme Proposition distincte de la Proposition de base du Soumissionnaire.

En outre des éléments propres à la Proposition alternative, celle-ci doit :

- être identifiée clairement comme Proposition alternative du Soumissionnaire;
- comporter une description sommaire générale de la Proposition alternative, des raisons pour lesquelles cette Proposition alternative est soumise et des avantages principaux qu'elle confère;
- inclure une liste des parties de la Proposition de base qui ne sont pas modifiées par la Proposition alternative, lesquelles n'ont pas besoin d'être déposées avec la Proposition alternative et sont réputées incorporées par renvoi;
- inclure tous les détails de la Proposition alternative qui modifient la Proposition de base, qui la complètent ou qui sont propres à la Proposition alternative;
- inclure une liste et description de toutes dispositions ou modalités de l'Appel de propositions ou de l'Entente de partenariat qui seront affectées par la Proposition alternative si elle est retenue;
- identifier tout changement important relatif aux caractéristiques importantes des Propositions recherchées aux termes de l'Appel de propositions (par exemple, quant à l'échéancier de réalisation), tout changement aux Paiements annuels relatifs aux services en raison de la Proposition alternative et tout autre facteur que le Soumissionnaire considère important dans l'évaluation de la Proposition alternative.

Avant de soumettre une Proposition alternative, un Soumissionnaire est encouragé à en faire la demande par écrit au CUSM, en fournissant suffisamment de détails pour permettre au CUSM de

déterminer s'il peut être d'intérêt pour le CUSM de considérer une telle Proposition alternative et quels avantages qu'il pourrait en tirer. Le CUSM détermine alors, à sa discrétion, s'il souhaite recevoir une telle Proposition alternative et, le cas échéant, avise le Soumissionnaire de sa décision, auquel cas cette Proposition alternative sera révisée et prise en considération. Le CUSM pourra, à sa discrétion, mais ne sera toutefois aucunement tenu de réviser une Proposition alternative soumise par un Soumissionnaire qui n'a pas obtenu la confirmation préalable de l'intérêt du CUSM à recevoir cette Proposition alternative. Si plus d'un Soumissionnaire s'enquiert de l'intérêt du CUSM pour des Propositions alternatives comportant des aspects similaires, le CUSM pourra répondre à l'ensemble des Soumissionnaires à l'égard de ces éléments.

3.5.3 *Dépôt de garantie*

Le Soumissionnaire doit remettre au CUSM, avec sa Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, le Dépôt de garantie d'un montant de cinq millions de dollars (5 000 000 \$), tel que décrit à la **Section 3.1** de la Convention de soumission. Le Dépôt de garantie doit respecter les modalités prévues à la **Section 7.1** et doit être valide pour la Période de validité de la Proposition financière. Le Dépôt de garantie peut être fourni en français ou en anglais mais doit respecter la forme prévue à l'**Annexe 1-5 a**, sans changement ni modification.

Le Soumissionnaire doit également remettre au CUSM, avec sa Proposition révisée, le Dépôt de garantie révisé. Le Dépôt de garantie révisé doit être valide pour la Période de validité de la Proposition révisée. Le Dépôt de garantie révisé peut être fourni en français ou en anglais mais doit respecter la forme prévue, le cas échéant, à l'**Annexe 1-5 a** ou à l'**Annexe 1-5 b**, sans changement ni modification.

3.6 **Dépôt des Propositions financières**

Le CUSM reconnaît que les Soumissionnaires peuvent faire face à des difficultés à obtenir des engagements irrévocables de financement fondés sur des taux d'emprunt déterminés et à obtenir des engagements fermes portant sur certains coûts pour toute la période durant laquelle leur Proposition demeure ouverte, compte tenu de l'état actuel des marchés. Afin de pallier à ces difficultés, le CUSM permet d'abord le dépôt d'une Proposition technique suivie du dépôt d'une Proposition financière distincte eu égard aux conditions financières qui prévaudront dans le marché aux moments pertinents.

Afin de minimiser encore plus ces difficultés, le CUSM demande que la Proposition financière soit déposée par étapes. À cet égard, les Soumissionnaires seront d'abord invités, subséquemment au dépôt de leur Proposition technique, à déposer une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier qui fournira un estimé des coûts relatifs à la Proposition technique et les coûts de financement anticipés ainsi que les autres coûts relatifs à la Proposition, en tenant compte du fait que le Soumissionnaire pourra mettre à jour les coûts du Projet et ses coûts de financement définitifs lors du dépôt subséquent de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, peu de temps avant le choix du Soumissionnaire sélectionné. Enfin, les Soumissionnaires sont invités, dans le cadre de la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions, à soumettre une Proposition révisée qui contient, notamment, une Proposition financière révisée.

Ce paragraphe ne s'applique pas à la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions. Aucune modification à la quantité ou à la qualité des matériaux de construction proposés dans la Proposition technique ne sera permise et le Soumissionnaire devra fournir une attestation écrite à l'effet que la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier ne modifie

d'aucune façon la quantité et la qualité des matériaux de construction ayant fait partie de la Proposition technique déposée à la Date de dépôt de la Proposition technique.

Ce paragraphe ne s'applique pas à la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions. Par ailleurs, parallèlement à l'élaboration et au dépôt de leur Proposition financière, les Soumissionnaires seront également appelés à soumettre et finaliser les projets de certains Documents relatifs au projet, tel que prévu à la **Section 3.11**, afin que la Clôture financière survienne rapidement après l'émission de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné et les Soumissionnaires doivent collaborer avec le CUSM en vue d'atteindre cet objectif.

Les Soumissionnaires doivent soumettre leur Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier en respectant les instructions prévues à la **Section 6**. Le contenu de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier doit respecter les modalités et conditions prévues au **Volume 5**. Les exigences de contenu de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et de l'attestation que doit fournir le Soumissionnaire seront déterminées au cours du Processus de soumission et seront communiquées aux Soumissionnaires sous la forme d'un addenda au **Volume 5**.

Les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition financière révisée selon les instructions prévues à la **Section 6**. Le contenu de la Proposition financière révisée doit respecter les modalités et conditions prévues à cet Appel de propositions.

La Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable pour la Période de validité de la Proposition financière.

La Proposition financière révisée constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable pour la Période de validité de la Proposition révisée.

La Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier comprend l'information précisée au **Volume 5**, notamment :

- a) un plan de financement révisé, conforme aux exigences du **Volume 5**;
- b) un modèle financier révisé, conforme aux exigences du **Volume 5**;
- c) le Formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants prévus à l'**Annexe 1-9 a**;
- d) des lettres de confirmation des Bailleurs de fonds d'Emprunts ou d'autres passifs financiers selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-4 b** reflétant les modalités de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
- e) le formulaire de prix de l'**Annexe 1-7 a** reflétant la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
- f) l'attestation portant sur la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier relativement à la quantité et à la qualité des matériaux de construction;
- g) les premiers projets des Documents connexes prescrits au **Volume 5**.

La Proposition financière révisée comprend l'information précisée à cet Appel de propositions, notamment :

- a) un plan de financement révisé, conforme aux exigences du **Volume 5**;
- b) un modèle financier révisé, conforme aux exigences du **Volume 5**;
- c) le Formulaire d'engagement de la Proposition révisée pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants prévus à l'**Annexe 1-9 b**;
- d) des lettres de confirmation des Bailleurs de fonds d'Emprunts ou d'autres passifs financiers selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-4 c** reflétant les modalités de la Proposition financière révisée;
- e) le formulaire de prix révisé de l'**Annexe 1-7 b** reflétant la Proposition financière révisée.

L'évaluation financière de la Proposition du Soumissionnaire sera fondée sur sa Proposition financière révisée.

3.7 Risque de variation des coûts et conditions de financement jusqu'à la Clôture financière

Le CUSM assume le risque de variation du Taux d'intérêt de référence et de certaines autres composantes des coûts de la dette de premier rang entre la Date de dépôt de la Proposition révisée et la Clôture financière.

À cet égard, le Soumissionnaire sélectionné pourra mettre à jour, à l'intérieur de certaines balises et de la méthodologie énoncées à l'**Annexe 1-19**, le Taux d'intérêt de référence et certaines autres composantes des coûts de la dette de premier rang contenues dans sa Proposition révisée, au moment de la Clôture financière, exclusion faite des dettes subordonnées et des Capitaux propres.

3.8 Évaluation des Propositions

Seules les Propositions techniques, les Propositions de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, les Propositions de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et les Propositions révisées reçues au plus tard aux dates indiquées à leur égard à la **Section 6.1** sont évaluées selon les modalités décrites à la **Section 5**.

3.9 Choix du Soumissionnaire sélectionné et annonce

Sous réserve des règles d'évaluation résumées à la **Section 5.3**, le Comité de sélection choisit le Soumissionnaire dont la Proposition offre la meilleure valeur pour le secteur public, c'est-à-dire celle dont la valeur actuelle nette des Paiements anticipés et des Paiements annuels relatifs aux services ajustée en fonction du coefficient d'ajustement pour la qualité qui lui a été attribuée, est la plus basse, et recommande au CUSM le choix du Soumissionnaire sélectionné. Aux fins de cette détermination, la valeur actuelle nette des Paiements anticipés et des Paiements annuels relatifs aux services sera ajustée de la façon prévue à l'**Annexe 1-18** lorsque les Soumissionnaires proposent des Dates prévues de réception provisoire différentes ou lorsqu'un Soumissionnaire propose des Réceptions provisoires multiples. La sélection d'un Soumissionnaire sélectionné et l'envoi aux Soumissionnaires de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné est sujet à l'accord préalable du Ministère et du Gouvernement.

3.10 Dépôt de garantie de clôture

Le Soumissionnaire sélectionné dispose de un (1) jour ouvrable suivant la réception de l'avis du CUSM que le Soumissionnaire a été sélectionné pour remettre au CUSM le Dépôt de garantie de clôture d'un montant de dix millions de dollars (10 000 000 \$), comme le stipule la **Section 3.4** de la Convention de soumission, en remplacement du Dépôt de garantie et du Dépôt de garantie révisé. Le Dépôt de garantie de clôture doit respecter les conditions prévues à la **Section 7.1** et doit être valide à partir de sa remise pour une durée de six (6) mois. Le Dépôt de garantie de clôture peut être émis en français ou en anglais, mais doit respecter le modèle présenté à l'**Annexe 1-6**.

Une fois reçu le Dépôt de garantie de clôture, le nom du Soumissionnaire sélectionné est annoncé et un Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné est remis à chacun des Soumissionnaires ayant déposé une Proposition.

3.11 Clôture de la transaction

Dès l'émission de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, les dernières étapes conduisant à la clôture de la transaction consistent à finaliser la documentation juridique donnant effet et menant à la signature de l'Entente de partenariat et aux ententes relatives au Financement et à la Clôture financière. Le CUSM se réserve le droit d'annexer à l'Entente de partenariat (Annexe 16 – Extraits de la Proposition du Partenaire privé) toute information provenant de la Proposition du Soumissionnaire sélectionné jugée pertinente.

À la demande du CUSM, le Soumissionnaire soumettra à l'approbation du CUSM les Documents relatifs au projet dans les délais indiqués dans cette demande. Dans le cas où le Soumissionnaire sélectionné ne signe pas la version finale et définitive de l'Entente de partenariat ou si la Clôture financière n'a pas lieu avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée ou avant la date ultérieure que pourra déterminer le CUSM conformément à la Convention de soumission, le CUSM peut exercer, en tout ou en partie, ses droits à l'égard du Dépôt de garantie de clôture, conformément aux modalités de la Convention de soumission. De plus, à son entière discrétion, le CUSM peut désigner à titre de Soumissionnaire sélectionné l'autre Soumissionnaire, en entamant des discussions avec l'autre Soumissionnaire.

Nonobstant ce qui précède, la signature par le CUSM de l'Entente de partenariat est sujette à l'autorisation préalable du Gouvernement et aux conditions que ce dernier détermine, le cas échéant.

3.12 Salle de documentation électronique

PPPQ a conçu une Salle de documentation électronique permettant l'accès en tout temps, jusqu'à la Date de dépôt de la Proposition révisée à certains documents pouvant s'avérer utiles aux Soumissionnaires pour la préparation de leur Proposition. Ce site contient, entre autres, l'Appel de propositions, la documentation afférente au Projet et notamment les rapports et analyses effectués durant la période d'avant-projet, les addenda, les questions et les réponses, ainsi que toute nouvelle information que le CUSM pourrait décider de transmettre aux Soumissionnaires. La structure de la Salle de documentation électronique est présentée à l'**Annexe 1-14**.

Les Soumissionnaires peuvent consulter la Salle de documentation électronique à l'adresse suivante :

[REDACTED]

L'accès à ce site est strictement contrôlé. Afin d'accéder au site, les Soumissionnaires devront se procurer les codes d'accès et les mots de passe auprès du Représentant des autorités publiques. PPPQ peut, en tout temps et à son gré, annuler l'accès d'un Soumissionnaire, et de ses Collaborateurs, à la Salle de documentation électronique notamment si ce Soumissionnaire omet de signer la Convention de soumission.

Le contenu de la Salle de documentation électronique est évolutif. Il est donc de la responsabilité de chacun des Soumissionnaires de prendre connaissance de façon diligente et en temps opportun des informations affichées sur le site sécurisé.

Les Soumissionnaires recevront également un DVD contenant l'information disponible en date du lancement de l'Appel de propositions.

Les Soumissionnaires ont l'entière responsabilité de s'assurer qu'ils possèdent les logiciels leur permettant d'accéder à l'information ainsi qu'à leur utilisation. Il est à noter qu'il n'y aura aucune documentation papier sur les données techniques du Projet.

Toute l'information afférente à la Salle de documentation électronique, au DVD ou à toute modification ou mise à jour rendue accessible aux Soumissionnaires est assujettie aux clauses de confidentialité telles qu'elles sont prévues à l'**Article 11** de la Convention de soumission ainsi qu'aux modalités énoncées à la **Section 7.16**.

3.13 Transparence du Processus de soumission

Le **Volume 1** de l'Appel de propositions sera rendu public.

De plus, tout le Processus de soumission jusqu'à la Clôture financière sera examiné par le Vérificateur du processus. Les rapports d'étape et le rapport final émis par ce dernier seront aussi rendus publics. Les documents suivants seront également mis à la disposition du public après la Clôture financière :

- l'Entente de partenariat, exclusion faite des renseignements pouvant faire l'objet des restrictions au droit d'accès prévues à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1 qui seront extraits par le CUSM après consultation du Partenaire privé;
- un résumé de l'étude comparative qui a mené le CUSM à conclure que le PPP constituait la meilleure option de réalisation du Complexe hospitalier.

3.14 Programme d'assurances pour le Projet

L'**Annexe 1-2** présente un sommaire des exigences prévues à l'Entente de partenariat relatives aux assurances, cautionnements et lettres de crédit. Marsh Canada Limitée proposera au Soumissionnaire un programme d'assurances pour le Projet dont les coûts seront assumés par ce dernier. Le Soumissionnaire doit inclure dans sa Proposition ce programme d'assurances qui répond aux exigences prévues à l'**Annexe 1-2** et doit satisfaire aux exigences prévues au **Volume 5** à ce sujet.

4. CONTENU DE LA PROPOSITION

4.1 Présentation du Soumissionnaire

4.1.1 *Description du Soumissionnaire, des Membres, Participants et Personnes clés*

Le Soumissionnaire doit fournir tous les renseignements relatifs à la description du Soumissionnaire, de ses Membres, Participants et Personnes clés et de leurs rôles respectifs, selon ce que prévoit le **Volume 5** et respecter le plan de présentation qui y est indiqué lors du dépôt de sa Proposition technique.

Le CUSM et PPPQ déterminent, à leur entière discrétion, si la Personne proposée par le Soumissionnaire pour agir en qualité de Soumissionnaire et, le cas échéant, comme Soumissionnaire sélectionné puis comme Partenaire privé est acceptable. Ils peuvent, entre autres, exiger tout engagement solidaire du Soumissionnaire, des Membres ou des Participants aux fins de s'assurer que les obligations et engagements pris dans le cadre de l'Appel de qualification et de l'Appel de propositions seront respectés et ne seront pas éteints en raison de la substitution de Soumissionnaires ainsi qu'une copie de toutes les autorisations requises pour approuver un tel changement.

4.1.2 *Droits de propriété intellectuelle*

Suivant les dispositions de la **Section 9.5** de la Convention de soumission, le Soumissionnaire doit fournir la liste des droits de propriété intellectuelle décrite à l'**Annexe 1-15 a** ainsi que les cessions et les licences de droits de propriété intellectuelle pour tous les concepts, idées et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, y compris les droits d'auteur, les inventions et autres droits de propriété intellectuelle, pour lesquels il est ou non titulaire des droits de propriété intellectuelle.

Le Soumissionnaire devra fournir avec sa Proposition révisée une lettre de confirmation de la liste des droits de propriété intellectuelle, sous la forme prévue à l'**Annexe 1-15 b**, qui confirme et, le cas échéant, met à jour la liste des droits de propriété intellectuelle de l'**Annexe 1-15 a** et confirme toutes les cessions et les licences de droits de propriété intellectuelle pour tous les concepts, idées et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, y compris les droits d'auteur, les inventions et autres droits de propriété intellectuelle, pour lesquels il est ou non titulaire des droits de propriété intellectuelle qui n'ont pas déjà été fournis à la Date de dépôt de la Proposition technique.

4.2 Information relative à la Proposition technique

Le CUSM pourra, à son entière discrétion, accepter que la Proposition technique d'un Soumissionnaire contienne des Équivalences. À ce titre, avant le dépôt de la Proposition technique d'un Soumissionnaire, ce dernier pourra formuler une demande de renseignements à l'égard d'Équivalences ayant été proposées dans le cadre des Ateliers de discussion ou par l'entremise du Site électronique sécurisé.

La Proposition technique de la Proposition de base des Soumissionnaires doit comprendre tous les éléments demandés au **Volume 5** et respecter le plan de présentation qui y est indiqué.

Un Soumissionnaire peut proposer de nouvelles Équivalences lors du dépôt de sa Proposition technique, sans qu'elles n'aient été au préalable proposées et acceptées par le CUSM, en autant

qu'elles respectent les normes et règles de l'art de l'industrie pour la construction et l'entretien d'établissements hospitaliers comparables au Canada. Ces Équivalences pourront être acceptées ou rejetées, en tout ou en partie, dans le cadre de l'évaluation de la Proposition technique.

Chaque nouvelle Équivalence et, le cas échéant, chaque groupe de nouvelles Équivalences interreliées doivent aussi faire l'objet d'une description distincte de leur effet financier, selon les prescriptions du **Volume 5**, dans la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier. La Proposition de financement engagé - coûts du Projet et modèle financier du Soumissionnaire devra confirmer l'effet financier de chaque nouvelle Équivalence et, le cas échéant, de chaque groupe de nouvelles Équivalences interreliées, selon les prescriptions du **Volume 5**.

Une Proposition technique incluant des Équivalences qui sont acceptables au CUSM demeure une Proposition de base et ne constitue pas une Proposition alternative et le CUSM ne sera pas tenu de communiquer à l'autre Soumissionnaire quelque Équivalence proposée ou acceptée.

Il est notamment de la responsabilité des Soumissionnaires de préparer et soumettre les Fiches techniques relatives aux pièces soutenant leur Proposition technique, conformément aux exigences du **Volume 5**. Les Fiches techniques relatives aux pièces accompagnant la Proposition technique d'un Soumissionnaire devront satisfaire aux exigences prévues à la version finale du **Volume 2** et, sauf avec le consentement du CUSM, aux exigences apparaissant aux dernières fiches techniques relatives aux pièces déposées à la Salle de documentation électronique. Ces Fiches techniques relatives aux pièces ainsi que la version finale du Volume 2 seront intégrés à l'Entente de partenariat.

Le Soumissionnaire doit s'assurer que sa Proposition technique sera cohérente avec sa Proposition financière. La Proposition technique, y compris chacune des Fiches techniques relatives aux pièces, servira à évaluer la capacité du Soumissionnaire à se conformer aux Exigences de performance cliniques et techniques décrites au **Volume 2** et aux Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier décrites au **Volume 3**.

4.3 Information relative à la Proposition financière

La Proposition financière des Soumissionnaires doit comprendre tous les éléments demandés au **Volume 5** et respecter le plan de présentation qui y est indiqué. Le Soumissionnaire doit s'assurer que sa Proposition financière soit cohérente avec sa Proposition technique.

4.4 Information relative à la Proposition révisée

Les dispositions des **Section 4.2 et 4.3 s'appliquent, mutatis mutandis**, à l'égard de la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions.

La Proposition révisée des Soumissionnaires doit comprendre tous les éléments demandés au **Volume 5** et respecter le plan de présentation qui y est indiqué.

5. ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

5.1 Processus de sélection

Les Propositions sont évaluées par un Comité de sélection, lequel fera les recommandations appropriées au Conseil d'administration du CUSM. Le CUSM sélectionnera le Soumissionnaire dont la Proposition offre la meilleure valeur au secteur public, tenant compte des ajustements pouvant être apportés à la valeur actuelle nette des Paiements anticipés et des Paiements annuels relatifs aux services en raison de Dates prévues de réception provisoire différentes ou multiples et selon le coefficient d'ajustement pour la qualité, tel que mentionné à la **Section 3.9**.

Le Comité de sélection est composé de personnes désignées par les Autorités publiques.

5.2 Processus d'évaluation des Propositions

Le processus d'évaluation des Propositions se déroule en trois étapes :

1. La première étape consiste à s'assurer que tous les critères de recevabilité énumérés à la **Section 5.3.1** sont respectés. Toute Proposition ne satisfaisant pas à l'un ou l'autre de ces critères de recevabilité est jugée non recevable et est automatiquement rejetée et retournée à la Personne contact du Soumissionnaire;
2. Les Propositions jugées recevables passent à la deuxième étape, qui consiste à évaluer la conformité de la Proposition selon les critères prévus à la **Section 5.3.2**.

En ce qui a trait à la deuxième étape, le Comité de sélection se réserve le droit de demander des clarifications et des rectifications aux Soumissionnaires, à sa seule discrétion. Les Soumissionnaires doivent répondre dans le délai précisé au moment de la demande du Comité de sélection, délai qui sera d'au moins deux (2) jours ouvrables, et s'effectuera selon les modalités prévues à la **Section 5.4**. Dans le cas où le Soumissionnaire ne répondait pas à ces demandes à la satisfaction du Comité de sélection faisant en sorte que sa Proposition ne satisfasse pas à l'ensemble des exigences de conformité de la deuxième étape, celle-ci sera jugée non conforme et pourra être rejetée.

3. À la troisième étape, parmi les Propositions recevables jugées conformes à la deuxième étape, le Comité de sélection choisira le Soumissionnaire dont la Proposition offre la meilleure valeur au secteur public. L'évaluation à la troisième étape se fait en fonction des critères fournis à la **Section 5.3.4**.

Ces trois étapes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la seconde phase de soumission concernant l'évaluation des Propositions révisées.

5.3 Critères d'évaluation

5.3.1 Critères de recevabilité

Toute Proposition ne satisfaisant pas à l'une ou l'autre des conditions ci-après décrites sera jugée non recevable et sera automatiquement rejetée :

1. La Proposition doit être remise à l'endroit indiqué et dans le délai prescrit à la **Section 6.1**;

2. La Proposition doit être présentée par un Soumissionnaire;
3. La Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier doit contenir le Dépôt de garantie de soumission requis suivant les dispositions de la **Section 3.5.3**;
4. La Proposition doit contenir la certification par le Soumissionnaire du respect du Critère d'abordabilité dans la forme et la teneur de celle qui est présentée à l'**Annexe 1-20** dans un contenant scellé séparé;
5. La Proposition révisée doit contenir le Dépôt de garantie révisé requis suivant les dispositions de la **Section 3.5.3**.

5.3.2 Critères de conformité

Les Propositions jugées recevables passeront à la deuxième étape de l'évaluation : l'évaluation de la conformité de chaque Proposition déposée avant l'échéance prescrite à son égard. La non-conformité d'une Proposition aux exigences générales, techniques et financières décrites ci-après pourra entraîner le rejet de cette Proposition.

5.3.2.1 Critères d'évaluation de la conformité générale

- La Proposition doit contenir la présentation détaillée du Soumissionnaire, telle qu'elle est décrite à la **Section 4.1**;
- Dans tous les cas, le Partenaire privé éventuel doit être une société par actions, une société en commandite ou, avec l'accord préalable de PPPQ, une société en nom collectif ou une fiducie régie par les lois du Québec. Si le Partenaire privé éventuel se constitue en société par actions, cette société devra être constituée et régie selon la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C., 1985, ch. C-44) (Canada) ou la Partie 1A de la *Loi sur les Compagnies* (L.R.Q. c. C-38) (Québec). Si le Partenaire privé éventuel est organisé en société en commandite, cette dernière devra être créée et régie selon les lois de la province du Québec;
- Si le Soumissionnaire indique, au moment du dépôt de sa Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, qu'il prévoit remplacer le Soumissionnaire par un Partenaire privé éventuel, il doit fournir au CUSM une preuve de constitution en société par actions (y compris les statuts constitutifs et les règlements généraux) ou une preuve de constitution d'une société en commandite au plus tard à la date à laquelle le Dépôt de garantie de clôture doit être remis conformément aux dispositions de la **Section 3.4** de la Convention de soumission. De même, il doit remettre une copie de sa déclaration d'immatriculation initiale ou de la dernière mise à jour annuelle de celle-ci, déposée conformément à la *Loi sur la Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales* (L.R.Q. c. P-45) (Québec). En outre, les dispositions de la **Section 7.13** s'appliquent à un tel remplacement;
- La Proposition ne peut être conditionnelle, sauf en ce qui concerne les coûts d'emprunt, certains coûts variables et les autres ajustements déterminés selon les dispositions de cet Appel de propositions;
- Le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants, et les Personnes clés doivent remplir et signer les formulaires d'engagement et lettres de confirmation, qui doivent être identiques dans leur forme et leur teneur aux formulaires d'engagement insérés en **Annexes 1-8, 1-9 a et b, et 1-10 a et b**;

- Le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants, et les Personnes clés doivent signer les formulaires de quittance dans la forme et la teneur de ceux qui sont présentés aux **Annexes 1-11 a et b** sans modification ni changement;
- La résolution autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre et de chaque Participant à signer doit accompagner les formulaires d'engagement, les lettres de confirmation, les formulaires de quittance et la Proposition;
- Tout changement apporté à la composition d'un Soumissionnaire depuis le dépôt de sa candidature lors de l'Appel de qualification doit avoir été approuvé par le CUSM et le Directeur exécutif selon les procédures décrites à la **Section 7.13**;
- La Proposition doit contenir les informations et documents demandés au **Volume 5** et avoir été préparée conformément aux exigences des **Volumes 2 et 3**;
- Le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs (ou une Personne liée à l'un d'eux) ne peut être une des entreprises ou des personnes proscrites;
- La Proposition doit contenir la liste des droits de propriété intellectuelle fournie à l'**Annexe 1-15 a** et les cessions et licences décrites à la **Section 4.1.2** ainsi que la lettre de confirmation insérée à l'**Annexe 1-15 b**.
- si une ou des Dérogations additionnelles sont telles qu'elles rendent la Proposition révisée inacceptable aux Autorités publiques eu égard, entre autres, à la nature, au mode de réalisation, à la mission ou aux composantes du Projet, incluant son intégralité, son caractère fonctionnel ou son adaptation aux besoins ou utilisations envisagés, les Autorités publiques pourront, à leur discrétion, rejeter cette Proposition révisée malgré que cette dernière rencontrait par ailleurs le Critère d'abordabilité, excluant de la sorte ce Soumissionnaire du Processus de soumission.

5.3.2.2 Critères d'évaluation de la conformité technique

Pour être jugée conforme, la Proposition technique et la Proposition révisée d'une Proposition doivent répondre aux conditions suivantes :

- elles doivent contenir les informations et documents demandés au **Volume 5** et doivent avoir été préparées conformément à la version définitive de l'Entente de partenariat et les Modifications s'y rapportant ainsi qu'aux Dérogations acceptées et aux Dérogations additionnelles;
- les documents fournis doivent être conformes aux Exigences de performance cliniques et techniques décrites à la version finale du **Volume 2**, aux Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier décrites au **Volume 3**, aux Dérogations acceptées s'y rapportant et aux Modifications, le cas échéant, et respecter notamment, toutes les échéances qui y sont prévues.

5.3.2.3 Critères d'évaluation de la conformité financière

Pour être jugée conforme, la Proposition financière doit répondre aux conditions suivantes :

- La Proposition financière doit contenir l'information demandée au **Volume 5** (incluant, le cas échéant, la lettre de chacun des Bailleurs de fonds d'Emprunts ou d'autres passifs financiers en

la forme de l'**Annexe 1-4 a, b ou c**), et doit être préparée conformément aux exigences de ce Volume et de la version définitive de l'Entente de partenariat. Pour fins de clarté additionnelle, les exigences et critères relatifs à la conformité financière s'appliquent au dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, au dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et au dépôt de la Proposition révisée.

- Notamment, les critères suivants de la Proposition financière sont rencontrés :
 - Le Soumissionnaire dispose d'une capacité financière suffisante pour s'acquitter de toutes les obligations prévues à l'Entente de partenariat;
 - Le plan de financement démontre que le financement envisagé est suffisant pour couvrir l'ensemble des besoins du Projet sur toute la durée de l'Entente de partenariat (incluant la conception, la construction et l'entretien);
 - Le plan de financement est robuste à court, à moyen et à long termes. Par robuste, on entend que le financement envisagé est suffisant pour soutenir une variation raisonnable des principaux risques du Projet (par ex., taux d'intérêt, inflation, coûts, échéancier de construction, etc.) sans risquer de donner lieu à des cas de défaut à l'égard des Emprunts ou de l'Entente de partenariat, le cas échéant;
 - la Valeur actuelle nette ne doit pas excéder le montant maximum de 1,343 millions de dollars. Le montant de 1,343 millions de dollars a été calculé en utilisant les paramètres suivants :
 - a) calcul en date du 1^{er} janvier 2008;
 - b) utilisant un taux d'actualisation annuel de 8 %, calculé semi-annuellement;
 - c) utilisant un taux d'intérêt de base égal au taux des obligations du gouvernement du Canada échéant en juin 2029 prévalant à la date du calcul (soit 4,082 %) utilisant un taux de croissance annuel de l'IPC de 2,0 %.
- La Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier doit contenir le formulaire de prix de l'**Annexe 1-7 a** dans un contenant scellé séparé;
- La Proposition financière révisée doit contenir le formulaire de prix de l'**Annexe 1-7 b** dans un contenant scellé séparé et une mise à jour complète du modèle financier;
- Le modèle financier doit être conforme aux exigences précisées au **Volume 5**, et notamment :
 - doit être cohérent avec les lettres de confirmation des Bailleurs de fonds d'Emprunts ou d'autres passifs financiers pour chacun des Instruments de financement prévus au Financement;
 - doit refléter les listes de modalités d'investissement pour chacun des Instruments de financement;
 - doit refléter la Liste de Dérogations acceptées et les Dérogations additionnelles;
 - doit être cohérent avec le formulaire de prix révisé joint à l'**Annexe 1-7 b**, tel que déposé par le Soumissionnaire;

- doit être présenté en français ou en anglais, étant entendu que la version à inclure en annexe à l'Entente de partenariat qui sera signée entre le Soumissionnaire sélectionné et le CUSM devra être en français;
- doit être cohérent avec la Proposition technique et la Proposition révisée (échancier de construction, coûts d'entretien, efficacité énergétique, etc.);
- La Valeur actuelle nette de la Proposition révisée doit être cohérente et supportée par la Proposition financière révisée;
- La Proposition financière doit refléter le programme d'assurances proposé par Marsh Canada Limitée au Soumissionnaire et inclure les lettres d'intention des courtiers d'assurance qui doivent respecter les exigences décrites aux **Annexes 1-2 et 1-3 a et b**.

5.3.3 *Erreur ou omission du Soumissionnaire dans la Proposition*

Toute irrégularité, erreur ou omission en regard de la Proposition autre qu'à l'égard de sa recevabilité n'entraîne pas le rejet automatique de la Proposition. Conformément aux modalités de la **Section 5.4**, le CUSM et le Comité de sélection se réservent le droit de demander au Soumissionnaire de corriger toutes ces irrégularités, erreurs ou omissions à leur satisfaction et dans le délai spécifié au moment de la demande à cet effet.

5.3.4 *Critères d'appréciation*

Les critères d'appréciation permettent de déterminer la Proposition offrant la meilleure valeur au secteur public parmi les Propositions conformes.

5.3.4.1 *Critères d'évaluation qualitative*

L'évaluation qualitative des Propositions est effectuée par le Comité de sélection selon les critères suivants :

	CRITÈRES DE L'ÉVALUATION QUALITATIVE	NOTE MAXIMALE
1	Conception architecturale, intégration urbaine et qualité des espaces publics	20
2	Fonctionnalité du Complexe hospitalier eu égard à la mission et aux activités du Campus Glen	40
3	Programmes d'entretien et de gestion de l'actif immobilier ainsi que la gestion de la consommation énergétique	10
4	Robustesse financière de la Proposition	10
5	Appréciation globale de la qualité technique et de l'équipe du Soumissionnaire	15
6	Gérance du Projet	5
	Total des points	100

5.3.4.2 *Prix de la Proposition*

La Proposition offrant la meilleure valeur au secteur public correspond à celle dont la VAN normalisée ajustée selon le coefficient d'ajustement pour la qualité (la « **VAN ajustée** »), est la plus basse.

La VAN ajustée est calculée suivant la formule suivante :

$$\text{VAN ajustée} = \frac{(0,4 \times \text{VAN normalisée}) + 7200 \times (1 - Q)}{100\,000}$$

où la lettre Q représente un centième (1/100) de la note finale obtenue lors de l'évaluation qualitative de la Proposition, y compris la Proposition révisée. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'évaluation qualitative de la Proposition révisée tiendra compte de l'impact des Dérogations acceptées et des Dérogations additionnelles sur la qualité de la Proposition.

La Valeur actuelle nette est calculée en date du 1^{er} janvier 2008 en utilisant un taux d'actualisation annuel de 8 %, calculé semi-annuellement.

Aux fins d'évaluation des Propositions, les déductions applicables contre les Paiements périodiques relatifs aux services, les retenues liées aux exigences de fin de terme et les montants relatifs aux Paiements incitatifs, aux Gains et Pertes d'énergie et aux Services publics sont nuls. Les montants de TPS et de TVQ applicables ne sont pas tenus en compte non plus.

Des ajustements peuvent être apportés à la Valeur actuelle nette en raison de Dates prévues de réception provisoire différentes ou si un Soumissionnaire propose des Réceptions provisoires multiples, ainsi que selon le coefficient d'ajustement pour la qualité. La procédure de normalisation de la Valeur actuelle nette apparaît à l'**Annexe 1-18**.

Les Propositions seront considérées de valeur équivalente si l'écart entre la VAN ajustée des Propositions est égal ou inférieur à 3 %. Dans un tel cas, le CUSM sélectionnera la Proposition en fonction de la note obtenue pour le critère de « Fonctionnalité du Complexe hospitalier eu égard à la mission et aux activités du Campus Glen » selon les règles suivantes :

- si le classement des Propositions selon la note obtenue pour le critère de « Fonctionnalité du Complexe hospitalier eu égard à la mission et aux activités du Campus Glen » mentionné à la **Section 5.3.4.1** est le même que celui obtenu par le calcul de la VAN ajustée, la Proposition dont la VAN ajustée est la plus basse sera retenue;
- si le classement des Propositions diffère de celui obtenu selon la VAN ajustée et que l'écart entre les notes obtenues pour le critère de « Fonctionnalité du Complexe hospitalier eu égard à la mission et aux activités du Campus Glen » mentionné à la **Section 5.3.4.1** est égal ou supérieur à 5 % (avant la pondération), la Proposition qui a obtenu la meilleure note pour ce critère d'évaluation sera retenue;
- si le classement des Propositions diffère de celui obtenu selon la VAN ajustée mais que l'écart entre les notes obtenues pour le critère de « Fonctionnalité du Complexe hospitalier eu égard à la mission et aux activités du Campus Glen » mentionné à la **Section 5.3.4.1** est inférieur à 5 % (avant la pondération), la Proposition dont la VAN ajustée est la plus basse sera retenue.

5.4 Clarification et rectification des Propositions

Dans le cadre de l'évaluation des conformités générale, technique et financière des Propositions, sous réserve de la **Section 5.3.3**, le CUSM et le Comité de sélection se réservent le droit, à leur entière discrétion, de demander au Soumissionnaire de remettre par écrit, dans le délai précisé au moment de la demande, tous les renseignements nécessaires afin de clarifier ou compléter les informations fournies dans sa Proposition, de rectifier un élément de sa Proposition qui serait jugé non conforme ou d'apporter d'autres modifications mineures ou corrections d'erreurs mineures. Selon la complexité de la demande, le CUSM et le Comité de sélection accordent au Soumissionnaire un délai qu'ils jugent

approprié, à leur entière discrétion. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à deux jours ouvrables, à moins que les parties n'y consentent. Les renseignements fournis par le Soumissionnaire en réponse à cette demande du CUSM ou du Comité de sélection deviennent partie intégrante de sa Proposition. Cependant, les renseignements reçus une fois ce délai consenti expiré pourraient ne pas être pris en considération. De plus, le CUSM et le Comité de sélection se réservent le droit de convoquer un Soumissionnaire à une rencontre afin de clarifier certaines informations fournies dans sa Proposition.

Dans le cas où le Soumissionnaire ne répond pas aux demandes de clarifications, d'informations additionnelles, de rectifications, de modifications mineures ou de corrections d'erreurs mineures à la satisfaction du CUSM et du Comité de sélection et que sa Proposition ne satisfait pas l'ensemble des exigences des conformités générale, technique et financière, celle-ci sera jugée non conforme et pourra être rejetée.

Le CUSM et le Comité de sélection peuvent également demander à un Soumissionnaire qu'il s'engage :

- a) à parachever sa Proposition révisée de manière à répondre à des enjeux spécifiques identifiés durant le processus d'évaluation;
- b) apporter des corrections à sa Proposition révisée afin d'assurer sa conformité avec la documentation de l'Appel de propositions;
- c) apporter des modifications aux Dérogations intégrées à la Proposition révisée afin d'assurer que ces dernières correspondent aux Dérogations acceptées; ou
- d) confirmer les engagements pris dans la lettre d'engagement soumise à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.

Dans ce cas, le Soumissionnaire doit fournir au CUSM et au Comité de sélection une lettre d'engagement visant des demandes du CUSM ou du Comité de sélection. La lettre d'engagement doit être conforme à la forme et au contenu qui seront prescrits par le CUSM et le Comité de sélection en cours de processus d'évaluation. Ce parachèvement, ces corrections et modifications seront mis en œuvre conformément à l'article 18.4 et l'Annexe 11 de l'Entente de partenariat, ne constitueront pas une Modification au sens de l'Entente de partenariat et seront considérés comme inclus dans la Proposition du Soumissionnaire.

Le Soumissionnaire ne peut en aucun cas modifier son prix à la suite d'une clarification, d'une rectification, d'une modification mineure ou d'une correction d'erreur mineure apportée à sa Proposition non plus que suite à un engagement pris à l'égard du parachèvement de la Proposition. De plus, aucun changement ne peut être apporté à la Proposition, sauf en ce qui concerne les éléments pour lesquels le CUSM et le Comité de sélection demandent une clarification, une rectification, une modification mineure ou une correction d'erreur mineure ou encore un engagement pris à l'égard du parachèvement de la Proposition.

6. DIRECTIVES AUX SOUMISSIONNAIRES

6.1 Dates et endroit des dépôts

Les Propositions techniques doivent être acheminées ou déposées à la Date de dépôt de la Proposition technique, à 15 h, heure de Montréal à l'adresse suivante :

APPEL DE PROPOSITIONS

CAMPUS GLEN DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

Centre universitaire de santé McGill
Compétence du Représentant des autorités publiques

Les Propositions de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, les Propositions de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et les Propositions révisées doivent être acheminées ou déposées à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et la Date de dépôt de la Proposition révisée respectivement, à 15 h, heure de Montréal à l'adresse suivante :

APPEL DE PROPOSITIONS

CAMPUS GLEN DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

Partenariats public-privé Québec
Compétence du Représentant des autorités publiques

Les Propositions acheminées par voie électronique ou par télécopieur ne sont pas acceptées.

6.2 Retard de livraison

Les Propositions reçues après 15 h, heure de Montréal, à la date prescrite à leur égard à la **Section 6.1** seront retournées à l'expéditeur, sans avoir été ouvertes.

Il est de la responsabilité du Soumissionnaire de s'assurer que sa Proposition technique, sa Proposition financière et sa Proposition révisée soient déposées au plus tard aux échéances prescrites.

6.3 Le Représentant des autorités publiques

Afin d'assurer une uniformité dans l'interprétation des documents d'Appel de propositions et de faciliter les échanges d'information, a été désignée comme Représentant des autorités publiques la personne suivante :

Représentant des autorités publiques : Éric Michaud

Adresse : Agence des partenariats public-privé du Québec
500, boulevard René-Lévesque Ouest

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Télécopieur :

[REDACTED]

Courriel :

[REDACTED]

Sauf suivant ce que la **Section 7.10** autorise expressément et sous réserve de la **Section 3.3**, le Représentant des autorités publiques (ou toute personne que celui-ci peut désigner quant à tout sujet particulier) est la seule personne avec qui les Soumissionnaires peuvent communiquer en ce qui a trait à l'Appel de propositions.

6.4 Demandes de renseignements

Sous réserve des séances d'information, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire et des communications sur le Site électronique sécurisé prévus à la **Section 3.2**, tous les Soumissionnaires qui désirent poser des questions concernant le présent Appel de propositions doivent les soumettre par écrit au Représentant des autorités publiques selon les modalités de l'**Article 8** de la Convention de soumission et en utilisant le formulaire présenté à l'**Annexe 1-12**. La date limite pour soumettre des questions à caractère technique est fixée au dixième (10^{ième}) jour ouvrable précédant la Date de dépôt de la Proposition technique, à 15 h, heure de Montréal. Pareillement, la date limite pour soumettre des questions à caractère financier est fixée au cinquième (5^{ième}) jour ouvrable précédant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, à la même heure. Relativement à l'élaboration de la Proposition révisée, la date limite pour soumettre des questions à caractère technique et financier est fixée au quinzième (15^{ième}) jour précédant la Date de dépôt de la Proposition révisée, à 15h00, heure de Montréal. La Personne contact du Soumissionnaire, comme le stipule la **Section 3.1.2**, est la seule personne qui communique avec le Représentant des autorités publiques pour toute demande de renseignements. Le CUSM et le Représentant des autorités publiques ne sont pas tenus de répondre à toute question.

Aucune communication ou réponse des Autorités publiques fournie dans le cours des séances d'information, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire ou des Rencontres ou par l'entremise du Site électronique sécurisé prévus à la **Section 3.2** ne lie les Autorités publiques à moins que celle-ci ne soit confirmée par écrit par un addenda ou par une réponse écrite émise suite à une demande de renseignements soumise par le Soumissionnaire conformément avec cette **Section 6.4** et/ou les termes et conditions de la Convention de soumission, tel qu'applicable, ou, le cas échéant, par une confirmation écrite à l'égard d'une ou de plusieurs Dérogations acceptées, et uniquement dans la mesure de cette confirmation. L'utilisation par un Soumissionnaire de tout renseignement qu'il a obtenu mais qui n'a pas fait l'objet d'un addenda ou d'une réponse écrite conformément à cette **Section 6.4** et/ou les termes et conditions de la Convention de soumission, tel qu'applicable, se fait au seul risque du Soumissionnaire et ne pourra faire l'objet d'aucun recours contre les Autorités publiques.

6.5 Élaboration et présentation d'une Proposition

Chaque Soumissionnaire dépose une Proposition constituée de la Proposition technique et de la Proposition financière du Soumissionnaire, laquelle Proposition comprend aussi la Proposition révisée.

La Proposition technique constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable et qui ne peut être retirée ou modifiée qu'après l'expiration de la Période de validité de la Proposition technique, sauf dans le cas prévu à la **Section 6.6**.

La Proposition financière est composée d'une Proposition de financement indicatif – modèle financier, d'une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et d'une Proposition financière révisée, lesquelles ne peuvent être retirées ou modifiées qu'après l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, sauf dans les cas prévus à la **Section 3.7** et à la **Section 6.6**. La Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier constitue, à compter de la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, une offre ferme au CHUM qui est irrévocable. La Proposition révisée constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable et qui peut être retirée ou modifiée uniquement qu'après l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, sauf dans le cas prévu à la **Section 6.6**.

La Proposition doit être présentée en quatre temps dans un emballage scellé répondant aux exigences de forme et de contenu du **Volume 5** et contenir notamment les informations et documents suivants :

- (i) À la Date de dépôt de la Proposition technique :
 - Les formulaires d'engagement dûment remplis et signés selon les modèles présentés à l'**Annexe 1-8** et à l'**Annexe 1-9 a**;
 - Le formulaire de quittance dûment rempli et signé selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-11 a**;
 - La résolution autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre et de chaque Participant à signer le formulaire d'engagement, le formulaire de quittance et la Proposition technique tel que prévu à la **Section 5.3.2.1**;
 - La liste des droits de propriété intellectuelle selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-15 a** et autres éléments mentionnés à la **Section 4.1.2**;
 - Le matériel requis au **Volume 5** aux fins du dépôt de la Proposition technique, selon les exigences prévues;
 - L'emballage contenant la Proposition technique porte l'étiquette de retour qui figure à l'**Annexe 1-13**.
- (ii) À la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier :
 - La présentation du Soumissionnaire telle qu'elle est décrite à la **Section 4.1**;
 - Les lettres de confirmation des Bailleurs de fonds pour chacun des Emprunts ou autres passifs financiers reflétant les modalités et conditions de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, sous la forme prévue à l'**Annexe 1-4 a**;
 - Le matériel requis à l'**Annexe 1-19** et au **Volume 5** aux fins du dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, selon les exigences y prévues;
 - L'emballage contenant la Proposition de financement indicatif – coûts du projet et modèle financier porte l'étiquette de retour qui figure à l'**Annexe 1-13**.
- (iii) À la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier :
 - Tous éléments de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier modifiés par la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et reflétant celle-ci;
 - La lettre d'intention des courtiers d'assurance prévue à l'**Annexe 1-3 a**;

- Le formulaire de prix de l'**Annexe 1-7 a** reflétant la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
 - L'attestation relativement à la quantité et la qualité des matériaux de construction à laquelle il est fait référence à la **Section 3.6**;
 - Les lettres de confirmation des Bailleurs de fonds d'Emprunts ou d'autres passifs financiers reflétant les modalités et conditions de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, sous la forme prévue à l'**Annexe 1-4 b**;
 - Les formulaires d'engagement, datés de la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, dûment remplis et signés selon les modèles présentés à l'**Annexe 1-9 a**;
 - Les confirmations, datées de la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, des formulaires présentés à l'**Annexe 1-8** et à l'**Annexe 1-10 a** ayant été remplis, signés et soumis à la Date de dépôt de la Proposition technique;
 - La résolution autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre et de chaque Participant à signer le formulaire d'engagement et la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier tel que prévu à la **Section 5.3.2.1**;
 - Un Dépôt de garantie respectant les critères énoncés à l'**Article 3** de la Convention de soumission au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l'**Annexe 1-5 a**;
 - Le matériel requis à l'**Annexe 1-19** et au **Volume 5** aux fins du dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, selon les exigences qui y sont prévues, y compris toute modification aux estimés des coûts du Projet;
 - La première version adaptée de l'Entente de partenariat visée par la **Section 3.11**;
 - Les premiers projets des Documents connexes qui sont visés par la **Section 3.11**;
 - L'emballage contenant la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier porte l'étiquette de retour qui figure à l'**Annexe 1-13**.
- (iv) À la Date de dépôt de la Proposition révisée :

Général

- La certification du Soumissionnaire attestant du respect du Critère d'abordabilité tel que prévu à la **Section 5.3.1** dans un contenant scellé séparé;
- Les lettres de confirmation, datées de la Date de dépôt de la Proposition révisée, dûment remplies et signées selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-10 b**;
- Le formulaire d'engagement, daté de la Date de dépôt de la Proposition révisée, dûment rempli et signé selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-9 b**;
- Le formulaire de quittance, daté de la Date de dépôt de la Proposition révisée, dûment rempli et signé selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-11 b**;
- La lettre de confirmation de la liste des droits de propriété intellectuelle, datée de la Date de

dépôt de la Proposition révisée, dûment remplie et signée selon le modèle présenté à l'**Annexe 1-15 b**;

- La résolution autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre et de chaque Participant à signer le formulaire d'engagement inséré à l'**Annexe 1-9 b**, les lettres de confirmation insérées à l'**Annexe 1-10 b**, le formulaire de quittance inséré à l'**Annexe 1-11 b**, la lettre de confirmation de la liste des droits de propriété intellectuelle insérée à l'**Annexe 1-15 b** et la Proposition révisée tel que prévu à la **Section 5.3.2.1**.

Proposition technique révisée

- Le matériel requis au **Volume 5** aux fins du dépôt de la Proposition technique révisée, selon les exigences prévues audit **Volume 5**;
- L'emballage contenant la Proposition technique révisée porte l'étiquette de retour qui figure à l'**Annexe 1-13**.

Proposition financière révisée

- Le matériel requis au **Volume 5** aux fins du dépôt de la Proposition financière révisée, selon les exigences prévues audit **Volume 5**; Le formulaire de prix révisé de l'**Annexe 1-7 b** reflétant la Proposition financière révisée;
- Les lettres de confirmation des Bailleurs de fonds d'Emprunts ou d'autres passifs financiers reflétant les modalités et conditions de la Proposition révisée, sous la forme prévue à l'**Annexe 1-4 c**;
- Le Dépôt de garantie révisé respectant les critères énoncés à l'**Article 3** de la Convention de soumission au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l'**Annexe 1-5 a** ou d'une ou de plusieurs lettres de prolongation selon le modèle joint à l'**Annexe 1-5 b**;
- La lettre d'intention des courtiers d'assurance prévue à l'**Annexe 1-3 b**;
- Le matériel requis à l'**Annexe 1-19** et au Volume 5 aux fins du dépôt de la Proposition révisée, selon les exigences y prévues;
- L'emballage contenant la Proposition financière révisée porte l'étiquette de retour qui figure à l'**Annexe 1-13**.

Par ailleurs, la Proposition doit être rédigée en français, ou en français et en anglais. Les documents afférents doivent être rédigés en français, à l'exception des documents suivants qui peuvent être rédigés en français ou en anglais :

- les résolutions ou tout autre document de même nature autorisant un représentant du Soumissionnaire, de chaque Membre, et de chaque Participant à signer;
- l'accord de Consortium, la convention d'actionnaires ou toute autre entente liant le Soumissionnaire, les Membres, les Participants et les Personnes clés dans le cadre du Projet;
- les états financiers vérifiés annuels ou trimestriels (ou les états financiers annuels ou trimestriels non vérifiés en l'absence d'états financiers vérifiés) ou toutes autres informations financières équivalentes qui auront été produites depuis le dépôt des Candidatures;
- les lettres d'intention des courtiers d'assurance (**Annexes 1-3 a et b**);
- les lettres de confirmation signées par les Bailleurs de fonds des Emprunts ou autres passifs financiers pour chacun des Instruments de financement (**Annexes 1-4 a, b et c**);

- le modèle financier, étant entendu que la version à inclure en annexe à l'Entente de partenariat qui sera signée entre le Soumissionnaire sélectionné et le CUSM devra être en français;
- la liste des modalités de financement pour chacun des Instruments de financement;
- les Dépôt de garantie, Dépôt de garantie révisé et Dépôt de garantie de clôture (**Annexes 1-5 a, b, et 1-6**).

6.6 Retrait d'une Proposition

Le Soumissionnaire peut retirer sa Proposition selon les modalités de la Convention de soumission seulement.

6.7 Transmission des résultats de l'évaluation

Une fois l'évaluation des Propositions terminée et dès que le CUSM a reçu du Soumissionnaire le Dépôt de garantie de clôture conformément à la **Section 3.10**, le CUSM annonce le nom du Soumissionnaire sélectionné. Chacun des Soumissionnaires est informé du nom du Soumissionnaire sélectionné, du nombre de Propositions conformes et recevables ainsi que du nombre de Propositions non recevables ou non conformes reçues et les raisons de la non conformité de sa Proposition, le cas échéant.

Aucune information confidentielle relative à la Proposition d'un autre Soumissionnaire qu'il s'agisse du prix des autres Propositions, de leur rang ou de toute autre information afférente, n'est dévoilée. Seules les informations relatives à la Proposition du Soumissionnaire concerné sont discutées.

6.8 Compensation définitive

Sous réserve des modalités de la **Section 7.7**, la somme forfaitaire prévue à la Convention de soumission sera versée pour l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle se rattachant à une Proposition et en guise de Compensation définitive pour les frais engagés pour la préparation et le dépôt d'une Proposition au Soumissionnaire qui n'est pas retenu comme Soumissionnaire sélectionné qui s'est conformé aux exigences de la Convention de soumission relatives au versement de la Compensation définitive.

La Compensation définitive n'est versée que si les modalités prévues dans la Convention de soumission sont respectées.

6.9 Paiement de clôture

Le Paiement de clôture d'une somme forfaitaire prévue à la Convention de soumission est payable par le Soumissionnaire sélectionné à la Clôture financière. Sous réserve des modalités prévues à la **Section 7.7**, le Paiement de clôture sera versé au Soumissionnaire qui n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, s'il est admissible à recevoir la Compensation définitive, le tout selon les modalités prévues à la Convention de soumission et sous réserve de celle-ci.

6.10 Compensation d'annulation

Sous réserve des modalités de la **Section 7.7**, une somme forfaitaire du montant maximal prévu à la Convention de soumission (à raison du montant hebdomadaire prévu à la Convention de soumission à compter du lancement de l'Appel de propositions jusqu'à la date de l'événement donnant ouverture au paiement de la Compensation d'annulation) sera versée à chaque Soumissionnaire qui s'est conformé aux exigences de la Convention de soumission en guise de Compensation d'annulation pour les frais engagés pour la préparation et, le cas échéant, le dépôt d'une Proposition conforme ainsi que pour l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle se rattachant à une Proposition, le cas échéant.

La Compensation d'annulation n'est versée que si les modalités prévues dans la Convention de soumission sont respectées.

6.11 Accès au Site

Les Soumissionnaires n'ont accès au Site du Projet que dans la mesure où ils en font la demande au CUSM et que ce dernier leur a accordé l'accès. Les Soumissionnaires qui désirent organiser une visite du Site doivent soumettre une demande écrite au Représentant des autorités publiques en utilisant le formulaire présenté à l'**Annexe 1-12** et en respectant les modalités établies à l'**Article 8** de la Convention de soumission. Si cette demande leur est accordée, ils devront signer préalablement à la visite du Site les quittances jugées utiles par le Représentant des autorités publiques.

Le CUSM peut, à son entière discrétion, exiger qu'un de ses représentants soit présent lors d'une visite du Site par un Soumissionnaire afin de veiller au bon déroulement des activités et imposer des restrictions au Soumissionnaire dans la mesure où la visite du Site comporte des activités qui peuvent perturber l'environnement ou causer des dommages à toute propriété sur le Site. Les Soumissionnaires doivent s'assurer de détenir les couvertures d'assurance appropriées et en fournir la preuve au CUSM préalablement aux visites du Site.

7. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

7.1 Lettres de crédit, cautionnements et autres garanties

Les lettres de crédit exigées des Soumissionnaires en vertu du **Volume 1** doivent être émises par une banque énumérée à l'une ou l'autre des Annexes I, II ou III de la *Loi sur les banques*, L.C. 1991 c. 46 ou par la Caisse centrale Desjardins. Les lettres de crédit, leurs modalités, de même que la banque ou la Caisse centrale Desjardins sur laquelle ces lettres de crédit seront tirées, doivent être acceptables au CUSM, à son entière discrétion. De plus, les cautionnements ou toutes autres garanties fournis par les Soumissionnaires ainsi que leurs modalités respectives et la banque ou toute autre institution financière canadienne reconnue offrant ces cautionnements ou garanties doivent également être acceptables au CUSM, à son entière discrétion. La banque ou l'institution financière qui offre un cautionnement doit être légalement habilitée à se porter caution au Québec.

7.2 Absence de recours

Aucun recours relativement à quelque Réclamation que ce soit ne peut être intenté par quiconque, notamment le Soumissionnaire ou l'un ou l'autre des Collaborateurs, contre le CUSM, le Directeur exécutif, le Gouvernement, ses ministères, dont le Ministère, et organismes, dont PPPQ, leurs dirigeants, administrateurs, gestionnaires, employés, mandataires, représentants, consultants, conseillers, experts, successeurs et ayants droit respectifs (collectivement les « **Parties libérées** ») pour quelque raison que ce soit découlant du Processus de soumission, notamment en ce qui a trait à l'exercice de droits et pouvoirs, dont l'omission d'agir, conférés à l'un ou l'autre d'entre eux.

Cependant la quittance décrite précédemment ne vaut pas à l'encontre d'une Réclamation lorsque le CUSM refuse de verser la Compensation définitive, le Paiement de clôture ou la Compensation d'annulation en vertu de la Convention de soumission.

Dès la signature de la Convention de soumission, le Soumissionnaire, et chacun de ses Membres et Participants, acceptent de tenir indemne et d'indemniser chacune des Parties libérées à l'égard de toute Réclamation produite par ou au nom de : i) tout Collaborateur ou, le cas échéant, tout ayant droit contre l'une ou l'autre des Parties libérées découlant du Processus de soumission, ou ii) tout tiers résultant de tout acte ou omission du Soumissionnaire ou tout Collaborateur invité en relation avec l'accomplissement de leurs obligations respectives relativement au Processus de soumission.

Chacun des Soumissionnaires, de ses Membres, Participants et Personnes clés convient, en signant le formulaire de quittance, qu'il renonce à toute Réclamation à l'encontre de l'une ou l'autre des Parties libérées découlant du Processus de soumission et qu'il libère chacune d'elles de toutes obligations découlant du Processus de soumission, quelles qu'elles soient.

Chacun des Soumissionnaires, de ses Membres et Participants et Personnes clés doit prendre les mesures requises afin de faire en sorte que chacun des Collaborateurs impliqués de quelque façon dans le Processus de soumission renonce à toute Réclamation contre l'une ou l'autre des Parties libérées découlant du Processus de soumission et qu'il libère chacune d'elles de toutes obligations découlant du Processus de soumission, quelles qu'elles soient. Chacun du Soumissionnaire, de ses Membres et Participants s'engage solidairement du respect de ces engagements par l'un ou l'autre des Collaborateurs. Le CUSM pourra demander de recevoir une copie de toute telle renonciation.

7.3 Pas d'obligation de sélectionner ou de procéder

Le CUSM et le Gouvernement ne sont pas tenus d'accepter la Proposition offrant la meilleure valeur au secteur public. Le CUSM et le Gouvernement ne s'engagent à accepter aucune des Propositions reçues des Soumissionnaires ni de choisir un Candidat qualifié comme Soumissionnaire sélectionné. Par ailleurs, le CUSM et le Gouvernement pourront, à leur seule discrétion, accepter une Proposition non-conforme qui offre la meilleure valeur au secteur public dans l'éventualité où aucune Proposition soumise n'est jugée conforme.

Le CUSM peut, à son entière discrétion, rejeter toute Proposition qui n'est pas une Proposition conforme. La décision du CUSM relativement à la conformité ou la non-conformité d'une Proposition est finale. Le CUSM n'est aucunement tenu de consulter le Soumissionnaire lors de cette détermination.

Sans limiter la portée de ce qui précède, le CUSM peut, à son entière discrétion, refuser de considérer ou rejeter toute Proposition qui, de l'opinion du CUSM, à son entière discrétion, est incomplète ou irrégulière, qui contient des exceptions ou des écarts inacceptables eu égard aux exigences du présent **Volume 1**, qui contient des déclarations ou des informations fausses ou trompeuses ou qui omet toute information importante devant être soumise en vertu de l'Appel de propositions. Il peut, en conséquence, à son entière discrétion, rejeter la Proposition du Soumissionnaire excluant de la sorte ce Soumissionnaire du Processus de soumission. La décision du CUSM relativement au présent alinéa est finale. Le CUSM n'est aucunement tenu de consulter le Soumissionnaire lors de cette détermination.

De plus et sans limiter la portée générale de ce qui précède et nonobstant toute autre disposition de la Convention de soumission ou de l'Appel de propositions, les Autorités publiques, sujet à l'approbation du Gouvernement, pourront, en tout temps après la remise de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, négocier et conclure avec le Soumissionnaire sélectionné tout changement à la Proposition révisée, à la portée du Projet ou aux **Volumes 2, 3 et 4** que les Autorités publiques jugeront nécessaire, être dans l'intérêt ou à l'avantage du secteur public ou par ailleurs autrement acceptable aux Autorités publiques (les « **Changements visés** »).

Dans l'éventualité où une des Propositions révisées est jugée recevable, rencontrant notamment le Critère d'abordabilité, et conforme et que l'autre Proposition révisée est non recevable, notamment pour cause de dépassement du Critère d'abordabilité, et/ou non conforme, les Autorités publiques rejeteront cette dernière proposition excluant de la sorte le Soumissionnaire du Processus de soumission et, sujet à l'approbation du Gouvernement, pourront :

- (i) faire parvenir l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné à l'égard du Soumissionnaire dont la Proposition révisée est jugée recevable et conforme; et
- (ii) négocier et conclure avec le Soumissionnaire sélectionné tout Changement visé.

Si les deux Propositions révisées sont non recevables, notamment pour cause de dépassement du Critère d'abordabilité, et/ou non conformes, les Autorités publiques, sujet à l'approbation du Gouvernement, peuvent, à leur discrétion et pour quelque raison que ce soit, en tout temps, prendre toute mesure que les Autorités publiques, à leur discrétion, considèrent être dans l'intérêt ou à l'avantage du secteur public ou par ailleurs autrement acceptable, y compris :

- (i) terminer le Processus de soumission;

- (ii) mettre en place ou lancer tout autre processus de soumission ou de négociation;
- (iii) procéder avec le Soumissionnaire dont la Proposition révisée est, de l'avis des Autorités publiques, la plus avantageuse pour le secteur public (étant entendu que cette dernière pourrait ne pas représenter la meilleure valeur pour le secteur public telle que définie à la **Section 5.3.4**) et négocier et conclure avec ce Soumissionnaire tout Changement visé; ou
- (iv) procéder, de toute autre façon que ce soit, en tout temps et de temps à autre, à la réalisation de tout ou partie du Projet ou des Activités du Projet, en mode de partenariat public-privé ou autrement.

7.4 Aucune offre de contracter

Le présent Appel de propositions ne constitue en aucun cas une offre de contracter avec l'un ou l'autre des Soumissionnaires. Le CUSM ou le Gouvernement n'encourt aucune obligation, responsabilité, engagement ou responsabilité légale envers l'un ou l'autre des Soumissionnaires ou Collaborateurs de ces derniers découlant du Processus de soumission, sauf dans la mesure du paiement de la Compensation définitive, du Paiement de clôture ou de la Compensation d'annulation selon les modalités de la Convention de soumission.

7.5 Modification possible au Processus de soumission ou son arrêt

Le CUSM ou le Gouvernement peut, au moyen d'un addenda, à son gré, sa discrétion et pour quelque raison que ce soit et sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers le Soumissionnaire ou toute autre partie, modifier, amender ou autrement changer toute partie ou l'ensemble de l'Appel de propositions, y compris, amender le Processus de soumission et peut notamment modifier ou par ailleurs prolonger tout échéancier ou délai précisé dans cet Appel de propositions ou dans la Convention de soumission (sauf quant à la Période de validité de la Proposition technique, à la Période de validité de la Proposition financière et aux délais de validité du Dépôt de garantie et du Dépôt de garantie de clôture), et suspendre, reporter, annuler ou résilier une partie ou la totalité du Processus de soumission. Toutefois, le CUSM ou le Gouvernement ne peut, sans consultation et consentement du Soumissionnaire sélectionné, un tel consentement ne pouvant pas être retenu sans motif valable, modifier ou prolonger tout échéancier ou délai à l'égard de l'échéance de la Clôture financière ou de la signature de l'Entente de partenariat après que le Soumissionnaire sélectionné ait transmis au CUSM le Dépôt de garantie de clôture indiqué à la **Section 3.4** de la Convention de soumission. Tout addenda à cet Appel de propositions devra être émis par le CUSM sous forme écrite et devra être expressément identifié en tant qu'addenda au présent Appel de propositions.

7.6 Conflits d'intérêts et exclusivité

7.6.1 Conflits d'intérêts

Le Soumissionnaire ainsi que chacun de ses Membres, Participants et Personnes clés conviennent d'éviter toute situation qui mettrait en conflit leurs intérêts respectifs et l'intérêt du CUSM, du Gouvernement, de ses ministères, dont le Ministère, et de ses organismes, dont PPPQ, ou qui créerait une situation d'avantages indus. De plus, chacun des Soumissionnaires ainsi que chacun de leurs Membres, Participants et Personnes clés s'engagent à prendre les mesures requises afin que leurs Collaborateurs évitent également toute situation qui mettrait en conflit leurs intérêts respectifs et l'intérêt du CUSM, du Gouvernement, de ses ministères, dont le Ministère, et de ses organismes, dont

PPPQ, et toute situation d'avantages indus et ils garantissent solidairement à cette fin les faits et gestes de ces Collaborateurs.

Chacun des Soumissionnaires doit divulguer tout conflit d'intérêts, réel ou apparent, et toute situation d'avantages indus qui existent ou qui pourraient exister à leur égard dans l'avenir. Si un tel conflit d'intérêts ou une telle situation d'avantages indus se présente ou si le Soumissionnaire désire faire clarifier une situation de conflit d'intérêts potentiel ou une situation d'avantages indus existant ou pouvant exister à son égard, le Soumissionnaire doit immédiatement en informer par écrit le Représentant des autorités publiques et proposer les moyens qu'il entend prendre pour remédier à cette situation.

Le CUSM ou PPPQ pourra, à son entière discrétion, émettre une directive indiquant au Soumissionnaire comment remédier à pareil conflit d'intérêts ou à pareille situation d'avantages indus. Le CUSM ou PPPQ, à son entière discrétion, se réserve le droit de disqualifier tout Soumissionnaire qui se trouve, directement ou par le biais de l'un ou l'autre Collaborateur, en situation de conflit d'intérêts réel ou apparent ou en situation d'avantages indus, que cette situation existe ou qu'elle puisse survenir dans l'avenir, ou encore le CUSM ou PPPQ peut prendre toute autre mesure qu'il jugera appropriée, à son entière discrétion, dans les circonstances. Tout différend quant à une décision ou directive prise par le CUSM ou PPPQ à cet égard sera tranché par l'Arbitre des conflits d'intérêts tel que prévu à la **Section 1.6**.

En raison de leur participation au Projet, les entreprises et personnes faisant partie des équipes-maître de professionnels du projet de modernisation du CUSM ou celles associées au Processus de soumission ou quelque Personne liée à ces entreprises et personnes ne sont pas admissibles pour participer à titre de Collaborateur d'un Soumissionnaire, ne peuvent travailler pour le compte d'un Soumissionnaire ou d'un Collaborateur en relation avec le Projet ou le dépôt d'une Proposition, ou détenir une participation dans le Soumissionnaire, ses Membres, Participants ou Collaborateurs, que ce soit directement ou indirectement, à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable de PPPQ. Toute contravention d'un Soumissionnaire peut entraîner la disqualification du Soumissionnaire concerné.

Toute autre personne ou entreprise ayant contracté avec l'Autorité publique ou PPPQ pour œuvrer au Projet est également inadmissible à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable de l'Autorité publique.

Aucun employé actif ou consultant d'une firme ou société membre d'une équipe-maître de professionnels du CUSM ou d'une firme ou société qui agit à titre d'expert auprès du CUSM ne pourra participer aux Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire, aux Séances de présentation ou être impliqué de quelque façon dans l'évaluation d'une Proposition à l'égard du Complexe hospitalier si cette firme ou société joue un rôle analogue à un Soumissionnaire, un Membre ou un Participant à l'égard des projets de partenariat public-privé du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), du Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM), du CHU Sainte-Justine ou du Centre hospitalier universitaire de Québec.

7.6.2 **Exclusivité**

Les Soumissionnaires, chacun de leurs Membres et Participants ainsi que leurs Personnes liées respectives ne peuvent participer ou détenir un quelconque intérêt dans la Proposition de tout autre Soumissionnaire, que ce soit de façon directe ou indirecte, et ne peuvent être parties d'un autre Soumissionnaire qui soumet une Proposition.

De plus, un Bailleur de fonds ne peut agir à titre de conseiller financier, de chef de file ou de monteur en chef (« Lead arranger ») que pour un seul Soumissionnaire, sauf avec l'accord de l'Autorité publique.

Chacun des Soumissionnaires doit immédiatement divulguer tout manquement à la présente **Section 7.6.2** qui existe ou qui pourrait exister dans l'avenir. Si une telle situation se présente, le Soumissionnaire doit immédiatement en informer le Représentant des autorités publiques et proposer les moyens qu'il entend prendre pour remédier à cette situation.

Le CUSM pourra évaluer la situation, à son entière discrétion, émettre une directive au Soumissionnaire indiquant comment remédier à pareille situation ou encore disqualifier le Soumissionnaire.

7.6.3 **Concurrence**

Sous réserve des dispositions de la **Section 7.6.2**, un Soumissionnaire ou un Bailleur de fonds ne peut exiger de tout Bailleur de fonds que la participation de ce dernier au Financement d'un Soumissionnaire soit exclusive à ce Soumissionnaire et corrélativement les Soumissionnaires donneront des instructions à leurs Baillleurs de fonds qu'ils ne peuvent s'engager à une telle exclusivité.

7.7 **Coûts et dépenses des Soumissionnaires**

Sous réserve des **Sections 6.8, 6.9, 6.10 et 7.11**, tous les coûts et dépenses assumés par le Soumissionnaire pour sa participation au Processus de soumission, dont la préparation et le dépôt de sa Proposition et la soumission de toute information additionnelle nécessaire à l'évaluation de sa Proposition, sont assumés entièrement par le Soumissionnaire. Ni le CUSM ni le Gouvernement ni PPPQ n'est en aucune circonstance responsable envers toute Personne, y compris tout Soumissionnaire ou tout Collaborateur, pour toute dépense engagée par toute Personne ou tout Soumissionnaire ou Collaborateur en relation avec le présent Processus de soumission ou pour tout dommage occasionné à une telle Personne, Soumissionnaire ou Collaborateur, y compris en relation avec la préparation, la révision ou l'évaluation de la Proposition.

7.8 **Collusion**

Chaque Soumissionnaire doit présenter sa Proposition sans qu'il y ait eu de concertation, échange ou comparaison de renseignements ni accord avec tout autre Candidat qualifié, tout autre Soumissionnaire ou leurs Collaborateurs. Il revient à chaque Soumissionnaire de s'assurer qu'il participe au Processus de soumission par des moyens honnêtes, sans collusion ni autre agissement susceptible d'empêcher ou de diminuer la concurrence en marge du Projet ou du présent Appel de propositions. Le CUSM pourra, notamment, disqualifier tout Soumissionnaire qui ne respecte pas ces conditions.

7.9 **Lobbying**

Le Soumissionnaire, ses Membres et Participants et les Personnes clés s'engagent à respecter ou que soient respectées par les Collaborateurs les exigences relatives au lobbying ou aux obligations d'après-mandat énoncées notamment à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying*, L.R.Q. c. T-11.011, la *Loi sur le Ministère du conseil exécutif*, L.R.Q. c. M-30 ainsi qu'à la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. 1985 (4e supp.), c. 44 et les règlements d'application de ces lois.

Aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec n'est admissible à une part quelconque découlant du présent Processus de soumission, dont l'Appel de propositions ou, le cas échéant, de l'Entente de partenariat ni à un avantage quelconque y étant rattaché.

Les Soumissionnaires et les Collaborateurs ainsi que leurs administrateurs, dirigeants, employés, consultants, agents, conseillers et représentants respectifs ne peuvent, en relation avec le Projet ou le Processus de soumission, s'engager dans toute forme de lobbying afin d'influencer le résultat du Processus de soumission ou le choix d'un Soumissionnaire sélectionné. Au surplus, ces personnes doivent s'abstenir d'entrer en communication autrement que de façon expressément permise par le présent **Volume 1** relativement au Processus de soumission, directement ou indirectement, avec des employés du CUSM, des membres du Conseil d'administration du CUSM, des membres de l'Assemblée nationale du Québec ou leur personnel respectif, des fonctionnaires du Gouvernement ou de la Ville de Montréal ou avec toute autre Personne associée au Projet dont les services ont été retenus par le Gouvernement, le CUSM ou tout autre organisme gouvernemental, dont PPPQ, d'une manière quelconque, peu importe l'objectif, incluant :

- commenter ou chercher à influencer la perception relativement au mérite de la Proposition du Soumissionnaire par rapport aux Propositions des autres Soumissionnaires;
- influencer, ou chercher à influencer, par des pressions externes, l'évaluation d'une Proposition par le Comité de sélection, le choix du Soumissionnaire sélectionné ou toute négociation entre le CUSM et le Soumissionnaire sélectionné;
- promouvoir le Soumissionnaire ou ses intérêts dans le Projet au détriment de ceux des autres Soumissionnaires;
- critiquer certains aspects du Processus de soumission, dont l'Appel de propositions, ou le projet d'Entente de partenariat de façon telle que ces critiques puissent donner au Soumissionnaire un avantage quelconque sur les autres Soumissionnaires;
- critiquer les Propositions des autres Soumissionnaires.

Pour les fins de cette section, la présentation des Propositions aux personnes intéressées dont il est fait mention à la **Section 3.2.5** faite par un Soumissionnaire dans le respect des paramètres prévus, ne peut être considérée comme une activité de lobbying aux fins des présentes.

Dans le cas où le CUSM ou PPPQ détermine, à leur entière discrétion, qu'il y a eu lobbying, non respect d'obligations d'après mandat ou communication par un Soumissionnaire en contravention avec ce qui précède :

- ils peuvent, à leur entière discrétion, à tout moment, rejeter la Proposition soumise par ce Soumissionnaire et ainsi l'exclure du Processus de soumission, ou imposer à ce Soumissionnaire des conditions pour maintenir sa participation au Processus de soumission;
- le Soumissionnaire ne sera plus admissible à recevoir la Compensation définitive, le Paiement de clôture ou la Compensation d'annulation décrits à la Convention de soumission.

7.10 Communication

Sous réserve des **Sections 3.2** et **3.3**, toutes les demandes de renseignements doivent être formulées par écrit, soit par lettre, courriel ou par télécopieur. Le Représentant des autorités publiques (ou toute personne que celui-ci peut désigner quant à tout sujet particulier et quant aux communications visées par la présente **Section 7.10**) est la seule personne avec qui les Soumissionnaires peuvent communiquer en ce qui a trait au Processus de soumission, dont l'Appel de propositions.

Toute communication avec le CUSM ou toute autre Personne non autorisée peut entraîner la disqualification du Soumissionnaire et le rejet de sa Proposition.

Toutefois, pour toute communication avec les diverses parties avec lesquelles le Partenaire privé sera appelé à interagir dans le cadre de la réalisation du Projet :

- pour toute communication avec une personne autre que le Représentant des autorités publiques relativement à tout renseignement lié au Processus de soumission, dont l'Appel de Propositions, le Soumissionnaire doit passer par le Représentant des autorités publiques selon la procédure de demande de renseignements. Le Représentant des autorités publiques transmettra la réponse de la personne concernée, selon le cas, conformément aux modalités prévues à l'**Annexe D** de la Convention de soumission;
- sur demande d'autorisation écrite au Représentant des autorités publiques, celui-ci pourra accorder son consentement selon des modalités qu'il définira, à son entière discrétion (protection des renseignements confidentiels, etc.) au Soumissionnaire de communiquer avec la Ville de Montréal, le ministère des Transports du Québec, l'Agence métropolitaine de transport et la Société de Transport de Montréal, etc. Le Représentant des autorités publiques pourra fournir, le cas échéant, au Soumissionnaire le nom d'une personne ressource au sein de ces Autorités publiques et pourra établir une procédure relative à la communication avec les autres Autorités publiques et fournisseurs de services publics.

Tout renseignement ou information communiqué au Soumissionnaire dans le cadre de la procédure prévue dans la présente section sera fourni sur une base « tel quel, tel que trouvé » et « sans recours ». Les Parties libérées déclinent toute responsabilité et ne garantissent en rien l'exactitude, la pertinence ou l'intégralité des informations ou renseignements transmis.

7.11 Exactitude des informations et demande d'information additionnelle

Toute information contenue dans cet Appel de propositions, fournie ou rendue accessible comme faisant partie du processus de l'Appel de propositions, a été ou sera fournie ou rendue accessible sur une base « tel quel, tel que trouvé » et « sans recours ». Les Parties libérées et les Personnes mentionnées à la **Section 1.3** déclinent toute responsabilité à l'égard de l'exactitude, la pertinence ou la suffisance des informations transmises. Toute déclaration ou garantie découlant de la loi est expressément écartée.

Chaque Soumissionnaire est entièrement responsable d'examiner attentivement et minutieusement les documents faisant partie de cet Appel de propositions et il est de sa responsabilité de s'assurer qu'il en a une compréhension pleine et entière. Chaque Soumissionnaire est entièrement responsable de s'assurer qu'il détient toute l'information nécessaire afin de répondre à cet Appel de propositions, de préparer et de soumettre sa Proposition ainsi que de se satisfaire du caractère exact, approprié et complet de toute information sur laquelle il s'appuie. Chaque Soumissionnaire est entièrement responsable de s'assurer qu'il comprend le Projet, de s'informer de toutes les conditions générales et locales liées à la réalisation du Projet et de s'informer de tout autre aspect qui pourrait d'une quelconque façon influencer sur la préparation de sa Proposition et la réalisation du Projet, y compris tout aspect qui pourra influencer sur le coût pour le Soumissionnaire de remplir ses obligations aux termes du Projet ou le temps qu'il lui serait nécessaire pour remplir ces mêmes obligations. Chaque Soumissionnaire est entièrement responsable d'obtenir ses propres conseils indépendants relativement au Projet dans les domaines financier, juridique, comptable, d'ingénierie, environnemental, technique, d'achalandage routier, et autres.

Afin de permettre aux Soumissionnaires d'avoir en leur possession l'information nécessaire à la préparation de leur Proposition à l'intérieur des délais prévus pour le dépôt de leur Proposition, les Soumissionnaires sont priés d'étudier le plus rapidement possible l'information mise à leur disposition dans la Salle de documentation électronique dont les études ayant servi à la définition du Projet et aux documents de l'Appel de propositions, de façon à établir leurs besoins respectifs à l'égard de la réalisation de toutes études additionnelles ou à l'égard de toute demande d'information ou d'études additionnelles.

Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée sur lesdites études d'avant projet et sur l'information mise à la disposition des Soumissionnaires dans la Salle de documentation électronique.

Études additionnelles à la demande des Soumissionnaires

Dans le cas particulier d'études additionnelles dont celles en matière géotechnique, les Soumissionnaires doivent, s'ils estiment avoir besoin d'information additionnelle ou de réaliser des études additionnelles, soumettre un programme détaillé de leurs besoins respectifs à cet égard dans les 60 jours suivant la signature de la Convention de soumission de façon à permettre au CUSM, le cas échéant, la planification de la fourniture de l'information additionnelle et la réalisation des études additionnelles à l'intérieur des échéanciers prévus pour la préparation et le dépôt de leur Proposition.

Suite au dépôt d'un tel programme, le CUSM prend connaissance des différentes demandes. Il se réserve le droit, à son entière discrétion, de refuser de donner suite à la demande d'information additionnelle ou d'études additionnelles faites par un Soumissionnaire, notamment, s'il juge pareille demande déraisonnable ou non justifiée. Dans le cas contraire, le CUSM peut faire procéder, en tout ou en partie, à la réalisation des études additionnelles demandées ou encore en modifier la portée, à son entière discrétion. L'information découlant de la réalisation de ces études sera rendue accessible aux Soumissionnaires à même la Salle de documentation électronique. Les Soumissionnaires peuvent aussi réaliser leurs propres études additionnelles. Dans la mesure où celles-ci exigent un accès au Site ou impliquent des consultations publiques, l'autorisation préalable du CUSM, selon les modalités alors prescrites par le CUSM, est requise.

Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée par l'une des Parties libérées sur l'information ainsi produite. Les Soumissionnaires pourront bénéficier des déclarations et garanties expresses fournies par les experts-conseils externes ayant procédé à la fourniture d'information additionnelle ou à la réalisation d'études additionnelles conformément aux demandes dûment formulées et acceptées, le tout tel que stipulé dans l'Entente de partenariat. Les Soumissionnaires assument tous les risques liés à la fourniture de toute information additionnelle et à la réalisation des études additionnelles dont celles en matière géotechnique et ce, à l'intérieur des échéanciers prévus pour le dépôt de leur Proposition.

7.12 Prépondérance

Si, préalablement au dépôt de sa Proposition, un Soumissionnaire estime qu'une disposition quelconque de l'Appel de propositions ou de l'Entente de partenariat entre en conflit avec une autre partie de l'Appel de propositions, le Soumissionnaire doit aviser le Représentant des autorités publiques, par écrit, en fournissant les détails du conflit apparent et en cherchant clarification. Si un tel conflit existe mais qu'il n'est pas signalé par le Soumissionnaire conformément à ce qui précède, la disposition qui, de l'opinion du CUSM, procurera au CUSM la plus grande valeur, à sa seule détermination, a préséance.

Sous réserve de ce qui précède, dans l'éventualité d'un conflit ou d'incohérence entre tout document de l'Appel de propositions, les documents ont préséance selon l'ordre prévu ci-dessous, le premier ayant préséance sur les documents figurant après lui :

- l'Entente de partenariat (y compris toutes ses annexes) – **Volume 4**;
- la Convention de soumission (y compris toutes ses annexes);
- le **Volume 1** Directives aux Soumissionnaires (autre que la Convention de soumission, les formulaires de quittance, les formulaires d'engagement et les lettres de confirmation);
- les formulaires de quittance;
- les formulaires d'engagement et les lettres de confirmation;
- le **Volume 2** Exigences de performance cliniques et techniques;
- le **Volume 3** Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier;
- le **Volume 5** Livrables pour la Proposition technique et la Proposition financière;
- le **Volume 6** Résumé du processus durant la phase d'élaboration des Propositions.

7.13 Modification de la composition d'un Soumissionnaire

Les modifications aux Membres, Participants et aux Personnes-clés nommés dans la candidature faite en vertu de l'Appel de qualification ou de la Proposition, ou les modifications dans la participation de tout Membre, Participant ou Personne clé du Soumissionnaire, ne peuvent être faites qu'avec l'accord préalable du CUSM et du Directeur exécutif lesquels disposent à cet égard d'une discrétion absolue, conformément aux dispositions de la présente **Section 7.13**.

7.13.1 *Modification avant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier*

Si, avant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, un Soumissionnaire désire procéder à une modification, il doit immédiatement aviser le Représentant des autorités publiques par écrit.

Un tel avis doit clairement indiquer la modification proposée, la nature d'une telle modification et les raisons à l'appui de la modification afin de permettre au CUSM d'évaluer la demande. Relativement à la substitution ou à l'ajout d'un Membre, d'un Participant ou d'une Personne-clé du Soumissionnaire, ce dernier doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer que la personne proposée a les qualifications, l'expérience et les habiletés nécessaires et qu'elle est autrement apte à remplir son rôle, afin de s'assurer que le Soumissionnaire se serait tout de même qualifié aux termes de l'Appel de qualification. Le Soumissionnaire doit également fournir toute autre documentation et information pouvant être requise par le CUSM à sa discrétion afin de se satisfaire de l'aptitude, de la qualification, de l'expérience et de l'habileté de la personne proposée.

Le CUSM et le Directeur exécutif consentiront à un changement s'ils jugent que l'entité ou la personne proposée est, à leur discrétion, acceptable. Ce consentement sera donné par écrit et pourra être assujéti aux termes et conditions que le CUSM pourra déterminer. Si la personne proposée n'est pas jugée acceptable, le Soumissionnaire devra proposer une autre personne pour qu'elle soit considérée par le CUSM et le Directeur exécutif; une telle personne devra démontrer les mêmes aptitudes, qualifications, expériences et habiletés de l'entité ou de la personne initiale, devra être disponible pour

travailler avec le Soumissionnaire et devra satisfaire les mêmes exigences de documentation et d'information telles qu'elles sont décrites ci-dessus pour la personne initialement proposée.

Le CUSM peut, à sa discrétion, permettre une modification proposée ou effective selon les termes et conditions (lorsqu'ils sont applicables) qu'il pourra déterminer conjointement avec le Directeur exécutif. Dans le cas d'une modification effective qui a préalablement eu lieu sans le consentement du CUSM, le CUSM peut disqualifier le Soumissionnaire et peut mettre fin à sa participation au Processus de soumission ou permettre au Soumissionnaire de continuer selon les termes et conditions que le CUSM pourra déterminer à sa discrétion. Si un ajout, un retrait, une substitution ou une autre modification est permis, le CUSM peut demander de l'information additionnelle afin que celle-ci fasse partie de la Proposition et qu'elle soit prise en considération dans le Processus de soumission.

7.13.2 *Modification après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier*

Si, après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et au plus tard à la date tombant trente (30) jours avant la Date de dépôt de la Proposition révisée, un Soumissionnaire désire procéder à une modification impliquant l'ajout, le retrait, la substitution ou tout autre changement dans les Membres, Participants ou Personnes clés du Soumissionnaire, une modification proposée de la nature ou du degré de la participation de tout Membre, Participant ou Personne clé du Soumissionnaire ou dans la composition, la structure, la nature juridique ou le contrôle effectif du Soumissionnaire, alors le Soumissionnaire doit immédiatement en aviser le Représentant des autorités publiques par écrit, pourvu que toute telle modification proposée soit regroupée dans un seul avis écrit. Toute modification additionnelle qui ne fait pas partie de cet avis sera automatiquement rejetée.

Un tel avis doit clairement indiquer, le cas échéant, la modification proposée, la nature d'une telle modification et les raisons à l'appui de la modification afin de permettre au CUSM et au Directeur exécutif d'évaluer la demande. Relativement à la substitution ou à l'ajout d'un Membre, d'un Participant ou d'une Personne-clé du Soumissionnaire, ce dernier doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer que la personne proposée a les qualifications, l'expérience et les habiletés nécessaires et qu'elle est autrement apte à remplir son rôle. Le Soumissionnaire doit fournir avec son avis écrit les documents pertinents demandés dans l'Appel de qualification. Toute autre documentation et information pertinente pouvant être requise par le CUSM et le Directeur exécutif à leur discrétion afin de se satisfaire de l'aptitude, de la qualification, de l'expérience et de l'habileté de la personne proposée relativement aux prestations qui seraient de sa responsabilité si le Soumissionnaire est choisi en tant que Soumissionnaire sélectionné doit être fournie dans le délai prescrit.

L'avis écrit du Soumissionnaire doit être accompagné de tous les documents mentionnés dans le paragraphe précédent afin que le CUSM et le Directeur exécutif puissent répondre à la demande de modification. Tout tel avis écrit et la totalité des documents devant l'accompagner doivent être soumis au Représentant des autorités publiques au plus tard à la date tombant trente (30) jours avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. Le CUSM s'engage à répondre à toute demande de modification dans les 15 jours suivant la plus tardive des deux dates suivantes : (i) la date de réception de l'avis écrit par le Représentant des autorités publiques et (ii) la date de réception de tout document manquant que le Soumissionnaire avait l'obligation de joindre à son avis écrit; à défaut de quoi, la modification sera réputée acceptée. Tout avis ou document devant l'accompagner reçu par le Représentant des autorités publiques après la date tombant trente (30) jours avant la Date de dépôt de la Proposition révisée entraînera un refus automatique de la demande de modification.

Le CUSM et le Directeur exécutif consentiront à une modification s'ils jugent que cette modification est, à leur discrétion, acceptable. Ce consentement sera donné par écrit et pourra être assujéti aux termes et conditions que le CUSM et le Directeur exécutif pourront déterminer. La décision de consentir ou non à une modification est finale et liera les parties.

Dans le cas d'une modification qui a eu lieu sans le consentement du CUSM et du Directeur exécutif, le CUSM et le Directeur exécutif peuvent disqualifier le Soumissionnaire et peuvent mettre fin à sa participation au Processus de soumission.

7.14 Autres droits du CUSM

Le CUSM a le plein pouvoir d'effectuer une vérification indépendante concernant les renseignements relatifs à un Soumissionnaire, aux Membres, Participants et Personnes clés et à tout Collaborateur et obtenir tout renseignement supplémentaire à leur égard.

En plus des droits et pouvoirs prévus ailleurs aux présentes et sans limitation aux autres droits du CUSM aux termes de l'Appel de propositions ou de la Convention de soumission, le CUSM se réserve le droit et le plein pouvoir :

- de modifier la portée du Projet en tout temps et pour quelque raison que ce soit;
- d'écarter et, le cas échéant, de faire corriger toute irrégularité mineure et tout non-respect mineur de toute exigence prévue dans cet Appel de propositions et contenue dans une Proposition;
- d'émettre un addenda à cet Appel de propositions à l'attention des Soumissionnaires. Tout addenda complète ou remplace, selon le cas, l'information et les exigences contenues dans cet Appel de propositions. Les amendements ou ajouts faits autrement que par addenda ne lieront les parties d'aucune façon;
- de demander et d'accepter de l'information additionnelle ou nouvelle de l'ensemble ou de chaque Soumissionnaire à tout moment avant le choix du Soumissionnaire sélectionné;
- de discuter et d'agréer à des changements, amendements ou modifications à la Proposition du Soumissionnaire sélectionné, y compris à la portée du Projet, et à l'Entente de partenariat.

7.15 Propriété des documents

Les exigences, dessins, documents, plans et informations fournis par le CUSM aux Soumissionnaires relativement à cet Appel de propositions ou au Projet sont et demeurent la propriété du CUSM, doivent être traités comme étant confidentiels et ne peuvent être utilisés à des fins autres que celle de répondre à cet Appel de propositions et d'assurer le respect de l'Entente de partenariat. Sur demande du CUSM, tout dessin, document, plan et information fourni ou réalisé par le CUSM ou pour son compte et toute copie faite par le Soumissionnaire ou faite pour son compte, doit être retourné au CUSM.

Tout matériel, dessin et plan produit ou livré par un Soumissionnaire au CUSM pendant le Processus de soumission ou qui est contenu dans sa Proposition ou en fait partie, devient automatiquement la propriété du CUSM.

Le CUSM conserve une copie de toutes les Propositions et peut détruire le reste de la documentation à son entière discrétion.

7.16 Accès à l'information et confidentialité

7.16.1 Accès à l'information

L'Appel de propositions est assujéti à la législation québécoise en matière d'accès à l'information, dont notamment, la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun des Soumissionnaires, chacun de ses Membres, Participants et Personnes clés convient et accepte que toute information contenue dans leur Proposition respective soit transmise, tel que le permettent les consentements énoncés aux formulaires d'engagements prévus à l'**Annexe 1-8**, à l'**Annexe 1-9 a** et **b** ou à l'**Annexe 1-10 a**, respectivement, aux différents mandataires, représentants, consultants, conseillers ou experts des Autorités publiques, ainsi qu'aux membres de leur personnel respectif, qui sont appelés à assister l'un ou l'autre d'entre eux dans le cadre du déroulement du Processus de soumission. De plus, le CUSM pourra transmettre sans le consentement du Soumissionnaire, du Membre, du Participant ou de la Personne clé, selon le cas, toute information contenue à la Proposition que la législation en matière d'accès à l'information permet ou impose de transmettre à un tiers sans que le consentement ne soit obtenu ou demandé, selon le cas, soit du Soumissionnaire, de l'un de ses Membres, Participants ou Personnes clés.

Par ailleurs, rien dans le présent Appel de propositions ne peut ni ne doit être interprété comme restreignant de quelque manière le CUSM, ses mandataires, représentants, consultants, conseillers, experts ou tout membre de leur personnel respectif de transmettre toute information contenue à la Proposition si requis par un tribunal ou une autorité publique ayant l'autorité et la compétence d'ainsi en décider.

L'alinéa précédent s'applique à chacun des Soumissionnaires, des Membres, Participants ou Personnes clés d'un Soumissionnaire, en faisant les adaptations nécessaires.

Le Soumissionnaire, incluant ses Membres ou Participants, doit soumettre les états financiers ou toutes autres informations financières équivalentes requises dans une enveloppe séparée, scellée et clairement identifiée lors du dépôt de sa Proposition. Le CUSM respectera la confidentialité de ces états financiers ou de l'information équivalente fournis comme tel par les Soumissionnaires dans la mesure prévue à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1. Suite à l'annonce du Soumissionnaire sélectionné, les états financiers fournis dans une enveloppe scellée au CUSM par un Soumissionnaire, à l'exception du Soumissionnaire sélectionné, seront remis dans une enveloppe scellée puis conservés et détruits conformément aux procédures suivies par le CUSM en matière de gestion de ses archives, à moins que le Soumissionnaire ait demandé au CUSM par écrit qu'il lui retourne les états financiers fournis.

7.16.2 Confidentialité

Dans le cadre du présent **Volume 1**, le CUSM exige des Soumissionnaires, de leurs Membres et Participants respectifs qu'ils signent la Convention de soumission contenant des dispositions quant à la confidentialité applicables à l'Appel de propositions et au Processus de soumission.

Les Autorités publiques respecteront la confidentialité des renseignements fournis par les Soumissionnaires dans leur Proposition et de toute information échangée lors des Ateliers de discussion ou sur le Site électronique sécurisé prévus à la **Section 3.2** dans la mesure prévue à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1 lorsque cette dernière est applicable. Par contre, les Autorités publiques se réservent le

droit de faire des copies de toutes les Propositions pour l'évaluation des Propositions, le Processus de soumission, la sélection du Soumissionnaire sélectionné et l'autorisation du Gouvernement d'octroyer le contrat pour la réalisation du Projet au Soumissionnaire sélectionné et de fournir des copies et de divulguer l'information contenue dans celles-ci uniquement aux Personnes participant à l'évaluation et au processus d'approbation de la décision.

Les Soumissionnaires et chacun de leurs Membres, Participants et Personnes clés et Collaborateurs respectifs ne peuvent divulguer aucune information de quelque nature, y compris toute annonce publique, relative à leur Proposition ou au Processus de soumission à quiconque n'ayant pas une implication dans leur Proposition, sans le consentement préalable écrit du CUSM.

Tout Soumissionnaire qui présente une Proposition consent de ce fait à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- son nom et celui de ses Collaborateurs;
- le cas échéant, si la Proposition a été jugée conforme;
- le nom du Soumissionnaire sélectionné.

Le paragraphe précédent s'applique à chacun des Membres et Participants du Soumissionnaire en faisant les adaptations nécessaires.

7.17 Version officielle de l'Appel de propositions et version anglaise de celui-ci

Seule la version française du document d'Appel de propositions est officielle et produit des effets juridiques. Une version anglaise de l'Appel de propositions, incluant le projet d'Entente de partenariat et les Exigences de performance cliniques et techniques, sera rendue disponible mais seulement à titre d'information.

7.18 Langue officielle

En vertu de l'article 21 de la *Charte de la langue française*, L.R.Q. c. C-11, les contrats conclus par le Gouvernement, ses ministères et organismes doivent être rédigés dans la langue officielle, soit le français. De plus, toute communication ou avis découlant de l'exercice d'un droit ou d'une obligation en vertu de l'Entente de partenariat doit obligatoirement être faite par écrit et en français. Seule la version française de l'Entente de partenariat est officielle et liera les parties.

7.19 Langue des Propositions

Les Propositions doivent être soumises en français, ou en français et en anglais, sous réserve du droit des Soumissionnaires d'ajouter à leur Proposition les documents qu'il leur est permis de rédiger en français ou en anglais aux termes de la **Section 6.5**.

Annexe 1-1 a

CONVENTION DE SOUMISSION TYPE

[Version modifiée et mise à jour]

CONVENTION DE SOUMISSION MODIFIÉE ET MISE À JOUR

LA PRÉSENTE CONVENTION DE SOUMISSION MODIFIÉE ET MISE À JOUR est conclue le ●^e jour de ● 2009.

ENTRE : **CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL** (le « **CUSM** »)

ET : ●, ayant un établissement commercial au ●
(le « **Soumissionnaire** »)

ET : ●

ET : ●

(chacun étant un « **Membre** » et collectivement, les « **Membres** »)

ET : ●

ET : ●

(chacun étant un « **Participant** » et collectivement, les « **Participants** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a été informé par le Représentant des autorités publiques, qu'aux termes de l'Appel de qualification pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau Complexe hospitalier du CUSM, il est l'un des Candidats qualifiés invité à participer à l'Appel de propositions;

ATTENDU QUE l'Appel de propositions prévoit le versement de la Compensation définitive, du Paiement de clôture ou de la Compensation d'annulation aux Soumissionnaires selon certaines modalités fixées à la présente Convention;

ATTENDU QUE le CUSM a proposé un processus consultatif comprenant une ou plusieurs Séances d'information générale, des Ateliers de discussion, une Revue intérimaire et des Séances de présentation avec les Soumissionnaires, leurs Membres et Participants respectifs auxquels la

Personne contact du soumissionnaire ou une des Personnes clés du Soumissionnaire doit assister lorsque le Soumissionnaire y est convié;

ET ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure la présente Convention pour fixer les modalités de versement de la Compensation définitive, du Paiement de clôture ou de la Compensation d'annulation et pour établir leurs droits et obligations respectifs relativement au Processus de soumission et à certaines autres questions dont il est fait mention aux présentes;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

- 1.1 Aux fins de cette Convention, à moins d'une indication contraire ou que le contexte n'exige une interprétation différente, les termes et expressions comportant une majuscule initiale ont le sens qui leur est donné à l'Annexe A et les termes qui n'y sont pas définis, mais qui le sont dans le Volume 1 de l'Appel de propositions, ont le sens qui leur est donné dans ce volume. La présente Convention doit également être interprétée conformément aux dispositions de l'Annexe A.
- 1.2 Le préambule ainsi que chacune des annexes de la présente Convention y sont intégrés et en font partie.
- 1.3 En cas de conflit ou de contradiction entre toute disposition de la présente Convention et toute autre disposition de l'Appel de qualification ou de l'Appel de propositions, les dispositions de la présente Convention ont préséance.
- 1.4 Les renvois dans les présentes à l'Appel de propositions constituent des renvois à la version la plus à jour de ce document, en sa version modifiée par tout addenda que le CUSM délivre au Soumissionnaire conformément à l'Appel de propositions (un « **addenda** »).
- 1.5 Une Proposition doit s'effectuer en trois étapes distinctes. Le Soumissionnaire est d'abord invité à soumettre sa Proposition technique à la Date de dépôt de la Proposition technique. Il doit ensuite soumettre une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, suivie d'une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.

ARTICLE 2 COMPENSATION DÉFINITIVE, PAIEMENT DE CLÔTURE COMPENSATION D'ANNULATION ET RESPONSABILITÉ ENVERS LES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 **Général.** L'Autorité publique verse la Compensation définitive, le Paiement de clôture ou la Compensation d'annulation, le cas échéant, au Soumissionnaire conformément aux modalités précisées au présent Article 2.
- 2.2 **Conditions préalables générales / Compensation définitive et Compensation d'annulation.** L'obligation de l'Autorité publique de verser la Compensation définitive est assujettie à la section 2.3 et l'obligation de l'Autorité publique de verser la Compensation

d'annulation est assujettie à la section 2.6 et ces obligations sont conditionnelles à ce que le Soumissionnaire :

- 2.2.1 sous réserve des modalités de la section 2.20, respecte et se conforme et à ce que chacun de ses Collaborateurs respecte et se conforme aux modalités de la présente Convention et de l'Appel de propositions;
 - 2.2.2 fasse en sorte que chacune des Personnes assistant, au nom de ou pour le compte du Soumissionnaire, à une Séance d'information générale, à un Atelier de discussion, à la Revue intérimaire ou à une Séance de présentation signe et remette au CUSM la renonciation et quittance, laquelle suit le modèle prévu à l'Annexe B des présentes; et
 - 2.2.3 assiste et participe aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion et à la Revue intérimaire auxquels il est convié et fasse chacune des Séances de présentation qui ont lieu avant l'événement donnant lieu au paiement de la Compensation définitive ou la Compensation d'annulation, le cas échéant, et se conforme aux modalités énoncées à l'Article 5 et à l'Annexe C des présentes pendant le Processus de soumission.
- 2.3 **Compensation définitive.** Sous réserve des dispositions des sections 2.4, 2.9, 2.10 et 2.20, si le CUSM donne l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, l'Autorité publique verse, dans les trente (30) jours de la date de la Clôture financière, la Compensation définitive au Soumissionnaire qui n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné si ce dernier :
- 2.3.1 a déposé à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions une Proposition conforme;
 - 2.3.1.1 quant à la Proposition technique, au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition technique;
 - 2.3.1.2 quant à la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier;
 - 2.3.2 a déposé, à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions, une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier respectant les exigences de conformité énoncées aux sections 5.3.2.3 et 6.5 du Volume 1 de l'Appel de Propositions au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
 - 2.3.3 a octroyé au CUSM, conformément à l'Article 9 des présentes, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et des autres droits relatifs à la Proposition;
 - 2.3.4 a fourni le Dépôt de garantie conformément à l'Article 3 des présentes.
- 2.4 **Disqualification – Compensation définitive.** Malgré toute disposition des présentes mais sous réserve des modalités des sections 2.20 et 2.21, aucune Compensation définitive ne sera versée ni ne sera payable au Soumissionnaire qui n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné dans les cas suivants :

- 2.4.1 le Soumissionnaire fait défaut de se conformer à l'une ou l'autre des exigences énoncées à la section 2.2;
- 2.4.2 le Soumissionnaire ou un de ses Collaborateurs (i) enfreint les modalités de la section 7.6, 7.8, 7.9 ou 7.16 du Volume 1 de l'Appel de propositions, (ii) enfreint de façon importante les dispositions de la présente Convention ou (iii) fait défaut de se conformer aux modalités et conditions importantes de l'Appel de propositions. Le CUSM transmettra un avis écrit au Soumissionnaire à l'égard d'un tel défaut et lui accordera un délai d'au moins dix (10) Jours ouvrables pour y remédier ou pour faire en sorte qu'il y soit remédié;
- 2.4.3 un des cas envisagés à la section 4.3 de la présente Convention survient et n'est pas corrigé conformément aux modalités de la section 4.3, ou si le CUSM peut exercer ses droits aux termes de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie conformément aux modalités prévues à la section 3.7;
- 2.4.4 le Soumissionnaire (i) retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition technique après la Date de dépôt de la Proposition technique et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition technique, ou (ii) retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier après la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière;
- 2.4.5 le Soumissionnaire, après avoir soumis une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière, retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
- 2.4.6 le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné; ou
- 2.4.7 le Soumissionnaire a droit à la Compensation d'annulation.
- 2.5 **Paiement de clôture.** À la Clôture financière, le Soumissionnaire qui est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné verse à l'Autorité publique, ou à la personne que l'Autorité publique indique, le Paiement de clôture, sans par ailleurs affecter l'obligation du Soumissionnaire sélectionné de respecter le Critère d'abordabilité et sans aucune contribution des Parties libérées à cet égard. Le CUSM s'engage, par les présentes, auprès du Soumissionnaire, si ce dernier n'est pas sélectionné, à ce que le Soumissionnaire sélectionné respecte cet engagement.

Si admissible au paiement de la Compensation définitive et simultanément au paiement de cette dernière, il est versé au Soumissionnaire qui n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné le Paiement de clôture versé aux termes du paragraphe précédent.

2.6 **Compensation d'annulation.** Sous réserve des dispositions des sections 2.7, 2.8, 2.9, 2.10 et 2.20, l'Autorité publique verse la Compensation d'annulation au(x) Soumissionnaire(s) suivant(s) dans les cas suivants :

2.6.1 si le CUSM ou le Gouvernement met fin ou annule le Processus de soumission avant la Date de dépôt de la Proposition technique, à chaque Soumissionnaire qui s'est conformé aux exigences de la section 2.2;

2.6.2 si le CUSM ou le Gouvernement met fin ou annule le Processus de soumission après la Date de dépôt de la Proposition technique mais avant la date de l'envoi de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné ou si le CUSM ne donne pas l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné dans les neuf (9) mois de la Date de dépôt de la Proposition technique, à chaque Soumissionnaire :

2.6.2.1 qui a déposé à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions (i) une Proposition technique au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition technique, et (ii) le cas échéant, une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, qui ont été jugées recevables et n'ont pas été jugées non-conformes aux exigences de conformité générales, techniques et financières énoncées aux Volumes 1 et 5 de l'Appel de propositions;

2.6.2.2 qui a déposé, le cas échéant, à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier qui a été jugée recevable et qui n'a pas été jugée non-conforme aux exigences de conformité générales, techniques et financières énoncées aux Volumes 1 et 5 de l'Appel de propositions; et

2.6.2.3 qui s'est conformé aux autres modalités et conditions précisées aux sections 2.3.3 et 2.3.4, lorsqu'applicable.

2.6.3 si le CUSM ou le Gouvernement met fin ou annule le Processus de soumission après la date de l'envoi de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, à chaque Soumissionnaire :

2.6.3.1 qui s'est conformé aux modalités et conditions précisées aux sections 2.3.1 à 2.3.4 inclusivement; et

2.6.3.2 qui a fourni le Dépôt de garantie de clôture conformément à l'Article 3 des présentes, dans le cas du Soumissionnaire sélectionné uniquement.

- 2.6.4 si la Clôture financière n'a pas lieu dans les six (6) mois suivant l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, au Soumissionnaire qui n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné et qui a droit à la Compensation définitive;
- 2.6.5 si la Clôture financière ne se produit pas dans les six (6) mois suivant l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné en raison ou par suite (i) d'une action ou d'une omission uniquement imputable au CUSM ou à une Partie libérée, ou (ii) d'un événement où les prêteurs proposés se retirent ou exigent un changement important aux modalités du financement en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette, au Soumissionnaire choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné.
- 2.7 **Disqualification – Compensation d'annulation.** Malgré toute disposition des présentes mais sous réserve des modalités de la section 2.20, aucune Compensation d'annulation ne sera versée ni ne sera payable à un Soumissionnaire dans les cas suivants :
- 2.7.1 le Soumissionnaire fait défaut de se conformer à l'une ou l'autre des exigences énoncées à la section 2.2;
- 2.7.2 le Soumissionnaire ou un de ses Collaborateurs (i) enfreint les modalités de la section 7.6, 7.8, 7.9 ou 7.16 du Volume 1 de l'Appel de propositions, (ii) enfreint de façon importante les dispositions de la présente Convention ou (iii) fait défaut de se conformer aux modalités et conditions importantes de l'Appel de propositions. Le CUSM transmettra un avis écrit au Soumissionnaire à l'égard d'un tel défaut et lui accordera un délai d'au moins dix (10) Jours ouvrables pour y remédier ou pour faire en sorte qu'il y soit remédié;
- 2.7.3 le Soumissionnaire fait défaut de fournir le Dépôt de garantie conformément à l'Article 3 des présentes, si le CUSM ou le Gouvernement met fin ou annule le Processus de soumission après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
- 2.7.4 le Soumissionnaire, après qu'il est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, fait défaut de fournir le Dépôt de garantie de clôture conformément à l'Article 3 des présentes;
- 2.7.5 un des cas envisagés à la section 4.3 de la présente Convention survient et n'est pas corrigé conformément aux modalités de la section 4.3, ou si le CUSM peut exercer ses droits aux termes de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie ou de Dépôt de garantie de clôture conformément aux modalités prévues à la section 3.7;
- 2.7.6 le Soumissionnaire (i) retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition technique après la Date de dépôt de la Proposition technique et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition technique, ou (ii) retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier après la Date de dépôt de la

Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière;

- 2.7.7 le Soumissionnaire, après avoir soumis une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière, retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier; ou
- 2.7.8 le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné et la Clôture financière survient à son égard.
- 2.8 **Paiement – Compensation d'annulation.** Sous réserve des dispositions des sections 2.6, 2.7, 2.9, 2.10 et 2.20, l'Autorité publique verse la Compensation d'annulation au Soumissionnaire y ayant droit au plus tard trente (30) jours à compter du premier des événements suivants : (i) l'annonce de l'annulation ou la cessation du Processus de soumission par le CUSM ou le Gouvernement; ou (ii) neuf (9) mois se sont écoulés depuis la Date de dépôt de la Proposition technique sans que le CUSM n'ait donné l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné. De plus, si le CUSM a donné l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, a) le Soumissionnaire qui n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné a droit à la Compensation d'annulation à compter de l'expiration de six (6) mois depuis l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, si la Clôture financière n'a pas eu lieu au plus tard à cette date et si le CUSM ou le Gouvernement n'a pas déjà annulé ou mis fin au Processus de soumission, et l'Autorité publique verse la Compensation d'annulation dans les trente (30) jours suivant l'expiration de cette période de six (6) mois, et b) le Soumissionnaire choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné a droit à la Compensation d'annulation après l'expiration de la période de six (6) mois depuis l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, dans la mesure où (I) la Clôture financière n'est pas survenue au plus tard à cette date en raison ou par suite (A) d'une action ou d'une omission uniquement imputable au CUSM ou à une Partie libérée, ou (B) d'un événement où les prêteurs proposés se retirent ou exigent un changement important aux modalités du financement en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette, et (II) le CUSM ou le Gouvernement n'a pas déjà annulé ni mis fin au Processus de soumission, et l'Autorité publique verse la Compensation d'annulation dans les trente (30) jours suivant l'expiration de ladite période de six (6) mois.
- 2.9 **Aucun cumul.** Un Soumissionnaire n'aura en aucun cas droit de cumuler une Compensation définitive et une Compensation d'annulation ou de recevoir plus d'une Compensation définitive ou plus d'une Compensation d'annulation. De plus, si des sommes sont payées à un Soumissionnaire et se révèle par la suite que ce dernier n'y a ou n'y avait pas droit, ce Soumissionnaire doit rembourser ces sommes à l'Autorité publique dans les dix (10) Jours ouvrables d'un avis de l'Autorité publique à cet effet.
- 2.10 Dans le cas où le Soumissionnaire a convenu par écrit avec le CUSM de contribuer aux frais relatifs à la réalisation d'études additionnelles effectuées par le CUSM conformément à la section 7.11 du Volume 1 de l'Appel de propositions et que par la suite il omet ou refuse de payer sa quote-part tel que convenu, l'Autorité publique peut réduire d'autant le montant auquel le Soumissionnaire a droit à titre de Compensation définitive, de Paiement de clôture ou de Compensation d'annulation, selon le cas, sans préjudice à tout autre recours que le CUSM

pourrait avoir à cet égard contre toute partie autre que le Soumissionnaire et ses Membres et Participants.

- 2.11 Le Soumissionnaire accepte et convient d'être lié par les renonciations ainsi que par les clauses d'exonération et les limites de responsabilité et d'indemnité qui figurent à la présente Convention et à l'Appel de propositions. Le Soumissionnaire renonce expressément à toute Réclamation découlant du Processus de soumission sauf son droit à la Compensation définitive, au Paiement de clôture ou à la Compensation d'annulation, selon le cas et dans les cas où il y est donné ouverture. Nonobstant ce qui précède, les dispositions de cette section 2.11 ne restreignent pas les droits du Soumissionnaire de soumettre une Réclamation conformément aux dispositions des paragraphes 2.12.2, 2.12.3 et 2.12.4 et de la section 3.10 ou à l'égard d'un défaut par le CUSM à l'une ou l'autre de ses obligations importantes aux termes de la présente Convention ni ne restreignent les droits qui sont prévus à l'Entente de partenariat.
- 2.12 Par les présentes, chacun du Soumissionnaire, de ses Membres et de ses Participants convient qu'en contrepartie de l'accès qui est donné au Soumissionnaire à la Salle de documentation électronique, y compris aux Volumes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'Appel de propositions, et en contrepartie de l'invitation qui est faite au Soumissionnaire à déposer une Proposition :
- 2.12.1 les Parties libérées ne seront nullement responsables, en aucune circonstance, à l'égard de toute Réclamation (sauf dans le cas de faute intentionnelle ou lourde de la part des Parties libérées) par aucune Personne, y compris tout Soumissionnaire et tout Collaborateur, découlant de quelque façon que ce soit du Processus de soumission ou qui y est relié d'une quelconque manière, y compris toute Réclamation découlant des Séances d'information générale, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire et des Séances de présentation ou découlant de la participation des Personnes désignées par le CUSM à de telles réunions;
- 2.12.2 chacun du Soumissionnaire, de ses Membres et de ses Participants renonce expressément par les présentes à toute Réclamation découlant du Processus de soumission ou qui y est reliée d'une quelconque manière et dont il peut, à l'heure actuelle ou par la suite, se prévaloir contre toutes Parties libérées et il donne quittance et libère irrévocablement et inconditionnellement chacune des Parties libérées à l'égard de l'ensemble des Réclamations découlant du Processus de soumission ou qui y sont reliées d'une quelconque manière. Toutefois, il demeure entendu que la renonciation et quittance précitée n'a pas pour objet de comprendre des Réclamations pour défaut de paiement de la Compensation définitive, du Paiement de clôture ou de la Compensation d'annulation ni les Réclamations visées à la section 3.10 ou celles découlant de la faute intentionnelle ou lourde du CUSM ou de l'une ou l'autre des Parties libérées;
- 2.12.3 chacun du Soumissionnaire et de ses Membres indemnise et exonère le CUSM et les autres Parties libérées à l'égard de toutes les Réclamations intentées par ou au nom (i) de tout Collaborateur du Soumissionnaire actuel ou ancien à l'encontre du CUSM ou de toute autre Partie libérée qui découlent de la présente Convention ou du Processus de soumission ou qui y sont liées, ou (ii) d'un tiers, en raison d'un acte ou d'une omission du Soumissionnaire ou d'un ou plusieurs de ses Collaborateurs relativement à l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Convention ou relativement au Processus de soumission. Toutefois, il demeure entendu que l'engagement d'indemnisation précité n'a pas pour objet de comprendre des Réclamations découlant de la faute intentionnelle ou lourde du CUSM ou de l'une ou l'autre des Parties libérées;

- 2.12.4 chacun des Participants indemnise et exonère le CUSM et les autres Parties libérées à l'égard de toutes les Réclamations intentées par ou au nom (i) de tout collaborateur du Participant actuel ou ancien à l'encontre du CUSM ou de toute autre Partie libérée qui découlent de la présente Convention ou du Processus de soumission ou qui y sont liées, ou (ii) d'un tiers, en raison d'un acte ou d'une omission du Participant ou d'un ou plusieurs de ses collaborateurs, y compris tout Collaborateur, relativement à l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Convention ou relativement au Processus de soumission. Toutefois, il demeure entendu que l'engagement d'indemnisation précité n'a pas pour objet de comprendre des Réclamations découlant de la faute intentionnelle ou lourde du CUSM ou de l'une ou l'autre des Parties libérées,

le tout sous réserve des modalités de la section 2.14.

- 2.13 Chacun du Soumissionnaire, de ses Membres et de ses Participants s'engage et consent, sous réserve des lois applicables et des modalités de la section 2.14, en outre à ne pas soutenir une autre Personne, à ne pas agir de concert avec une telle Personne et à ne pas s'unir à une telle Personne, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, dans le but de faire une Réclamation contre l'une ou l'ensemble des Parties libérées découlant du Projet ou du Processus de soumission ou qui y est reliée d'une quelconque manière.
- 2.14 Les modalités des sections 2.12, 2.13 et 2.14 ne restreignent pas les droits du Soumissionnaire de faire une réclamation pour a) non-paiement de la Compensation définitive, du Paiement de clôture ou de la Compensation d'annulation, ou b) à l'égard d'un défaut par le CUSM à l'une ou l'autre de ses obligations importantes aux termes de la présente Convention, ni ne restreignent les droits qui sont prévus à l'Entente de partenariat.

Sous réserve des modalités du paragraphe ci-dessus, chacun du Soumissionnaire, de ses Membres et de ses Participants s'engage et consent à ne pas faire de Réclamation contre une Personne qui pourrait de ce fait avoir une réclamation contre l'une ou l'ensemble des Parties libérées.

- 2.15 Chacun du Soumissionnaire, de ses Membres et de ses Participants déclare et garantit par les présentes qu'il n'a cédé ni ne cédera à quiconque une Réclamation pour laquelle il a donné une quittance en vertu du présent Article 2.
- 2.16 Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, il est expressément entendu et convenu que ni le CUSM, ni le Gouvernement ne sera tenu, d'une quelconque manière, de choisir un Soumissionnaire comme Soumissionnaire sélectionné ni d'attribuer l'Entente de partenariat à un Soumissionnaire, et que le CUSM ou le Gouvernement peut annuler ou mettre fin à l'Appel de propositions ou le Processus de soumission en tout temps pour quelque raison que ce soit suivant ce qu'il juge, à sa discrétion, comme étant dans son meilleur intérêt.
- 2.17 Le Soumissionnaire peut retirer sa Proposition technique ou sa Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier moyennant un avis écrit livré au Représentant des autorités publiques en tout temps avant la Date de dépôt de la Proposition technique ou avant la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, respectivement, sans pour autant perdre son droit de présenter une nouvelle Proposition technique ou une nouvelle Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier avant la Date de dépôt de la Proposition technique ou avant la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, respectivement. Le Soumissionnaire doit obligatoirement déposer qu'une seule Proposition de base.

- 2.18 Nonobstant la section 4.2, la Proposition technique constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable pour la période expirant neuf (9) mois suivant la Date de dépôt de la Proposition technique.
- 2.19 Nonobstant la section 4.2 mais sous réserve de la section 2.22, la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable pour la période commençant à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et expirant à la date qui tombe quatre (4) semaines après la date fixée pour la Clôture financière et dont doivent convenir le CUSM et les Soumissionnaires avant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, en fonction de la conjoncture en vigueur pour les projets de nature semblable, dans la mesure où, si le CUSM et les Soumissionnaires n'en viennent pas à une entente au sujet de cette date, le CUSM décidera seul de la date applicable, qui tombera au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier (la « Période de validité de la Proposition financière »), sous réserve des modifications permises aux termes des ajustements visés à la section 3.7 du Volume 1 de l'Appel de proposition concernant les coûts du financement du Projet, le cas échéant.
- 2.20 Pour les fins uniquement du droit à la Compensation définitive, au Paiement de clôture et à la Compensation d'annulation, selon le cas, une Proposition sera réputée conforme même si elle ne respecte pas le Critère d'abordabilité ou même si le Soumissionnaire, ayant fait ses meilleurs efforts, omet de soumettre les confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions, si la Proposition est par ailleurs conforme sur tous autres aspects.

Sans limiter le caractère général de ce qui précède mais pour plus de certitude, le retrait par les Bailleurs de fonds proposés des confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions ou un changement important aux modalités de ces confirmations du financement exigé par les Bailleurs de fonds proposés, en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette, est assimilé à une omission par le Soumissionnaire de soumettre les confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions.

Il demeure entendu que l'inclusion des Équivalences dans la Proposition technique, pourvu que ces Équivalences aient été acceptées par le CUSM conformément aux modalités de la section 4.2 du Volume 1 de l'Appel de propositions, ne rendront pas la Proposition non conforme.

- 2.21 L'Autorité publique peut, après approbation du Conseil du trésor sur recommandation de PPPQ, verser la Compensation définitive, le Paiement de clôture ou la Compensation d'annulation, selon le cas, si, en raison des conditions du marché pouvant prévaloir de temps à autre tel qu'il pourra être convenu entre les parties, la Proposition n'est pas en tous points conforme quant aux modalités de conformité financière (à l'exception des éléments de non-conformité mentionnés à la section 2.20) ou le Soumissionnaire, après avoir été choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, ne signe pas l'Entente de partenariat ou la Clôture financière n'a pas eu lieu dans les délais prescrits au Volume 1 de l'Appel de propositions (ou à toute autre date que le CUSM peut préciser par écrit à cet effet, conformément aux modalités prévues à l'Appel de propositions).
- 2.22 Le CUSM reconnaît que la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier peut contenir certains changements aux coûts du Projet et aux autres modalités

financières énoncées dans la Proposition de financement indicative – coûts du Projet et modèle financier, sous réserve des limites prévues à la section 3.6 du Volume 1 de l'Appel de propositions.

ARTICLE 3 DÉPÔTS DE GARANTIE

- 3.1 Le Soumissionnaire remettra au CUSM, en même temps que sa Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, le Dépôt de garantie d'un montant de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) qui doit être valide et demeurer en vigueur pour la Période de validité de la Proposition financière.
- 3.2 Si le Soumissionnaire ne remet pas le Dépôt de garantie au CUSM, selon ce que prévoit la section 3.1, le CUSM peut alors, au moyen d'un avis écrit, mettre fin à la participation du Soumissionnaire au Processus de soumission et rejeter la Proposition déposée par le Soumissionnaire sans l'étudier ni en tenir compte autrement, auquel cas le Soumissionnaire n'aura droit à aucune Compensation définitive, Paiement de clôture ou Compensation d'annulation, ni aucun autre paiement ou compensation de quelque nature et pour quelque raison que ce soit.
- 3.3 Sous réserve du droit du CUSM de conserver le Dépôt de garantie et de l'affecter aux Dommages-intérêts fixés à l'avance, suivant ce qui est précisé aux présentes et sous réserve des sections 3.7 et 4.2, le Dépôt de garantie sera remis au Soumissionnaire, s'il n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, dans les dix (10) Jours ouvrables qui suivent le premier des cas suivants : (i) la Clôture financière, (ii) l'avis par le CUSM ou le Représentant des autorités publiques à l'effet que la Proposition du Soumissionnaire n'est pas une Proposition conforme, (iii) l'annulation ou la cessation du Processus de soumission par le CUSM ou le Gouvernement, (iv) l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière, ou (v) le retrait des confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions par les prêteurs proposés ou un changement important aux modalités de ces confirmations du financement exigé par les prêteurs proposés, en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette.
- 3.4 Si le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, il remettra au CUSM, dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent la réception de l'avis du CUSM qu'il a été sélectionné, le Dépôt de garantie de clôture d'un montant de dix millions de dollars (10 000 000 \$), qui doit être valide et demeurer en vigueur à partir de sa remise pour une période de six (6) mois suivant cette remise. Si le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné et s'il remet le Dépôt de garantie de clôture conformément à la présente section 3.4, le Dépôt de garantie sera alors remis au Soumissionnaire qui a été choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné simultanément à la remise par ce dernier du Dépôt de garantie de clôture conformément à la présente section 3.4.
- 3.5 Si le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné et ne remet pas le Dépôt de garantie de clôture au CUSM, selon ce que prévoit la section 3.4, le CUSM peut alors, au moyen d'un avis écrit, mettre fin à la participation du Soumissionnaire au Processus de soumission, rejeter sa Proposition, même s'il s'agit d'une Proposition conforme, mettre fin à toutes les négociations ou autres communications avec le Soumissionnaire et mettre fin à toute obligation du CUSM envers le Soumissionnaire aux termes des présentes, auquel cas, le Soumissionnaire n'aura droit à aucune Compensation définitive, Paiement de clôture ou

Compensation d'annulation, ni aucun autre paiement ou compensation de quelque nature et pour quelque raison que ce soit.

- 3.6 Sous réserve du droit du CUSM de conserver le Dépôt de garantie de clôture et de l'affecter aux Dommages-intérêts fixés à l'avance, suivant ce qui est précisé aux présentes et sous réserve des sections 3.7 et 4.2, le Dépôt de garantie de clôture sera remis au Soumissionnaire, s'il est retenu à titre de Soumissionnaire sélectionné, dans les dix (10) Jours ouvrables qui suivent le premier des cas suivants : (i) la Clôture financière; (ii) l'annulation ou la cessation du Processus de soumission par le CUSM ou le Gouvernement; ou (iii) à l'expiration de la période de six (6) mois depuis sa remise.
- 3.7 Le CUSM pourra tirer, en totalité ou en partie, à son entière discrétion, sur la ou les lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie ou de Dépôt de garantie de clôture et il pourra conserver et affecter le produit de ces lettres à son propre usage, à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance, dans l'un des cas suivants uniquement :
- 3.7.1 le Soumissionnaire retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention), sa Proposition technique ou sa Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier;
- 3.7.2 le Soumissionnaire retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit, sa Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier après la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, autrement que (i) en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention, ou (ii) en conséquence d'un événement où les prêteurs proposés se retirent ou exigent un changement important aux modalités du financement en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette;
- 3.7.3 le Soumissionnaire ou un de ses Collaborateurs (i) enfreint les modalités de la section 7.6, 7.8, 7.9 ou 7.16 du Volume 1 de l'Appel de propositions, (ii) fait défaut de se conformer aux modalités et conditions importantes de l'Appel de propositions, ou (iii) enfreint de façon importante les dispositions de la présente Convention, notamment en faisant défaut d'effectuer le Paiement de clôture. Le CUSM transmettra un avis écrit au Soumissionnaire à l'égard d'un tel défaut et, si le défaut peut être corrigé, lui accordera un délai d'au moins dix (10) Jours ouvrables pour y remédier ou pour faire en sorte qu'il y soit remédié; il demeure entendu que, aux fins du droit du CUSM de tirer sur la ou les lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie ou de Dépôt de garantie de clôture, un Soumissionnaire ne sera pas réputé se trouver en situation de défaut aux termes des présentes s'il n'a pas déposé une Proposition conforme à tous égards;
- 3.7.4 il survient l'un des cas envisagés à la section 4.3 des présentes;
- 3.7.5 après avoir déposé une Proposition conforme et avoir reçu un avis du CUSM selon lequel le Soumissionnaire a été choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, le Soumissionnaire fait défaut de livrer dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent la réception de l'avis du CUSM qu'il a été sélectionné, une ou plusieurs lettres de crédit

irrévocables selon le exigences de la section 3.4, d'un montant de dix millions de dollars (10 000 000 \$); ou

- 3.7.6 après avoir déposé une Proposition et avoir reçu un avis du CUSM selon lequel le Soumissionnaire a été choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, le Soumissionnaire ne signe pas l'Entente de partenariat ou la Clôture financière n'a pas eu lieu avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière, sauf si le défaut de signer l'Entente de partenariat ou le défaut de réaliser la Clôture financière découle (i) d'une action ou d'une omission uniquement imputable au CUSM ou à une Partie libérée, ou (ii) d'un événement où les prêteurs proposés se retirent ou exigent un changement important aux modalités du financement en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette.
- 3.8 Si le CUSM peut se prévaloir du Dépôt de garantie ou du Dépôt de garantie de clôture du Soumissionnaire sélectionné en conformité avec les paragraphes 3.7.4, 3.7.5 ou 3.7.6, le CUSM, à son entière discrétion, pourra alors désigner à titre de Soumissionnaire sélectionné un autre Soumissionnaire qui a déposé une Proposition conforme, auquel cas les dispositions des sections 3.4 à 3.7 de la présente Convention s'appliquent à ce nouveau Soumissionnaire sélectionné, avec les ajustements appropriés.
- 3.9 Lorsque le CUSM est en droit, en vertu de la présente Convention, de conserver et d'affecter le produit de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie ou de Dépôt de garantie de clôture pour son propre usage à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance, il est expressément convenu et entendu qu'une telle conservation et une telle affectation représentent des dommages-intérêts évalués par anticipation pour l'inexécution par le Soumissionnaire de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu des présentes au sens des articles 1622 et suivants du *Code civil du Québec*. Nonobstant ce qui précède, la conservation et l'affectation du produit de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie ou de Dépôt de garantie de clôture pour son propre usage à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance par le CUSM n'affecte en rien son droit de réclamer des dommages additionnels ou d'exercer tout autre recours qu'il peut avoir aux termes des recours et indemnités prévus aux sections 2.12, 9.5.2, 11.4, 11.5 et 11.6.
- 3.10 Sous réserve du paragraphe 3.7.3, le CUSM n'est pas tenu de donner un préavis écrit au Soumissionnaire de son intention de se prévaloir de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie ou de Dépôt de garantie de clôture. Si le Soumissionnaire avise par écrit le CUSM qu'il conteste le droit du CUSM de se prévaloir de la ou des lettres de crédit et de conserver le Dépôt de garantie ou le Dépôt de garantie de clôture à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance, le CUSM pourra néanmoins se prévaloir de la ou des lettres de crédit, mais demeurera responsable du remboursement de la totalité ou d'une partie du montant de la ou des lettres de crédit dont il se sera prévalu si et dans la mesure où le différend est réglé en faveur du Soumissionnaire dans le cadre d'une décision définitive d'un tribunal ayant compétence, de même que des intérêts payables sur le montant devant être remboursé, imputés aux taux légaux prescrits en vertu du *Code civil du Québec*.
- 3.11 Le CUSM peut, en tout temps avant la date d'échéance et sans préavis au Soumissionnaire, se prévaloir de la ou des lettres de crédit et détenir le produit qui en est tiré à titre de Dépôt de garantie de clôture lorsque les conditions suivantes sont réunies :
- 3.11.1 le CUSM, conformément à une entente entre les parties en vertu des dispositions de la section 4.2 de la présente Convention, modifie ou par ailleurs prolonge tout échéancier

ou délai qui résulte en une prolongation de la période de validité du Dépôt de garantie de clôture prévue à la section 3.4 de la présente Convention; et

- 3.11.2 malgré l'accord du CUSM et du Soumissionnaire sélectionné conformément aux dispositions de la section 4.2, le Soumissionnaire sélectionné fait défaut de renouveler ou de prolonger la durée de la ou des lettres de crédit représentant le Dépôt de garantie de clôture au moins trente (30) jours avant la date d'échéance, sous réserve que le Soumissionnaire sélectionné bénéficie en tout temps d'une période de cinq (5) Jours ouvrables après la date de l'annonce de la prolongation ci-haut décrite afin de renouveler ou prolonger la ou lesdites lettres de crédit.

ARTICLE 4 RÉSILIATION

- 4.1 La présente Convention sera automatiquement résiliée au premier des cas suivants à survenir :
- 4.1.1 le CUSM résilie la présente Convention aux termes des sections 4.2 ou 4.3;
- 4.1.2 la Clôture financière.
- 4.2 Le CUSM peut, au moyen d'un addenda, à sa discrétion et pour quelque raison que ce soit et sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers le Soumissionnaire ou toute autre partie (sauf suivant ce qui est expressément indiqué aux présentes), modifier ou par ailleurs prolonger tout échéancier ou délai précisé dans l'Appel de propositions ou la présente Convention de soumission (sauf quant à la Période de validité de la Proposition technique, à la Période de validité de la Proposition financière ou aux délais de validité du Dépôt de garantie et du Dépôt de garantie de clôture) et suspendre, reporter, annuler ou résilier la présente Convention ou une partie ou la totalité du Processus de soumission. Toutefois, le CUSM ne peut, sans consultation et consentement du Soumissionnaire sélectionné, un tel consentement ne pouvant pas être retenu sans motif valable, modifier ou prolonger la Période de validité de la Proposition technique, la Période de validité de la Proposition financière, le délai de validité du Dépôt de garantie de clôture ou tout échéancier ou délai à l'égard de l'échéance de la Clôture financière ou de la signature de l'Entente de partenariat après que le Soumissionnaire sélectionné ait transmis au CUSM le Dépôt de garantie de clôture indiqué à la section 3.4. Sous réserve des dispositions ci-dessus, il demeure entendu que la présente Convention (sauf l'Annexe C) ne peut être modifiée qu'au moyen du consentement réciproque des parties contractantes.
- 4.3 Outre tout autre droit que le CUSM peut avoir de résilier la présente Convention, il peut aussi, à sa discrétion, la résilier et, par conséquent, le Soumissionnaire ne sera plus autorisé à prendre part au Processus de soumission si le Soumissionnaire, l'un de ses Membres, l'un de ses Participants ou toute autre Personne qui a convenu de garantir les obligations du Soumissionnaire, d'un Membre ou d'un Participant du Soumissionnaire à l'égard du Projet, entame des procédures ou si des procédures sont intentées contre lui en matière de faillite, d'insolvabilité, ou en vue de sa liquidation, dissolution ou restructuration. Toutefois, dans le cas d'un Membre, Participant ou Personne clé du Soumissionnaire ou de toute autre Personne qui a convenu de garantir les obligations du Soumissionnaire ou de l'un de ses Membres ou Participants, le Soumissionnaire pourra remplacer une telle Personne par une Personne qui est acceptable au CUSM, à sa discrétion, mais agissant raisonnablement. Si la présente Convention est résiliée conformément à la présente section 4.3, le Soumissionnaire ne pourra

pas recevoir la Compensation définitive, le Paiement de clôture ou la Compensation d'annulation.

- 4.4 Sauf indication contraire expresse aux présentes, les droits et obligations du Soumissionnaire, de ses Membres et Participants et du CUSM aux termes des Articles 2, 3, 6, 9 et 11 et des sections 4.4 et 7.3 de la présente Convention et l'ensemble des renonciations et des clauses d'exonération et les limites de responsabilités et les indemnités en faveur des Parties libérées aux termes de la présente Convention et de l'Appel de propositions, ainsi que toute autre modalité qui, de par sa nature, doit survivre à la résiliation de la présente Convention, seront maintenues en vigueur après la résiliation de la présente Convention pendant une période de dix (10) ans et dans le cas de l'Article 9 à perpétuité.

ARTICLE 5

SÉANCES D'INFORMATION, ATELIERS DE DISCUSSION, REVUE INTÉRIMAIRE ET SÉANCES DE PRÉSENTATION

- 5.1 Le Soumissionnaire, ses Membres et Participants acceptent et s'engagent à respecter le Processus de soumission. De plus, le Soumissionnaire, ses Membres et Participants s'engagent à se conformer et à respecter toutes les modalités de l'Appel de propositions. Le Soumissionnaire et ses Membres et Participants conviennent que les modalités de la présente Convention s'ajoutent aux modalités, et n'y dérogent pas, de l'engagement du Soumissionnaire, ses Membres et Participants à l'effet qu'ils conviennent de respecter toutes les modalités et conditions de l'Appel de propositions et de s'y conformer. Le Soumissionnaire s'engage à faire en sorte que chacun de ses Collaborateurs respecte toutes et chacune des modalités du Processus de soumission et de l'Appel de propositions.
- 5.2 Au cours du Processus de soumission, le CUSM a l'intention de tenir une ou plusieurs Séances d'information générale et des Ateliers de discussion. Le Soumissionnaire sera aussi invité à faire et à participer à la Revue intérimaire et aux Séances de présentation.
- 5.3 Le Soumissionnaire doit (i) assister et participer aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire, et aux Séances de présentation auxquels il est convié, (ii) se conformer entièrement aux règles et modalités énoncées à l'Annexe C et (iii) faire en sorte que chacun de ses Collaborateurs et que chacune des Personnes qui assiste ou participe à une des Séances d'information générale, à un des Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire ou à une des Séances de présentation au nom du Soumissionnaire ou de tout Collaborateur connaisse les modalités du présent Article 5 et de l'Annexe C et s'y conforme.
- 5.4 Le Soumissionnaire doit faire en sorte qu'au moins la Personne contact du Soumissionnaire ou une de ses Personnes clés assiste ou participe aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire et aux Séances de présentation auxquels il est convié.
- 5.5 Chacune des Personnes assistant ou participant pour le compte du Soumissionnaire, d'un de ses Membres, Participants ou Collaborateurs à une Séance d'information générale, à un Atelier de discussion, à la Revue intérimaire ou à une Séance de présentation doit avoir signé et avoir remis au CUSM la renonciation et quittance prévue à l'Annexe B. Le Soumissionnaire indemnise chacune des Parties libérées à l'égard de toute Réclamation découlant du défaut d'une Personne assistant à une Séance d'information générale, à un Atelier de discussion, à la Revue intérimaire ou à une Séance de présentation au nom du Soumissionnaire de signer la renonciation et quittance et de se conformer aux modalités qui y sont décrites.

- 5.6 Le Soumissionnaire doit établir et maintenir, à ses frais, un site électronique à accès strictement contrôlé et à contenu évolutif auquel les personnes que les Autorités publiques désigneront auront accès, conformément à la section 3.2.3 du Volume 1 de l'Appel de propositions. Ce Site électronique sécurisé s'apparentera dès lors à un Atelier de discussion virtuel et est assujéti aux mêmes règles que l'Atelier de discussion en ce qui concerne les questions et réponses qui y seront traitées. Le Soumissionnaire a l'entière responsabilité du contenu et de la gestion du Site électronique sécurisé.
- 5.7 Le Soumissionnaire est responsable de tout coût ou dépense encouru par celui-ci ou par ses Collaborateurs et les Bailleurs de fonds dans le cadre du Processus de soumission, y inclus les Séances d'information générale, les Ateliers de discussion, la Revue intérimaire et les Séances de présentation auxquels il est convié.

ARTICLE 6
CARACTÈRE NON CONTRAIGNANT DES SÉANCES D'INFORMATION,
DES ATELIERS DE DISCUSSION, DE LA REVUE INTÉrimAIRE
ET DES SÉANCES DE PRÉSENTATION

- 6.1 Par les présentes, le Soumissionnaire reconnaît et convient qu'aucune déclaration, renonciation, acceptation, approbation ni aucun consentement que les Parties libérées font ou donnent au cours d'une Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion de la Revue intérimaire ou d'une Séance de présentation ni aucune action ou omission de leur part au cours d'une Séance d'information générale ou d'un Atelier de discussion, de la Revue intérimaire ou d'une Séance de présentation n'a pour effet de modifier une disposition de l'Appel de propositions, de faire renoncer à une telle disposition ou de lier les Parties libérées. Le Soumissionnaire ou ses Collaborateurs ne pourront s'y fonder de quelque manière et pour quelque fin que ce soit, sauf uniquement dans la mesure expressément confirmée au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite diffusée conformément à l'Annexe D.
- 6.2 Au cours d'une Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion ou de la Revue intérimaire, le Soumissionnaire peut demander des clarifications ou des renseignements au CUSM. Toutefois, le CUSM, à sa discrétion, peut décider de fournir ou non de telles clarifications ou renseignements. Par les présentes, le Soumissionnaire convient qu'il ne tentera pas d'obtenir d'engagements de la part des Parties libérées (ou de l'une d'entre elles) au cours du Processus de soumission (sauf suivant ce qui est expressément prévu à la section 1.3 de l'Annexe C ou à la section 1.1.6 de l'Annexe D), et il ne tentera pas, par ailleurs, d'obtenir un avantage concurrentiel injustifié par rapport à tout autre Soumissionnaire. Tout renseignement ou clarification reçu ne constitue qu'un avis de la partie l'ayant présenté et ne modifie ni ne touche de quelque manière que ce soit l'Appel de propositions, sauf dans le cadre d'une confirmation au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite diffusée conformément à l'Annexe D.
- 6.3 Le Soumissionnaire convient et reconnaît (sauf dans le cas d'une confirmation au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite, aux termes de la section 1.3 de l'Annexe C ou de la section 1.1.6 de l'Annexe D), qu'aucun commentaire transmis par les Parties libérées (ou de l'une d'entre elles) ou fourni en leur nom au cours d'une Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion, de la Revue intérimaire ou d'une Séance de présentation, qu'il s'agisse d'un commentaire positif ou négatif, y compris en ce qui concerne tout sujet précis soulevé par un Soumissionnaire ou qui fait partie d'un document ou de renseignements transmis par un Soumissionnaire ou un de ses Collaborateurs avant la Séance d'information générale, l'Atelier de discussion, de la Revue intérimaire ou la Séance de présentation ou au cours de celle-ci, ne

liera de quelque manière que ce soit les Parties libérées et ne sera pas réputé ni considéré comme étant une indication d'une préférence de la part des Parties libérées.

ARTICLE 7 COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC LE CUSM OU D'AUTRES PERSONNES

- 7.1 Dans le cadre du Processus de soumission (y compris en ce qui concerne l'Appel de propositions et la préparation des Propositions), le Soumissionnaire ne doit pas communiquer avec les représentants (y compris les dirigeants, cadres, employés, conseillers et mandataires) du CUSM, du Ministère, du Gouvernement et de la Ville de Montréal relativement à l'Appel de propositions, au Processus de soumission et au Projet, sauf suivant ce que le Volume 1 de l'Appel de propositions ou la présente Convention autorise expressément.
- 7.2 Dans le cadre du Processus de soumission, le Soumissionnaire ne doit engager aucune discussion ou négociation relativement au Projet avec quelque représentant mentionné à la section 7.1, sauf au cours des Séances d'information générale, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire et des Séances de présentation, ou suivant ce que le Volume 1 de l'Appel de propositions autorise expressément.
- 7.3 Aucune communication ou réponse du CUSM, du Ministère, du Gouvernement, de la Ville de Montréal ou de tout autre tierce partie concernant l'Appel de propositions, l'Entente de partenariat, les exigences techniques, le Processus de soumission ou la réalisation du Complexe hospitalier ne lie le CUSM, le Ministère ou le Gouvernement à moins que celle-ci ne soit confirmée par écrit par un addenda ou par une réponse écrite diffusée conformément à l'Annexe D des présentes, et uniquement dans la mesure de cette confirmation. L'utilisation par un Soumissionnaire de tout renseignement qu'il a obtenu mais qui n'a pas fait l'objet d'un addenda ou d'une réponse écrite conformément à l'Annexe D des présentes, se fait au seul risque de ce dernier et ne pourra faire l'objet d'aucun recours contre le CUSM ou l'une des autres Parties libérées.
- 7.4 Les parties reconnaissent et conviennent qu'aucun aspect du Processus de soumission n'est destiné à permettre à l'un ou l'autre des Soumissionnaires d'avoir accès à des renseignements du CUSM qui ne sont pas également mis à la disposition des autres Soumissionnaires, et que le CUSM, par souci d'équité envers les Soumissionnaires, n'est pas tenu de communiquer quelque Équivalence proposée par un Soumissionnaire au CUSM et acceptée par ce dernier à l'autre Soumissionnaire.

ARTICLE 8 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 8.1 Sauf suivant ce que le Volume 1 de l'Appel de propositions autorise expressément, le Représentant des autorités publiques (ou son mandataire dûment nommé pour des fins particulières et dont l'identité a été communiquée par écrit aux Soumissionnaires) est la seule Personne avec qui le Soumissionnaire peut communiquer en ce qui a trait à l'Appel de propositions et au Processus de soumission, à l'égard de toutes les demandes de renseignements et de clarifications de la part du Soumissionnaire. Le Représentant des autorités publiques est également la Personne avec qui communiquer pour demander la tenue d'ateliers supplémentaires mentionnés aux sections 1.5 ou 1.6 de l'Annexe C. Sous réserve des dispositions de l'Appel de propositions, la Personne contact du Soumissionnaire doit être la

seule Personne qui communique avec le Représentant des autorités publiques pour toute Demande de renseignements.

- 8.2 L'Annexe D décrit le processus pour présenter des Demandes de renseignements.

ARTICLE 9 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 9.1 Sous réserve du paiement de la Compensation définitive ou de la Compensation d'annulation, selon le cas, le Soumissionnaire, ses Membres et Participants cèdent et transfèrent au CUSM, irrévocablement et inconditionnellement, l'ensemble des concepts, des idées et des biens réalisés ou incorporés d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, qui ont été conçus et développés exclusivement pour les fins du Projet et qui appartiennent au Soumissionnaire ou à l'un ou l'autre de ses Membres ou Participants. Suite à cette cession et ce transfert, le CUSM accordera au Soumissionnaire une licence irrévocable, non exclusive, perpétuelle, transférable, cessible et mondiale à cet égard, incluant notamment le droit d'octroyer des sous-licences, lui permettant d'utiliser, de reproduire, d'adapter, de modifier et plus généralement de faire évoluer ce matériel pour toutes fins.
- 9.2 Le Soumissionnaire, ses Membres et Participants accordent au CUSM une licence irrévocable, non exclusive, perpétuelle, transférable, cessible et visant le territoire de la Province de Québec, visant l'ensemble des concepts, des idées et des biens réalisés ou incorporés d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, qui appartiennent au Soumissionnaire ou à l'un ou l'autre de ses Membres ou Participants, à l'exception de ce qui est conçu et développé exclusivement aux fins du Projet et déjà visé à la section 9.1 et à l'exception aussi des systèmes d'exploitation du Soumissionnaire et de ses sous-traitants, licence incluant notamment le droit d'octroyer des sous-licences à l'égard du Projet, lui permettant d'utiliser, de reproduire, d'adapter, de modifier et plus généralement de faire évoluer ce matériel pour toutes fins gouvernementales jugées utiles par le CUSM en rapport avec le Projet.
- 9.3 Le Soumissionnaire doit mettre en œuvre les efforts raisonnables afin d'obtenir, en faveur du CUSM, toute licence nécessaire afin d'utiliser l'Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire pour toutes fins gouvernementales jugées utiles par le CUSM en rapport avec le Projet. Toute telle licence doit être irrévocable, non exclusive, permettre au CUSM d'octroyer des sous-licences à l'égard du Projet, et viser l'ensemble du territoire de la province de Québec. Si le Soumissionnaire ne peut obtenir une telle licence pour le CUSM et si le CUSM ne peut l'obtenir du tiers, le Soumissionnaire ne doit pas intégrer cet Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire dans sa Proposition.
- 9.4 Le Soumissionnaire, ses Membres et Participants reconnaissent et conviennent expressément que la cession et le transfert des licences des droits de propriété intellectuelle décrits ci-dessus constituent une condition fondamentale de la présente Convention, de la réception par le Soumissionnaire de l'Appel de propositions et de la participation de celui-ci au Processus de soumission.
- 9.5 Représentations, garanties et engagements du Soumissionnaire
- 9.5.1 le Soumissionnaire garantit au CUSM que le Soumissionnaire, ses Membres ou Participants détiennent tous les droits leur permettant de céder et d'octroyer les licences afférentes aux droits de propriété intellectuelle et autres droits décrits ci-dessus.

- 9.5.2 le Soumissionnaire s'engage à prendre faits et cause, indemniser et libérer le CUSM et les Parties libérées pour toute Réclamation prise par toute Personne découlant du défaut du Soumissionnaire de se conformer à la garantie mentionnée au paragraphe 9.5.1 ci-dessus.
- 9.5.3 le Soumissionnaire s'engage à fournir au CUSM, lors de la remise de sa Proposition technique, (i) la liste de l'ensemble des concepts, des idées et des biens réalisés ou incorporés d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, et qui appartiennent au Soumissionnaire ou à l'un ou l'autre de ses Membres ou Participants (le « **Matériel appartenant au Soumissionnaire** ») et de l'Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire et (ii) les cessions et les licences de droits de propriété intellectuelle et autres droits afférents à ce Matériel appartenant au Soumissionnaire et à cet Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire.
- 9.5.4 le Soumissionnaire s'engage à ce que la correction de toute erreur de programmation ou de fonctionnement des programmes d'ordinateur intégrés au Matériel appartenant au Soumissionnaire soit apportée après la Date de dépôt de la Proposition technique, au besoin et sans frais pour le CUSM, sur demande écrite du CUSM au Soumissionnaire. Cet engagement survit pour une période de neuf (9) mois suivant la Date de dépôt de la Proposition technique.
- 9.5.5 pendant la période de neuf (9) mois mentionnée ci-haut, le Soumissionnaire s'engage également à fournir au CUSM, sans frais et dès leur disponibilité, toute mise à jour des programmes d'ordinateur intégrés au Matériel appartenant au Soumissionnaire qui ont été conçus et développés exclusivement pour les fins du Projet.
- 9.6 Le Soumissionnaire et chaque Membre et Participant du Soumissionnaire reconnaissent et conviennent que si le CUSM ou le Gouvernement met fin au Processus de soumission, le CUSM se réserve le droit d'aller de l'avant avec l'ensemble ou une partie du Projet, y compris l'utilisation de quelques-unes ou de toutes les idées et concepts du Soumissionnaire (sous réserve du paiement, par le CUSM, au Soumissionnaire, lorsque ce dernier y a droit, de la Compensation définitive, le cas échéant, ou de la Compensation d'annulation) et en procédant selon le modèle qui lui semble le plus approprié et qui n'exclurait pas la participation d'un ou de plusieurs des Collaborateurs.
- 9.7 Le Soumissionnaire, ses Membres et ses Participants pourront utiliser toute photographie et autre représentation artistique du Complexe hospitalier en association avec la réalisation du Projet dans tout matériel promotionnel et professionnel, y compris dans tout portfolio, brochure ou magazine spécialisé ou pour soumission à l'occasion d'un concours relatif à la conception ou à l'architecture du Complexe hospitalier ou d'une ou plusieurs de ses composantes originales, résultant du travail du Soumissionnaire ou de l'un de ses Membres ou Participants.
- 9.8 Le CUSM respectera la confidentialité des renseignements susmentionnés, fournis par les Soumissionnaires dans leur Proposition, la Revue intérimaire et tout renseignement échangé au cours des Ateliers de discussion ou au moyen du Site électronique sécurisé prévu aux termes de la section 3.2.3 du Volume 1 de l'Appel de propositions, le cas échéant et dans la mesure nécessaire en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1, et s'abstiendra d'exercer les droits prévus au présent Article 9 jusqu'à la date d'émission de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné. Par contre, le CUSM se réserve le droit de faire des copies de toutes les Propositions pour l'évaluation des Propositions, le Processus de soumission, la sélection du

Soumissionnaire sélectionné et l'autorisation du Gouvernement d'octroyer l'Entente de partenariat au Soumissionnaire sélectionné, et de fournir des copies et de divulguer l'information contenue dans celles-ci uniquement aux Personnes impliquées dans les matières susmentionnées.

ARTICLE 10 AVIS

- 10.1 Tous les avis aux termes de la présente Convention doivent être transmis par écrit et livrés en mains propres, par messagerie, par télécopieur ou un autre moyen électronique, pour autant que dans le cas d'une transmission par télécopieur ou un autre moyen électronique, la confirmation de la transmission soit imprimée. Ces avis seront adressés de la manière indiquée ci-après (les numéros de téléphone ne sont indiqués que pour permettre de confirmer si un avis écrit a été reçu et non pas pour donner un avis) :

S'ils sont transmis au Soumissionnaire, aux Membres ou Participants du Soumissionnaire :

[Nom du Soumissionnaire]

[Adresse]

À l'attention de : ●

[Titre]

Télécopieur : ●

Numéro de téléphone : ●

Adresse électronique : ●

avec copie à

[Titre]

[Nom du Soumissionnaire]

[Adresse]

Télécopieur : ●

Numéro de téléphone : ●

Adresse électronique : ●

S'ils sont transmis au CUSM :

M. Gabriel Soudry, Représentant des autorités publiques

Agence des partenariats public-privé du Québec

500, boulevard René-Lévesque Ouest, [REDACTED] [REDACTED]

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Télécopieur : [REDACTED]

Numéro de téléphone : [REDACTED]

Adresse électronique : [REDACTED]

Chaque partie peut modifier les adresses précitées en transmettant un avis écrit conformément à ce qui précède.

- 10.2 Les avis livrés conformément à la présente Convention sont réputés avoir été donnés et reçus le jour de leur livraison (ou le jour où ils ont été reçus s'ils sont transmis par télécopieur ou un autre moyen électronique), mais uniquement s'ils sont reçus à l'adresse visée avant 16 h 30 (heure locale) un Jour ouvrable. Sinon, l'avis sera réputé avoir été donné et reçu le Jour ouvrable suivant. Les avis qui ont été postés sont réputés avoir été donnés et reçus le cinquième Jour ouvrable suivant la date de leur mise à la poste. Dans le cas d'une interruption, d'une grève ou d'un ralentissement du service postal, les avis ne seront pas postés, mais seront soit livrés en mains propres, soit transmis par télécopieur ou toute autre forme de moyen électronique, conformément à la présente Convention.

ARTICLE 11 CONFIDENTIALITÉ ET CLAUSES RESTRICTIVES

- 11.1 Sans restreindre toute autre obligation de confidentialité qui leur est imposée, le Soumissionnaire, ses Membres et Participants doivent protéger en tout temps le caractère confidentiel des Renseignements confidentiels et ne doivent pas communiquer ni ne permettre que soit communiqué à toute Personne, de quelque manière que ce soit, tout Renseignement confidentiel, en totalité ou en partie, sauf uniquement :

- 11.1.1 à leurs Collaborateurs ou aux Personnes liées d'un Collaborateur qui sont directement visés par le Projet ou qui ont besoin de connaître de tels renseignements pour la préparation de la Proposition du Soumissionnaire et, si l'Entente de partenariat est attribuée au Soumissionnaire, conformément à l'exécution de ses obligations aux termes de l'Entente de partenariat;
- 11.1.2 à toute autre Personne, uniquement avec le consentement écrit préalable du CUSM;
- 11.1.3 à toute autre Personne suivant ce que la présente Convention peut expressément autoriser;
- 11.1.4 pour respecter toute obligation de divulgation en vertu des lois applicables (sous réserve du respect de la section 11.2;

pourvu que dans chacun des cas visés aux paragraphes 11.1.1, 11.1.2 et 11.1.3 ci-dessus, (i) cette Personne ait été avisée du caractère confidentiel des Renseignements confidentiels par le Soumissionnaire, un de ses Membres ou Participants, selon le cas, qui a transmis les renseignements, et qu'elle ait convenu par écrit d'agir conformément aux modalités du présent Article 11 (il demeure entendu que les prêteurs du Soumissionnaire ne sont obligés que de préserver la confidentialité pour une période de deux (2) ans) et (ii) le Soumissionnaire, Membre ou Participant de ce Soumissionnaire qui communique les Renseignements confidentiels à cette Personne fait en sorte que cette dernière agisse conformément aux modalités du présent Article 11, comme si cette Personne était une partie à la présente Convention.

- 11.2 Le CUSM détient tous les droits, titres et intérêts sur les Renseignements confidentiels et, sous réserve de toute obligation de divulgation imposée par les lois applicables et de ce que la présente Convention autorise, le Soumissionnaire, ses Membres et Participants doivent protéger le caractère confidentiel de tous les Renseignements confidentiels que l'un d'eux ou l'ensemble de ceux-ci reçoivent, auxquels ils ont accès ou qu'ils obtiennent par ailleurs pendant une période de dix (10) ans après la date de signature de la présente Convention. En outre, sans d'abord avoir obtenu le consentement écrit exprès d'un représentant autorisé du CUSM, consentement qui peut être retenu de façon discrétionnaire, le Soumissionnaire, ses Membres

et Participants ne doivent pas utiliser, ni communiquer, donner ou diffuser en totalité ou en partie des Renseignements confidentiels, et ils ne doivent pas permettre ni tolérer, pour quelque raison que ce soit, qu'une telle partie des Renseignements confidentiels soit communiquée, donnée ou diffusée à une autre Personne, ni que cette dernière ne l'utilise. Nonobstant ce qui précède, lorsque la divulgation des Renseignements confidentiels est contrainte en vertu d'une disposition des lois applicables, le Soumissionnaire peut se conformer à cette disposition, étant entendu que le Soumissionnaire doit aviser le CUSM et PPPQ au moins cinq (5) Jours ouvrables avant toute telle divulgation et doit coopérer avec le CUSM, PPPQ ou toute autre personne, selon les instructions de PPPQ, afin d'éviter ou de mitiger la divulgation de ces Renseignements confidentiels. Le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et ses Participants doivent s'assurer que tous les autres Destinataires respectent les modalités de cette section 11.2.

- 11.3 Sur présentation d'une demande écrite du CUSM, le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et de ses Participants doivent détruire ou retourner rapidement au CUSM l'ensemble des documents et des copies qui en ont été tirées qu'ils ont en leur possession ou qu'ils contrôlent, qui constituent des Renseignements confidentiels ou qui sont fondés sur de tels renseignements, et doivent confirmer par écrit au CUSM une telle livraison ou destruction, le tout conformément aux directives de ce dernier. Le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et de ses Participants doivent s'assurer que tous les autres Destinataires respectent les modalités de cette section 11.3. Toutefois, le Soumissionnaire, ses Membres et Participants ou les autres Destinataires peuvent conserver une copie de tout Renseignement confidentiel qu'ils pourraient être tenus de conserver pour rencontrer leurs obligations en vertu des lois applicables ou de présenter auprès d'un tribunal, d'une autorité réglementaire ou d'une bourse en vertu des lois applicables.
- 11.4 Le Soumissionnaire et chacun de ses Membres seront responsables envers le CUSM de tout manquement aux modalités de cet Article 11 y compris par tout Destinataire. Le Soumissionnaire et chaque Membre indemnisent et exonèrent les Parties libérées à l'égard de toutes Réclamations découlant d'une contravention à cet Article 11 de la part d'un Destinataire à qui il a communiqué des Renseignements confidentiels, notamment la divulgation ou l'utilisation non autorisée des Renseignements confidentiels par ce Destinataire.
- 11.5 Chaque Participant du Soumissionnaire sera pareillement responsable envers le CUSM de tout manquement aux modalités de cet Article 11 commis par lui-même et par tout Destinataire à qui il aura communiqué des Renseignements confidentiels. Chaque Participant du Soumissionnaire indemnise et exonère les Parties libérées à l'égard de toutes les Réclamations découlant d'une contravention à cet Article 11 de sa part et de la part d'un Destinataire à qui il a communiqué des Renseignements confidentiels, notamment la divulgation ou l'utilisation non autorisée des Renseignements confidentiels par ce Destinataire. Toutefois, il est entendu qu'un Participant du Soumissionnaire qui n'a pas contrevenu à ses obligations prévues à cet Article 11 ne pourra être tenu personnellement responsable d'un manquement aux modalités de cet Article 11 commis par un autre Participant du Soumissionnaire ou un Destinataire à qui cet autre Participant aura communiqué des Renseignements confidentiels.
- 11.6 Le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et de ses Participants reconnaît et convient que les Renseignements confidentiels sont exclusifs et confidentiels et que le CUSM pourrait subir un préjudice irréparable si les Destinataires n'observaient pas toutes les dispositions de cet Article 11 conformément à ses modalités et qu'un tel préjudice pourrait ne pas être raisonnablement ni adéquatement indemnisé par des dommages-intérêts. Le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et de ses Participants reconnaît et convient de plus que le CUSM peut

se prévaloir d'une injonction ou d'autres mesures de redressement équitables pour empêcher ou limiter les manquements à cet Article 11. Ces recours s'ajoutent à tout recours dont le CUSM peut se prévaloir en droit.

- 11.7 Dans la présente Convention, l'expression « **Renseignements confidentiels** » ne comprend pas les renseignements :
- 11.7.1 qui sont connus du public à la date des présentes ou le deviennent ultérieurement, autrement que par un manquement à la présente Convention de la part d'un Destinataire ou par un manquement à une entente de confidentialité qu'une autre Personne a conclue relativement aux Renseignements confidentiels;
 - 11.7.2 qui sont communiqués au Soumissionnaire, à ses Membres, à ses Participants ou aux autres Destinataires par un tiers qui est lié à l'objet du Projet, sans qu'un manquement n'intervienne à la présente Convention et lequel le tiers n'a pas reçu les renseignements concernés, directement ou indirectement, aux termes d'obligations de confidentialité;
 - 11.7.3 que les Destinataires possédaient de façon légale ou qu'ils connaissaient avant la date de la présente Convention sans que ces renseignements ne proviennent, directement ou indirectement, des Parties libérées.
- 11.8 Aucun employé actif ou consultant d'une firme ou société membre d'une équipe-maître de professionnels du CUSM ou d'une firme ou société qui agit à titre d'expert auprès du CUSM ne pourra participer aux Ateliers de discussions, à la Revue intérimaire, aux Séances de présentation ou être impliqué de quelque façon dans l'évaluation d'une Proposition à l'égard du CUSM si cette firme ou société joue un rôle analogue à un Soumissionnaire, un Membre ou un Participant à l'égard des projets de partenariat public-privé du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), du Centre de recherche du CHUM (CRCHUM), du CHU Sainte-Justine ou du Centre hospitalier universitaire de Québec.

ARTICLE 12 CESSION

- 12.1 Ni le Soumissionnaire, ni l'un de ses Membres ou Participants ne peut céder la totalité ou une partie de ses droits dans la présente Convention sans avoir obtenu le consentement écrit préalable du CUSM.

ARTICLE 13 APPLICATION

- 13.1 La présente Convention lie les parties contractantes et leurs successeurs et ayants droit autorisés respectifs et se réalise au profit de ces Personnes.

ARTICLE 14 DIVISIBILITÉ DES DISPOSITIONS

- 14.1 Si l'une ou l'autre des dispositions de la présente Convention est jugée illégale ou invalide, cela n'aura aucun effet sur les autres dispositions des présentes, et la présente Convention devra être interprétée et mise à exécution comme si cette disposition invalide ou illégale n'y avait jamais figuré.

ARTICLE 15 MODIFICATION

- 15.1 La présente Convention modifie et met à jour la Convention de soumission conclue entre les parties en date du ● 2008.
- 15.2 Sous réserve des dispositions de la section 4.2, la présente Convention ne peut être modifiée qu'au moyen d'un document écrit signé par toutes les parties.

ARTICLE 16 RÉGIME JURIDIQUE

- 16.1 La présente Convention et les obligations des parties aux termes des présentes seront interprétées et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec, sans tenir compte des règles sur les conflits de lois. Les parties aux présentes s'en remettent irrévocablement à la compétence des tribunaux du district judiciaire de Montréal, Québec.

ARTICLE 17 CONSORTIUMS

- 17.1 Chaque Membre et chaque Participant du Soumissionnaire doit signer la présente Convention. Si le Soumissionnaire est un Consortium ou une entité ad hoc créé uniquement pour le Projet, chaque Membre et Participant de ce Consortium ou de cette entité ad hoc doit signer la présente Convention par l'intermédiaire de ses représentants dûment autorisés, à la fois au nom du Consortium et en son propre nom. Si un Membre ou un Participant du Soumissionnaire (selon le cas) n'a pas signé la présente Convention, cette dernière sera valide et exécutoire envers les Membres et Participants du Soumissionnaire qui auront signé la présente Convention.
- 17.2 En signant la présente Convention, chaque Membre du Soumissionnaire déclare, garantit et convient de ce qui suit :
- 17.2.1 il est solidairement responsable avec le Soumissionnaire envers le CUSM et les autres Parties libérées pour l'ensemble des engagements, obligations et responsabilités du Soumissionnaire qui sont indiqués à la présente Convention. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, chaque Membre du Soumissionnaire est lié personnellement de la même manière que le Soumissionnaire par les renonciations, les clauses d'exonération, les limites de responsabilité et les indemnités en faveur du CUSM et des autres Parties libérées aux termes de la présente Convention et de l'Appel de propositions;
- 17.2.2 les Membres du Soumissionnaire forment l'ensemble des Membres du Soumissionnaire, ou l'ensemble des actionnaires ou des Personnes liées du Soumissionnaire et ils ne peuvent pas céder leur participation dans le Soumissionnaire sans d'abord avoir obtenu le consentement écrit préalable du CUSM et du Directeur exécutif, un tel consentement ne devant pas être retenu de façon déraisonnable. Si le CUSM le demande, le cessionnaire doit signer une entente le liant aux modalités de la présente Convention;
- 17.2.3 les Participants du Soumissionnaire forment l'ensemble des Participants du Soumissionnaire.

- 17.3 En signant la présente Convention, chaque Participant du Soumissionnaire déclare, garantit et convient de ce qui suit :
- 17.3.1 il est personnellement responsable envers le CUSM et les autres Parties libérées pour l'ensemble des engagements, obligations et responsabilités qui lui incombent en vertu de la présente Convention. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, chaque Participant du Soumissionnaire est lié personnellement de la même manière que le Soumissionnaire par les renoncements, les clauses d'exonération, les limites de responsabilité et les indemnités en faveur du CUSM, du Directeur exécutif et des autres Parties libérées aux termes de la présente Convention et de l'Appel de propositions;
- 17.3.2 il ne peut se décharger ni de son implication ni de ses obligations envers le Soumissionnaire sans d'abord avoir obtenu le consentement écrit préalable du CUSM. Si le CUSM le demande, le nouveau Participant du Soumissionnaire devra signer une entente le liant aux modalités de la présente Convention.

ARTICLE 18 RENONCIATION

- 18.1 Aucun défaut ni aucun retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours aux termes de la présente Convention par l'une des parties aux présentes ne sera réputé constituer une renonciation à ce droit ou à ce recours. Aucune renonciation à un défaut d'observer une disposition de la présente Convention ne sera réputée constituer une renonciation à tout manquement ultérieur à cette disposition ou à une disposition similaire.

ARTICLE 19 ARBITRE DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

- 19.1 L'arbitre de conflits d'intérêts visé à la section 1.6 du Volume 1 de l'Appel de propositions (l'« **Arbitre de conflits d'intérêts** ») est Me François Daviault, ou le cas échéant, toute autre Personne nommée à ce titre par PPPQ pour remplacer Me Daviault.
- 19.2 Le Soumissionnaire, ses Membres et Participants acceptent le mandat et la nomination de l'Arbitre de conflits d'intérêts et se soumettent à l'autorité de l'Arbitre de conflits d'intérêts selon les stipulations du Volume 1 de l'Appel de Propositions. De plus, ils acceptent la nomination de Me François Daviault comme l'Arbitre de conflits d'intérêts, en poste à la date des présentes.

ARTICLE 20 POUVOIR DE SIGNER LE CONTRAT

- 20.1 Le Soumissionnaire et chaque Membre et chaque Participant du Soumissionnaire déclarent et garantissent par les présentes, en leur propre nom:
- 20.1.1 qu'ils disposent du pouvoir, de l'autorité et de la capacité requis pour signer et livrer la présente Convention;
- 20.1.2 qu'ils ont dûment et valablement signé la présente Convention ou que leurs représentants dûment autorisés l'ont dûment et valablement signée en leur nom;
- 20.1.3 que la présente Convention constitue une entente légale, valide et exécutoire qui leur est opposable conformément à ses modalités.

ARTICLE 21 PREUVE DU POUVOIR

- 21.1 Le CUSM peut, à sa discrétion, exiger de chaque partie qui signe la présente Convention de produire la preuve, de manière acceptable pour le CUSM, que le signataire de la présente Convention qui agit au nom de chacune de ces parties dispose du pouvoir nécessaire pour la signer au nom de cette partie et pour la lier.

ARTICLE 22 LANGUE DE LA CONVENTION

- 22.1 La présente Convention a été rédigée en français seulement en conformité avec les lois du Québec même si une version anglaise a pu être fournie au Soumissionnaire, à un Membre ou à un Participant du Soumissionnaire. Le Soumissionnaire, chaque Membre et chaque Participant du Soumissionnaire déclarent expressément ce qui suit :
- 22.1.1 la présente Convention rédigée en français est la seule source de droits et d'obligations entre les parties;
- 22.1.2 ils ont pris connaissance de chacune des dispositions de la présente Convention rédigée en français, ils en comprennent la portée et toutes les conséquences juridiques et acceptent d'être pleinement liés par chacune de ses dispositions;
- 22.1.3 toute version anglaise de la présente Convention que le CUSM pourrait leur avoir remise n'aura aucun effet juridique de quelque nature que ce soit entre les parties, même en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention rédigée en français.

ARTICLE 23 EXEMPLAIRES

- 23.1 La présente Convention est signée en un ou en plusieurs exemplaires, chaque exemplaire contenant une signature originale. Chaque exemplaire ou un ensemble d'exemplaires signés, dans un cas comme dans l'autre, par toutes les parties constitueront une entente définitive et originale ayant force obligatoire à toutes les fins.

ARTICLE 24 PRISE D'EFFET

- 24.1 Les parties conviennent que les présentes n'auront effet que si survient l'approbation par le gouvernement du Québec et de toute autre Autorité gouvernementale pertinente des modalités de l'Appel de propositions incorporées dans la présente Convention ainsi que des modalités de paiement des compensations et seulement qu'à compter de l'avis écrit donné par le CUSM aux Soumissionnaires de cette approbation.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé la présente Convention au jour et à l'année indiqués en page frontispice.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

Par : _____
Signataire autorisé

[SOUMISSIONNAIRE]

Par : ●
Par : _____
Signataire autorisé
Nom : _____
Titre : _____

[MEMBRE]

Par : _____
Signataire autorisé
Nom : _____
Titre : _____

[MEMBRE]

Par : _____
Signataire autorisé
Nom : _____
Titre : _____

[PARTICIPANT]

Par : _____
Signataire autorisé
Nom : _____
Titre : _____

[PARTICIPANT]

Par : _____
Signataire autorisé

Nom : _____
Titre : _____

Signé par les signataires autorisés à titre de Membres et/ou de Participants du Soumissionnaire **[SOUMISSIONNAIRE]** au nom de ce dernier et en leur propre nom.

ANNEXE A

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. DÉFINITIONS

À moins qu'une intention à l'effet contraire ne soit clairement indiquée, lorsqu'ils sont utilisés dans la présente Convention ou toute annexe de celle-ci, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué dans la présente Annexe A.

- 1.1) « **Activités du projet** » ou « **Projet** » désigne la conception (y compris l'élaboration de toutes les Données de conception et de construction), l'aménagement, la construction, le financement, la fourniture d'équipement, la mise à l'essai, la mise en service et la fourniture (y compris tout travail temporaire), d'un Complexe hospitalier complet, entièrement opérationnel, y compris le stationnement, les espaces de commerce de détail, l'équipement et autres commodités et infrastructures connexes; l'entretien du Complexe hospitalier et la prestation de tous les autres services devant être fournis par le Partenaire privé ou par l'entremise du Partenaire privé aux termes de l'Entente de partenariat; et toutes les autres obligations du Partenaire privé aux termes de l'Entente de partenariat.
- 1.2) « **addenda** » a le sens qui lui est attribué à la section 1.4 de la présente Convention.
- 1.3) « **Appel de propositions** » désigne l'Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien en partenariat public-privé du nouveau Complexe hospitalier à être lancé par le CUSM aux Candidats qualifiés, y compris tous les volumes, annexes et addenda et autres documents se rapportant à cet Appel de propositions.
- 1.4) « **Appel de qualification** » désigne l'Appel de qualification pour le Complexe hospitalier daté du 27 juin 2007, incluant tous les addenda s'y rapportant.
- 1.5) « **Arbitre de conflits d'intérêts** » a le sens qui lui est donné à la section 19.1;
- 1.6) « **Ateliers de discussion** » désigne les ateliers de discussion bilatéraux décrits à l'Appel de propositions et prévus entre les Personnes désignées par les Autorités publiques, le Soumissionnaire et ses Collaborateurs afin de faciliter l'élaboration des Propositions.
- 1.7) « **Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire** » désigne tous les concepts, idées et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, y compris les droits d'auteur, les brevets, le savoir-faire, les inventions, les dessins industriels et autres droits de propriété intellectuelle, pour lesquels ni le Soumissionnaire, ni ses Membres ou Participants ne sont titulaires des droits de propriété intellectuelle.
- 1.8) « **Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné** » désigne l'avis du CUSM du choix du Soumissionnaire sélectionné transmis à chacun des Soumissionnaires à la suite de la réception par le CUSM du Dépôt de garantie de clôture à être effectué par le Soumissionnaire sélectionné conformément aux modalités de la section 3.10 du Volume 1 de l'Appel de propositions.

- 1.9) « **Bailleurs de fonds** » désigne la Personne ou l'ensemble des Personnes qui participent ou qui s'engagent à participer au Financement des Activités du projet sous forme d'Instruments de financement.

En ce qui concerne les Capitaux propres, les Bailleurs de fonds comprennent notamment :

- une Personne qui investit ses propres fonds ou des fonds pour lesquels elle a la responsabilité d'investir;
- un preneur ferme agissant seul ou en syndicat qu'il représente, qui souscrit à une émission de Capitaux propres et se charge de son placement auprès de Personnes selon les termes d'une convention de prise ferme.

En ce qui concerne les Emprunts ou autres Instruments de financement, les Bailleurs de fonds comprennent notamment :

- une banque ou un syndicat bancaire;
- un investisseur qui achète ou qui s'engage à acheter des titres d'Emprunt avec ses propres fonds ou avec des fonds pour lesquels il a la responsabilité d'investir;
- un preneur ferme agissant seul ou en syndicat qu'il représente, qui souscrit à une émission de titres d'Emprunt et se charge de son placement auprès d'investisseurs selon les termes d'une convention de prise ferme.

Si le Partenaire privé est une société en commandite, l'expression Bailleurs de fonds réfère non seulement aux Bailleurs de fonds de la société en commandite mais également à ceux de son commandité.

- 1.10) « **Candidat qualifié** » désigne un candidat qualifié dans le cadre de l'Appel de qualification, qui a reçu l'invitation à participer à cet Appel de propositions.
- 1.11) « **Capitaux propres** » désigne les sommes investies aux fins d'acquérir des actions du capital-actions d'une société par actions, une participation dans une société de personnes (y compris une société en commandite) ainsi que des bons de souscription, des options ou d'autres droits permettant à leur porteur d'acheter ou d'acquérir de telles actions ou une telle participation. Dans le cas d'une société en commandite, les Capitaux propres investis dans le commandité sont également réputés être des Capitaux propres de la société en commandite.
- 1.12) « **Clôture financière** » désigne la date à laquelle l'Entente de partenariat et les ententes relatives au Financement ont été signées, et à laquelle les fonds sont engagés et disponibles pour le Financement.
- 1.13) « **Collaborateur** » désigne, pour chaque Soumissionnaire ou Candidat qualifié,
- i) chacun de ses dirigeants, administrateurs et gestionnaires;

- ii) chacun de ses Membres et Participants et l'un ou l'autre de leurs dirigeants, administrateurs et gestionnaires;
 - iii) chacun des employés, maîtres d'œuvre, sous-traitants, consultants, conseillers, représentants, mandataires, successeurs et ayants droit autorisés respectifs du Soumissionnaire ou Candidat qualifié et de ses Membres ou Participants qui ont été ou sont directement ou indirectement impliqués dans la préparation de la Proposition ou dans le Processus de soumission;
 - iv) chacun des employés, maîtres d'œuvre, sous-traitants, consultants, conseillers, représentants, mandataires, successeurs et ayants droit autorisés respectifs du Soumissionnaire ou Candidat qualifié et de ses Membres ou Participants à qui il a été ou est donné accès à de l'information relative au Complexe hospitalier;
 - v) chacune de ses Personnes clés et sa Personne-contact, et
 - vi) le(s) chef(s) de file des Bailleurs de fonds.
- 1.14) « **Comité de sélection** » désigne le comité de sélection, formé de l'ensemble des individus, nommés par les autorités publiques et ses comités et sous-comités, chargé du traitement, de l'analyse ou de l'évaluation des Propositions reçues dans le cadre de l'Appel de propositions et de faire des recommandations aux autorités publiques quant à la sélection du Soumissionnaire sélectionné.
- 1.15) « **Compensation d'annulation** » désigne la contribution, prévue à la section 2.6, aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions d'affaires et à tous autres frais et dommages directs et indirects rattachés de quelque façon au Processus de soumission et, le cas échéant, pour l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle se rattachant à une Proposition, à laquelle un Soumissionnaire pourrait avoir droit conformément aux modalités de la présente Convention de soumission et sous réserve de celle-ci, et dont le montant correspond au produit suivant (i) le nombre de semaines écoulées depuis la date du lancement de l'Appel de propositions jusqu'à la date de l'événement donnant ouverture au paiement de la Compensation d'annulation; multiplié par (ii) cent vingt-cinq mille dollars (125 000 \$), jusqu'à concurrence d'un montant maximal de sept million cinq cent mille dollars (7 500 000 \$).
- 1.16) « **Compensation définitive** » désigne la contribution d'un montant forfaitaire de quatre millions de dollars (4 000 000 \$), prévue à la section 2.3, pour l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle se rattachant à une Proposition ainsi qu'aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions d'affaires et à tous autres frais et dommages directs et indirects rattachés de quelque façon au Processus de soumission à laquelle un Soumissionnaire pourrait avoir droit conformément aux modalités de la présente Convention de soumission et sous réserve de celle-ci.
- 1.17) « **Complexe hospitalier** » désigne l'ensemble des immeubles à construire et autres installations du nouveau campus Glen du CUSM (y compris les Parcs de stationnement et les Aires de commerce de détail) situés sur le Site, ainsi que toute l'infrastructure sous-jacente (y compris les Installations, l'Équipement, tous les tunnels, les corridors souterrains et les passerelles prévus au profit du Site et tous les aménagements nécessaires, comme ceux décrits au **Volume 2**) et toutes les commodités situés sur le

Site, et tout autre élément nécessaire pour permettre au Partenaire privé de s'acquitter de ses obligations aux termes de l'Entente de partenariat.

- 1.18) « **Consortium** » désigne le regroupement de deux ou de plusieurs entreprises pour soumettre une Proposition et, le cas échéant, pour réaliser le Projet.
- 1.19) « **Critère d'abordabilité** » désigne la valeur actuelle nette maximale des Paiements anticipés des paiements périodiques et des Paiements annuels relatifs aux services durant le terme de l'Entente de partenariat mentionnée à la Section 5.3.2.3 du Volume 1 de l'Appel de propositions, calculée selon les paramètres qui y sont décrits.
- 1.20) « **CUSM** » Le Centre universitaire de santé McGill.
- 1.21) « **Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier** » désigne la date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer, avant 15 h, heure de Montréal, leur Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, soit le 12 novembre 2009 ou toute date ultérieure telle que précisée par le CUSM au moyen d'un préavis écrit aux Soumissionnaires.
- 1.22) « **Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier** » désigne la date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer, avant 15 h, heure de Montréal, leur Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, soit le 1^{er} octobre 2009 ou toute date ultérieure telle que précisée par le CUSM au moyen d'un préavis écrit aux Soumissionnaires.
- 1.23) « **Date de dépôt de la Proposition technique** » désigne la date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer, avant 15 h, heure de Montréal, leur Proposition technique, soit le 13 août 2009 ou toute date ultérieure telle que précisée par le CUSM au moyen d'un préavis écrit aux Soumissionnaires.
- 1.24) « **Demande de renseignements** » a le sens qui lui est attribué à l'Annexe D.
- 1.25) « **Dépôt de garantie** » désigne la sûreté financière qui doit être fournie par le Soumissionnaire au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l'Annexe 1-5 du Volume 1 de l'Appel de propositions et conformément aux modalités prévues aux sections 3.5.3 et 7.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.26) « **Dépôt de garantie de clôture** » désigne la sûreté financière de clôture qui doit être fournie par le Soumissionnaire sélectionné au moyen d'une ou plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l'Annexe 1-6 du Volume 1 de l'Appel de propositions conformément aux modalités prévues aux sections 3.10 et 7.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.27) « **Destinataires** » désigne les Personnes qui sont identifiées ou auxquelles on fait référence dans la section 11.1 de la présente Convention, notamment le Soumissionnaire et chacun de ses Collaborateurs.
- 1.28) « **Directeur exécutif** » désigne la personne désignée par le Gouvernement par le Décret 573-2005 du 15 juin 2005 pour la réalisation des projets de modernisation des trois centres hospitaliers universitaires de Montréal (CHUs), le CUSM, le CHUM et le CHU Sainte-Justine, ou son successeur. Il relève directement de l'autorité du Ministre. Il

a pour mandat d'assurer le contrôle des coûts, le suivi des travaux et la cohésion de ces trois projets.

- 1.29) « **Dommages-intérêts fixés à l'avance** » représente la somme que le Soumissionnaire a convenu de verser au CUSM dans l'éventualité où un événement stipulé survenait, à l'égard de laquelle les parties ont convenu qu'elle représentait une estimation préalable satisfaisante des dommages que le CUSM subirait si cet événement survenait, entre autres choses, relativement à la diminution de la concurrence à l'égard de l'Entente de partenariat, à la mise en péril des possibilités pour le CUSM de réaliser le Projet et d'y donner suite et aux pertes de temps, de frais et d'occasions qui en découleraient pour le CUSM, les parties convenant que tous ces dommages seraient difficiles ou impossibles à quantifier au moment de la survenance de l'événement stipulé.
- 1.30) « **Emprunt** » désigne le contrat à titre onéreux par lequel le Partenaire privé obtient d'un prêteur une somme d'argent que ce dernier lui a prêté ou a convenu de lui rendre disponible. Ceci comprend toute somme empruntée, que ce soit de nature bancaire, obligataire ou autre. Dans le cas d'une société en commandite, un Emprunt fait par le commandité est également réputé être un Emprunt de la société en commandite.
- 1.31) « **Entente de partenariat** » désigne l'entente de partenariat public privé à intervenir entre le CUSM et le Partenaire privé à l'égard du Projet.
- 1.32) « **Équivalence** » a le sens qui lui est attribué au Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.33) « **Financement** » désigne le financement mis en place par le Partenaire privé lors de la Clôture financière et qui est suffisant pour permettre la réalisation de toutes les Activités du projet selon les modalités prévues à l'Entente de partenariat.
- 1.34) « **Formulaire de demande de renseignements** » désigne le formulaire prévu à l'Annexe 1-12 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.35) « **Gouvernement** » désigne le gouvernement du Québec ainsi que ses ministères, sociétés et organismes.
- 1.36) « **Instrument de financement** » désigne tout contrat qui donne lieu à : (i) une obligation d'investir des Capitaux propres; (ii) un Emprunt ou tout autre passif financier; ou (iii) à la fois une obligation d'investir des Capitaux propres et un Emprunt ou tout autre passif financier, ainsi que tout contrat accessoire. Dans le cas d'une société en commandite, un Instrument de financement conclu par le commandité est également réputé être un Instrument de financement de la société en commandite.
- 1.37) « **jour** » désigne un jour civil.
- 1.38) « **Jour férié** » désigne la veille du Jour de l'an, le Jour de l'an, le lendemain du Jour de l'an, le Vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête des Patriotes, la fête nationale, la fête de la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâce, la veille de Noël, Noël, le lendemain de Noël et tout autre jour férié applicable au Québec fixé par proclamation des gouvernements fédéral ou provincial ou tout autre jour convenu entre les Parties.
- 1.39) « **Jour ouvrable** » désigne un jour du lundi au vendredi, de 8h à 16h30 (heure de Montréal), à l'exclusion des Jours fériés.

- 1.40) « **Membre** » désigne toute Personne qui investira des Capitaux propres dans le Partenaire privé pour la réalisation du Projet. Dans le cas où le Soumissionnaire serait une société en commandite, est également réputée être un Membre, la Personne qui investit des Capitaux propres dans le commandité.
- 1.41) « **Ministère** » désigne le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- 1.42) « **Ministre** » désigne le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- 1.43) « **Paiement de clôture** » désigne le montant de trois million cinq cent mille dollars (3 500 000 \$), prévu à la section 2.5, payé à la Clôture financière par le Soumissionnaire sélectionné, selon les dispositions prévues à la présente Convention de soumission.
- 1.44) « **Partenaire privé** » désigne le Soumissionnaire sélectionné à la suite de l'Appel de propositions et qui conclut l'Entente de partenariat.
- 1.45) « **Participant** » désigne la Personne qui exécutera, pour le compte d'un Soumissionnaire, au moins l'une des tâches suivantes :
- 25 % de la conception immobilière du Complexe hospitalier;
 - 25 % de la conception architecturale du Complexe hospitalier;
 - 25 % de la construction du Complexe hospitalier;
 - 25 % de l'Entretien.
- Est également réputée un « Participant » aux termes du présent Appel de propositions, toute Personne désignée par le Soumissionnaire au titre de « Participant » en raison de l'expertise particulière qu'elle peut apporter à la réalisation du Projet, même si elle assume moins de 25 % des responsabilités susmentionnées.
- 1.46) « **Parties libérées** » désigne le CUSM, le Directeur exécutif, le Gouvernement, ses ministères, dont le Ministère, et organismes, dont PPPQ, et tous leurs dirigeants, administrateurs, gestionnaires, employés, mandataires, représentants, consultants, conseillers, experts, successeurs et ayants droit respectifs.
- 1.47) « **Période de validité de la Proposition financière** » a le sens qui lui est attribué à la section 2.19.
- 1.48) « **Période de validité de la Proposition technique** » désigne la période qui débute à la Date de dépôt de la Proposition technique et qui se termine à la date qui tombe neuf (9) mois après la Date de dépôt de la Proposition technique.
- 1.49) « **Personne** » désigne une personne physique, personne morale, société de personnes (y compris une société en commandite), fiducie, fonds, association, organisme ou tout autre groupement de personnes constitué en personne morale ou non, ainsi qu'une personne physique ou toute autre personne agissant en sa qualité de fiduciaire, de liquidateur, d'exécuteur ou de représentant légal.

1.50) « **Personne clé** » désigne la personne physique qui occupe, pour le compte d'un Soumissionnaire, l'une des fonctions suivantes ou une fonction hiérarchique équivalente pour assurer la réalisation du Projet :

- le directeur de projet;
- le responsable de la conception architecturale;
- le responsable de l'intégration des dimensions cliniques et de recherche à la conception;
- le responsable de la construction;
- le responsable de l'entretien;
- le responsable de la gestion de l'énergie;
- le responsable du financement;

de même que toute autre personne physique désignée comme Personne clé par un Soumissionnaire. Une personne physique peut occuper plus d'une de ces fonctions au sein d'un même Soumissionnaire.

1.51) « **Personne contact du Soumissionnaire** » désigne la personne physique désignée comme la Personne contact du Soumissionnaire, soit :

[Nom]

[Titre]

[Nom du Soumissionnaire]

Télécopieur : ●

Numéro de téléphone : ●

Adresse électronique : ●

1.52) « **PPPQ** » désigne *Partenariats public-privé Québec*, également désigné par *Agence des Partenariats public-privé du Québec* et constitué en vertu de la Loi sur l'Agence des Partenariats public-privé du Québec, L.R.Q. c. A-7.002.

1.53) « **Processus de soumission** » désigne le processus devant conduire au choix du Soumissionnaire sélectionné et à la signature de l'Entente de partenariat qui comporte, notamment, l'Appel de qualification, la séance d'information, les déclarations et engagements prévus dans le formulaire d'engagement de l'Appel de qualification, le processus d'évaluation et de sélection des Candidats qualifiés et des Soumissionnaires, l'Appel de propositions dont notamment les engagements prévus dans le formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, dans le formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, dans le formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés et dans le formulaire de quittance et la Convention de soumission, la participation aux séances d'information, aux Ateliers de discussion et à la Revue intérimaire, les communications d'information par l'entremise du Site électronique sécurisé, l'émission de l'Entente de partenariat sous forme de projet ou révisée et sous forme définitive, la réception et la prise en compte des commentaires

des Soumissionnaires et des renseignements fournis à la suite d'une demande du CUSM, les présentations de leur Proposition par les Soumissionnaires, les échanges relatifs aux Documents relatifs au projet, l'évaluation des Propositions soumises en réponse à l'Appel de propositions et la désignation d'un Soumissionnaire sélectionné, la préparation, la négociation, l'acceptation ou le refus de toute Proposition, et toutes les étapes menant à la Clôture financière, la modification, l'annulation, l'interruption ou la cessation, le cas échéant, de l'Appel de propositions et du Projet.

- 1.54) « **Proposition** » désigne la proposition soumise par un Soumissionnaire en réponse à l'Appel de propositions et composée d'une Proposition de base, incluant une Proposition technique, une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et, le cas échéant, de toute Proposition alternative ou, selon le contexte, l'une ou l'autre ou une combinaison de ces composantes.
- 1.55) « **Proposition alternative** » désigne une Proposition alternative visée à la section 3.5.2 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.56) « **Proposition conforme** » désigne toute Proposition dont la Proposition de base est jugée conforme par le Comité de sélection et qui : (i) respecte les conditions de recevabilité afférentes au dépôt de la Proposition énoncées à la section 5.3.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions et (ii) respecte les exigences de conformité générale, technique et financière énoncées à la section 5.3.2 et la section 6.5 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.57) « **Proposition de base** » désigne une Proposition de base visée à la section 3.5.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.58) « **Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier** » désigne la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier soumise par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition et répondant aux exigences de l'Appel de propositions.
- 1.59) « **Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier** » désigne la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier soumise par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition et répondant aux exigences de l'Appel de propositions.
- 1.60) « **Proposition technique** » désigne la partie de la Proposition d'un Soumissionnaire relative aux aspects techniques de sa Proposition, et répondant aux exigences de l'Appel de propositions.
- 1.61) « **Réclamation** » désigne toute réclamation, demande, requête, instance, action, poursuite, cause d'action, créance, redevance, action en garantie, action récursoire, indemnité, engagement, perte, dommage-intérêt, coût, grief, procédure d'exécution, relatifs à des droits de nature contractuelle ou extra-contractuelle, procédant de manière judiciaire ou extra-judiciaire.
- 1.62) « **Renseignements commerciaux confidentiels** » a le sens qui lui est donné à l'annexe D.

- 1.63) « **Renseignements confidentiels** » désigne l'ensemble des connaissances, documents et renseignements fournis par les Parties libérées ou l'une d'entre elles au Soumissionnaire et à tout autre Destinataire, ou par ailleurs obtenus par ceux-ci, avant ou après la date de la présente Convention, sur le DVD décrit à la section 3.12 du Volume 1 de l'Appel de propositions, à la Salle de documentation électronique ou autrement, soit verbalement ou par écrit ou en un autre format visuel ou électronique, qu'ils soient ou non identifiés comme étant confidentiel, et concernant ou visant le Projet, notamment tous les plans, les renseignements opérationnels et financiers, ainsi que toutes les analyses, compilations, données, études, photographies, spécifications, notes de service, notes, cartes et tous les manuels, rapports, documents, dossiers informatisés et tout autre renseignement sur copie papier, en format électronique ou en un autre format obtenus des Parties libérées ou de l'une d'entre elles ou préparés par le Soumissionnaire ou tout autre Destinataire, et comprenant l'un ou l'autre de ces renseignements ou fondés sur l'un de ceux-ci.
- 1.64) « **Représentant des autorités publiques** » désigne la personne conformément à la section 6.3 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.65) « **Revue intérimaire** » désigne le processus de revue intérimaire visé à la section 3.2.4 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.66) « **Salle de documentation électronique** » désigne la salle de documentation électronique décrite à la section 3.12 du Volume 1 de l'Appel de propositions.
- 1.67) « **Séances d'information générale** » désigne les séances d'information générale décrites au Volume 1 de l'Appel de propositions et prévues entre les Personnes désignées par les Autorités publiques, les Soumissionnaires et leurs Collaborateurs afin de faciliter l'élaboration des Propositions.
- 1.68) « **Séances de présentation** » désigne les séances de présentation des Propositions décrites au Volume 1 de l'Appel de propositions auxquelles le Soumissionnaire est invité à présenter les principaux points de sa Proposition.
- 1.69) « **Soumissionnaire** » désigne, selon le contexte, ● ou un Candidat qualifié invité à participer à l'Appel de propositions aux termes de l'Appel de qualification qui a signé une convention de soumission en forme et teneur similaire à cette Convention ou toute autre personne acceptée par le CUSM et le Directeur exécutif qui remplace celui-ci conformément aux dispositions de l'Appel de propositions et qui est liée par une telle convention.
- 1.70) « **Soumissionnaire sélectionné** » désigne le Soumissionnaire retenu aux termes de l'Appel de propositions pour conclure l'Entente de partenariat.
- 1.71) « **Vérificateur du Processus** » a le sens qui lui est donné à la section 2.1 de l'Annexe C.

2. INTERPRÉTATION

Dans la présente Convention ou toute annexe de celle-ci :

- 2.1) Les rubriques sont insérées à titre de référence seulement et ne font pas partie intégrante du document dans lequel elles figurent ni n'affectent le sens ou l'interprétation de celui-ci.
- 2.2) Le masculin, lorsqu'il est employé pour désigner des personnes physiques, renvoie aussi bien à des femmes qu'à des hommes et, à moins d'indication contraire du contexte, le singulier comprend le pluriel et le pluriel comprend le singulier.
- 2.3) Tout renvoi à une section, à un article, à un paragraphe ou à une autre partie de tout document vise l'ensemble de la section, de l'article, du paragraphe ou de l'autre partie de ce document, et tout renvoi à un numéro de section, d'article, de paragraphe ou d'une autre partie vise l'ensemble de la section, de l'article, du paragraphe ou de l'autre partie, le cas échéant, portant ce numéro, y compris toutes les dispositions accessoires portant le même numéro. Tout renvoi à un article, une section, un paragraphe, une annexe des présentes vise un article, une section, un paragraphe, une annexe de la présente Convention à moins d'indication contraire.
- 2.4) Les expressions « comprend », « y compris », « notamment », « tel que » et toute autre expression de même signification n'introduisent pas d'énumérations limitatives; elles doivent être interprétées comme si l'expression utilisée était « entre autres » ou « notamment ».
- 2.5) Toutes les sommes en argent figurant aux présentes sont exprimées en monnaie légale du Canada, sauf indication contraire explicite.
- 2.6) Les références au pouvoir discrétionnaire exercé par une partie sont interprétées, à moins d'indication contraire, comme le pouvoir discrétionnaire exclusif et absolu de la partie qui l'exerce.
- 2.7) Les expressions « aux présentes », « aux termes des présentes », « des présentes » et des expressions similaires désignent, sauf disposition contraire, l'ensemble de la présente Convention plutôt qu'un article, une section, une sous-section ou une autre subdivision donnée de la présente Convention.
- 2.8) Les références à une loi, à une disposition d'une loi ou à un règlement comprennent la loi, la disposition d'une loi ou le règlement qui modifie, proroge, codifie ou remplace cette loi, cette disposition ou ce règlement ou qui a été modifié, prorogé, codifié ou remplacé par cette loi, cette disposition ou ce règlement, et comprennent tout arrêté, décret, règlement ou code de conduite ou toute ordonnance rendue ou autre mesure législative subordonnée pris ou adopté en vertu de la loi ou du règlement pertinent.
- 2.9) Lorsque l'échéance d'un délai ou une date d'échéance prescrite en vertu de la présente Convention survient à une date qui n'est pas un Jour ouvrable, cette échéance ou cette date d'échéance prescrite est reportée au prochain Jour ouvrable.

ANNEXE B

RENONCIATION ET QUITTANCE

Le soussigné confirme par les présentes qu'il a l'intention de participer au Processus de soumission décrit dans la Convention de soumission et le **Volume 1** de l'Appel de propositions, qu'il convient de la marche à suivre qui y est énoncée, y compris des Séances d'information générale, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire et des Séances de présentation, et qu'il renonce irrévocablement et inconditionnellement en faveur des Parties libérées à tous les droits de contestation ou de protestation et à toute Réclamation, sauf dans le cas d'une faute intentionnelle ou lourde du CUSM ou d'une des Parties libérées, à l'égard du Processus de soumission décrit dans la Convention de soumission et le **Volume 1** de l'Appel de propositions en rapport avec le Projet, qui découleraient du fait qu'une Séance d'information générale, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire ou des Séances de présentation ont eu lieu ou que des renseignements pourraient avoir été reçus par un Soumissionnaire concurrent ou un de ses Collaborateurs sans que le soussigné les ait reçus, et il donne quittance, libère et exonère irrévocablement et inconditionnellement les Parties libérées de toutes telles Réclamations. Les termes en majuscule employés aux présentes ont le sens qui leur est donné dans la Convention de soumission.

À l'égard de :

[NOM DU SOUMISSIONNAIRE]

[NOM DU MEMBRE OU PARTICIPANT]

Par :

(Signataire autorisé)

Nom :

Fonction :

et en son propre nom :

(signé – personne participant aux réunions)

Fait le _____ 2008

ANNEXE C**SÉANCE D'INFORMATION, ATELIERS DE DISCUSSION, REVUE INTÉRIMAIRE ET SÉANCES DE PRÉSENTATION****ARTICLE 1
ORGANISATION DES RÉUNIONS**

- 1.1 La Personne contact du Soumissionnaire ou une des Personnes clés du Soumissionnaire est tenue d'assister aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussions, à la Revue intérimaire et aux Séances de présentation auxquels le Soumissionnaire est convié. Les modalités énoncées dans la présente Annexe C et les Articles 5, 6, 7, 8 et 11 de la présente Convention s'appliquent à chacune des Séances d'information générale, à chacun des Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire et à chacune des Séances de présentation auxquels le Soumissionnaire est convié.
- 1.2 Le Soumissionnaire doit s'assurer que chaque Collaborateur qui assiste à toute partie d'une Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion, de la Revue intérimaire et d'une Séance de présentation au nom du Soumissionnaire respecte les modalités de l'Article 5 de la présente Convention, de l'Appel de Propositions et des Annexes C et D de la présente Convention.
- 1.3 Dans le cas où le Soumissionnaire souhaite se fonder sur tout point mentionné ou précisé dans le cadre de la Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion, de la Revue intérimaire ou désire une réponse à l'une de ses questions, il doit adresser sa question au Représentant des autorités publiques au moyen du Formulaire de demande de renseignements. La marche à suivre pour remplir les Formulaires de demande de renseignements est décrite à l'Annexe D.
- 1.4 Le CUSM n'est pas tenu de répondre à toute question et peut transmettre par écrit aux Soumissionnaires des réponses à quelques-unes des questions ou à toutes les questions que ceux-ci ont soulevées pendant les Séances d'information générale, les Ateliers de discussion ou la Revue intérimaire auxquels ils ont participé, et il peut donner une ou plusieurs clarifications ou émettre un addenda qui révisé ou complète l'Appel de propositions ou le projet d'Entente de partenariat.
- 1.5 Si un Soumissionnaire demande des Ateliers de discussion supplémentaires, le CUSM peut, à sa discrétion, prévoir de tels ateliers supplémentaires. Ces ateliers additionnels seront offerts seulement à ce Soumissionnaire.
- 1.6 Si le CUSM juge qu'il est nécessaire de prévoir des Ateliers de discussion supplémentaires pour l'ensemble des Soumissionnaires, ces ateliers additionnels seront offerts à tous les Soumissionnaires et il sera obligatoire d'y assister.
- 1.7 Aucun aspect des Séances d'information générale, des Ateliers de discussion, de la Revue intérimaire et des Séances de présentation, n'a pour but de permettre à un Soumissionnaire d'avoir accès à des renseignements qui ne sont pas mis à la disposition des autres Soumissionnaires d'une façon équivalente.

ARTICLE 2

PRÉSENCE DU CUSM ET DU VÉRIFICATEUR DU PROCESSUS

- 2.1 Sous réserve de la section 11.8 de la présente Convention, le CUSM peut décider, à sa discrétion, quels administrateurs, représentants, employés, conseillers et mandataires du CUSM et quelles autres Personnes sont présents aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire et aux Séances de présentation, avec les Soumissionnaires invités. Le Représentant des autorités publiques et le vérificateur du processus visé à la section 1.5 du Volume 1 de l'Appel de propositions (le « **Vérificateur du Processus** »), à sa discrétion, assistent aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion, à la Revue intérimaire et aux Séances de présentation.
- 2.2 Le Vérificateur du processus visé à la section 1.5 du Volume 1 de l'Appel de propositions est M. André Dumais, ou le cas échéant, toute autre Personne nommée à ce titre par le Gouvernement pour remplacer M. André Dumais.
- 2.3 Le Soumissionnaire, ses Membres et Participants acceptent le mandat et la nomination du Vérificateur du processus selon les stipulations du Volume 1 de l'Appel de Propositions. De plus, ils acceptent la nomination de M. André Dumais comme Vérificateur du processus, en poste à la date des présentes.

ANNEXE D

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET TRANSMISSION DE
RENSEIGNEMENTSARTICLE 1
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 1.1 Toutes les questions ou les demandes de renseignements (chacune une « **Demande de renseignements** ») doivent respecter les modalités suivantes et s'y conformer (le cas échéant) :
- 1.1.1 La Personne contact du Soumissionnaire doit soumettre chaque Demande de renseignements par écrit au Représentant des autorités publiques (ou son mandataire dûment nommé pour des fins particulières et dont l'identité a été communiquée par écrit aux Soumissionnaires ou, le cas échéant, toute autre personne selon les modalités de la section 7.10 du Volume 1 de l'Appel de propositions) par lettre, télécopieur ou courriel conformément au processus décrit dans la présente Annexe D, et utiliser le Formulaire de demande de renseignements prévu à l'Annexe 1-12 du Volume 1 de l'Appel de propositions. Le Représentant des autorités publiques accuse réception de toute Demande de renseignements reçue du Soumissionnaire. Il est de la responsabilité du Soumissionnaire de soumettre à nouveau toute Demande de renseignements pour laquelle il n'aurait pas reçu un accusé de réception de la part du Représentant des autorités publiques.
- 1.1.2 Chaque Demande de renseignements doit présenter le nom du Soumissionnaire, être numérotée séquentiellement et mentionner la nature de la question, de la requête, de la demande de renseignements ou de la demande de clarification ou toute autre raison de la communication.
- 1.1.3 Pour faciliter et accélérer le processus de réponse et le suivi des réponses aux Demandes de renseignements, le Soumissionnaire qui adresse un certain nombre de Demandes de renseignements doit les séparer par sujet et les soumettre dans des Demandes de renseignements distinctes.
- 1.1.4 Les réponses écrites données par le CUSM à une Demande de renseignements ne sont pas transmises à tous les Soumissionnaires si cette dernière est d'ordre secondaire ou administratif et que le CUSM considère qu'elle ne concerne uniquement que le Soumissionnaire qui l'a soumise et qu'elle n'est pas essentielle aux autres Soumissionnaires.
- 1.1.5 Si un Soumissionnaire ne veut pas qu'une réponse à sa Demande de renseignements soit partagée avec d'autres Soumissionnaires, il doit indiquer sur sa Demande de renseignements qu'elle est confidentielle et il doit justifier sa demande de confidentialité. Si le CUSM considère qu'il devrait répondre à la Demande de renseignements de façon confidentielle, il pourra le faire. Toutefois, si le CUSM considère pour une quelconque raison qu'il ne devrait pas (en tenant compte, notamment, du principe d'équité du Processus de soumission) répondre à la requête de façon confidentielle, il doit en informer le Soumissionnaire qui a soumis cette Demande de renseignements confidentielle, et le Soumissionnaire aura l'occasion de retirer sa Demande de renseignements. Si le Soumissionnaire ne retire pas sa Demande de renseignements, le

CUSM pourra faire connaître à tous les Soumissionnaires sa réponse à la Demande de renseignements. Le CUSM se réserve néanmoins le droit de transmettre une réponse donnée à une question portant la mention « **Renseignements commerciaux confidentiels** » et retirée par le Soumissionnaire si, de l'avis du CUSM, la question indique la présence d'une erreur ou d'une incohérence dans tout document relatif au Processus de soumission, ou par ailleurs nécessite une modification sans toutefois pouvoir révéler tout Renseignement commercial confidentiel du Soumissionnaire.

- 1.1.6 Sous réserve des dispositions de la section 1.1.5 de cette Annexe D, le CUSM, à sa discrétion, peut donner une clarification d'ordre général et peut répondre à une Demande de renseignements d'un Soumissionnaire au moyen d'un addenda ou d'une réponse à une question diffusée dans la Salle de documentation électronique. Sous réserve des dispositions de la section 1.1.5 de cette Annexe D, les questions ainsi que les réponses sont accessibles à tous les Soumissionnaires par le biais de la Salle de documentation électronique, sans que ne soit donnée l'identité du Soumissionnaire ayant posé la question. Les réponses aux questions des Soumissionnaires sont communiquées de la façon suivante :
- 1.1.6.1 envoi de la réponse par courriel directement au Soumissionnaire, s'il s'agit d'une réponse visée au paragraphe 1.1.4 de cette annexe ou d'une réponse confidentielle;
 - 1.1.6.2 diffusion de toutes les questions-réponses accessibles dans la Salle de documentation électronique s'il s'agit de questions-réponses qui concernent tous les Soumissionnaires;
 - 1.1.6.3 diffusion d'un addenda accessible dans la Salle de documentation électronique, s'il s'agit d'une réponse qui entraîne une modification à l'Appel de propositions;
 - 1.1.6.4 seuls les renseignements fournis sous forme d'addenda modifient l'Appel de propositions.
- 1.1.7 La date limite pour la réception des Demandes de renseignements à caractère technique est la date qui tombe dix (10) Jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition technique, et la date limite pour la réception des Demandes de renseignements à caractère financier est la date qui tombe cinq (5) Jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.

ARTICLE 2 TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS DANS LE CADRE DES RÉUNIONS

- 2.1 Le CUSM transmet à tous les Soumissionnaires tout nouveau renseignement qu'il a fourni à l'un ou l'autre des Soumissionnaires au cours d'une Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion, de la Revue intérimaire ou des Séances de présentation, à l'exception de tout renseignement qui peut concerner les questions soulevées par un Soumissionnaire dans une Demande de renseignements du fait que celle-ci serait traitée comme confidentielle et que le CUSM a confirmé qu'il la traiterait comme telle et dans les cas visés au paragraphe 1.1.5 de cette annexe.

Annexe 1-1 b

AVENANT NO. 1 TYPE À LA CONVENTION DE SOUMISSION

**AVENANT No. 1 À LA CONVENTION DE
SOUMISSION MODIFIÉE ET MISE À JOUR**

LE PRÉSENT Avenant No. 1 À LA CONVENTION DE SOUMISSION MODIFIÉE ET MISE À JOUR est conclu le <*> jour de <*> 20<*>.

ENTRE :

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
(le « CUSM »)

- et -

<*> (le « Soumissionnaire »)

- et -

<*>

(chacun étant un « Membre » et collectivement,
les « Membres »)

- et -

<*>

(chacun étant un « Participant » et
collectivement, les « Participants »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le CUSM, le Soumissionnaire, les Membres et les Participants ont conclu, en date du 9 octobre 2009, une convention de soumission modifiée et mise à jour (ladite convention est ci-après désignée la « Convention de soumission ») portant sur l'Appel de propositions lancé par le CUSM en date du 16 octobre 2008 pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau Complexe hospitalier du CUSM en partenariat public-privé; **[Note : Insérer la date de signature de la Convention de soumission.]**

ATTENDU QUE le Gouvernement a prolongé le Processus de soumission en cours afin d'identifier des solutions permettant la réduction des coûts associés à la réalisation du Projet. Ainsi, les Soumissionnaires sont invités à faire parvenir une Proposition révisée (telle que définie aux présentes) selon les paramètres qui seront prévus dans une version amendée et mise à jour de l'Appel de propositions, laquelle sera remise aux Soumissionnaires ultérieurement;

ATTENDU QUE, en conséquence, les parties aux présentes entendent modifier certaines dispositions de la Convention de soumission selon ce qui est prévu dans le présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**ARTICLE 1
INTERPRÉTATION**

- 2.2 Le présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission modifie la Convention de soumission et en fait partie intégrante. La Convention de soumission fait partie des présentes par renvoi avec le même effet que si elle y avait été énoncée au long. Les expressions et mots utilisés aux présentes, à moins d'être définis autrement aux présentes ou à moins d'incompatibilité avec l'objet ou le contexte, ont la même signification que celle qui leur est donnée, directement ou par voie de référence, dans la Convention de soumission et toutes les dispositions de la Convention de soumission, sauf dans la mesure où elles sont incompatibles avec les dispositions expresses des présentes, s'appliquent et ont effet eu égard au présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission.
- 2.3 Sauf les modifications expressément prévues aux présentes, la Convention de soumission demeure inchangée et conserve son plein effet.
- 2.4 Le préambule du présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission fait partie intégrante des présentes tout comme s'il y était énoncé au long.
- 2.5 Le présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission est signé en un ou en plusieurs exemplaires, chaque exemplaire contenant une signature originale. Chaque exemplaire ou un ensemble d'exemplaires signés, dans un cas comme dans l'autre, par toutes les parties constitueront une entente définitive et originale ayant force obligatoire à toutes les fins.
- 2.6 Le présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission et les obligations des parties aux termes des présentes seront interprétées et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec, sans tenir compte des règles sur les conflits de lois. Les parties aux présentes s'en remettent irrévocablement à la compétence des tribunaux du district judiciaire de Montréal, Québec.

**ARTICLE 3
MODIFICATIONS À LA CONVENTION DE SOUMISSION**

- 3.1 L'article 1 de la Convention de soumission est modifié comme suit :
- 3.1.1 Une nouvelle section 1.6 est ajoutée comme suit :
- « 1.6 De plus, au cours d'une seconde phase de soumission aux fins d'identifier des solutions permettant la réduction des coûts associés à la réalisation du Projet, une Proposition doit également répondre aux exigences relatives à la Proposition révisée, laquelle s'effectue en deux volets. Le Soumissionnaire est invité à soumettre une Proposition technique révisée et une Proposition financière révisée à la Date de dépôt de la Proposition révisée. La Proposition révisée doit être conforme aux critères et modalités de l'Appel de propositions, notamment intégrer pleinement les Dérogations acceptées. La Valeur actuelle nette prévue par la Proposition révisée déposée par le Soumissionnaire doit être égale ou inférieure au Critère d'abordabilité. »

3.2 L'article 2 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

3.2.1 La section 2.2.3 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 2.2.3 assiste et participe aux Séances d'information générale, aux Ateliers de discussion ~~et~~ à la Revue intérimaire et aux Rencontres auxquels il est convié et fasse chacune des Séances de présentation qui ont lieu avant l'événement donnant lieu au paiement de la Compensation définitive ou la Compensation d'annulation, le cas échéant, et se conforme aux modalités énoncées à l'Article 5 et à l'Annexe C des présentes pendant le Processus de soumission. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 2.2.3 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 2.2.3 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.2.2 Une nouvelle section 2.3.2a est ajoutée comme suit :

« 2.3.2a a déposé, à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions, une Proposition révisée au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition révisée; »

3.2.3 Une nouvelle section 2.3.5 est ajoutée comme suit :

« 2.3.5 a fourni le Dépôt de garantie révisé conformément à l'Article 3 des présentes. »

3.2.4 Une nouvelle section 2.4.5a est ajoutée comme suit :

« 2.4.5a le Soumissionnaire, après avoir soumis une Proposition révisée, et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention) sa Proposition révisée après la Date de dépôt de la Proposition révisée; »

3.2.5 La section 2.6.2 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 2.6.2 si le CUSM ou le Gouvernement met fin ou annule le Processus de soumission après la Date de dépôt de la Proposition technique mais avant la date de l'envoi de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné ou si le CUSM ne donne pas l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné ~~dans les neuf (9) mois~~ dix-huit (18) semaines de la Date de dépôt de la Proposition ~~technique~~ révisée, à chaque Soumissionnaire :

2.6.2.1 qui a déposé à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions (i) une Proposition technique au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition technique, et (ii) le cas échéant, une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier, qui ont été jugées recevables et n'ont pas été jugées non-conformes aux

exigences de conformité générales, techniques et financières énoncées aux Volumes 1 et 5 de l'Appel de propositions;

- 2.6.2.2 qui a déposé, le cas échéant, à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier qui a été jugée recevable et qui n'a pas été jugée non-conforme aux exigences de conformité générales, techniques et financières énoncées aux Volumes 1 et 5 de l'Appel de propositions;
et

- 2.6.2.2a qui a déposé, le cas échéant, à l'adresse prévue à la section 6.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions une Proposition révisée au plus tard à la Date de dépôt de la Proposition révisée; et

- 2.6.2.3 qui s'est conformé aux autres modalités et conditions précisées aux sections 2.3.3 et 2.3.4 et 2.3.5, lorsqu'applicable. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 2.6.2 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 2.6.2 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

- 3.2.6 La section 2.6.3.1 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 2.6.3.1 qui s'est conformé aux modalités et conditions précisées aux sections 2.3.1 à ~~2.3.4~~ 2.3.5 inclusivement; et »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 2.6.3.1 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 2.6.3.1 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

- 3.2.7 Une nouvelle section 2.7.3a est ajoutée comme suit :

« 2.7.3a le soumissionnaire fait défaut de fournir le Dépôt de garantie révisé conformément à l'Article 3 des présentes, si le CUSM ou le Gouvernement met fin ou annule le Processus de soumission après la Date de dépôt de la Proposition révisée; »

- 3.2.8 Une nouvelle section 2.7.7a est ajoutée comme suit :

« 2.7.7a le Soumissionnaire après avoir soumis une Proposition révisée, et avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit (autrement qu'en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention) sa Proposition révisée après la Date de dépôt de la Proposition révisée; ou »

3.2.9 La section 2.8 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« **2.8 Paiement – Compensation d’annulation.** Sous réserve des dispositions des sections 2.6, 2.7, 2.9, 2.10 et 2.20, l’Autorité publique verse la Compensation d’annulation au Soumissionnaire y ayant droit au plus tard trente (30) jours à compter du premier des événements suivants :

- (i) l’annonce de l’annulation ou la cessation du Processus de soumission par le CUSM ou le Gouvernement; ou
- (ii) ~~neuf (9) mois~~ dix-huit (18) semaines se sont écoulés depuis la Date de dépôt de la Proposition ~~technique~~ révisée sans que le CUSM n’ait donné l’Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné.

De plus, si le CUSM a donné l’Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné,

- a) le Soumissionnaire qui n’est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné a droit à la Compensation d’annulation à compter de l’expiration de six (6) mois depuis l’Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, si la Clôture financière n’a pas eu lieu au plus tard à cette date et si le CUSM ou le Gouvernement n’a pas déjà annulé ou mis fin au Processus de soumission, et l’Autorité publique verse la Compensation d’annulation dans les trente (30) jours suivant l’expiration de cette période de six (6) mois, et
- b) le Soumissionnaire choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné a droit à la Compensation d’annulation après l’expiration de la période de six (6) mois depuis l’Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné, dans la mesure où
 - (I) la Clôture financière n’est pas survenue au plus tard à cette date en raison ou par suite
 - (A) d’une action ou d’une omission uniquement imputable au CUSM ou à une Partie libérée, ou
 - (B) d’un événement où les prêteurs proposés se retirent ou exigent un changement important aux modalités du financement en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette, et
 - (II) le CUSM ou le Gouvernement n’a pas déjà annulé ni mis fin au Processus de soumission,et l’Autorité publique verse la Compensation d’annulation dans les trente (30) jours suivant l’expiration de ladite période de six (6) mois. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 2.8 sont insérés uniquement aux fins d’identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 2.8 et est montré uniquement aux fins d’identifier les suppressions faites au texte.)

3.2.10 Une nouvelle section 2.17a est ajoutée comme suit :

« 2.17a Le Soumissionnaire peut retirer sa Proposition révisée déposée avant la Date de dépôt de la Proposition révisée moyennant un avis écrit livré au Représentant des autorités publiques sans pour autant perdre son droit de présenter une nouvelle Proposition révisée au plus tard avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. Le Soumissionnaire doit obligatoirement déposer une seule Proposition révisée. »

3.2.11 Une nouvelle section 2.19a est ajoutée comme suit :

« 2.19a Nonobstant la section 4.2, la Proposition révisée constitue une offre ferme au CUSM qui est irrévocable pour la période expirant dix-huit (18) semaines suivant la Date de dépôt de la Proposition révisée, sous réserve des modifications permises aux termes des ajustements visés à la section 3.7 du Volume 1 de l'Appel de propositions concernant les coûts du financement du Projet, le cas échéant. »

3.2.12 La section 2.20 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 2.20 Pour les fins uniquement du droit à la Compensation définitive, au Paiement de clôture et à la Compensation d'annulation, selon le cas, et pour plus de certitude, une Proposition sera réputée recevable et conforme même si elle ne respecte pas le Critère d'abordabilité ou même si le Soumissionnaire, ayant fait ses meilleurs efforts, omet de soumettre les confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions, ~~si la Proposition est par ailleurs conforme sur tous autres aspects.~~

Sans limiter le caractère général de ce qui précède mais pour plus de certitude, le retrait par les Bailleurs de fonds proposés des confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions ou un changement important aux modalités de ces confirmations du financement exigé par les Bailleurs de fonds proposés, en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette, est assimilé à une omission par le Soumissionnaire de soumettre les confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions.

Il demeure entendu que l'inclusion des Équivalences dans la Proposition technique, pourvu que ces Équivalences aient été acceptées par le CUSM conformément aux modalités de la section 4.2 du Volume 1 de l'Appel de propositions, et des Dérogations acceptées dans la Proposition révisée, ne rendront pas la Proposition non conforme. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 2.20 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 2.20 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.3 L'article 3 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

3.3.1 Une nouvelle section 3.1a est ajoutée comme suit :

« 3.1a Le Soumissionnaire remettra au CUSM, à la Date de dépôt de la Proposition révisée, le Dépôt de garantie révisé prolongeant ou établissant la période de validité du

Dépôt de garantie au montant de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) jusqu'à la date d'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, y compris cette date. »

3.3.2 La section 3.3 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 3.3 Sous réserve du droit du CUSM de conserver le Dépôt de garantie et de l'affecter aux Dommages-intérêts fixés à l'avance, suivant ce qui est précisé aux présentes et sous réserve des sections 3.7 et 4.2, le Dépôt de garantie sera remis au Soumissionnaire, s'il n'est pas choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, dans les dix (10) Jours ouvrables qui suivent le premier des cas suivants :

- (i) la Clôture financière,
- (ii) ~~l'avis par le CUSM ou le Représentant des autorités publiques à l'effet que la Proposition du Soumissionnaire n'est pas une Proposition conforme,~~
- (iii) l'annulation ou la cessation du Processus de soumission par le CUSM ou le Gouvernement,
- (iv) l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière révisée, ou
- (v) le retrait des confirmations de disponibilité du financement prévues au Volume 1 de l'Appel de propositions par les prêteurs proposés ou un changement important aux modalités de ces confirmations du financement exigé par les prêteurs proposés, en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 3.3 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 3.3 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.3.3 La Section 3.4 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 3.4 Si le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné, il remettra au CUSM, ~~dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent~~ un (1) Jour ouvrable suivant la réception de l'avis du CUSM qu'il a été sélectionné, le Dépôt de garantie de clôture d'un montant de dix millions de dollars (10 000 000 \$), qui doit être valide et demeurer en vigueur à partir de sa remise pour une période de six (6) mois suivant cette remise. Si le Soumissionnaire est choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné et s'il remet le Dépôt de garantie de clôture conformément à la présente section 3.4, le Dépôt de garantie sera alors remis au Soumissionnaire qui a été choisi en qualité de Soumissionnaire sélectionné simultanément à la remise par ce dernier du Dépôt de garantie de clôture conformément à la présente section 3.4. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 3.4 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 3.4 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.3.4 Une nouvelle section 3.7.2a est ajoutée comme suit :

« 3.7.2a le Soumissionnaire retire, annule ou suspend, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit, sa Proposition révisée après la Date de dépôt de la Proposition révisée, autrement que : (i) en raison d'un défaut important du CUSM aux termes de la présente Convention et si le Soumissionnaire ne manque pas autrement à ses obligations aux termes de la présente Convention; ou (ii) en conséquence d'un événement où les prêteurs proposés se retirent ou exigent un changement important aux modalités du financement en raison de conditions défavorables ou imprévues, vérifiables objectivement, sur le marché de la dette; »

3.4 L'article 4 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

3.4.1 La section 4.2 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 4.2 Le CUSM peut, au moyen d'un addenda, à sa discrétion et pour quelque raison que ce soit et sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers le Soumissionnaire ou toute autre partie (sauf suivant ce qui est expressément indiqué aux présentes), modifier ou par ailleurs prolonger tout échéancier ou délai précisé dans l'Appel de propositions ou la présente Convention de soumission (sauf quant à la Période de validité de la Proposition technique, à la Période de validité de la Proposition financière, à la Période de validité de la Proposition révisée ou aux délais de validité du Dépôt de garantie, du Dépôt de garantie révisé et du Dépôt de garantie de clôture) et suspendre, reporter, annuler ou résilier la présente Convention ou une partie ou la totalité du Processus de soumission. Toutefois, le CUSM ne peut, sans consultation et consentement du Soumissionnaire sélectionné, un tel consentement ne pouvant pas être retenu sans motif valable, modifier ou prolonger la Période de validité de la Proposition technique, la Période de validité de la Proposition financière, la Période de validité de la Proposition révisée, le délai de validité du Dépôt de garantie de clôture ou tout échéancier ou délai à l'égard de l'échéance de la Clôture financière ou de la signature de l'Entente de partenariat après que le Soumissionnaire sélectionné ait transmis au CUSM le Dépôt de garantie de clôture indiqué à la section 3.4. Sous réserve des dispositions ci-dessus, il demeure entendu que la présente Convention (sauf

l'Annexe C) ne peut être modifiée qu'au moyen du consentement réciproque des parties contractantes. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 4.2 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.5 L'article 5 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

2.5.1 Une nouvelle section 5.8 est ajoutée comme suit :

« 5.8 Au cours de la continuation du Processus de soumission, le CUSM a l'intention de tenir une ou plusieurs Rencontres visant notamment à discuter de modifications aux volumes de l'Appel de propositions et de Dérogations. Les Parties conviennent que les dispositions des sections 5.3 à 5.7 de la présente Convention ainsi que les dispositions de l'Annexe C (à l'exception de ses sections 1.3, 1.4, 1.5 et 1.7) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux Rencontres, étant entendu toutefois que la référence à l'annexe B contenue à la section 5.5 doit être comprise comme une référence à l'annexe B.1. »

3.6 L'article 6 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

3.6.1 La section 6.3 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 6.3 Le Soumissionnaire convient et reconnaît (sauf dans le cas d'une confirmation au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite, aux termes de la section 1.3 de l'Annexe C ou de la section 1.1.6 de l'Annexe D), qu'aucun commentaire transmis par les Parties libérées (ou de l'une d'entre elles) ou fourni en leur nom au cours d'une Séance d'information générale, d'un Atelier de discussion, de la Revue intérimaire, ~~ou~~ d'une Séance de présentation ou d'une Rencontre, qu'il s'agisse d'un commentaire positif ou négatif, y compris en ce qui concerne tout sujet précis soulevé par un Soumissionnaire ou qui fait partie d'un document ou de renseignements transmis par un Soumissionnaire ou un de ses Collaborateurs avant la Séance d'information générale, l'Atelier de discussion, de la Revue intérimaire, ~~ou~~ la Séance de présentation ou la Rencontre ou au cours de celle-ci, ne liera de quelque manière que ce soit les Parties libérées et ne sera pas réputé ni considéré comme étant une indication d'une préférence de la part des Parties libérées. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 6.3 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 6.3 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.7 L'article 7 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

2.7.1 La section 7.3 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 7.3 Aucune communication ou réponse du CUSM, du Ministère, du Gouvernement, de la Ville de Montréal ou de tout autre tierce partie concernant l'Appel de propositions, l'Entente de partenariat, les exigences techniques, le Processus de soumission ou la réalisation du Complexe hospitalier ne lie le CUSM, le Ministère ou le Gouvernement à moins que celle-ci ne soit confirmée par écrit par un addenda ~~ou~~, par une réponse écrite diffusée conformément à l'Annexe D des présentes ou, le cas échéant, par une

confirmation écrite à l'égard d'une ou de plusieurs Dérogations acceptées, et uniquement dans la mesure de cette confirmation. L'utilisation par un Soumissionnaire de tout renseignement qu'il a obtenu mais qui n'a pas fait l'objet d'un addenda ou d'une réponse écrite conformément à l'Annexe D des présentes, se fait au seul risque de ce dernier et ne pourra faire l'objet d'aucun recours contre le CUSM ou l'une des autres Parties libérées. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 7.3 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 7.3 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

2.7.2 La section 7.4 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 7.4 Les parties reconnaissent et conviennent qu'aucun aspect du Processus de soumission n'est destiné à permettre à l'un ou l'autre des Soumissionnaires d'avoir accès à des renseignements du CUSM qui ne sont pas également mis à la disposition des autres Soumissionnaires et que, par souci d'équité envers les Soumissionnaires, le CUSM n'est pas tenu de communiquer à l'autre Soumissionnaire (i) quelque Équivalence proposée par un Soumissionnaire au CUSM et acceptée par ce dernier ou (ii) quelque Dérogation discutée dans le cadre de la prolongation du Processus de soumission ou Dérogation acceptée à l'autre Soumissionnaire. Pour plus de certitude, le CUSM s'engage à ne pas communiquer et s'engage à ce que les Autorités publiques ne communiquent pas de Dérogations proposées par un Soumissionnaire ou de Dérogations acceptées à l'autre Soumissionnaire, sauf dans les conditions prévues à la section 3.2.6 du Volume 1 de l'Appel de propositions. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 7.4 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 7.4 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.8 L'article 9 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

3.8.1 La section 9.5.4 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 9.5.4 le Soumissionnaire s'engage à ce que la correction de toute erreur de programmation ou de fonctionnement des programmes informatiques intégrés au Matériel appartenant au Soumissionnaire soit apportée après la Date de dépôt de la Proposition technique, au besoin et sans frais pour le CUSM, sur demande écrite du CUSM au Soumissionnaire. Cet engagement survit pour une période de dix-huit (18) semaines suivant la Date de dépôt de la Proposition ~~de financement engagé~~ coûts du Projet et modèle financier révisée. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 9.5.4 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé de la nouvelle section 9.5.4 et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.8.2 La section 9.8 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 9.8 Le CUSM respectera la confidentialité des renseignements susmentionnés, fournis par les Soumissionnaires dans leur Proposition, la Revue intérimaire et tout renseignement échangé au cours des Ateliers de discussion, des Rencontres, lors des discussions ou échanges se rapportant aux Dérogations ou aux Modifications, sous réserve des dispositions de la section 3.2.6 du Volume 1 de l'Appel de propositions, ou au moyen du Site électronique sécurisé prévu aux termes de la section 3.2.2 du Volume 1 de l'Appel de propositions, le cas échéant, et dans la mesure nécessaire en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1, et s'abstiendra d'exercer les droits prévus au présent Article 9 jusqu'à la date d'émission de l'Avis du choix du Soumissionnaire sélectionné ou la date d'annulation du Processus de soumission, selon le cas. Par contre, le CUSM se réserve le droit de faire des copies de toutes les Propositions pour l'évaluation des Propositions, le Processus de soumission, la sélection du Soumissionnaire sélectionné et l'autorisation du Gouvernement d'octroyer l'Entente de partenariat au Soumissionnaire sélectionné, et de fournir des copies et de divulguer l'information contenue dans celles-ci uniquement aux Personnes impliquées dans les matières susmentionnées. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 9.8 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.9 L'article 11 de la Convention de soumission est modifié comme suit :

3.9.1 La section 11.8 est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« 11.8 Aucun employé actif ou consultant d'une firme ou société membre d'une équipe-maître de professionnels du CUSM ou d'une firme ou société qui agit à titre d'expert auprès du CUSM ne pourra participer aux Ateliers de discussions, à la Revue intérimaire, aux Séances de présentation, aux Rencontres ou être impliqué de quelque façon dans l'évaluation d'une Proposition à l'égard du CUSM si cette firme ou société joue un rôle analogue à un Soumissionnaire, un Membre ou un Participant à l'égard des projets de partenariat public-privé du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), du Centre de recherche du CHUM (CRCHUM), du CHU Sainte-Justine ou du Centre hospitalier universitaire de Québec. »

(les soulignements montrés dans le texte de la nouvelle section 11.8 sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.10 L'Annexe A de la Convention de soumission est modifiée comme suit :

3.10.1 Le paragraphe 1.19) est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1.19) « **Critère d'abordabilité** » ~~désigne la valeur actuelle nette maximale des Paiements anticipés des paiements périodiques et des Paiements annuels relatifs aux services durant le terme de l'Entente de partenariat mentionnée à la Section 5.3.2.3 du Volume 1 de l'Appel de propositions, calculée selon les paramètres qui y sont décrits, a~~ le sens qui est donné à cette expression au Volume 1 de l'Appel de propositions. »

(les soulignements montrés dans le texte du nouveau paragraphe 1.19) sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé du nouveau paragraphe 1.19) et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.10.2 Un nouveau paragraphe 1.22a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.22a) « **Date de dépôt de la Proposition révisée** » désigne la date limite à laquelle les Soumissionnaires doivent déposer leur Proposition révisée, soit le 15 mars 2010 ou toute date ultérieure que pourra préciser le CUSM au moyen d'un avis écrit aux Soumissionnaires. »

3.10.3 Le paragraphe 1.25) est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1.25) « **Dépôt de garantie** » désigne la sûreté financière qui doit être fournie par le Soumissionnaire au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint à l'Annexe 1-5 du Volume 1 de l'Appel de propositions et conformément aux modalités prévues aux sections 3.5.3 et 7.1 du Volume 1 de l'Appel de propositions, telle que prolongée par le Dépôt de garantie révisé. »

(les soulignements montrés dans le texte du nouveau paragraphe 1.25) sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.10.4 Un nouveau paragraphe 1.26a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.26a) « **Dépôt de garantie révisé** » désigne le document qui doit être fourni par le Soumissionnaire en vertu duquel la période de validité du Dépôt de garantie est prolongée jusqu'à la date d'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, incluant cette date. Ce document doit être l'un des deux documents suivants : i) un nouveau Dépôt de garantie indiquant une nouvelle période de validité reflétant la Période de validité de la Proposition révisée et remplaçant celui déjà fourni par le Soumissionnaire; ou ii) une lettre de prolongation fournie par le Soumissionnaire selon le modèle joint à l'Annexe 1-5 b du Volume 1 de l'Appel de propositions. »

3.10.5 Un nouveau paragraphe 1.26b) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.26b) « **Déroptions acceptées** » a le sens qui est donné à cette expression au Volume 1 de l'Appel de propositions. »

3.10.6 Un nouveau paragraphe 1.32a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.32a) « **Fiche de dérogation** » a le sens qui est donné à cette expression au Volume 1 de l'Appel de propositions. »

3.10.7 Un nouveau paragraphe 1.39a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.39a) « **Liste de Déroptions acceptées** » a le sens qui est donné à cette expression au Volume 1 de l'Appel de propositions. »

3.10.8 Un nouveau paragraphe 1.47a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.47a) « **Période de validité de la Proposition révisée** » signifie la période qui débute à la Date de dépôt de la Proposition révisée et qui se termine à la date qui tombe dix-huit (18) semaines après la Date de dépôt de la Proposition révisée. »

3.10.9 Le paragraphe 1.52) est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1.52) « **PPPQ** » désigne Partenariats public-privé Québec, également désigné par Agence des Partenariats public-privé du Québec et constitué en vertu de la Loi sur l'Agence des Partenariats public-privé du Québec, L .R .Q. c. A-7.002, ainsi que tout successeur ou ayant droit. »

(les soulignements montrés dans le texte du nouveau paragraphe 1.52) sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.10.10 Le paragraphe 1.53) est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1.53) « **Processus de soumission** » désigne le processus devant conduire au choix du Soumissionnaire sélectionné et à la signature de l'Entente de partenariat qui comporte, notamment, l'Appel de qualification, la séance d'information, les déclarations et engagements prévus dans le formulaire d'engagement de l'Appel de qualification, le processus d'évaluation et de sélection des Candidats qualifiés et des Soumissionnaires, l'Appel de propositions dont notamment les engagements prévus dans le formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, dans le formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, dans le formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés et dans le formulaire de quittance et la Convention de soumission, la participation aux séances d'information, aux Ateliers de discussion et à la Revue intérimaire, les communications d'information par l'entremise du Site électronique sécurisé, l'émission de l'Entente de partenariat sous forme de projet ou révisée et sous forme définitive, la réception et la prise en compte des commentaires des Soumissionnaires et des renseignements fournis à la suite d'une demande du CUSM, les présentations de leur Proposition par les Soumissionnaires, les échanges relatifs aux Documents relatifs au projet, l'évaluation des Propositions soumises en réponse à l'Appel de propositions et la désignation d'un Soumissionnaire sélectionné, la préparation, la négociation, l'acceptation ou le refus de toute Proposition, et toutes les étapes menant à la Clôture financière, la modification, l'annulation, l'interruption ou la cessation, le cas échéant, de l'Appel de propositions et du Projet. Sans limiter le caractère général de ce qui précède, le processus relatif à l'élaboration, y compris les Rencontres, la présentation et l'évaluation d'une Proposition révisée fait également partie du Processus de soumission. »

(les soulignements montrés dans le texte du nouveau paragraphe 1.53) sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.10.11 Le paragraphe 1.54) est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1.54) « **Proposition** » désigne la proposition soumise par un Soumissionnaire en réponse à l'Appel de propositions et composée d'une Proposition de base, incluant une Proposition technique, une Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et

modèle financier, ~~et~~ une Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier ~~et une Proposition révisée~~, et, le cas échéant, de toute Proposition alternative relative au stationnement acceptée conformément à l'article 2.4 du Volume 1 de l'Appel de propositions ou, selon le contexte, l'une ou l'autre ou une combinaison de ces composantes. »

(les soulignements montrés dans le texte du nouveau paragraphe 1.54) sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte; le texte raturé est supprimé du nouveau paragraphe 1.54) et est montré uniquement aux fins d'identifier les suppressions faites au texte.)

3.10.12 Un nouveau paragraphe 1.59a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.59a) « **Proposition financière** » désigne la partie de la Proposition d'un Soumissionnaire relative aux aspects financiers de la Proposition respectant les exigences prévues à cet égard au Volume 5 et comprenant la Proposition de financement indicatif – coûts du Projet et modèle financier et la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, telle que modifiée et mise à jour par la Proposition révisée. »

3.10.13 Un nouveau paragraphe 1.59b) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.59b) « **Proposition financière révisée** » désigne la Proposition financière révisée soumise par un Soumissionnaire à l'égard de sa Proposition révisée et répondant aux exigences de l'Appel de propositions. »

3.10.14 Un nouveau paragraphe 1.59c) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.59c) « **Proposition révisée** » désigne la Proposition soumise par un Soumissionnaire en réponse à la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions et composée notamment:

- (i) de la Proposition déjà soumise aux termes du Processus de soumission;
- (ii) d'une Proposition technique révisée montrant les modifications par rapport à la Proposition initiale, y compris les Dérogations acceptées;
- (iii) d'une Proposition financière révisée, laquelle doit comprendre une mise à jour complète du formulaire de prix et du modèle financier;
- (iv) de la Liste des dérogations acceptées et des Fiches de dérogation y afférentes; et
- (v) de toute lettre d'engagement acceptée par le Soumissionnaire lors du processus d'évaluation relatif à la première et seconde phase de soumission. »

3.10.15 Le paragraphe 1.60) est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1.60) « **Proposition technique** » désigne la partie de la Proposition d'un Soumissionnaire relative aux aspects techniques de sa Proposition, et répondant aux

exigences de l'Appel de propositions, telles que modifiées et mises à jour par la Proposition révisée. »

(les soulignements montrés dans le texte du nouveau paragraphe 1.60) sont insérés uniquement aux fins d'identifier les ajouts faits au texte.)

3.10.16 Un nouveau paragraphe 1.60a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.60a) « **Proposition technique révisée** » désigne la partie de la Proposition révisée d'un Soumissionnaire relative aux aspects techniques de la Proposition et répondant aux exigences de l'Appel de propositions. »

3.10.17 Un nouveau paragraphe 1.61a) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.61a) « **Rencontres** » a le sens qui est donné à cette expression au Volume 1 de l'Appel de propositions. »

3.10.18 Un nouveau paragraphe 1.72) est ajouté, en ordre alphanumérique, comme suit :

« 1.72) « **Valeur actuelle nette** » a le sens qui est donné à cette expression au Volume 1 de l'Appel de propositions. »

3.11 L'Annexe D de la Convention de soumission est modifiée comme suit :

3.11.1 Une nouvelle section 1.1.8 est ajoutée comme suit :

« 1.1.8 La date limite pour la réception des Demandes de renseignement se rapportant à la Proposition révisée est la date qui tombe quinze (15) jours avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. »

ARTICLE 4 RÉTROACTIVITÉ

4.1 Les parties aux présentes reconnaissent que les modifications apportées par le présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission sont réputées avoir pris effet rétroactivement le treize (13) janvier 2010.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé le présent Avenant No. 1 à la Convention de soumission à compter du jour et de l'année indiqués en page frontispice.

**CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ
MCGILL**

Par : _____
Signataire autorisé

[SOUMISSIONNAIRE]Par : **[MEMBRE]**Par : _____
Signataire autorisé

Nom : _____

Titre : _____

Par : **[MEMBRE]**Par : _____
Signataire autorisé

Nom : _____

Titre : _____

Par : **[PARTICIPANT]**Par : _____
Signataire autorisé

Nom : _____

Titre : _____

Par : **[PARTICIPANT]**Par : _____
Signataire autorisé

Nom : _____

Titre : _____

Signé par les signataires autorisés à titre de Membres et/ou de Participants du Soumissionnaire **[NOM DU SOUMISSIONNAIRE]** au nom de ce dernier et en leur propre nom.

ANNEXE B.1

RENONCIATION ET QUITTANCE

Le soussigné confirme par les présentes qu'il a l'intention de participer au Processus de soumission décrit dans la Convention de soumission et le Volume 1 de l'Appel de propositions, qu'il convient de la marche à suivre qui y est énoncée, y compris des Rencontres, et qu'il renonce irrévocablement et inconditionnellement en faveur des Parties libérées à tous les droits de contestation ou de protestation et à toute Réclamation, sauf dans le cas d'une faute intentionnelle ou lourde d'une des Parties libérées, à l'égard du Processus de soumission décrit dans la Convention de soumission et le Volume 1 de l'Appel de propositions en rapport avec le Projet qui découleraient du fait qu'une Rencontre a eu lieu ou que (i) des renseignements pourraient avoir été reçus par un Soumissionnaire concurrent ou un de ses Collaborateurs sans que le soussigné les ait reçus ou (ii) des Dérogations aient été communiquées à un Soumissionnaire concurrent conformément aux dispositions de la section 3.2.6 du Volume 1 de l'Appel de propositions, et il donne quittance, libère et exonère irrévocablement et inconditionnellement les Parties libérées de toutes telles Réclamations. Les termes en majuscule employés aux présentes ont le sens qui leur est donné dans la Convention de soumission.

A l'égard de :

[NOM DU SOUMISSIONNAIRE]

[NOM DU MEMBRE OU PARTICIPANT]Par :

Signataire autorisé

Nom :

Fonction :

et en son propre nom :

(signé – personne participant aux réunions)

Annexe 1-2

EXIGENCES PRÉVUES À L'ENTENTE DE PARTENARIAT RELATIVES AUX ASSURANCES, CAUTIONNEMENTS ET LETTRES DE CRÉDIT

Exigences prévues à l'Entente de partenariat relatives aux assurances, cautionnements et lettres de crédit pour l'Appel de propositions

Le Partenaire privé devra souscrire, fournir et maintenir en vigueur et payer ou faire souscrire, fournir ou maintenir en vigueur les assurances et garanties d'exécution et de paiement décrites dans la présente annexe. Les assurances et garanties d'exécution et de paiement décrites aux **Sections 1 et 2** ci-dessous devront être souscrites et demeurer en vigueur pendant toute la Période de construction (comprenant la période de conception et de construction). De plus, durant toute la Période d'entretien, le Partenaire privé devra souscrire, fournir et maintenir en vigueur ou faire souscrire, fournir ou maintenir en vigueur les assurances décrites à la **Section 3** ci-dessous. Dans ces sections, une description sommaire est présentée aux fins d'information seulement, la liste complète des exigences en assurance étant incluse à l'**article 54** et à l'**Annexe 28** du **Volume 4**.

Toutefois, PPPQ est d'avis que la valeur des projets du Centre de recherche du CHUM, du nouveau complexe hospitalier du CHUM et du Campus Glen du Centre universitaire de santé McGill est suffisante pour encourager des apports novateurs de la part des assureurs, à un meilleur coût. À cette fin, PPPQ propose de procéder dans une même démarche à l'acquisition des couvertures d'assurances pour les trois projets pour la Période de construction.

À cet effet, PPPQ a mandaté Marsh Canada Limitée (« Marsh ») afin d'obtenir auprès des marchés d'assurance, les meilleures conditions pour la mise en place de programmes d'assurances pour la Période de construction et la Période d'entretien de façon à couvrir l'ensemble des projets du Centre de recherche du CHUM, du nouveau complexe hospitalier du CHUM et du Campus Glen du Centre universitaire de santé McGill.

À la clôture de l'Entente de partenariat, les polices d'assurances prévues à ce programme seront établies ou transférées au Partenaire privé, établissant ainsi un lien contractuel direct entre ce Partenaire privé, les assureurs du programme et le courtier.

En ce qui concerne le programme d'assurance couvrant la Période de construction, le Soumissionnaire doit produire, avec sa Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, une lettre de Marsh, sous l'en-tête de ces courtiers d'assurance, portant une date qui n'est pas antérieure à cinq jours précédant la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et signée par un représentant autorisé de Marsh confirmant la conformité de leur programme d'assurances selon la teneur de l'**Annexe 1-3**. Cette lettre doit inclure le tableau identifiant les assureurs qui ont consenti à souscrire les polices d'assurances¹. De plus, le Soumissionnaire fournira une lettre d'engagement de chaque assureur confirmant les informations relatives aux assurances et garanties qu'il fournira au Soumissionnaire s'il est sélectionné comme Partenaire privé.

¹ Chacun des assureurs doit être détenteur de tout permis, certificat ou autorisation requis pour agir en cette qualité au Québec.

1. Assurances exigées durant la Période de construction

À compter de la date d'entrée en vigueur de l'Entente de partenariat, le Partenaire privé devra fournir, maintenir et payer sans interruption pour toute la Période de construction, les assurances suivantes :

1.1 Assurance tous risques chantiers

Une assurance « tous risques des chantiers » (formule étendue) émise conjointement aux noms du CUSM et du Partenaire privé et couvrant aussi les Prêteurs, les conseillers du Partenaire privé, le Certificateur indépendant, tous les entrepreneurs et leurs sous-traitants de tous niveaux, fournisseurs (en rapport avec leurs activités relatives au Projet), experts-conseils, et toute autre personne dont le CUSM, le Partenaire privé ou les Prêteurs requièrent de façon raisonnable l'ajout à titre d'assuré désigné ou d'assuré additionnel, le cas échéant, ainsi que leurs successeurs et ayants droits et couvrant tous les risques de pertes matérielles ou de dommages aux biens, matériaux et fournitures dont l'assuré assume le risque et qui sont déjà incorporés, en voie d'être incorporés ou destinés au Projet, qu'ils soient sur le chantier, en entreposage ou en transit par quelque mode de transport terrestre que ce soit.

1.2 Assurance responsabilité civile globale de chantier

Une assurance responsabilité civile générale construction dite « Wrap-Up », souscrite sur une base d'événements, émise conjointement aux noms du CUSM et du Partenaire privé et couvrant aussi les Prêteurs, les conseillers du Partenaire privé, le Certificateur indépendant, tous les entrepreneurs et leurs sous-traitants de tous niveaux, les fournisseurs (en rapport avec leurs activités relatives au Projet), les experts-conseils, et toute autre personne dont le CUSM ou le Partenaire privé ou les Prêteurs requièrent de façon raisonnable l'ajout à titre d'assuré désigné ou d'assuré additionnel, le cas échéant, ainsi que leurs successeurs et ayants droits.

1.3 Assurance de responsabilité professionnelle spécifique au Projet

Une assurance de responsabilité civile professionnelle (erreurs et omissions) « de projet », non résiliable, en regard des travaux de conception, d'ingénierie, d'architecture et de gestion de projet pour la réalisation de l'ensemble des Travaux et offrant une couverture affectée exclusivement au Projet.

La couverture sera émise conjointement au nom de tous les professionnels impliqués dans la conception, l'ingénierie, l'architecture et la gestion de projet pour la réalisation de l'ensemble du Projet notamment le Certificateur indépendant, les ingénieurs, les architectes, le personnel de gestion et de l'approvisionnement et tout autre professionnel impliqué dans les Travaux à cet égard.

1.4 Assurance responsabilité des entrepreneurs contre les atteintes à l'environnement

Une assurance responsabilité des entrepreneurs contre l'atteinte à l'environnement émise conjointement aux noms du Partenaire privé, des conseillers du Partenaire privé, du CUSM, et couvrant les Prêteurs, le Certificateur indépendant, tous les entrepreneurs et sous-traitants, les ingénieurs et architectes, experts-conseils et tous les autres intervenants dans le Projet. Cette assurance devra inclure toutes les activités liées à l'exécution des Travaux et garantir contre toute forme de pollution ou de contamination.

1.5 Assurance accidents du travail

Le Partenaire privé ainsi que tous les entrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs et hommes de métier, travaillant sur le chantier, doivent en tout temps satisfaire aux exigences de la CSST et en faire la démonstration au CUSM ou autrement démontrer au CUSM qu'ils sont exemptés de satisfaire à ces exigences, le cas échéant.

1.6 Assurance tous risques biens en transport (Cargo)

Une Police d'assurance tous risques biens en transport (Cargo) émise conjointement aux noms du Partenaire privé et du CUSM et couvrant aussi les Prêteurs et toute autre personne dont le CUSM, le Partenaire privé ou les Prêteurs requièrent de façon raisonnable l'ajout à titre d'assuré désigné ou assuré additionnel.

Cette assurance devra couvrir sur une base mondiale les biens, machinerie et tout équipement lorsqu'en cours de transport par air, mer incluant le transport terrestre.

1.7 Autres assurances

Tout autre type, forme ou limite d'assurance pouvant être requis pour protéger les biens ou les personnes associés au Projet et découlant ou pouvant découler de la nature particulière de la conception des travaux ou des méthodes de construction utilisées ou pouvant être utilisées dans l'exécution des Travaux par le Partenaire privé, en application des lois et règlements en vigueur ou autrement demandés par une modification du CUSM et par les Prêteurs, toute demande étant par ailleurs raisonnable.

2. Cautionnements d'exécution et de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et des services / Lettre de crédit irrévocable

Le Soumissionnaire doit, conformément aux exigences du **Volume 5**, présenter l'ensemble des lettres de crédit, cautionnements d'exécution et cautionnements de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et des services devant être mis en place lors de la clôture financière à l'égard de la réalisation du Projet. Toute lettre de crédit ou cautionnement prévus en faveur ou au bénéfice des Bailleurs de fonds ou du Soumissionnaire doit également bénéficier au CUSM à titre de bénéficiaire additionnel ou de cessionnaire. L'exercice des droits aux termes des lettres de crédit ou cautionnements est sujet aux dispositions de la convention directe des prêteurs et des conventions accessoires prévues au **Volume 2**, lesquelles prévoient notamment les priorités accordées aux Bailleurs de fonds, au Soumissionnaire et au CUSM. Les lettres de crédit et cautionnements doivent par ailleurs satisfaire aux exigences de la **Section 7.1** du présent **Volume 1**.

Tout cautionnement d'exécution et tout cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et des services prévus ci-dessus devra être souscrit auprès d'une ou de plusieurs des compagnies d'assurance acceptées pour des fins de garanties dont les noms figurent à l'**Annexe 1-16**.

3. Assurances exigées durant la Période d'entretien

À partir de la Date de réception provisoire pertinente, le Partenaire privé devra fournir et maintenir et payer sans interruption pour toute la période d'exploitation, les assurances suivantes :

3.1 Assurance responsabilité civile générale

Une assurance de responsabilité civile générale émise conjointement aux noms du Partenaire privé et du CUSM, couvrant également les Prêteurs et tous les sous-traitants et toutes autres personnes retenues par le Partenaire privé ou dont il assume la responsabilité ainsi que toute autre personne dont le CUSM, les Prêteurs ou le Partenaire privé requièrent de façon raisonnable l'ajout à titre d'assuré désigné ou assuré additionnel, leurs successeurs et leurs ayants droits.

L'assurance devra prévoir une couverture pour les dommages matériels, les préjudices personnels et les blessures corporelles (y compris le décès) découlant des opérations et activités liées à l'Entretien. L'assurance doit être souscrite sur une base d'événement.

3.2 Assurance des biens tous risques

Une assurance des biens tous risques, y compris les tremblements de terre et inondations, couvrant sur base de valeur à neuf, les équipements, les fournitures ou autres biens appartenant au Partenaire privé ou à ses sous-traitants ou loués par eux et tous autres biens à l'égard desquels le Partenaire privé a convenu de fournir une couverture. Cette assurance devra également inclure les pertes d'exploitation pouvant être encourues par le Partenaire privé en cas de sinistre.

L'assurance sera émise conjointement aux noms du Partenaire privé et du CUSM et couvrira également les Prêteurs et toutes les autres personnes dont le CUSM, le Partenaire privé ou les Prêteurs, requièrent de façon raisonnable l'ajout à titre d'assuré nommé ou assuré additionnel.

3.3 Assurance accidents du travail

Le Partenaire privé fournira annuellement au CUSM une confirmation écrite qu'il satisfait aux exigences de la CSST et que tous ses entrepreneurs et sous-traitants travaillant sur le Site satisfont également aux exigences de la CSST.

3.4 Autres assurances

Tout autre type d'assurance, toute forme ou tout montant d'assurance pouvant être requis pour protéger les biens ou les personnes associés à l'Entretien du Site ou des zones adjacentes, imposés par les lois ou règlements en vigueur ou autrement demandés par une modification du CUSM ou par les Prêteurs, toute demande étant par ailleurs raisonnable.

Annexe 1-3 a

LETTRE D'INTENTION DES COURTIER D'ASSURANCE

**[Note : Cette lettre doit être fournie à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé
– coûts du Projet et modèle financier.]**

[date]

[Nom et adresse du Soumissionnaire]

Objet : Assurances pour la Période de construction du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill

Soumissionnaire : [nom du Soumissionnaire] (le « Soumissionnaire »)

Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Marsh Canada Limitée (« Marsh ») confirme qu'il a été engagé par le Soumissionnaire pour agir en qualité de courtiers d'assurance dans le dossier des assurances requises durant la Période de construction du Projet.

Marsh a étudié l'Appel de propositions du Projet, incluant l'Entente de partenariat et les exigences en matière d'assurance qui y sont stipulées. Par la présente, nous confirmons que les exigences visées ont été incluses dans le programme d'assurance de la Période de construction que nous élaborerons au nom du Soumissionnaire si sa proposition (la « Proposition ») est acceptée.

Le coût estimatif total des primes d'assurance, pour toute la Période de construction, y compris toute période de prorogation de la garantie suivant la Date de réception provisoire, est de \$ (en dollars canadiens), ventilé comme suit :

Assurance responsabilité civile globale de chantier :	\$
Assurance tous risques chantier :	\$
Assurance responsabilité professionnelle spécifique au Projet :	\$
Assurance responsabilité des entrepreneurs contre les atteintes à l'environnement :	\$
Assurance tous risques biens en transport (Cargo) :	\$

Par la présente, nous confirmons que toutes les exigences en matière d'assurance, telles que stipulées dans l'Entente de partenariat, ont été incluses dans le présent coût estimatif.

À notre avis, le coût estimatif total des primes d'assurance est le meilleur que nous puissions soumettre, en date de la présente lettre.

À notre avis, si la Proposition soumise par le Soumissionnaire est acceptée, nous croyons être en mesure de satisfaire aux exigences en matière d'assurance de la Période de construction, telles qu'établies dans l'Appel de propositions et ses annexes, et dans l'Entente de partenariat. En date de la présente lettre, nous ne connaissons aucun obstacle susceptible de nous empêcher de produire des polices d'assurance conformes aux exigences susdites et à la date prévue pour la Clôture financière. La date d'entrée en vigueur de ces polices d'assurance sera la même que la signature de l'Entente de partenariat.

[Signature du signataire autorisé]

[Nom du signataire autorisé du courtier d'assurance]

[Titre]

TABLEAU DE LA LETTRE D'INTENTION DES COURTIER D'ASSURANCE

Assurances pour la Période de construction du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill Soumissionnaire : [nom du Soumissionnaire] (le « Soumissionnaire ») Conception, construction, financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le Projet)			
Annexé et faisant partie intégrante de la lettre d'intention (Période de construction du Projet)			
Garanties	Assureurs	Sommes assurées ou participation (%)	
Assurance tous risques chantier			
Assurance responsabilité civile globale de chantier			
Assurance responsabilité professionnelle spécifique au Projet			
Assurance responsabilité des entrepreneurs contre les atteintes à l'environnement			
Assurance tous risques biens en transport (Cargo)			

Annexe 1-3 b

LETTRE D'INTENTION DES COURTIER D'ASSURANCE

[Note : Cette lettre doit être fournie à la Date de dépôt de la Proposition révisée.]

[date]

[Nom et adresse du Soumissionnaire]

Objet : Assurances pour la Période de construction du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill

Soumissionnaire : [nom du Soumissionnaire] (le « Soumissionnaire »)

Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Marsh Canada Limitée (« Marsh ») confirme qu'il a été engagé par le Soumissionnaire pour agir en qualité de courtiers d'assurance dans le dossier des assurances requises durant la Période de construction du Projet.

Marsh a étudié l'Appel de propositions du Projet, incluant l'Entente de partenariat, les dispositions concernant la deuxième phase de soumission et les exigences en matière d'assurance qui y sont stipulées. Par la présente, nous confirmons que les exigences visées ont été incluses dans le programme d'assurance de la Période de construction que nous élaborerons au nom du Soumissionnaire si sa proposition (la « Proposition ») est acceptée.

Le coût estimatif total des primes d'assurance, pour toute la Période de construction, y compris toute période de prorogation de la garantie suivant la Date de réception provisoire, est de \$ (en dollars canadiens), ventilé comme suit :

Assurance responsabilité civile globale de chantier :	\$
Assurance tous risques chantier :	\$
Assurance responsabilité professionnelle spécifique au Projet :	\$
Assurance responsabilité des entrepreneurs contre les atteintes à l'environnement :	\$
Assurance tous risques biens en transport (Cargo) :	\$

Par la présente, nous confirmons que toutes les exigences en matière d'assurance, telles que stipulées dans l'Entente de partenariat, ont été incluses dans le présent coût estimatif.

À notre avis, le coût estimatif total des primes d'assurance est le meilleur que nous puissions soumettre, en date de la présente lettre.

À notre avis, si la Proposition soumise par le Soumissionnaire est acceptée, nous croyons être en mesure de satisfaire aux exigences en matière d'assurance de la Période de construction, telles qu'établies dans l'Appel de propositions et ses annexes, et dans l'Entente de partenariat. En date de la présente lettre, nous ne connaissons aucun obstacle susceptible de nous empêcher de produire des polices d'assurance conformes aux exigences susdites et à la date prévue pour la Clôture financière. La date d'entrée en vigueur de ces polices d'assurance sera la même que la signature de l'Entente de partenariat.

[Signature du signataire autorisé]

[Nom du signataire autorisé du courtier d'assurance]

[Titre]

TABLEAU DE LA LETTRE D'INTENTION DES COURTIER D'ASSURANCE

Assurances pour la Période de construction du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill Soumissionnaire : [nom du Soumissionnaire] (le « Soumissionnaire ») Conception, construction, financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le Projet)		
Annexé et faisant partie intégrante de la lettre d'intention (Période de construction du Projet)		
Garanties	Assureurs	Sommes assurées ou participation (%)
Assurance tous risques chantier		
Assurance responsabilité civile globale de chantier		
Assurance responsabilité professionnelle spécifique au Projet		
Assurance responsabilité des entrepreneurs contre les atteintes à l'environnement		
Assurance tous risques biens en transport (Cargo)		

Annexe 1-4 a

LETTRE DE CONFIRMATION DES BAILLEURS DE FONDS

**[Note : Cette lettre doit être fournie à la Date de dépôt de la Proposition de financement indicatif
– coûts du Projet et modèle financier à l'égard de chaque Emprunt ou passif financier]**

[date]

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

a/s Agence des Partenariats Public-Privé Québec
Compétence du Représentant des autorités publiques
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 6.400 (6^e étage)
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Messieurs,

Objet : Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Soumissionnaire : **[nom du Soumissionnaire]** (le « Soumissionnaire »)

[Nom du Bailleur de fonds] est heureux(se) de fournir la présente lettre de confirmation au Centre universitaire de santé McGill (le « CUSM ») en vue de soutenir la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier de **[nom du Soumissionnaire]** (y compris toute Proposition alternative qui y est relative, collectivement « la Proposition ») soumise en relation avec le Projet le • conformément aux exigences de l'Appel de propositions émis par le CUSM le 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, le cas échéant.

En guise d'appui à la Proposition, nous confirmons que nous avons achevé notre contrôle préalable avec suffisamment de détail et que nous avons une connaissance suffisante de la Proposition pour nous permettre d'envisager l'octroi au Soumissionnaire d'un financement en soutien à sa Proposition et nous déploierons nos meilleurs efforts afin d'obtenir les autorisations de crédit et autres autorisations requises à cet égard.

Nous envisageons ce financement selon les modalités énoncées dans la liste indicative des modalités de financement jointe aux présentes.

Nous confirmons que, pour les fins de cette lettre, nous avons considéré les modalités énoncées dans :

- la Proposition, sous réserve des changements qui pourront être apportés aux termes de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier ou des ajustements visés à la **Section 3.7** du **Volume 1** de l'Appel de propositions quant aux coûts de financement;
- la version de l'Entente de partenariat incluant toutes annexes (**Volume 4**) dans sa version en date du dépôt de la Proposition (l'« Entente de partenariat »);
- les faits saillants des contrats et sous-contrats relatifs au Projet et toute autre entente, en projet ou en forme définitive, pertinente au Projet qui nous ont été soumis, avec la compréhension qu'en parallèle à notre contrôle préalable pour la remise de cette lettre,

le Soumissionnaire nous a représenté et garanti qu'il a divulgué les projets ou faits saillants de tous les principaux contrats, sous-contrats et autres ententes en relation avec le Projet.

Sous réserve de notre révision finale à l'égard de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier, nous sommes satisfaits du plan de financement, du modèle financier accompagnant la Proposition, de l'Entente de partenariat et des autres ententes, contrats et sous-contrats, en projet ou en forme définitive, afférents à la Proposition.

Les modalités de financement jointes aux présentes dans la liste indicative des modalités de financement exposent les principales modalités de notre financement qui serviraient de fondement à la documentation juridique qui sera complétée si le CUSM accepte la Proposition sous réserve seulement des changements qui pourront être apportés aux termes de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.

Nous sommes convaincus être en mesure de compléter la Clôture financière dans le délai prescrit selon les modalités du **Volume 1** de l'Appel de propositions, sujet à l'obtention préalable de l'autorisation du Gouvernement.

Veuillez accepter, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

[Nom en lettres moulées du Bailleur de fonds]

[Nom en lettres moulées du signataire autorisé]

[Signature du signataire autorisé]

[Date]

p.j. Liste des modalités de financement

Annexe 1-4 b

LETTRE DE CONFIRMATION

DES BAILLEURS DE FONDS

**[Note : Cette lettre doit être fournie à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé
– coûts du Projet et modèle financier à l'égard de chaque Emprunt et passif financier]**

[date]

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

a/s Agence des Partenariats Public-Privé Québec
Compétence du Représentant des autorités publiques
500, boulevard René-Lévesque Ouest

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Messieurs,

Objet : Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Soumissionnaire : [nom du Soumissionnaire] (le « Soumissionnaire »)

[Nom du Bailleur de fonds] est heureux(se) de fournir la présente lettre de confirmation au Centre universitaire de santé McGill (le « CUSM ») en vue de soutenir la Proposition de financement engagé – coûts du projet et modèle financier, de [nom du Soumissionnaire] (y compris toute Proposition alternative qui y est relative, collectivement « la Proposition ») soumise en relation avec le Projet le • conformément aux exigences de l'Appel de propositions émis par le CUSM le 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, le cas échéant.

En guise d'appui à la Proposition, nous confirmons que nous avons achevé tous les aspects de notre contrôle préalable avec suffisamment de détail et de rigueur et que nous avons une connaissance suffisamment approfondie de la Proposition pour nous permettre d'approuver l'octroi au Soumissionnaire d'un financement en soutien à sa Proposition.

Nous accordons cette offre de financement selon les modalités énoncées dans la liste des modalités de financement jointe aux présentes, sous réserve des seules conditions énumérées dans la présente lettre et la liste des modalités de financement jointe aux présentes.

Nous confirmons que nous acceptons les modalités énoncées dans :

- la Proposition;
- la version définitive de l'Entente de partenariat (**Volume 4**) datée du [date] incluant toutes annexes (l'« Entente de partenariat »);
- les faits saillants des contrats et sous-contrats relatifs au Projet et toute autre entente, en projet ou en forme définitive, pertinente au Projet qui nous ont été soumis, avec la compréhension qu'en parallèle à notre contrôle préalable pour la remise de cette lettre, le Soumissionnaire nous a représenté et garanti qu'il a divulgué les projets ou faits saillants de tous les principaux contrats, sous-contrats et autres ententes en relation avec le Projet.


Nous considérons que notre revue du modèle financier accompagnant la Proposition (le « Modèle financier ») est complète. Nous considérons que tous les principaux intrants du Modèle financier sont raisonnables et nous croyons que les projections de trésorerie du Modèle financier du Soumissionnaire sont conformes aux conditions relatives aux instruments de financement envisagés dans le plan de financement proposé qui fait partie de la Proposition.

L'ensemble de nos analyses financières et des analyses de sensibilité pertinentes ont été achevées, et nous sommes satisfaits du plan de financement, de l'Entente de partenariat et des autres ententes, contrats et sous-contrats, en projet ou en forme définitive, afférents à la Proposition.

Les modalités de financement jointes aux présentes dans la liste des modalités de financement exposent les principales modalités de notre financement qui serviront de fondement à la documentation juridique qui sera complétée si le CUSM accepte la Proposition mais au plus tard le **[date de l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière]**.

Nous confirmons expressément qu'aucune démarche de contrôle préalable additionnelle n'est requise de notre part ou de celle de nos conseillers en rapport avec le financement visé par notre offre de financement ou comme condition à son octroi.

Nous sommes convaincus être en mesure de compléter la Clôture financière dans le délai prescrit selon les modalités du **Volume 1** de l'Appel de propositions, sujet à l'obtention préalable de l'autorisation du Gouvernement.

Nous confirmons que nous avons présenté de façon exhaustive le Soumissionnaire et la Proposition à notre comité de crédit ou conseil d'administration ou tout autre comité ayant le pouvoir d'approuver l'octroi du financement, lequel a approuvé l'octroi du financement d'un montant maximal de  millions de dollars canadiens selon les modalités énoncées dans la liste des modalités de financement ci-jointe, sous réserve des seules conditions suivantes :

- la finalisation de la documentation juridique relative à l'Entente de partenariat et aux diverses ententes de financement, reflétant les modalités énoncées dans la Proposition;
- la signature simultanée de l'Entente de partenariat et des diverses ententes de financement incluant les ententes et documents accessoires;
- (le cas échéant) la finalisation de la notation de crédit conformément à la notation de crédit confidentielle soumise à même la Proposition, émise d'une agence de notation reconnue, si la mise en place du financement requiert une notation de crédit; et
- (le cas échéant) les ajustements visés à la **Section 3.7** du **Volume 1** de l'Appel de propositions quant aux coûts de financement.

Veuillez accepter, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

[Nom en lettres moulées du Bailleur de fonds]

[Nom en lettres moulées du signataire autorisé]

[Signature du signataire autorisé]

[Date]

p.j. Liste des modalités de financement

Annexe 1-4 c

LETTRE DE CONFIRMATION

DES BAILLEURS DE FONDS

[Note : Cette lettre doit être fournie à la Date de dépôt de la Proposition révisée à l'égard de chaque Emprunt et passif financier.]

[date]

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

a/s Agence des Partenariats Public-Privé Québec
Compétence du Représentant des autorités publiques
500, boulevard René-Lévesque Ouest

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Messieurs,

Objet : Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Soumissionnaire : [nom du Soumissionnaire] (le « Soumissionnaire »)

[Nom du Bailleur de fonds] est heureux(se) de fournir la présente lettre de confirmation au Centre universitaire de santé McGill (le « CUSM ») en vue de soutenir la Proposition révisée de [nom du Soumissionnaire] (« la Proposition ») soumise à la suite d'une seconde phase de soumission de Propositions prévue à l'Appel de propositions du Projet le • conformément aux exigences de l'Appel de propositions émis par le CUSM le 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, le cas échéant. Pour les fins des présentes, la Proposition comprend également la Liste de Dérogations acceptées intégrée dans celle-ci, ainsi que les Dérogations additionnelles.

De plus, nous reconnaissons que la Proposition est déposée à la suite d'une seconde phase de soumission de propositions prévue à l'Appel de propositions et qu'elle contient des Dérogations à certaines exigences qui visent à réduire les coûts du Projet. Nous reconnaissons également que les Autorités publiques ont l'entière discrétion d'accepter ou de refuser ces Dérogations afin qu'elles soient ou non comprises dans la Proposition. Pour les fins des présentes, le terme « Proposition » fait également référence à la Proposition, tel qu'amendée par l'ajout à celle-ci Dérogations acceptées et de Dérogation additionnelles.

En guise d'appui à la Proposition, nous confirmons que nous avons achevé tous les aspects de notre contrôle préalable avec suffisamment de détail et de rigueur et que nous avons une connaissance suffisamment approfondie de la Proposition pour nous permettre d'approuver l'octroi au Soumissionnaire d'un financement en soutien à sa Proposition.

Nous accordons cette offre de financement selon les modalités énoncées dans la liste des modalités de financement jointe aux présentes, sous réserve des seules conditions énumérées dans la présente lettre et la liste des modalités de financement jointe aux présentes.

Nous confirmons que nous acceptons les modalités énoncées dans :

- la Proposition, y compris les Modifications, les Dérogations acceptées et les Dérogations additionnelles;
- la version définitive de l'Entente de partenariat (**Volume 4**) datée du [date] incluant toutes annexes (l' « Entente de partenariat »);

- les faits saillants des contrats et sous-contrats relatifs au Projet et toute autre entente, en projet ou en forme définitive, pertinente au Projet qui nous ont été soumis, avec la compréhension qu'en parallèle à notre contrôle préalable pour la remise de cette lettre, le Soumissionnaire nous a représenté et garanti qu'il a divulgué les projets ou faits saillants de tous les principaux contrats, sous-contrats et autres ententes en relation avec le Projet.

Nous considérons que notre revue du modèle financier accompagnant la Proposition (le « Modèle financier ») est complète. Nous considérons que tous les principaux intrants du Modèle financier sont raisonnables et nous croyons que les projections de trésorerie du Modèle financier du Soumissionnaire sont conformes aux conditions relatives aux instruments de financement envisagés dans le plan de financement proposé qui fait partie de la Proposition.

L'ensemble de nos analyses financières et des analyses de sensibilité pertinentes ont été achevées, et nous sommes satisfaits du plan de financement, de l'Entente de partenariat et des autres ententes, contrats et sous-contrats, en projet ou en forme définitive, afférents à la Proposition.

Les modalités de financement jointes aux présentes dans la liste des modalités de financement exposent les principales modalités de notre financement qui serviront de fondement à la documentation juridique qui sera complétée si le CUSM accepte la Proposition mais au plus tard le **[date de l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisé]**.

Nous confirmons expressément qu'aucune démarche de contrôle préalable additionnelle n'est requise de notre part ou de celle de nos conseillers en rapport avec le financement visé par notre offre de financement ou comme condition à son octroi.

De plus, nous confirmons que le financement visé par notre offre de financement est suffisant pour pourvoir au financement des coûts de la totalité des Dérogations acceptées et des Dérogations additionnelles contenues à la Proposition et ce, peu importe que les Autorités publiques acceptent ou non une Dérogation additionnelles comme faisant partie de la Proposition.

Nous sommes convaincus être en mesure de compléter la Clôture financière dans le délai prescrit selon les modalités du **Volume 1** de l'Appel de propositions, sujet à l'obtention préalable de l'autorisation du Gouvernement.

Nous confirmons que nous avons présenté de façon exhaustive le Soumissionnaire et la Proposition à notre comité de crédit ou conseil d'administration ou tout autre comité ayant le pouvoir d'approuver l'octroi du financement, lequel a approuvé l'octroi du financement d'un montant maximal de • millions de dollars canadiens selon les modalités énoncées dans la liste des modalités de financement ci-jointe, sous réserve des seules conditions suivantes :

- la finalisation de la documentation juridique relative à l'Entente de partenariat et aux diverses ententes de financement, reflétant les modalités énoncées dans la Proposition;
- la signature simultanée de l'Entente de partenariat et des diverses ententes de financement incluant les ententes et documents accessoires;
- (le cas échéant) la finalisation de la notation de crédit conformément à la notation de crédit confidentielle soumise à même la Proposition, émise d'une agence de notation reconnue, si la mise en place du financement requiert une notation de crédit; et

- (le cas échéant) les ajustements visés à la **Section 3.7** du **Volume 1** de l'Appel de propositions quant aux coûts de financement.

Veuillez accepter, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

[Nom en lettres moulées du Bailleur de fonds]

[Nom en lettres moulées du signataire autorisé]

[Signature du signataire autorisé]

[Date]

p.j. Liste des modalités de financement

Annexe 1-5 a

DÉPÔT DE GARANTIE

FORMULAIRE DE LETTRE DE CRÉDIT

Destinataire :

(le « Bénéficiaire »)

OBJET : DÉPÔT DE GARANTIE

LETTRE DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE N° : _____

Madame, Monsieur,

À la demande de notre client, _____ (le « Client »), nous émettons par les présentes, avec prise d'effet immédiate et en votre faveur, notre lettre de crédit irrévocable n° _____ (la « Lettre de crédit ») d'un montant global maximal de cinq millions de dollars canadiens (5 000 000 \$).

La présente institution financière garantit et s'engage à vous verser immédiatement, aux termes de la présente Lettre de crédit, tout montant demandé, jusqu'à concurrence d'un montant global de cinq millions de dollars canadiens, sur demande écrite de paiement mentionnant cette lettre de crédit irrévocable n° _____ datée du _____ et présentée à l'un de ses comptoirs situé au **[Note : insérer l'adresse de l'institution financière²]**.

Il est permis d'effectuer des prélèvements partiels.

La présente Lettre de crédit est assujettie aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, version révisée de 2007, publication n° RUU 600 de la Chambre de commerce internationale, telles qu'elles peuvent être modifiées ultérieurement.

Des prélèvements peuvent être effectués jusqu'à concurrence du montant intégral de la Lettre de crédit pourvu qu'à la demande de prélèvement soit jointe une attestation, signée par un signataire autorisé du Bénéficiaire, confirmant que :

- la personne qui signe l'attestation est un signataire autorisé du Bénéficiaire;
- le Bénéficiaire est en droit d'effectuer un prélèvement en vertu de la présente Lettre de crédit.

L'original de la présente Lettre de crédit, ou une copie certifiée de celle-ci, et l'original de l'attestation remplissant les conditions énoncées ci-dessus doivent être joints à toute demande de prélèvement effectuées aux termes de la présente Lettre de crédit.

² Cette lettre de crédit doit être encaissable à Montréal, Québec.

Nous honorerons votre (vos) demande(s) écrite(s) de paiement sur simple présentation des documents précités sans enquêter sur l'existence d'une créance légitime entre vous et notre Client.

Tous les frais seront à la charge du Client.

À moins qu'elle ne soit reconduite, la présente Lettre de crédit demeurera en vigueur jusqu'à la fermeture des bureaux le _____.

Signataire autorisé

Signataire autorisé

Annexe 1-5 b

DÉPÔT DE GARANTIE RÉVISÉ

FORMULAIRE DE LETTRE DE PROLONGATION

Destinataire :

(le « Bénéficiaire »)

OBJET : DÉPÔT DE GARANTIE RÉVISÉ

LETTRE DE PROLONGATION DE LA LETTRE DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE N° :

Madame, Monsieur,

À la demande de notre client, _____ (le « Client »), nous avons émis en date du _____ une lettre de crédit irrévocable n° _____ (la « Lettre de crédit ») d'un montant global maximal de deux millions de dollars canadiens (2 000 000 \$).

Par la présente, nous confirmons que la durée de validité de la Lettre de crédit est prolongée jusqu'à la fermeture des bureaux le _____.

Tous les termes et conditions de la Lettre de crédit, autres que ceux expressément modifiés aux termes de la présente, demeurent inchangés et en vigueur.

La présente lettre prolongeant la durée de validité de la Lettre de crédit est assujettie aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, version révisée de 2007, publication n° RUU 600 de la Chambre de commerce internationale, telles qu'elles peuvent être modifiées ultérieurement.

Signataire autorisé

Signataire autorisé

Annexe 1-6

DÉPÔT DE GARANTIE DE CLÔTURE

FORMULAIRE DE LETTRE DE CRÉDIT

Destinataire :

(le « Bénéficiaire »)

OBJET : DÉPÔT DE GARANTIE DE CLÔTURE

LETTRE DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE N° : _____

Madame, Monsieur,

À la demande de notre client, _____ (le « Client »), nous émettons par les présentes, avec prise d'effet immédiate et en votre faveur, notre lettre de crédit irrévocable n° _____ (la « Lettre de crédit ») d'un montant global maximal de dix millions de dollars canadiens (10 000 000 \$).

La présente institution financière garantit et s'engage à vous verser immédiatement, aux termes de la présente Lettre de crédit, tout montant demandé, jusqu'à concurrence d'un montant global de dix millions de dollars canadiens, sur demande écrite de paiement mentionnant cette lettre de crédit irrévocable n° _____ datée du _____ et présentée à l'un de ses comptoirs situé au **[Note : insérer l'adresse de l'institution financière³]**

Il est permis d'effectuer des prélèvements partiels.

La présente Lettre de crédit est assujettie aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, version révisée de 2007, publication n° RUU 600 de la Chambre de commerce internationale, telles qu'elles peuvent être modifiées ultérieurement.

Des prélèvements peuvent être effectués jusqu'à concurrence du montant intégral de la Lettre de crédit pourvu qu'à la demande de prélèvement soit jointe une attestation, signée par un signataire autorisé du Bénéficiaire, confirmant que :

- la personne qui signe l'attestation est un signataire autorisé du Bénéficiaire;
- le Bénéficiaire est en droit d'effectuer un prélèvement en vertu de la présente Lettre de crédit.

L'original de la présente Lettre de crédit, ou une copie certifiée de celle-ci, et l'original de l'attestation remplissant les conditions énoncées ci-dessus doivent être joints à toute demande de prélèvement effectuées aux termes de la présente Lettre de crédit.

Nous honorerons votre (vos) demande(s) écrite(s) de paiement sur simple présentation des documents précités sans enquêter sur l'existence d'une créance légitime entre vous et notre Client.

Tous les frais seront à la charge du Client.

³ Cette lettre de crédit doit être encaissable à Montréal, Québec

À moins qu'elle ne soit reconduite, la présente Lettre de crédit demeurera en vigueur jusqu'à la fermeture des bureaux le _____.

Signataire autorisé

Signataire autorisé

Annexe 1-7 a

FORMULAIRE DE PRIX

Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill

16 octobre 2008

FORMULAIRE DE PRIX

Ce formulaire présente le prix de la Proposition de financement engagé – coût du Projet et modèle financier de **[nom du Soumissionnaire]** datée du **[date]** relativement à l'Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill daté du 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, le cas échéant.

Dans le cas où le Soumissionnaire proposerait des Dates prévues de réception provisoire pour différentes étapes, chaque Date prévue de réception provisoire et chaque Paiement anticipé qui y est associé, le cas échéant, doivent être spécifiés. Le nombre d'étapes présenté n'est qu'à titre indicatif. Cette Annexe devra être adaptée en fonction de chaque Proposition.

Date prévue de réception provisoire de l'étape 1 :	[Date]
Paiement de réception provisoire pour l'étape 1 ⁽¹⁾ :	\$
Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 1 ^{(2) (6)} :	\$
Proportion du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 1 indexée ("UCI ^{p1} ") :	%

Date prévue de réception provisoire de l'étape 2 :	[Date]
Paiement de réception provisoire pour l'étape 2 ⁽¹⁾ :	\$
Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 2 ^{(2) (6)} :	\$
Proportion du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 2 indexée ("UCI ^{p2} ") :	%

Date prévue de réception provisoire de l'étape 3 :	[Date]
Paiement de réception provisoire pour l'étape 3 ^{(1) (3)} :	\$
Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 3 ^{(2) (6)} :	\$
Proportion du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 3 indexée ("UCI ^{p3} ") :	%

Prélèvements à l'égard des Jalons

	Jalon 1	Jalon 2	Jalon 3
Prélèvement applicable ⁽⁴⁾	\$	\$	\$
Date prévue du Certificat de réception de jalon	[Date]	[Date]	[Date]

Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence

Année contractuelle ⁽⁸⁾	Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence	Année contractuelle ⁽⁸⁾	Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		Total	

Valeurs actuelles nettes

VAN des Paiements annuels relatifs aux services ^{(5) (6)} nominaux ⁽⁷⁾ :	\$
VAN des Paiements anticipés ^{(5) (6)} nominaux ⁽¹⁾ :	\$
VAN des Paiements annuels relatifs aux services ^{(5) (6)} nominaux ⁽⁷⁾ et des Paiements anticipés ^{(5) (6)} nominaux ⁽¹⁾ :	\$

Calendrier des paiements

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Année calendrier	Paiement anticipé nominal ⁽¹⁾	Paiement annuel relatif aux services à la date de référence ⁽⁹⁾	Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence	Total colonnes 2 + 3 + 4	Paiement anticipé nominal ⁽¹⁾	Paiement annuel relatif aux services à la date de référence ⁽⁹⁾ nominal ⁽⁷⁾	Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence nominal ⁽⁷⁾	Total colonnes 6 + 7 + 8
2011								
2012								
2013								
2014								
2015								
2016								
2017								
2018								
2019								
2020								
2021								
2022								
2023								
2024								
2025								
2026								
2027								
2028								
2029								
2030								
2031								
2032								
2033								
2034								
2035								
2036								
2037								
2038								
2039								
2040								
2041								
2042								
2043								
2044								
2045								
2046								
2047								
2048								
2049								
Total								

Notes

- (1) Chaque Paiement anticipé est exprimé comme un montant nominal non indexé.
- (2) Le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour chaque étape doit inclure le(s) Paiement(s) annuel(s) relatif(s) aux services à la date de référence de toutes les étapes précédentes.
- (3) Suivant la Réception provisoire de l'étape 3, le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 3 et UCI^{rp3} s'appliquent à toutes les Années contractuelles, s'ajoutent au Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence jusqu'à la Date de fin de l'entente et sont indexés selon les termes du paragraphe 2.1 de l'**Annexe 23** de l'Entente de partenariat.
- (4) Le total des Prélèvements doit être de 105 millions de dollars et ils doivent être conformes aux exigences du **Volume 5**.
- (5) À titre indicatif seulement. Les valeurs actuelles nettes des Paiements annuels relatifs aux services et des Paiements anticipés calculées aux fins de la détermination du respect du Critère d'abordabilité, ainsi qu'aux fins d'évaluation tel qu'indiqué à la Section 5.3.4.2 de l'Appel de propositions, seront fondées sur le calcul du CUSM. Ces valeurs actuelles nettes seront calculées en date du 1^{er} janvier 2008, en utilisant un taux annuel d'IPC de 2 % et un taux d'actualisation annuel de 8 %, calculé semi-annuellement.
- (6) Aux fins des présentes, les déductions applicables contre les Paiements périodiques relatifs aux services, les retenues liées aux exigences de fin de terme et les montants relatifs aux Paiements incitatifs, aux Gains et Pertes d'énergie et aux Services publics doivent être considérés nuls.
- (7) « Nominal » signifiant indexé tel qu'indiqué au paragraphe 2.1, partie B de l'**Annexe 23** de l'Entente de partenariat en assumant un taux annuel d'IPC de 2 %.
- (8) Prendre pour hypothèse que l'Année contractuelle « 1 » est l'année au cours de laquelle la Date de réception provisoire de la dernière étape a lieu.
- (9) Le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence exclut le Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence. Lorsque la Date de début du paiement ou la Date d'expiration tombe en cours d'Année contractuelle, le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence sera ajusté pour ces Années contractuelles en cause en proportion du nombre de mois à compter de la Date de début du paiement ou jusqu'à la Date d'expiration, selon le cas.

Annexe 1-7 b

FORMULAIRE DE PRIX RÉVISÉ

Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill

16 octobre 2008

FORMULAIRE DE PRIX RÉVISÉ

Ce formulaire présente le prix de la Proposition révisée de [nom du Soumissionnaire] datée du [date] relativement à l'Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill daté du 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, le cas échéant.

Dans le cas où le Soumissionnaire proposerait des Dates prévues de réception provisoire pour différentes étapes, chaque Date prévue de réception provisoire et chaque Paiement anticipé qui y est associé, le cas échéant, doivent être spécifiés. Le nombre d'étapes présenté n'est qu'à titre indicatif. Cette Annexe devra être adaptée en fonction de chaque Proposition.

Date prévue de réception provisoire de l'étape 1 :	[Date]
Paiement de réception provisoire pour l'étape 1 ⁽¹⁾ :	\$
Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 1 ^{(2) (6)} :	\$
Proportion du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 1 indexée ("UCI" ^{p1}) :	%

Date prévue de réception provisoire de l'étape 2 :	[Date]
Paiement de réception provisoire pour l'étape 2 ⁽¹⁾ :	\$
Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 2 ^{(2) (6)} :	\$
Proportion du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 2 indexée ("UCI" ^{p2}) :	%

Date prévue de réception provisoire de l'étape 3 :	[Date]
Paiement de réception provisoire pour l'étape 3 ^{(1) (3)} :	\$
Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 3 ^{(2) (6)} :	\$
Proportion du Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 3 indexée ("UCI" ^{p3}) :	%

Prélèvements à l'égard des Jalons

	Jalon 1	Jalon 2	Jalon 3
Prélèvement applicable ⁽⁴⁾	\$	\$	\$
Date prévue du Certificat de réception de jalon	[Date]	[Date]	[Date]

Paie ment annuel relatif au cycle de vie à la date de référence

Année contractuelle ⁽⁸⁾	Paie ment annuel relatif au cycle de vie à la date de référence	Année contractuelle ⁽⁸⁾	Paie ment annuel relatif au cycle de vie à la date de référence
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		Total	

Valeurs actuelles nettes

VAN des Paiements annuels relatifs aux services ^{(5) (6)} nominaux ⁽⁷⁾ :	\$
VAN des Paiements anticipés ^{(5) (6)} nominaux ⁽¹⁾ :	\$
VAN des Paiements annuels relatifs aux services ^{(5) (6)} nominaux ⁽⁷⁾ et des Paiements anticipés ^{(5) (6)} nominaux ⁽¹⁾ :	\$

Calendrier des paiements

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Année calendrier	Paiement anticipé nominal ⁽¹⁾	Paiement annuel relatif aux services à la date de référence ⁽⁹⁾	Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence	Total colonnes 2 + 3 + 4	Paiement anticipé nominal ⁽¹⁾	Paiement annuel relatif aux services à la date de référence ⁽⁹⁾ nominal ⁽⁷⁾	Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence nominal ⁽⁷⁾	Total colonnes 6 + 7 + 8
2011								
2012								
2013								
2014								
2015								
2016								
2017								
2018								
2019								
2020								
2021								
2022								
2023								
2024								
2025								
2026								
2027								
2028								
2029								
2030								
2031								
2032								
2033								
2034								
2035								
2036								
2037								
2038								
2039								
2040								
2041								
2042								
2043								
2044								
2045								
2046								
2047								
2048								
2049								
Total								

Notes

- (1) Chaque Paiement anticipé est exprimé comme un montant nominal non indexé.
- (2) Le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour chaque étape doit inclure le(s) Paiement(s) annuel(s) relatif(s) aux services à la date de référence de toutes les étapes précédentes.
- (3) Suivant la Réception provisoire de l'étape 3, le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence pour la réception provisoire de l'étape 3 et UCI^{rp3} s'appliquent à toutes les Années contractuelles, s'ajoutent au Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence jusqu'à la Date de fin de l'entente et sont indexés selon les termes du paragraphe 2.1 de l'**Annexe 23** de l'Entente de partenariat.
- (4) Le total des Prélèvements doit être de 105 millions de dollars et ils doivent être conformes aux exigences du **Volume 5**.
- (5) À titre indicatif seulement. Les valeurs actuelles nettes des Paiements annuels relatifs aux services et des Paiements anticipés calculées aux fins de la détermination du respect du Critère d'abordabilité, ainsi qu'aux fins d'évaluation tel qu'indiqué à la Section 5.3.4.2 de l'Appel de propositions, seront fondées sur le calcul du CUSM. Ces valeurs actuelles nettes seront calculées en date du 1^{er} janvier 2008, en utilisant un taux annuel d'IPC de 2 % et un taux d'actualisation annuel de 8 %, calculé semi-annuellement.
- (6) Aux fins des présentes, les déductions applicables contre les Paiements périodiques relatifs aux services, les retenues liées aux exigences de fin de terme et les montants relatifs aux Paiements incitatifs, aux Gains et Pertes d'énergie et aux Services publics doivent être considérés nuls.
- (7) « Nominal » signifiant indexé tel qu'indiqué au paragraphe 2.1, partie B de l'**Annexe 23** de l'Entente de partenariat en assumant un taux annuel d'IPC de 2 %.
- (8) Prendre pour hypothèse que l'Année contractuelle « 1 » est l'année au cours de laquelle la Date de réception provisoire de la dernière étape a lieu.
- (9) Le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence exclut le Paiement annuel relatif au cycle de vie à la date de référence. Lorsque la Date de début du paiement ou la Date d'expiration tombe en cours d'Année contractuelle, le Paiement annuel relatif aux services à la date de référence sera ajusté pour ces Années contractuelles en cause en proportion du nombre de mois à compter de la Date de début du paiement ou jusqu'à la Date d'expiration, selon le cas.

Annexe 1-8

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION TECHNIQUE POUR LE SOUMISSIONNAIRE, SES MEMBRES ET PARTICIPANTS

[Note : Une confirmation de cet engagement doit également être fournie à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.]

**Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du
nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill****16 octobre 2008****FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION TECHNIQUE**

Le présent formulaire d'engagement de la Proposition technique (« **Formulaire d'engagement de la Proposition technique** ») doit être complété et signé par le Soumissionnaire et par chacun de ses Membres et Participants selon ce qui y est prévu quant à chacun d'entre eux. Il fait partie intégrante de la Proposition.

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a été informé par le Représentant des autorités publiques qu'aux termes de l'Appel de qualification pour le projet du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « **Projet** »), il est l'un des Candidats qualifiés invité à l'Appel de propositions;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres, Participants et Personnes clés ont soumis un Formulaire d'engagement dans le cadre de l'Appel de qualification;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants ont signé la Convention de soumission;

ATTENDU QUE les Soumissionnaire, Membres et Participants déposent une Proposition contenant une Proposition technique et une Proposition financière;

ATTENDU QU'il y a lieu qu'un Formulaire d'engagement de la Proposition technique soit soumis par le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants dans le cadre du présent Appel de propositions;

ATTENDU QUE les Personnes clés du Soumissionnaire doivent également signer un Formulaire d'engagement de la Proposition (le « **Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés** »).

PAR CONSÉQUENT, le Soumissionnaire et chacun de ses Membres et Participants s'engagent selon ce qui suit :

Définitions

À moins que le contexte ne s'y oppose, les termes et expressions avec majuscule à l'initiale qui sont utilisés dans les présentes et dans la Proposition ont le sens qui leur est donné dans l'Appel de propositions.

Énoncés généraux

Nous, les soussignés, reconnaissons, et convenons :

- que chacun d'entre nous a lu, examiné et compris les six Volumes de l'Appel de propositions à l'égard du Projet, tels que modifiés par les addenda (collectivement l'« **Appel de propositions** »)

»). Chacun d'entre nous déclare en comprendre toutes les modalités qui y sont énoncées ainsi que tous autres renseignements rendus disponibles à l'égard de l'Appel de propositions. Nous déclarons avoir pris connaissance et reçu tous les renseignements nécessaires relatifs à la nature des services à fournir et aux exigences applicables au Projet. Nous acceptons la répartition des risques entre les parties prévue à la version définitive de l'Entente de partenariat et confirmons être disposés à procéder à la clôture financière sans autre négociation conformément à l'échéancier prévu à l'Appel de propositions.

- par la remise du présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique dûment complété, signé et joint à la Proposition technique comme partie intégrante de celui-ci, d'être liés par toutes les modalités du Processus de soumission, dont l'Appel de propositions, et de nous y conformer.

Entente de partenariat révisée

Le Soumissionnaire se déclare prêt, s'il est choisi comme Soumissionnaire sélectionné, à conclure l'Entente de partenariat dans sa version définitive, sans négociations ou modifications de substance, sous réserve de l'autorisation du Gouvernement et des modifications visant à inclure les modalités propres à la Proposition du Soumissionnaire sélectionné. Les Membres et Participants garantissent solidairement cet engagement du Soumissionnaire.

Proposition ferme et irrévocable

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants convient que la Proposition technique à laquelle est jointe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique constitue une offre ferme au CUSM, qui est irrévocable et lie chacun d'entre eux, et qui ne peut être retirée ou modifiée qu'après le

- [Date qui tombe neuf mois suivant la Date de dépôt de la Proposition technique].

Proposition conforme aux exigences de dépôt

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit que la Proposition répond et est conforme aux exigences de recevabilité et de conformité indiquées dans l'Appel de propositions, plus particulièrement :

- les critères de recevabilité de la Proposition;
- les critères d'évaluation de la conformité de la Proposition.

Appel de propositions et Convention de soumission

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants reconnaît et convient qu'il doit respecter les modalités de l'Appel de propositions dont celles de la Convention de soumission et du présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique, incluant toutes les clauses de non-responsabilité et de limitation de responsabilité en faveur du CUSM ou de toute autre Personne y étant mentionnée.

Information figurant dans l'Appel de qualification

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit que toutes les déclarations faites dans la Candidature constituent des déclarations permanentes qui sont encore exactes en date des présentes, à l'exception (i) de celles qui ont été, par ailleurs, expressément modifiées dans la Proposition, auquel cas nous avons clairement indiqué dans la Proposition technique que des corrections y avaient été apportées ou qu'elles ne correspondaient plus aux déclarations faites dans

notre Candidature; et (ii) de celles qui ont été par ailleurs expressément communiquées par écrit au CUSM et auxquelles ce dernier a consenti par écrit avant la Date de dépôt de la Proposition technique.

Changement important

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit par les présentes :

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe écrite jointe au présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique, que la situation financière de chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants et leurs activités respectives n'ont subi aucun changement défavorable important depuis la date des derniers états financiers ou informations financières équivalentes fournis dans la Candidature;
- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique, qu'il n'y a aucune action, poursuite ou procédure légale en cours contre l'un ou l'autre du Soumissionnaire, ses Membres, ses Participants ou ses Personnes clés ou, à sa connaissance, après vérification satisfaisante, imminente contre lui ou le concernant, intentée devant ou par un organisme, un tribunal, une commission, un conseil, une agence ou un bureau fédéral, provincial, municipal ou autre, national ou étranger, ou intentée devant ou par un arbitre ou un conseil d'arbitrage, qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné, selon le cas;
- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique, que l'un ou l'autre des Soumissionnaires, Membres ou Participants n'est pas au courant d'aucun motif pour lequel une action, une poursuite ou une procédure pourrait être intentée qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière soit, selon le cas, du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné.

Aucune collusion

Dans le cadre de la préparation et du dépôt de la Proposition, chacun d'entre nous déclare et garantit qu'aucun d'entre nous ne s'est concerté, n'a échangé ou n'a comparé de renseignements ni conclu aucun accord avec tout autre Candidat qualifié, avec tout autre Soumissionnaire ou leurs Collaborateurs au sujet du contenu, de la préparation ou de la présentation de sa Proposition.

Chacun d'entre nous déclare et garantit de plus par les présentes que nous n'avons, directement ou indirectement, aucune connaissance de toute Proposition de tout autre Soumissionnaire ni aucun intérêt dans une telle Proposition, et que nous n'avons conclu avant le dépôt de notre Proposition aucune entente ou convention ni aucun arrangement formel ou informel qui pourrait faire en sorte que nous ayons une telle connaissance ou un tel intérêt.

Conflits d'intérêts et exclusivité

À l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique, chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes qu'à notre connaissance, aucun conflit d'intérêts, réel ou apparent, ou aucun avantage indu, n'est survenu, n'existe ou n'est raisonnablement susceptible de survenir à l'avenir relativement au dépôt de notre Proposition en réponse à l'Appel de propositions ou dans le cadre d'une éventuelle prestation de services requise du Partenaire privé.

Renseignements du CUSM

Chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes que nous n'avons accès à aucun renseignement confidentiel du CUSM et que nous ne pouvons nous prévaloir d'aucun droit d'accès à de tels renseignements à l'exception des renseignements confidentiels qui peuvent être communiqués par le CUSM à tous les Soumissionnaires.

Engagement de certains conseillers ou experts

Chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes que nous n'avons pas contrairement à ce qui est prévu au **Volume 1** engagé une ou plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions et que nous n'avons pas retenu les services d'une ou de plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions.

Protection des renseignements confidentiels et personnels

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît et convient que le Gouvernement, le CUSM, le Ministère, PPPQ, et les membres de leur personnel, leurs mandataires, leurs conseillers et représentants respectifs pourront vérifier tout renseignement contenu dans notre Proposition et mener toute enquête sur les antécédents du Soumissionnaire ou l'un ou l'autre des Collaborateurs dont, notamment, effectuer toute enquête à l'égard du crédit et de la solvabilité, du casier judiciaire, de tout litige ou procédures en faillite ou insolvabilité, du statut fiscal ainsi que sa conformité en regard de toutes les lois à caractère fiscal qui lui sont applicables.

Chacun d'entre nous consent à la cueillette et à l'utilisation par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel de renseignements confidentiels ou personnels sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs aux fins de l'évaluation de notre Proposition, à la communication de tels renseignements aux Personnes responsables d'évaluer notre Proposition et à leur divulgation conformément au **Volume 1** de l'Appel de propositions et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun d'entre nous consent à la communication par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel à leurs mandataires, leurs conseillers, consultants, experts et représentants respectifs de renseignements confidentiels ou personnels sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs et ce, dans la mesure où ces renseignements s'avèrent nécessaires à l'exercice de leur mandat et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun d'entre nous reconnaît et convient qu'un Vérificateur du processus s'assurera de l'équité et de la transparence du Processus de soumission et que, de ce fait, les renseignements faisant partie de notre Proposition pourront être transmis à ce Vérificateur du processus ou à ses employés, représentants ou conseillers dans le cadre de ce mandat.

Chacun d'entre nous consent à ce que les renseignements confidentiels ou personnels inclus dans notre Proposition soient communiqués aux différents organismes provinciaux ou fédéraux mentionnés précédemment et ce, pour les fins pour lesquelles les organismes les demandent et qui sont décrites précédemment.

Chacun d'entre nous consent à ce que le nom du Soumissionnaire et de ses Collaborateurs soit divulgué au terme du Processus de soumission.

Lobbying et obligations d'après mandat

Chacun d'entre nous s'engage à respecter les prescriptions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, L.R.Q. c. T-11.011, et, selon le cas, le *Code de déontologie des lobbyistes*, R.Q. c. T-11.011, r.0.2, les règlements d'application ainsi que les avis du Commissaire au lobbyisme ainsi que ceux du Conservateur du registre des lobbyistes pris en vertu de cette loi. De plus, nous reconnaissons et nous nous assurerons que quiconque soumis aux modalités d'après-mandat, d'éthique et de conflits d'intérêts en vertu du droit du Québec applicable aux membres de l'Assemblée nationale du Québec ou encore des membres de leur personnel ou de celui de la fonction publique ou des organismes publics du Québec, ne tire quelque avantage direct de l'Appel de propositions à moins que les dispositions applicables ne soient respectées.

Exemplaires

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun de ces exemplaires étant réputé être un original, et ces exemplaires constituant ensemble un seul et même acte.

Information fournie

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît que le CUSM peut, à son entière discrétion, prendre toute mesure qu'il juge appropriée, si l'information fournie par l'un ou l'autre des Soumissionnaires, Membres ou Participants est incorrecte, fausse ou trompeuse, ou si le CUSM n'en est pas satisfait, à son entière discrétion.

Décisions du CUSM ou autre Personne autorisée

Chacun d'entre nous accepte d'être lié et assujéti à toute décision, selon le cas, du CUSM, du Gouvernement, de l'arbitre des conflits d'intérêts, du Comité de sélection ou de toute autre Personne rendant une décision aux fins du Processus de soumission, prise à leur entière discrétion respective, pour ce qui est d'établir notamment :

- si la Proposition, de l'un ou l'autre des Soumissionnaires, est recevable;
- si la Proposition, de l'un ou l'autre des Soumissionnaires, est conforme;
- si un Soumissionnaire, un de ses Membres, Participants ou Collaborateurs satisfait ou non à l'une ou l'autre des modalités du Processus de soumission;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de conflits d'intérêts n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière d'exclusivité n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de lobbying ou d'obligations d'après-mandat n'est pas respectée;
- s'il y a eu collusion;
- si une ou des informations devant être fournies dans la Proposition, l'a été ou non et, dans le cas d'une information fournie, si elle est satisfaisante, erronée, fausse ou trompeuse;
- si une information quelconque peut être transmise à un tiers;

- si l'information fournie par un autre Soumissionnaire, un de ses Membres, ou une de ses Personnes clés est satisfaisante ou acceptable;
- si l'un ou l'autre du Soumissionnaire, un de ses Membres ou Participants, ou encore une Personne clé ne respecte pas tout engagement ou déclaration énoncé, selon le cas, au Formulaire d'engagement de la Proposition technique, au Formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants ou au Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés;
- le choix du Soumissionnaire sélectionné;

ainsi qu'en ce qui a trait à toute mesure prise incluant la disqualification du Soumissionnaire, le rejet de sa Proposition ou son exclusion du Processus de soumission.

Lois applicables

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique et les droits et obligations qui y sont énoncées sont interprétés et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec, sans qu'il ne soit tenu compte des règles en matière de conflits de lois de cette province. Chacun d'entre nous s'engage aux termes de ce Formulaire d'engagement de la Proposition technique à nous en remettre irrévocablement à la compétence des tribunaux du Québec, District judiciaire de Montréal, sous réserve de la juridiction de l'Arbitre des conflits d'intérêts pour trancher tout différend relevant de sa compétence.

Personnes clés

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants s'engage solidairement des déclarations et engagements pris par l'une ou l'autre des Personnes clés dans le Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés ainsi que dans le Formulaire de quittance de l'une ou l'autre d'entre elles.

Divisibilité des dispositions

Si l'une ou l'autre des dispositions du présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique est jugée illégale ou invalide, cela n'aura aucun effet sur les autres dispositions des présentes, et le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique devra être interprété et mis à exécution comme si cette disposition invalide ou illégale n'y avait jamais figuré.

Modification

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique ne peut être modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par le Soumissionnaire, ses Membres et Participants avec le consentement du CUSM, à son entière discrétion.

Quittance

Aucun défaut ni aucun retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours aux termes du présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique par l'une des parties aux présentes ne sera réputé constituer une quittance à ce droit ou à ce recours. Aucune quittance à un défaut d'observer une disposition du présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique ne sera réputé constituer une quittance à tout manquement ultérieur à cette disposition ou à une disposition similaire.

Signataires

Le Soumissionnaire et chaque Membre et Participant du Soumissionnaire doivent signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique. Si le Soumissionnaire est un consortium ou une entité *ad hoc* créé uniquement pour le Projet, chaque Membre et Participant de ce consortium ou de cette entité *ad hoc* doit signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique par l'intermédiaire de ses représentants dûment autorisés, à la fois au nom du consortium et en son propre nom, de la même manière que si le Membre et le Participant étaient la partie unique signant le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique.

Pouvoir de signer le Formulaire d'engagement de la Proposition technique

Les Soumissionnaires et Membres et Participants déclarent et garantissent par les présentes, en leur propre nom et solidairement :

- qu'ils disposent du pouvoir, de l'autorité et de la capacité requis pour signer et livrer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique;
- qu'ils ont dûment et validement signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique ou que leurs représentants dûment autorisés l'ont dûment et validement signé en leur nom;
- que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique constitue une entente légale, valide et exécutoire qui leur est opposable conformément à ses modalités.

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît que le CUSM exige de chaque soussigné qu'il fournisse une preuve, sous forme de résolution ou tout autre document en une forme jugée acceptable par le CUSM, à son entière discrétion, que la Personne qui signe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le compte du soussigné a l'autorité requise pour le faire et pour lier le soussigné. Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît également qu'une Personne clé qui fournit au CUSM un Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés signé par un représentant doit également fournir une preuve de l'autorité de ce représentant, satisfaisante au CUSM, à son entière discrétion.

Langue du Formulaire d'engagement de la Proposition technique

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique a été rédigé en français seulement en conformité avec les lois du Québec même si une version anglaise a pu être fournie au Soumissionnaire, à un Membre ou à un Participant. Le Soumissionnaire, chaque Membre et chaque Participant déclare expressément ce qui suit :

- le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique rédigé en français est la seule source de droits et d'obligations entre les parties;
- il a pris connaissance de chacune des dispositions du Formulaire d'engagement de la Proposition technique rédigé en français, il en comprend la portée et toutes les conséquences juridiques et accepte d'être pleinement lié par chacune de ses dispositions;
- toute version anglaise du Formulaire d'engagement de la Proposition technique que le CUSM pourrait lui avoir remise n'aura aucun effet juridique de quelque nature que ce soit, même en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique rédigé en français.

Application

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique lie chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants et leurs successeurs et ayants droit respectifs.

EN FOI DE QUOI nous avons signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique à la date et au lieu indiqués.

À _____ le _____

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

SI LE SOUMISSIONNAIRE EST UN CONSORTIUM OU UNE AUTRE ENTITÉ :

Signé et remis par

[DÉNOMINATION DU CONSORTIUM OU UNE AUTRE ENTITÉ] par son mandataire dûment autorisé,
et par **[fournir des précisions sur la signature]** :

À _____ le _____

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)**Signataire autorisé :**

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

Par les présentes, chacun des Membres ou Participants soussigné :

- reconnaît que le Soumissionnaire a signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique et qu'il le joint à la Proposition technique comme partie intégrante de celui-ci;
- reconnaît et confirme qu'il a lu, examiné et compris chacune des dispositions de la Proposition technique de **[Nom du Soumissionnaire]**, dont le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique, qu'il les accepte, et que la Proposition technique, ainsi que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition technique signé par chacun d'entre eux, est soumis et déposé avec leur consentement respectif et qu'il lie chacun d'entre eux.

À _____ le _____

Membre :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

À _____ le _____

Participant :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

Annexe 1-9 a

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE POUR LE SOUMISSIONNAIRE, SES MEMBRES ET PARTICIPANTS

**[Note : Ce formulaire doit être fourni à la Date de dépôt de la Proposition de financement
engagé - coûts du Projet et modèle financier]**

**Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du
nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill**

16 octobre 2008

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE

Le présent formulaire d'engagement de la Proposition financière (le « **Formulaire d'engagement de la Proposition financière** ») doit être complété et signé par le Soumissionnaire et par chacun de ses Membres et Participants selon ce qui est prévu quant à chacun d'eux. Il fait partie intégrante de la Proposition.

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a été informé par le Représentant des autorités publiques qu'aux termes de l'Appel de qualification pour le projet du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « **Projet** »), il est l'un des Candidats qualifiés invités à l'Appel de propositions;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres, Participants et Personnes clés ont soumis un Formulaire d'engagement dans le cadre de l'Appel de qualification;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants ont signé la Convention de soumission;

ATTENDU QUE les Soumissionnaires, Membres et Participants déposent une Proposition contenant une Proposition technique et une Proposition financière;

ATTENDU QU'il y a lieu qu'un Formulaire d'engagement de la Proposition financière soit soumis par le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants dans le cadre du présent Appel de propositions;

ATTENDU QUE les Personnes clés du Soumissionnaire doivent également signer un Formulaire d'engagement de la Proposition (le « **Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés** »).

PAR CONSÉQUENT, le Soumissionnaire et chacun de ses Membres et Participants s'engagent selon ce qui suit :

1. Définitions

À moins que le contexte ne s'y oppose, les termes et expressions avec majuscule à l'initiale qui sont utilisés dans les présentes et dans la Proposition ont le sens qui leur est donné dans l'Appel de propositions.

2. Énoncés généraux

Nous, les soussignés, reconnaissons, et convenons :

- que chacun d'entre nous a lu, examiné et compris les six Volumes de l'Appel de propositions à l'égard du Projet, tels que modifiés par les addenda (collectivement l'« **Appel de propositions** »). Chacun d'entre nous déclare en comprendre toutes les modalités qui y sont énoncées ainsi que tous autres renseignements rendus disponibles à l'égard de l'Appel de propositions. Nous déclarons avoir pris connaissance et reçu tous les renseignements nécessaires relatifs à la nature des services à fournir et aux exigences applicables au Projet. Nous acceptons la répartition des risques entre les parties prévue à la version définitive de l'Entente de partenariat et confirmons être disposés à procéder à la clôture financière sans autre négociation conformément à l'échéancier prévu à l'Appel de propositions.
- par la remise du présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière dûment complété, signé et joint à la Proposition financière comme partie intégrante de celui-ci, d'être liés par toutes les modalités du Processus de soumission, dont l'Appel de propositions, et de nous y conformer.

3. Entente de partenariat révisée

Le Soumissionnaire se déclare prêt, s'il est choisi comme Soumissionnaire sélectionné, à conclure l'Entente de partenariat dans sa version définitive, sans négociations ou modifications de substance, sous réserve de l'autorisation du Gouvernement et des modifications visant à inclure les modalités propres à la Proposition du Soumissionnaire sélectionné. Les Membres garantissent solidairement cet engagement du Soumissionnaire.

4. Proposition ferme et irrévocable

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants convient que la Proposition financière à laquelle est jointe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière constitue une offre ferme au CUSM, qui est irrévocable et lie chacun d'entre eux, et qui ne peut être retirée ou modifiée avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition financière, sous réserve des modifications permises quant à la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier et des ajustements visés à la **Section 3.7** du **Volume 1** de l'Appel de proposition concernant les coûts de financement.

Quant à un Participant, son engagement en vertu de la présente section se limite aux éléments de la Proposition financière pour lesquels il assume un degré de responsabilité et de supervision.

5. Prix

Chacun du Soumissionnaire et des Membres confirme que les prix qui apparaissent dans la Proposition, dont notamment à l'**Annexe 1-7**, sont exprimés en monnaie canadienne et constituent des prix globaux qui comprennent toutes les taxes à l'exception de la TPS et de la TVQ.

6. Sûretés et garanties exigées par les Bailleurs de fonds

Le Soumissionnaire déclare qu'il est en mesure de fournir les sûretés et garanties exigées par les Bailleurs de fonds telles qu'elles sont indiquées dans la liste des modalités de financement pour

chacun des Instruments de financement de la Proposition. Les Membres garantissent solidairement cet engagement du Soumissionnaire.

7. Proposition conforme aux exigences de dépôt

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit que la Proposition financière répond et est conforme aux exigences de recevabilité et de conformité indiquées dans l'Appel de propositions, plus particulièrement :

- les critères de recevabilité de la Proposition;
- les critères d'évaluation de la conformité de la Proposition.

Quant à un Participant, son engagement en vertu de la présente section se limite aux éléments de la Proposition financière pour lesquels il assume un degré de responsabilité et de supervision.

8. Appel de propositions et Convention de soumission

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants reconnaît et convient qu'il doit respecter les modalités de l'Appel de propositions dont celles de la Convention de soumission et du présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière, incluant toutes les clauses de non-responsabilité et de limitation de responsabilité en faveur du CUSM ou de toute autre Personne y étant mentionnée.

9. Information figurant dans l'Appel de qualification

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit que toutes les déclarations faites dans la Candidature constituent des déclarations permanentes qui sont encore exactes en date des présentes, à l'exception (i) de celles qui ont été, par ailleurs, expressément modifiées dans la Proposition technique, auquel cas nous avons clairement indiqué dans la Proposition technique, que des corrections y avaient été apportées ou qu'elles ne correspondaient plus aux déclarations faites dans notre Candidature; et (ii) de celles qui ont été par ailleurs expressément communiquées par écrit au CUSM et auxquelles ce dernier a consenti par écrit avant la Date de dépôt de la Proposition technique.

10. Changement important

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit par les présentes :

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe écrite jointe au présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière, que sa situation financière et ses activités respectives n'ont subi aucun changement défavorable important depuis la date des derniers états financiers ou informations financières équivalentes fournis dans la Candidature ou à la Proposition technique;
- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique ou financière, qu'il n'y a aucune action, poursuite ou procédure légale en cours contre l'un ou l'autre du Soumissionnaire, ses Membres, ses Participants ou ses Personnes clés ou, à sa connaissance, après vérification satisfaisante, imminente contre lui ou le concernant, intentée devant ou par un organisme, un tribunal, une commission, un conseil, une agence ou un bureau fédéral, provincial, municipal ou autre, national ou étranger, ou intentée devant ou par un arbitre ou un conseil d'arbitrage, qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la

liquidité ou la situation financière du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné, selon le cas;

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique ou financière, que l'un ou l'autre des Soumissionnaires, Membres ou Participants n'est pas au courant d'aucun motif pour lequel une action, une poursuite ou une procédure pourrait être intentée qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière soit, selon le cas, du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné.

11. Aucune collusion

Dans le cadre de la préparation et du dépôt de la Proposition, chacun d'entre nous déclare et garantit qu'aucun d'entre nous ne s'est concerté, n'a échangé ou n'a comparé de renseignements ni conclu aucun accord avec tout autre Candidat qualifié, avec tout autre Soumissionnaire ou leurs Collaborateurs au sujet du contenu, de la préparation ou de la présentation de sa Proposition.

Chacun d'entre nous déclare et garantit de plus par les présentes que nous n'avons, directement ou indirectement, aucune connaissance de toute Proposition de tout autre Soumissionnaire ni aucun intérêt dans une telle Proposition, et que nous n'avons conclu avant le dépôt de notre Proposition aucune entente ou convention ni aucun arrangement formel ou informel qui pourrait faire en sorte que nous ayons une telle connaissance ou un tel intérêt.

12. Conflits d'intérêts et exclusivité

À l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière, chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes qu'à notre connaissance, aucun conflit d'intérêts, réel ou apparent, ou aucun avantage indu, n'est survenu, n'existe ou n'est raisonnablement susceptible de survenir à l'avenir relativement au dépôt de notre Proposition en réponse à l'Appel de propositions ou dans le cadre d'une éventuelle prestation de services requise du Partenaire privé.

13. Renseignements du CUSM

Chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes que nous n'avons accès à aucun renseignement confidentiel du CUSM et que nous ne pouvons nous prévaloir d'aucun droit d'accès à de tels renseignements à l'exception des renseignements confidentiels qui peuvent être communiqués par le CUSM à tous les Soumissionnaires.

14. Engagement de certains conseillers ou experts

Chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes que nous n'avons pas contrairement à ce qui est prévu au **Volume 1** engagé une ou plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions et que nous n'avons pas retenu les services d'une ou de plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions.

15. Protection des renseignements confidentiels et personnels

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît et convient que le Gouvernement, le CUSM, le Ministère, PPPQ, et les membres de leur personnel, leurs mandataires, leurs conseillers et représentants respectifs pourront vérifier tout renseignement contenu dans notre Proposition et mener

toute enquête sur les antécédents du Soumissionnaire ou l'un ou l'autre des Collaborateurs dont, notamment, effectuer toute enquête à l'égard du crédit et de la solvabilité, du casier judiciaire, de tout litige ou procédures en faillite ou insolvabilité, du statut fiscal ainsi que sa conformité en regard de toutes les lois à caractère fiscal qui lui sont applicables.

Chacun d'entre nous consent à la cueillette et à l'utilisation par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel de renseignements confidentiels ou personnels sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs aux fins de l'évaluation de notre Proposition, à la communication de tels renseignements aux Personnes responsables d'évaluer notre Proposition et à leur divulgation conformément au **Volume 1** de l'Appel de propositions et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun d'entre nous consent à la communication par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel à leurs mandataires, leurs conseillers, consultants, experts et représentants respectifs de renseignements confidentiels ou personnels sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs et ce, dans la mesure où ces renseignements s'avèrent nécessaires à l'exercice de leur mandat et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun d'entre nous reconnaît et convient qu'un Vérificateur du processus s'assurera de l'équité et de la transparence du Processus de soumission et que, de ce fait, les renseignements faisant partie de notre Proposition pourront être transmis à ce Vérificateur du processus ou à ses employés, représentants ou conseillers dans le cadre de ce mandat.

Chacun d'entre nous consent à ce que les renseignements confidentiels ou personnels inclus dans notre Proposition soient communiqués aux différents organismes provinciaux ou fédéraux mentionnés précédemment et ce, pour les fins pour lesquelles les organismes les demandent et qui sont décrites précédemment.

Chacun d'entre nous consent à ce que le nom du Soumissionnaire et de ses Collaborateurs soit divulgué au terme du Processus de soumission.

16. Lobbying et obligations d'après mandat

Chacun d'entre nous s'engage à respecter les prescriptions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, L.R.Q. c. T-11.011, et, selon le cas, le *Code de déontologie des lobbyistes*, R.Q. c. T-11.011, r.0.2, les règlements d'application ainsi que les avis du Commissaire au lobbyisme ainsi que ceux du Conservateur du registre des lobbyistes pris en vertu de cette loi. De plus, nous reconnaissons et nous nous assurerons que quiconque soumis aux modalités d'après-mandat, d'éthique et de conflits d'intérêts en vertu du droit du Québec applicable aux membres de l'Assemblée nationale du Québec ou encore des membres de leur personnel ou de celui de la fonction publique ou des organismes publics du Québec, ne tire quelque avantage direct de l'Appel de propositions à moins que les dispositions applicables ne soient respectées.

17. Exemplaires

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun de ces exemplaires étant réputé être un original, et ces exemplaires constituant ensemble un seul et même acte.

18. Information fournie

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît que le CUSM peut, à son entière discrétion, prendre toute mesure qu'il juge appropriée, si l'information fournie par l'un ou l'autre des Soumissionnaires, Membres ou Participants est incorrecte, fausse ou trompeuse, ou si le CUSM n'en est pas satisfait, à son entière discrétion.

19. Décisions du CUSM ou autre Personne autorisée

Chacun d'entre nous accepte d'être lié et assujéti à toute décision, selon le cas, du CUSM, du Gouvernement, de l'arbitre des conflits d'intérêts, du Comité de sélection ou de toute autre Personne rendant une décision aux fins du Processus de soumission, prise à leur entière discrétion respective, pour ce qui est d'établir notamment :

- si la Proposition, de l'un ou l'autre des Soumissionnaires, est recevable;
- si la Proposition, de l'un ou l'autre des Soumissionnaires, est conforme;
- si un Soumissionnaire, un de ses Membres, Participants ou Collaborateurs satisfait ou non à l'une ou l'autre des modalités du Processus de soumission;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de conflits d'intérêts n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière d'exclusivité n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de lobbying ou d'obligations d'après-mandat n'est pas respectée;
- s'il y a eu collusion;
- si une ou des informations devant être fournies dans la Proposition, l'a été ou non et, dans le cas d'une information fournie, si elle est satisfaisante, erronée, fausse ou trompeuse;
- si une information quelconque peut être transmise à un tiers;
- si l'information fournie par un autre Soumissionnaire, un de ses Membres, ou une de ses Personnes clés est satisfaisante ou acceptable;
- si l'un ou l'autre du Soumissionnaire, un de ses Membres ou Participants, ou encore une Personne clé ne respecte pas tout engagement ou déclaration énoncé, selon le cas, au Formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, au Formulaire d'engagement de la Proposition financière ou au Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés;
- le choix du Soumissionnaire sélectionné;

ainsi qu'en ce qui a trait à toute mesure prise incluant la disqualification du Soumissionnaire, le rejet de sa Proposition ou son exclusion du Processus de soumission.

20. Lois applicables

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière et les droits et obligations qui y sont énoncés sont interprétés et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec, sans qu'il ne soit tenu compte des règles en matière de conflits de lois de cette province. Chacun d'entre nous s'engage aux termes de ce Formulaire d'engagement de la Proposition financière à nous en remettre irrévocablement à la compétence des tribunaux du Québec, District judiciaire de Montréal, sous

réserve de la juridiction de l'Arbitre des conflits d'intérêts pour trancher tout différend relevant de sa compétence.

21. Personnes clés

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants s'engage solidairement des déclarations et engagements pris par l'une ou l'autre des Personnes clés dans le Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés ainsi que dans le Formulaire de quittance de l'une ou l'autre d'entre elles.

22. Divisibilité des dispositions

Si l'une ou l'autre des dispositions du présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière est jugée illégale ou invalide, cela n'aura aucun effet sur les autres dispositions des présentes, et le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière devra être interprété et mis à exécution comme si cette disposition invalide ou illégale n'y avait jamais figuré.

23. Modification

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière ne peut être modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par le Soumissionnaire, ses Membres et Participants avec le consentement du CUSM, à son entière discrétion.

24. Quittance

Aucun défaut ni aucun retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours aux termes du présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière par l'une des parties aux présentes ne sera réputé constituer une quittance à ce droit ou à ce recours. Aucune quittance à un défaut d'observer une disposition du présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière ne sera réputé constituer une quittance à tout manquement ultérieur à cette disposition ou à une disposition similaire.

25. Signataires

Le Soumissionnaire et chaque Membre et Participant du Soumissionnaire doivent signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière. Si le Soumissionnaire est un consortium ou une entité *ad hoc* créé uniquement pour le Projet, chaque Membre et Participant de ce consortium ou de cette entité *ad hoc* doit signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière par l'intermédiaire de ses représentants dûment autorisés, à la fois au nom du consortium et en son propre nom, de la même manière que si le Membre et le Participant étaient la partie unique signant le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière.

26. Pouvoir de signer le Formulaire d'engagement de la Proposition financière

Les Soumissionnaires et Membres et Participants déclarent et garantissent par les présentes, en leur propre nom et solidairement :

- qu'ils disposent du pouvoir, de l'autorité et de la capacité requis pour signer et livrer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière;

- qu'ils ont dûment et validement signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière ou que leurs représentants dûment autorisés l'ont dûment et validement signé en leur nom;
- que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière constitue une entente légale, valide et exécutoire qui leur est opposable conformément à ses modalités.

Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît que le CUSM exige de chaque soussigné qu'il fournisse une preuve, sous forme de résolution ou tout autre document en une forme jugée acceptable par le CUSM, à son entière discrétion, que la Personne qui signe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le compte du soussigné a l'autorité requise pour le faire et pour lier le soussigné. Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît également qu'une Personne clé qui fournit au CUSM un Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés signé par un représentant doit également fournir une preuve de l'autorité de ce représentant, satisfaisante au CUSM, à son entière discrétion.

27. Langue du Formulaire d'engagement de la Proposition financière

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière a été rédigé en français seulement en conformité avec les lois du Québec même si une version anglaise a pu être fournie au Soumissionnaire, à un Membre ou à un Participant. Le Soumissionnaire, chaque Membre et chaque Participant déclare expressément ce qui suit :

- le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière rédigé en français est la seule source de droits et d'obligations entre les parties;
- il a pris connaissance de chacune des dispositions du Formulaire d'engagement de la Proposition financière rédigé en français, il en comprend la portée et toutes les conséquences juridiques et accepte d'être pleinement lié par chacune de ses dispositions;
- toute version anglaise du Formulaire d'engagement de la Proposition financière que le CUSM pourrait lui avoir remise n'aura aucun effet juridique de quelque nature que ce soit, même en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière rédigé en français.

28. Application

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière lie chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants et leurs successeurs et ayants droit respectifs.

EN FOI DE QUOI nous avons signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière à la date et au lieu indiqués.

À _____ le _____ 2009

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

SI LE SOUMISSIONNAIRE EST UN CONSORTIUM OU UNE AUTRE ENTITÉ :

Signé et remis par

[DÉNOMINATION DU CONSORTIUM OU UNE AUTRE ENTITÉ] par son mandataire dûment autorisé,
et par **[fournir des précisions sur la signature]** :

À _____ le _____ 2009

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)**Signataire autorisé :****Nom et titre :**

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

Par les présentes, chacun des Membres ou Participants soussigné :

- reconnaît que le Soumissionnaire a signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière et qu'il le joint à la Proposition financière comme partie intégrante de celui-ci;
- reconnaît et confirme qu'il a lu, examiné et compris chacune des dispositions de la Proposition financière de **[Nom du Soumissionnaire]**, dont le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière, qu'il les accepte, et que la Proposition financière, ainsi que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition financière signé par chacun d'entre eux, est soumis et déposé avec leur consentement respectif et qu'il lie chacun d'entre eux;
- confirme et convient que les dispositions des sections 2, 8, 9, 10, 11, 12 et 26 s'appliquent à lui, avec les modifications qui s'imposent.

À _____ le _____

Membre :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

À _____ le _____

Participant :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

Annexe 1-9 b

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION RÉVISÉE POUR LE SOUMISSIONNAIRE, SES MEMBRES ET PARTICIPANTS

[Note : Ce formulaire doit être fourni à la Date de dépôt de la Proposition révisée.]

**Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du
nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill**

16 octobre 2008

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION RÉVISÉE

Le présent formulaire d'engagement de la Proposition révisée (le « **Formulaire d'engagement de la Proposition révisée** ») doit être complété et signé par le Soumissionnaire et par chacun de ses Membres et Participants selon ce qui y est prévu quant à chacun d'eux. Il fait partie intégrante de la Proposition révisée.

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a été informé par le Représentant des autorités publiques qu'aux termes de l'Appel de qualification pour le projet du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « **Projet** »), il est l'un des Candidats qualifiés invité à l'Appel de propositions;

ATTENDU QUE le Gouvernement prolonge le Processus de soumission en cours afin d'identifier des solutions permettant la réduction des coûts associés à la réalisation du Projet. Ainsi, les Soumissionnaires sont invités à faire parvenir une Proposition révisée selon les paramètres qui sont prévus dans la version amendée et mise à jour de l'Appel de propositions.

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres, Participants et Personnes clés ont soumis un Formulaire d'engagement dans le cadre de l'Appel de qualification;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants ont signé la Convention de soumission;

ATTENDU QUE les Soumissionnaire, Membres et Participants déposent une Proposition révisée, laquelle contient notamment une Proposition technique révisée et une Proposition financière révisée, dans le cadre de la seconde phase de soumission du présent Appel de propositions;

ATTENDU QUE la Proposition révisée fait partie intégrante de la Proposition;

ATTENDU QU'il y a lieu qu'un Formulaire d'engagement de la Proposition révisée soit soumis par le Soumissionnaire, chacun de ses Membres et Participants dans le cadre de la seconde phase de soumission du présent Appel de propositions;

ATTENDU QUE les Personnes clés du Soumissionnaire ont également signées un Formulaire d'engagement de la Proposition ainsi qu'une lettre de confirmation à l'égard de ce formulaire (collectivement, le « **Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés** »).

PAR CONSÉQUENT, le Soumissionnaire et chacun de ses Membres et Participants s'engagent selon ce qui suit :

1. Définitions

À moins que le contexte ne s'y oppose, les termes et expressions avec majuscule à l'initiale qui sont utilisés dans les présentes et dans la Proposition ont le sens qui leur est donné dans l'Appel de propositions.

2. Énoncés généraux

Nous, les soussignés, reconnaissons, et convenons :

- que chacun d'entre nous a lu, examiné et compris les six Volumes de l'Appel de propositions à l'égard du Projet, tels que modifiés par les addenda (collectivement l'« **Appel de propositions** »). Chacun d'entre nous déclare en comprendre toutes les modalités qui y sont énoncées ainsi que tous autres renseignements rendus disponibles à l'égard de l'Appel de propositions. Nous déclarons avoir pris connaissance et reçu tous les renseignements nécessaires relatifs à la nature des services à fournir et aux exigences applicables au Projet. Nous acceptons la répartition des risques entre les parties prévue à la version définitive de l'Entente de partenariat et confirmons être disposés à procéder à la clôture financière sans autre négociation conformément à l'échéancier prévu à l'Appel de propositions.
- par la remise du présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée dûment complété, signé et joint à la Proposition comme partie intégrante de celui-ci, d'être liés par toutes les modalités du Processus de soumission, dont l'Appel de propositions, et de nous y conformer.

3. Entente de partenariat révisée

Le Soumissionnaire se déclare prêt, s'il est choisi comme Soumissionnaire sélectionné, à conclure l'Entente de partenariat dans sa version définitive, , sous réserve de l'autorisation du Gouvernement, des modifications visant à inclure les modalités propres à la Proposition du Soumissionnaire sélectionné et des modifications requises afin de refléter les modifications et les Dérogations acceptées ou additionnelles retenues par les Autorités publiques . Les Membres garantissent solidairement cet engagement du Soumissionnaire.

4. Proposition ferme et irrévocable

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants convient que la Proposition à laquelle est jointe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée constitue une offre ferme au CUSM, qui est irrévocable et lie chacun d'entre eux, et qui ne peut être retirée ou modifiée avant l'expiration de la Période de validité de la Proposition révisée, sous réserve des ajustements visés à la **section 3.7** du **Volume 1** de l'Appel de proposition concernant les coûts de financement.

Quant à un Participant, son engagement en vertu de la présente section se limite aux éléments de la Proposition financière pour lesquels il assume un degré de responsabilité et de supervision.

5. Prix

Chacun des Soumissionnaire et Membres confirme que les prix qui apparaissent dans la Proposition, dont notamment à l'**Annexe 1-7 b**, sont exprimés en monnaie canadienne et constituent des prix globaux qui comprennent toutes les taxes à l'exception de la TPS et de la TVQ.

6. Sûretés et garanties exigées par les Bailleurs de fonds

Le Soumissionnaire déclare qu'il est en mesure de fournir les sûretés et garanties exigées par les Bailleurs de fonds telles qu'elles sont indiquées dans la liste des modalités de financement pour chacun des Instruments de financement de la Proposition. Les Membres garantissent solidairement cet engagement du Soumissionnaire.

7. Proposition conforme aux exigences de dépôt

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit que la Proposition répond et est conforme aux exigences de recevabilité et de conformité indiquées dans l'Appel de propositions, plus particulièrement :

- les critères de recevabilité de la Proposition;
- les critères d'évaluation de la conformité de la Proposition.

Quant à un Participant, son engagement en vertu de la présente section se limite aux éléments de la Proposition financière pour lesquels il assume un degré de responsabilité et de supervision.

8. Appel de propositions et Convention de soumission

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants reconnaît et convient qu'il doit respecter les modalités de l'Appel de propositions dont celles de la Convention de soumission et du présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée, incluant toutes les clauses de non-responsabilité et de limitation de responsabilité en faveur du CUSM ou de toute autre Personne y étant mentionnée.

9. Information figurant dans l'Appel de qualification

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit que toutes les déclarations faites dans la Candidature constituent des déclarations permanentes qui sont encore exactes en date des présentes, à l'exception (i) de celles qui ont été, par ailleurs, expressément modifiées dans la Proposition technique, auquel cas nous avons clairement indiqué dans la Proposition technique, que des corrections y avaient été apportées ou qu'elles ne correspondaient plus aux déclarations faites dans notre Candidature; et (ii) de celles qui ont été par ailleurs expressément communiquées par écrit au CUSM et auxquelles ce dernier a consenti par écrit avant la Date de dépôt de la Proposition révisée.

10. Changement important

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants déclare et garantit par les présentes :

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe écrite jointe au présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée, que sa situation financière et ses activités respectives n'ont subi aucun changement défavorable important depuis la date des derniers états financiers ou informations financières équivalentes fournis dans la Candidature ou à la Proposition financière;
- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique, financière ou révisée, qu'il n'y a aucune action, poursuite ou procédure légale en cours contre l'un ou l'autre du Soumissionnaire, ses Membres, ses Participants ou ses Personnes clés ou, à sa connaissance, après vérification satisfaisante, imminente contre lui ou le concernant, intentée devant ou par un organisme, un tribunal, une commission, un conseil, une agence ou un bureau fédéral, provincial, municipal ou autre,

national ou étranger, ou intentée devant ou par un arbitre ou un conseil d'arbitrage, qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné, selon le cas;

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique, financière ou révisée, que l'un ou l'autre des Soumissionnaire, Membres ou Participants n'est pas au courant d'aucun motif pour lequel une action, une poursuite ou une procédure pourrait être intentée qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière soit, selon le cas, du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné.

11. **Aucune collusion**

Dans le cadre de la préparation et du dépôt de la Proposition, chacun d'entre nous déclare et garantit qu'aucun d'entre nous ne s'est concerté, n'a échangé ou n'a comparé de renseignements ni conclu aucun accord avec tout autre Candidat qualifié, avec tout autre Soumissionnaire ou leurs Collaborateurs au sujet du contenu, de la préparation ou de la présentation de sa Proposition.

Chacun d'entre nous déclare et garantit de plus par les présentes que nous n'avons, directement ou indirectement, aucune connaissance de toute Proposition de tout autre Soumissionnaire ni aucun intérêt dans une telle Proposition, et que nous n'avons conclu avant le dépôt de notre Proposition aucune entente ou convention ni aucun arrangement formel ou informel qui pourrait faire en sorte que nous ayons une telle connaissance ou un tel intérêt.

12. **Conflits d'intérêts et exclusivité**

À l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée, chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes qu'à notre connaissance, aucun conflit d'intérêts, réel ou apparent, ou aucun avantage indu, n'est survenu, n'existe ou n'est raisonnablement susceptible de survenir à l'avenir relativement au dépôt de notre Proposition en réponse à l'Appel de propositions ou dans le cadre d'une éventuelle prestation de services requise du Partenaire privé.

13. **Renseignements du CUSM**

Chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes que nous n'avons accès à aucun renseignement confidentiel du CUSM et que nous ne pouvons nous prévaloir d'aucun droit d'accès à de tels renseignements à l'exception des renseignements confidentiels qui peuvent être communiqués par le CUSM à tous les Soumissionnaires.

14. **Engagement de certains conseillers ou experts**

Chacun d'entre nous déclare et garantit par les présentes que nous n'avons pas contrairement à ce qui est prévu au **Volume 1** engagé une ou plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions et que nous n'avons pas retenu les services d'une ou de plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions.

15. Protection des renseignements confidentiels et personnels

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants reconnaît et convient que le Gouvernement, le CUSM, le Ministère, PPPQ, et les membres de leur personnel, leurs mandataires, leurs conseillers et représentants respectifs pourront vérifier tout renseignement contenu dans notre Proposition et mener toute enquête sur les antécédents du Soumissionnaire ou l'un ou l'autre des Collaborateurs dont, notamment, effectuer toute enquête à l'égard du crédit et de la solvabilité, du casier judiciaire, de tout litige ou procédures en faillite ou insolvabilité, du statut fiscal ainsi que sa conformité en regard de toutes les lois à caractère fiscal qui lui sont applicables.

Chacun d'entre nous consent à la cueillette et à l'utilisation par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel de renseignements confidentiels ou personnels sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs aux fins de l'évaluation de notre Proposition, à la communication de tels renseignements aux Personnes responsables d'évaluer notre Proposition et à leur divulgation conformément au **Volume 1** de l'Appel de propositions et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun d'entre nous consent à la communication par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel à leurs mandataires, leurs conseillers, consultants, experts et représentants respectifs de renseignements confidentiels ou personnels sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs et ce, dans la mesure où ces renseignements s'avèrent nécessaires à l'exercice de leur mandat et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

Chacun d'entre nous reconnaît et convient qu'un Vérificateur du processus s'assurera de l'équité et de la transparence du Processus de soumission et que, de ce fait, les renseignements faisant partie de notre Proposition pourront être transmis à ce Vérificateur du processus ou à ses employés, représentants ou conseillers dans le cadre de ce mandat.

Chacun d'entre nous consent à ce que les renseignements confidentiels ou personnels inclus dans notre Proposition soient communiqués aux différents organismes provinciaux ou fédéraux mentionnés précédemment et ce, pour les fins pour lesquelles les organismes les demandent et qui sont décrites précédemment.

Chacun d'entre nous consent à ce que le nom du Soumissionnaire et de ses Collaborateurs soit divulgué au terme du Processus de soumission.

16. Lobbying et obligations d'après mandat

Chacun d'entre nous s'engage à respecter les prescriptions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying*, L.R.Q. c. T-11.011, et, selon le cas, le *Code de déontologie des lobbyistes*, R.Q. c. T-11.011, r.0.2, les règlements d'application ainsi que les avis du Commissaire au lobbying ainsi que ceux du Conservateur du registre des lobbyistes pris en vertu de cette loi. De plus, nous reconnaissons et nous nous assurerons que quiconque soumis aux modalités d'après-mandat, d'éthique et de conflits d'intérêts en vertu du droit du Québec applicable aux membres de l'Assemblée nationale du Québec ou encore des membres de leur personnel ou de celui de la fonction publique ou des organismes publics du Québec, ne tire quelque avantage direct de l'Appel de propositions à moins que les dispositions applicables ne soient respectées.

17. Exemplaires

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun de ces exemplaires étant réputé être un original, et ces exemplaires constituant ensemble un seul et même acte.

18. Information fournie

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants reconnaît que le CUSM peut, à son entière discrétion, prendre toute mesure qu'il juge appropriée, si l'information fournie par l'un ou l'autre des Soumissionnaire, Membres ou Participants est incorrecte, fausse ou trompeuse, ou si le CUSM n'en est pas satisfait, à son entière discrétion.

19. Décisions du CUSM ou autre Personne autorisée

Chacun d'entre nous accepte d'être lié et assujéti à toute décision, selon le cas, du CUSM, du Gouvernement, de l'arbitre des conflits d'intérêts, du Comité de sélection ou de toute autre Personne rendant une décision aux fins du Processus de soumission, prise à leur entière discrétion respective, pour ce qui est d'établir notamment :

- si la Proposition, de l'un ou l'autre des Soumissionnaires, est recevable;
- si la Proposition, de l'un ou l'autre des Soumissionnaires, est conforme;
- si un Soumissionnaire, un de ses Membres, Participants ou Collaborateurs satisfait ou non à l'une ou l'autre des modalités du Processus de soumission;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de conflits d'intérêts n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière d'exclusivité n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de lobbying ou d'obligations d'après-mandat n'est pas respectée;
- s'il y a eu collusion;
- si une ou des informations devant être fournies dans la Proposition, l'a été ou non et, dans le cas d'une information fournie, si elle est satisfaisante, erronée, fausse ou trompeuse;
- si une information quelconque peut être transmise à un tiers;
- si l'information fournie par un autre Soumissionnaire, un de ses Membres, ou une de ses Personnes clés est satisfaisante ou acceptable;
- si l'un ou l'autre du Soumissionnaire, un de ses Membres ou Participants, ou encore une Personne clé ne respecte pas tout engagement ou déclaration énoncé, selon le cas, au Formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, au Formulaire d'engagement de la Proposition révisée ou au Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés;
- le choix du Soumissionnaire sélectionné;

ainsi qu'en ce qui a trait à toute mesure prise incluant la disqualification du Soumissionnaire, le rejet de sa Proposition ou son exclusion du Processus de soumission.

20. Lois applicables

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée et les droits et obligations qui y sont énoncées sont interprétés et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec, sans qu'il ne soit tenu compte des règles en matière de conflits de lois de cette province. Chacun d'entre nous s'engage aux termes de ce Formulaire d'engagement de la Proposition révisée à nous en remettre irrévocablement à la compétence des tribunaux du Québec, District judiciaire de Montréal, sous réserve de la juridiction de l'Arbitre des conflits d'intérêts pour trancher tout différend relevant de sa compétence.

21. Personnes clés

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants s'engage solidairement des déclarations et engagements pris par l'une ou l'autre des Personnes clés dans le Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés ainsi que dans le Formulaire de quittance de l'une ou l'autre d'entre elles.

22. Divisibilité des dispositions

Si l'une ou l'autre des dispositions du présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée est jugée illégale ou invalide, cela n'aura aucun effet sur les autres dispositions des présentes, et le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée devra être interprété et mis à exécution comme si cette disposition invalide ou illégale n'y avait jamais figuré.

23. Modification

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée ne peut être modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par le Soumissionnaire, ses Membres et Participants avec le consentement du CUSM, à son entière discrétion.

24. Quittance

Aucun défaut ni aucun retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours aux termes du présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée par l'une des parties aux présentes ne sera réputé constituer une quittance à ce droit ou à ce recours. Aucune quittance à un défaut d'observer une disposition du présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée ne sera réputé constituer une quittance à tout manquement ultérieur à cette disposition ou à une disposition similaire.

25. Signataires

Le Soumissionnaire et chaque Membre et Participant du Soumissionnaire doivent signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée. Si le Soumissionnaire est un consortium ou une entité *ad hoc* créé uniquement pour le Projet, chaque Membre et Participant de ce consortium ou de cette entité *ad hoc* doit signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée par l'intermédiaire de ses représentants dûment autorisés, à la fois au nom du consortium et en son propre nom, de la même manière que si le Membre et le Participant étaient la partie unique signant le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée.

26. Pouvoir de signer le Formulaire d'engagement de la Proposition révisée

Les Soumissionnaire, Membres et Participants déclarent et garantissent par les présentes, en leur propre nom et solidairement :

- qu'ils disposent du pouvoir, de l'autorité et de la capacité requis pour signer et livrer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée;
- qu'ils ont dûment et valablement signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée ou que leurs représentants dûment autorisés l'ont dûment et valablement signé en leur nom;
- que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée constitue une entente légale, valide et exécutoire qui leur est opposable conformément à ses modalités.

Chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants reconnaît que le CUSM exige de chaque soussigné qu'il fournisse une preuve, sous forme de résolution ou tout autre document en une forme jugée acceptable par le CUSM, à son entière discrétion, que la Personne qui signe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée pour le compte du soussigné a l'autorité requise pour le faire et pour lier le soussigné. Chacun des Soumissionnaires, Membres et Participants reconnaît également qu'une Personne clé qui fournit au CUSM un Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés signé par un représentant doit également fournir une preuve de l'autorité de ce représentant, satisfaisante au CUSM, à son entière discrétion.

27. Langue du Formulaire d'engagement de la Proposition révisée

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée a été rédigé en français seulement en conformité avec les lois du Québec même si une version anglaise a pu être fournie au Soumissionnaire, à un Membre ou à un Participant. Le Soumissionnaire, chaque Membre et chaque Participant déclare expressément ce qui suit :

- le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée rédigé en français est la seule source de droits et d'obligations entre les parties;
- il a pris connaissance de chacune des dispositions du Formulaire d'engagement de la Proposition révisée rédigé en français, il en comprend la portée et toutes les conséquences juridiques et accepte d'être pleinement lié par chacune de ses dispositions;
- toute version anglaise du Formulaire d'engagement de la Proposition révisée que le CUSM pourrait lui avoir remise n'aura aucun effet juridique de quelque nature que ce soit, même en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée rédigé en français.

28. Application

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée lie chacun des Soumissionnaire, Membres et Participants et leurs successeurs et ayants droit respectifs.

EN FOI DE QUOI nous avons signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée à la date et au lieu indiqués.

À _____ le _____ 2010

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

SI LE SOUMISSIONNAIRE EST UN CONSORTIUM OU UNE AUTRE ENTITÉ :

Signé et remis par

[DÉNOMINATION DU CONSORTIUM OU UNE AUTRE ENTITÉ] par son mandataire dûment autorisé,
et par **[fournir des précisions sur la signature]** :

À _____ le _____ 2010

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)**Signataire autorisé :**

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

Par les présentes, chacun des Membres ou Participants soussigné :

- reconnaît que le Soumissionnaire a signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée et qu'il le joint à la Proposition comme partie intégrante de celle-ci;
- reconnaît et confirme qu'il a lu, examiné et compris chacune des dispositions de la Proposition de **[Nom du Soumissionnaire]**, dont le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée, qu'il les accepte, et que la Proposition révisée, ainsi que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition révisée signé par chacun d'entre eux, est soumis et déposé avec leur consentement respectif et qu'il lie chacun d'entre eux;
- confirme et convient que les dispositions des sections 2, 8, 9, 10, 11, 12 et 26 s'appliquent à lui, avec les modifications qui s'imposent.

À _____ le _____ 2010

Membre :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Participant :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

Annexe 1-10 a

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION POUR LES PERSONNES CLÉS

[Note : Une confirmation de cet engagement doit également être fournie à la Date de dépôt de la Proposition de financement engagé – coûts du Projet et modèle financier.]

**Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du
nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill**

16 octobre 2008

**FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION
POUR LES PERSONNES CLÉS**

Le présent formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés (le « **Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés** ») doit être rempli et signé par chacune des Personnes clés. Il fait partie intégrante de la Proposition.

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a été informé par le Représentant des autorités publiques qu'aux termes de l'Appel de qualification pour le projet du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (« **Projet** »), il est l'un des Candidats qualifiés invités à l'Appel de propositions;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire, chacun de ses Membres, Participants et Personnes clés ont soumis un Formulaire d'engagement dans le cadre de l'Appel de qualification;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire auquel est partie la Personne clé soussignée (la « **Personne clé** ») ainsi que les Membres et Participants de ce Soumissionnaire ont déjà signé une Convention de soumission;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire auquel est partie la Personne clé dépose une Proposition;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire et chacun de ses Membres et Participants déposent dans le cadre de la Proposition technique un formulaire d'engagement de la Proposition technique (le « **Formulaire d'engagement de la Proposition technique** »);

ATTENDU QU'il y a lieu qu'un Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés soit également soumis par chacune des Personnes clés dans le cadre du présent Appel de propositions;

PAR CONSÉQUENT, la Personne clé s'engage selon ce qui suit :

Définitions

À moins que le contexte ne s'y oppose, les termes et expressions avec majuscule à l'initiale qui sont utilisés dans les présentes et dans la Proposition ont le sens qui leur est donné dans l'Appel de propositions.

Énoncés généraux

La Personne clé reconnaît et convient :

- qu'elle a lu, examiné et compris les six volumes de l'Appel de propositions à l'égard du Projet tels que modifiés par les addenda (collectivement l'« **Appel de propositions** »). Elle déclare en

1

comprendre toutes les modalités qui y sont énoncées ainsi que tous autres renseignements rendus disponibles à l'égard de l'Appel de propositions. Elle déclare également avoir pris connaissance et reçu tous les renseignements nécessaires relatifs à la nature des services à fournir et aux exigences applicables au Projet;

- par la remise du présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés dûment signé et joint à la Proposition technique comme partie intégrante de celle-ci, d'être liée par toutes les modalités du Processus de soumission, dont l'Appel de propositions, et de s'y conformer.

Proposition conforme aux exigences de dépôt

La Personne clé déclare et garantit que la Proposition répond et est conforme aux exigences de recevabilité et de conformité indiquées dans l'Appel de propositions, plus particulièrement :

- les critères de recevabilité de la Proposition;
- les critères d'évaluation de la conformité de la Proposition.

Appel de propositions et Formulaire de quittance

La Personne clé reconnaît et convient qu'elle doit respecter les modalités de l'Appel de propositions dont le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés et le Formulaire de quittance, incluant toutes les clauses de non-responsabilité et de limitation de responsabilité en faveur du CUSM ou de toute autre Personne y étant mentionnée.

Information figurant dans l'Appel de qualification

La Personne clé déclare et garantit que toutes les déclarations faites dans la Candidature constituent des déclarations permanentes qui sont au meilleur de sa connaissance encore exactes en date des présentes, à l'exception (i) de celles qui ont été expressément modifiées par le Soumissionnaire dans la Proposition auquel cas nous avons clairement indiqué dans la Proposition que des corrections y avaient été apportées ou qu'elles ne correspondaient plus aux déclarations faites dans la Candidature; et (ii) de celles qui ont été par ailleurs expressément communiquées par le Soumissionnaire par écrit au CUSM et auxquelles ce dernier a consenti par écrit avant la Date de dépôt de la Proposition technique.

Changement important

La Personne clé déclare et garantit par les présentes :

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique du Soumissionnaire, qu'au meilleur de sa connaissance il n'y a aucune action, poursuite ou procédure légale en cours contre l'un ou l'autre du Soumissionnaire, ses Membres, ses Participants ou ses Personnes clés ou, à sa connaissance, après vérification satisfaisante, imminente contre lui ou le concernant, intentée devant ou par un organisme, un tribunal, une commission, un conseil, une agence ou un bureau fédéral, provincial, municipal ou autre, national ou étranger, ou intentée devant ou par un arbitre ou un conseil d'arbitrage, qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet

défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné, selon le cas;

- à l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique, que l'un ou l'autre des Soumissionnaires qu'elle n'est pas au courant, au meilleur de sa connaissance, d'aucun motif pour lequel une action, une poursuite ou une procédure pourrait être intentée qui pourrait, si elle faisait l'objet d'une décision, avoir un effet défavorable important sur la solvabilité, la liquidité ou la situation financière soit, selon le cas, du Soumissionnaire, du Membre ou du Participant concerné.

Aucune collusion

Dans le cadre de la présentation, préparation et dépôt de la Proposition, la Personne clé déclare et garantit qu'elle ne s'est pas concertée, n'a pas échangé et n'a pas comparé de renseignements ni conclu aucun accord avec tout autre Candidat qualifié, avec tout autre Soumissionnaire ou leurs Collaborateurs, au sujet du contenu, de la préparation ou de la présentation de la Proposition.

La Personne clé déclare et garantit de plus par les présentes qu'elle n'a, directement ou indirectement, aucune connaissance de toute Proposition de tout autre Soumissionnaire ni aucun intérêt dans une telle Proposition, et qu'elle n'a conclu avant le dépôt de la Proposition ou relativement à celle-ci aucune entente ou convention ni aucun arrangement formel ou informel qui pourrait faire en sorte qu'elle ait une telle connaissance ou un tel intérêt.

Conflits d'intérêts et exclusivité

À l'exception de ce qui est indiqué de façon détaillée dans une annexe jointe au Formulaire d'engagement de la Proposition technique du Soumissionnaire, la Personne clé déclare et garantit par les présentes qu'à sa connaissance, aucun conflit d'intérêts, réel ou apparent, n'est survenu, n'existe ou n'est raisonnablement susceptible de survenir à l'avenir relativement au dépôt de la Proposition du Soumissionnaire dont elle est partie en réponse à l'Appel de propositions ou dans le cadre d'une éventuelle prestation de services requise du Partenaire privé.

Renseignements du CUSM

La Personne clé déclare et garantit par les présentes qu'elle n'a accès à aucun renseignement confidentiel du CUSM et qu'elle ne peut se prévaloir d'aucun droit d'accès à de tels renseignements à l'exception des renseignements confidentiels qui peuvent être communiqués par le CUSM à tous les Soumissionnaires.

Engagement de certains conseillers ou experts

La Personne clé déclare et garantit par les présentes qu'elle n'a pas contrairement à ce qui est prévu au **Volume 1** engagé ou participé à l'engagement d'une ou plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions et qu'elle n'a pas retenu les services d'une ou de plusieurs personnes mentionnées à la **Section 1.3** du **Volume 1** de l'Appel de propositions.

Protection des renseignements confidentiels et personnels

La Personne clé reconnaît et convient que le Gouvernement, le CUSM, le Ministère, PPPQ, et les membres de leur personnel, leurs mandataires, leurs conseillers et représentants respectifs pourront

vérifier tout renseignement contenu dans la Proposition du Soumissionnaire à laquelle elle appartient et mener toute enquête sur les antécédents du Soumissionnaire ou l'un ou l'autre des Collaborateurs (y compris la Personne clé) dont, notamment, effectuer toute enquête à l'égard du crédit et de la solvabilité, du casier judiciaire, de tout litige ou procédures en faillite ou insolvabilité, du statut fiscal ainsi que sa conformité en regard de toutes les lois à caractère fiscal qui lui sont applicables.

La Personne clé consent à la cueillette et à l'utilisation par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel de renseignements confidentiels ou personnels sur elle-même, sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs aux fins de l'évaluation de la Proposition, à la communication de tels renseignements aux Personnes responsables d'évaluer la Proposition et à leur divulgation conformément aux dispositions du présent **Volume 1** de l'Appel de propositions et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

La Personne clé consent à la communication par le Gouvernement, le CUSM, PPPQ, le Ministère et les membres de leur personnel à leurs mandataires, leurs conseillers, consultants, experts et représentants respectifs de renseignements confidentiels ou personnels sur elle-même, sur le Soumissionnaire ou l'un de ses Collaborateurs et ce, dans la mesure où ces renseignements s'avèrent nécessaires à l'exercice de leur mandat et suivant ce que peut exiger ou permettre la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q. c. A-2.1.

La Personne clé reconnaît et convient qu'un Vérificateur du processus s'assurera de l'équité et de la transparence du Processus de soumission et que, de ce fait, les renseignements faisant partie de la Proposition pourront être transmis à ce Vérificateur du processus ou à ses employés, représentants ou conseillers dans le cadre de ce mandat.

La Personne clé consent à ce que les renseignements confidentiels ou personnels inclus dans la Proposition soient communiqués aux différents organismes provinciaux ou fédéraux mentionnés précédemment et ce, pour les fins pour lesquelles les organismes les demandent et qui sont décrites précédemment.

La Personne clé consent à ce que son nom soit divulgué au terme du Processus de soumission.

Lobbying et obligations d'après mandat

La Personne clé s'engage à respecter les prescriptions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, L.R.Q., c. T-11.011, et, selon le cas, le *Code de déontologie des lobbyistes* R.Q. c. T-11.011, r.0.2, les règlements d'application ainsi que les avis du Commissaire au lobbyisme ainsi que ceux du Conservateur du registre des lobbyistes pris en vertu de cette loi. De plus, elle reconnaît et garantit qu'elle prend les mesures requises, dont aviser le Soumissionnaire, afin d'éviter que quiconque soumis aux modalités d'après-mandat, d'éthique et de conflits d'intérêts en vertu du droit du Québec applicable aux membres de l'Assemblée nationale du Québec ou encore des membres de leur personnel ou de celui de la fonction publique ou des organismes publics du Québec, ne tire quelque avantage direct de l'Appel de propositions à moins que les dispositions applicables ne soient respectées.

Exemplaires

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun de ces exemplaires étant réputé être un original, et ces exemplaires constituant ensemble un seul et même acte.

Information fournie

La Personne clé reconnaît que le CUSM peut, à son entière discrétion, prendre toute mesure qu'il juge appropriée si l'information fournie par la Personne clé est incorrecte, fausse ou trompeuse, ou si le CUSM n'en est pas satisfait, à son entière discrétion.

Décisions du CUSM ou autre Personne autorisée

La Personne clé accepte d'être liée et assujettie à toute décision, selon le cas, du CUSM, du Gouvernement, de l'arbitre des conflits d'intérêts, du Comité de sélection ou de toute autre Personne rendant une décision aux fins du Processus de soumission, prise à leur entière discrétion respective, pour ce qui est d'établir notamment :

- si la Proposition de l'un ou l'autre des Soumissionnaires est recevable;
- si la Proposition de l'un ou l'autre des Soumissionnaires est conforme;
- si un Soumissionnaire, un de ses Membres, Participants ou Collaborateurs satisfait ou non à l'une ou l'autre des modalités du Processus de soumission;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de conflits d'intérêts n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière d'exclusivité n'est pas respectée;
- si l'une ou l'autre des exigences en matière de lobbying ou d'obligations d'après-mandat n'est pas respectée;
- s'il y a eu collusion;
- si l'information fournie par un autre Soumissionnaire, un de ses Membres, ou une de ses Personnes clés est satisfaisante ou acceptable;
- si une ou des informations devant être fournies dans la Proposition, l'a été ou non et, dans le cas d'une information fournie, si elle est satisfaisante, erronée, fausse ou trompeuse;
- si une information quelconque peut être transmise à un tiers;
- si l'un ou l'autre du Soumissionnaire, un de ses Membres ou Participants, ou encore une Personne clé ne respecte pas tout engagement ou déclaration énoncé, selon le cas, au Formulaire d'engagement de la Proposition technique pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants, au Formulaire d'engagement de la Proposition financière pour le Soumissionnaire, ses Membres et Participants ou au Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés;

1

- le choix du Soumissionnaire sélectionné;

ainsi qu'en ce qui a trait à toute mesure prise incluant la disqualification du Soumissionnaire, le rejet de sa Proposition ou son exclusion du Processus de soumission.

Lois applicables

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés et les droits et obligations qui y sont énoncées sont interprétés et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec, sans qu'il ne soit tenu compte des règles en matière de conflits de lois de cette province. La Personne clé s'engage aux termes de ce Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés à s'en remettre irrévocablement à la compétence des tribunaux du Québec, District judiciaire de Montréal, sous réserve de la juridiction de l'Arbitre des conflits d'intérêts pour trancher tout différend relevant de sa compétence.

Divisibilité des dispositions

Si l'une ou l'autre des dispositions du présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés est jugée illégale ou invalide, cela n'aura aucun effet sur les autres dispositions des présentes, et le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés devra être interprété et mis à exécution comme si cette disposition invalide ou illégale n'y avait jamais figuré.

Modification

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés ne peut être modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par la Personne clé avec le consentement du CUSM, à son entière discrétion.

Quittance

Aucun défaut ni aucun retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours aux termes du présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés par l'une des parties aux présentes ne sera réputé constituer une quittance à ce droit ou à ce recours. Aucune quittance à un défaut d'observer une disposition du présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés ne sera réputée constituer une quittance à tout manquement ultérieur à cette disposition ou à une disposition similaire.

Signataire

La Personne clé doit signer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés.

Pouvoir de signer le Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés

La Personne clé déclare et garantit par les présentes :

- qu'elle dispose du pouvoir, de l'autorité et de la capacité requis pour signer et livrer le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés.

1

- qu'elle a dûment et valablement signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés ou que son représentant dûment autorisé l'a dûment et valablement signé en son nom.
- que le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés constitue une entente légale, valide et exécutoire qui lui est opposable conformément à ses modalités.

La Personne clé reconnaît que le CUSM exige de la Personne clé, qui signe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés par un représentant, qu'elle fournisse une preuve, en une forme jugée acceptable par le CUSM, à son entière discrétion, que la Personne qui signe le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés a l'autorité requise pour le faire et pour lier la Personne clé.

Langue du Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés a été rédigé en français seulement en conformité avec les lois du Québec même si une version anglaise a pu être fournie à la Personne clé. La Personne clé déclare expressément ce qui suit :

- le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés rédigé en français est la seule source de droits et d'obligations entre les parties;
- elle a pris connaissance de chacune des dispositions du Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés rédigé en français, elle en comprend la portée et toutes les conséquences juridiques et accepte d'être pleinement liée par chacune de ses dispositions;
- toute version anglaise du Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés que le CUSM pourrait lui avoir remise n'aura aucun effet juridique de quelque nature que ce soit, même en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés rédigé en français.

Application

Le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés lie la Personne clé, ses successeurs et ayants droit.

1

EN FOI DE QUOI la Personne clé a signé le présent Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés à la date et au lieu indiqués.

À _____ le _____

Personne clé :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Annexe 1-10 b

LETTRE DE CONFIRMATION DU FORMULAIRE D'ENGAGEMENT DE LA PROPOSITION POUR LES PERSONNES CLÉS

1

[date]

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

a/s Agence des Partenariats Public-Privé Québec
Compétence du Représentant des autorités publiques
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 6.400 (6^e étage)
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Messieurs,

Objet : Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Soumissionnaire : **[nom du Soumissionnaire]** (le « Soumissionnaire »)

Nous référons par les présentes au Formulaire d'engagement de la Proposition pour les Personnes clés présenté à l'Annexe 1-10 a de l'Appel de propositions émis par le CUSM le 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, relativement au Projet, lesquels formulaire a été dûment signé et soumis au CUSM conformément aux exigences de l'Appel de propositions (le « Formulaire d'engagement »).

À moins qu'elles ne soient définies autrement aux présentes, toutes les expressions clés ont le sens qui leur est attribué dans le Volume 1 de l'Appel de propositions.

Par les présentes, les soussignés confirment que les informations et les engagements contenus dans le Formulaire d'engagement sont vraies et complètes à la date des présentes à l'égard de la Proposition révisée et le demeurent, et sont des informations sur lesquelles le destinataire peut se fier comme si elles avaient été expressément certifiées et exprimées en détail dans la présente à l'égard de la Proposition révisée.

La présente confirmation fait partie intégrante de la Proposition révisée du Soumissionnaire déposée dans le cadre de la seconde phase de soumission de propositions prévue à l'Appel de propositions.

Veuillez accepter, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

À _____ le _____

Personne clé :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Annexe 1-11 a

FORMULAIRE DE QUITTANCE

[Note: Cette quittance doit être fournie à la Date dépôt de Proposition technique.]

**Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du
nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill**

16 octobre 2008

FORMULAIRE DE QUITTANCE

Le présent formulaire de quittance (« **Formulaire de quittance** ») doit être rempli et signé par le Soumissionnaire et par chacun des Membres, Participants et Personnes clés du Soumissionnaire. Il doit être remis au CUSM par le Soumissionnaire. Il fait partie intégrante de la Proposition.

ATTENDU QUE *[insérer le nom du Soumissionnaire, du Membre, du Participant ou de la Personne clé signataire du présent Formulaire de quittance]* est un Soumissionnaire/un Membre/un Participant/ une Personne clé du *[insérer le nom du Soumissionnaire]* (le « **Soumissionnaire** »);

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a été informé par le Représentant des autorités publiques, aux termes de l'Appel de qualification pour le projet du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « **Projet** »), qu'il est l'un des Candidats qualifiés invité à l'Appel de propositions;

Par conséquent, la Personne soussignée (la « **Renonciatrice** ») s'engage selon ce qui suit :

La Renonciatrice, en son nom et au nom de ses successeurs et ayants droit, vis-à-vis et à l'égard du Directeur exécutif, du CUSM, du Gouvernement, ses ministères, dont le Ministère, et organismes, dont PPPQ, et tous leurs dirigeants, administrateurs, gestionnaires, employés, mandataires, représentants, consultants, conseillers, experts, successeurs et ayants droit respectifs (collectivement les « **Parties libérées** »), par la présente convient que :

- les Parties libérées ne seront nullement responsables, en aucune circonstance, à l'égard de toute Réclamation (sauf dans le cas de faute intentionnelle de la part du CUSM) par aucune Personne, y compris la Renonciatrice, le Soumissionnaire et tout autre Collaborateur, découlant de quelque façon du Processus de soumission ou qui y est relié d'une quelconque manière, y compris toute Réclamation découlant de la Séance d'information générale ou des Ateliers de discussion ou des séances de présentation ou découlant de la participation des Personnes désignées par le CUSM à de telles réunions ou des informations contenues ou disponibles dans la Salle de documentation électronique ou dans tout autre document fourni par le CUSM ou toute autre Partie libérée;
- la Renonciatrice renonce expressément par les présentes à toute Réclamation découlant du Processus de soumission ou qui y est reliée d'une quelconque manière et dont elle peut, à l'heure actuelle ou par la suite, se prévaloir contre toutes Parties libérées et elle donne quittance et libère irrévocablement et inconditionnellement chacune des Parties libérées à l'égard de l'ensemble des Réclamations découlant du Processus de soumission ou qui y sont reliées d'une quelconque manière;
- la Renonciatrice indemnise et exonère les Parties libérées à l'égard de toute Réclamation intentée par un tiers, en raison d'un acte ou d'une omission de la Renonciatrice relativement à l'exécution de ses obligations relativement au Processus de soumission.

La Renonciatrice s'engage et consent en outre à ne pas soutenir une autre Personne, à ne pas agir de concert avec une telle Personne ni à s'unir à une telle Personne, directement ou indirectement et de

quelque façon que ce soit, dans le but de faire une Réclamation contre l'une ou l'ensemble des Parties libérées se rapportant à ce qui fait l'objet de la présente quittance.

La Renonciatrice s'engage et consent à ne pas faire de Réclamation ni à tenter de poursuite contre une Personne qui pourrait réclamer, selon les dispositions de toute loi applicable ou autrement, un recours exécutoire, une indemnité ou tout autre recours d'un ou de l'ensemble des Parties libérées.

La Renonciatrice déclare et garantit par les présentes qu'elle n'a cédé ni ne cédera à quiconque une Réclamation pour laquelle elle a déjà donné une quittance aux présentes.

La présente quittance et les droits et obligations aux termes des présentes des parties sont régis par les lois du Québec et sont interprétés en fonction de celles-ci, sans qu'il soit tenu compte des règles en matière de conflits de lois de cette province. La Renonciatrice s'en remet irrévocablement à la compétence des tribunaux du Québec, district judiciaire de Montréal.

À moins qu'elles ne soient définies autrement aux présentes, toutes les expressions clés ont le sens qui leur est attribué dans le **Volume 1** de l'Appel de propositions, y compris dans la Convention de soumission.

Les dispositions des présentes s'appliquent en faveur de chacune des Parties libérées et de leurs successeurs et ayants droit respectifs, et lient chacune des Renonciatrices et ses successeurs et ayants droit respectifs.

FAIT le _____



Signataire autorisé

Nom :

Titre :

Annexe 1-11 b

FORMULAIRE DE QUITTANCE

[Note : Cette quittance doit être fournie à la Date de dépôt de la Proposition révisée.]

Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill

Lancement initial : 16 octobre 2008

Seconde phase de soumission de l'Appel de propositions – Janvier 2010

FORMULAIRE DE QUITTANCE - SECONDE PHASE DE SOUMISSION

Le présent formulaire de quittance (« **Formulaire de quittance** ») doit être rempli et signé par le Soumissionnaire et par chacun des Membres, Participants et Personnes clés du Soumissionnaire. Il doit être remis au CUSM par le Soumissionnaire avec le dépôt de sa Proposition révisée. Il fait partie intégrante de la Proposition révisée.

ATTENDU QUE *[insérer le nom du Soumissionnaire, du Membre, du Participant ou de la Personne clé signataire du présent Formulaire de quittance]* est un Soumissionnaire/un Membre/un Participant/ une Personne clé du *[insérer le nom du Soumissionnaire]* (le « Soumissionnaire »);

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a déposé une Proposition aux termes de l'Appel de propositions lancé le 16 octobre 2008;

ATTENDU QUE le Soumissionnaire a déposé une Proposition révisée dans le cadre de la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions;

ATTENDU QUE à l'occasion de cette seconde phase, l'Appel de propositions, le Processus de soumission en découlant ainsi que la Convention de soumission signée à l'occasion de l'Appel de propositions ont été modifiés;

PAR CONSÉQUENT, la Personne soussignée (la « Renonciatrice ») s'engage à ce qui suit :

La Renonciatrice, en son nom et au nom de ses successeurs et ayants droit, vis-à-vis et à l'égard du Gouvernement, ses ministères, dont le Ministère et ses organismes, le Directeur exécutif, PPPQ, le CUSM et tous leurs dirigeants, administrateurs, gestionnaires, employés, mandataires, représentants, consultants, conseillers, experts, successeurs et ayants droit respectifs (collectivement les « Parties libérées »), par la présente convient que :

- (a) la Renonciatrice renonce expressément par les présentes à toute Réclamation découlant du Processus de soumission ou qui y est reliée d'une quelconque manière et dont elle peut, à l'heure actuelle ou par la suite, se prévaloir contre toutes Parties libérées et elle donne quittance et libère irrévocablement et inconditionnellement chacune des Parties libérées à l'égard de l'ensemble des Réclamations découlant du Processus de soumission ou qui y sont reliées d'une quelconque manière.

De plus, et sans limiter la portée générale de ce qui précède et nonobstant toute disposition de l'Appel de propositions ou de la Convention de soumission à l'effet contraire, la Renonciatrice renonce expressément par les présentes à toute Réclamation

découlant de ou se rapportant directement ou indirectement d'une quelconque manière à :

- i) la première phase de l'Appel de propositions incluant notamment la procédure de dépôt des Propositions ainsi que leur traitement et leur évaluation de même que tous les actes, agissements ou omissions des Personnes libérées s'y rapportant posés jusqu'à ce jour;
 - ii) la tenue de la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions, incluant notamment la procédure de dépôt des Propositions révisées, ainsi que les Rencontres qui précéderont le dépôt, le traitement et l'évaluation des Propositions révisées de même que tous les actes, agissements ou omissions des Personnes libérées s'y rapportant; et
 - iii) toutes causes d'action ayant pris naissance, en tout ou en partie, avant la date des présentes, que ces causes d'actions se rapportent ou soient reliées aux matières dont il est fait mention au présent Formulaire de quittance ou non.
- (b) les Parties libérées ne seront nullement responsables, en quelque circonstance que ce soit, à l'égard de toute Réclamation (sauf envers l'une ou l'autre des Parties libérées dans le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de cette Partie libérée) par aucune Personne, y compris la Renonciatrice, le Soumissionnaire et tout autre Collaborateur, découlant de quelque façon que ce soit du Processus de soumission ou qui y est relié d'une quelconque manière, y compris toute Réclamation découlant de la Séance d'information générale ou des Ateliers de discussion ou des Rencontres ou des séances de présentation ou découlant de la participation des Personnes désignées par le CUSM à de telles réunions ou des informations contenues ou disponibles dans la Salle de documentation électronique ou dans tout autre document fourni par le CUSM ou toute autre Partie libérée;
- (c) la Renonciatrice indemnise et exonère les Parties libérées à l'égard de toute Réclamation intentée par ou au nom
- i) de tout Collaborateur actuel ou ancien du Soumissionnaire à l'encontre de toute Partie libérée qui découlent du Processus de soumission ou qui y sont liées; ou
 - ii) d'un tiers;
- en raison d'un acte ou d'une omission de la Renonciatrice relativement à l'exécution de ses obligations relativement au Processus de soumission;
- (d) la Renonciatrice renonce irrévocablement et inconditionnellement à toute Réclamation dont elle peut, à l'heure actuelle ou par la suite, se prévaloir contre toutes Parties libérées découlant d'une quelconque manière des dispositions de l'Appel de propositions et du Processus de soumission autorisant les Autorités publiques, sujet à l'approbation du Gouvernement, (i) à discuter, négocier et convenir, avec tout Soumissionnaire, de tout changement à sa Proposition, à la portée du Projet, aux Exigences de performance cliniques et techniques, aux Exigences de performance en matière d'entretien du complexe hospitalier ou à l'Entente de partenariat, notamment discuter, négocier et convenir des Dérogations et Modifications, que les Autorités publiques et le Gouvernement détermineront, à leur discrétion, être dans l'intérêt ou à l'avantage du

secteur public ou autrement acceptables aux Autorités publiques et au Gouvernement; et (ii) en tout temps, à prendre toute mesure que les Autorités publiques, à leur discrétion, considèrent être dans l'intérêt ou à l'avantage du secteur public ou par ailleurs autrement acceptable aux Autorités publiques, sujet à l'approbation du Gouvernement.

La Renonciatrice s'engage et consent en outre à ne pas soutenir une autre Personne, à ne pas agir de concert avec une telle Personne ni à s'unir à une telle Personne, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, dans le but de faire une Réclamation contre l'une ou l'ensemble des Parties libérées se rapportant à ce qui fait l'objet de la présente quittance.

La Renonciatrice s'engage et consent à ne pas faire de Réclamation ni à intenter de poursuite contre une Personne qui pourrait réclamer, selon les dispositions de toute loi applicable ou autrement, un recours exécutoire, une indemnité ou tout autre recours d'un ou de l'ensemble des Parties libérées.

La Renonciatrice déclare et garantit par les présentes qu'elle n'a cédé ni ne cédera à quiconque une Réclamation pour laquelle elle a déjà renoncé ou donné une quittance aux présentes.

La présente quittance et les droits et obligations aux termes des présentes des parties sont régis par les lois du Québec et sont interprétés en fonction de celles-ci, sans qu'il soit tenu compte des règles en matière de conflits de lois de cette province. La Renonciatrice s'en remet irrévocablement à la compétence des tribunaux du Québec, district judiciaire de Montréal.

À moins qu'elles ne soient définies autrement aux présentes, toutes les expressions clés ont le sens qui leur est attribué dans le **Volume 1** de l'Appel de propositions, y compris dans la Convention de soumission telle qu'amendée.

Les dispositions des présentes s'appliquent en faveur de chacune des Parties libérées et de leurs successeurs et ayants droit respectifs, et ce pour leur bénéfice, et lient chacune des Renonciatrices et ses successeurs et ayants droit respectifs.

FAIT le _____

•

Signataire autorisé

Nom :

Titre :

Annexe 1-12

FORMULAIRE DE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

**Appel de propositions
pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du
Centre universitaire santé McGill**

16 octobre 2008

FORMULAIRE DE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Numéro de la demande : _____
(nom du Soumissionnaire et numéro séquentiel de sa demande)

Nom de la personne contact : _____

Date de la demande : _____

Source de la demande (précisez le titre, la section et la date, le cas échéant) :

Séance d'information générale : _____

Atelier : _____

Revue intérimaire : _____

Document : _____

Visite du site : _____

Autre : _____

Demande confidentielle : _____ oui _____ non

Demande (une seule demande par formulaire) :

Annexe 1-13

ÉTIQUETTE DE RETOUR DE LA PROPOSITION

ENVOI DE LA PROPOSITION**LE SOUMISSIONNAIRE DOIT :**

Utiliser une enveloppe de format approprié.

Découper et apposer l'ÉTIQUETTE DE RETOUR suivante sur l'enveloppe.

Indiquer son nom et son adresse de retour dans le coin supérieur gauche de l'enveloppe.

PROPOSITION

**NOUVEAU CAMPUS GLEN
DU CENTRE UNIVERSITAIRE
DE SANTÉ MCGILL**

APPEL DE PROPOSITIONS

Centre universitaire de santé McGill
Aux soins du Représentant des Autorités publiques
500 René-Lévesque Ouest
■ ■ ■
Montréal (Québec) ■ ■ ■

Découper le long des pointillés

Annexe 1-14

STRUCTURE DE LA SALLE DE DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE

Version française		English Equivalent	
Index	Titre	Index	Title
1	Documentation A/P / RFP Documentation		
1.1	Français	1.2	English
1.1.1	Appel de qualification	1.2.1	Request for Qualification
1.1.1.2	Addenda	1.2.1.2	Addenda
1.1.2	Appel de propositions (A/P)	1.2.2	Request for Proposals (RFP)
1.1.2.1	Sommaire exécutif de l'A/P	1.2.2.1	Executive Summary of the RFP
1.1.2.2	Volume 1: Directives aux soumissionnaires	1.2.2.2	Volume 1: Instructions for Proponents
1.1.2.2.1	Volume 1 - Directives aux soumissionnaires	1.2.2.2.1	Volume 1 - Instructions for Proponents
1.1.2.2.2	Addenda au Volume 1	1.2.2.2.2	Addenda to Volume 1
1.1.2.3	Volume 2 : Exigences de performance cliniques et techniques	1.2.2.3	Volume 2 : Clinical and Technical Output Specifications
1.1.2.3.1	Section B – Programme fonctionnelle et technique	1.2.2.3.1	Section B – Functional and Technical Program
1.1.2.3.2	Section C – Conception et de construction	1.2.2.3.2	Section C – Design and Construction
1.1.2.3.3	Section D – Infrastructure des technologies de l'information	1.2.2.3.3	Section D – Information and Communication Technology
1.1.2.3.4	Addenda au Volume 2	1.2.2.3.4	Addenda to Volume 2
1.1.2.4	Volume 3 : Entretien	1.2.2.4	Volume 3 : Facilities Management
1.1.2.4.1	Critères de performance	1.2.2.4.1	Output Specifications
1.1.2.4.2	Addenda au Volume 3	1.2.2.4.2	Addenda to Volume 3
1.1.2.5	Volume 5 : Livrables	1.2.2.5	Volume 5 : Deliverables
1.1.2.5.1	Volume 5 - Forme et contenu des livrables de la proposition	1.2.2.5.1	Volume 5 - Form and Content of the Proposal Deliverables
1.1.2.5.2	Addendas au Volume 5	1.2.2.5.2	Addenda to Volume 5
1.1.2.6	Volume 6 : Processus de soumission	1.2.2.6	Volume 6 : Outline of the Submission Process
1.1.2.6.1	Volume 6 - Processus de soumission	1.2.2.6.1	Volume 6 - Outline
1.1.2.6.2	Addenda au Volume 6	1.2.2.6.2	Addenda to Volume 6
2	Volume 4: Entente de partenariat / Partnership Agreement		
2.1	Français	2.2	English
2.1.1	Projet d'entente de partenariat	2.2.1	Draft of the Partnership Agreement

Version française		English Equivalent	
Index	Titre	Index	Title
2.1.2	Addenda au Volume 4	2.2.2	Addenda to Volume 4
3	Information générale sur le projet / General Information on the Project		
3.1	Fiches techniques		
3.2	Test Fit		
3.3	Oeuvre d'art		
3.4	Espace commercial		
4	Cadres législatif et contractuel / Legal and Contractual Framework		
4.1	Lois, décrets et règlements généraux		
4.2	Encadrement législative		
4.3	Ententes avec des tiers		
5	Caractéristiques du site / Characteristics of the Site		
5.1	Rapport environnemental		
5.2	Condition du sol et études géotechniques		
5.3	Études archéologiques		
5.4	Études de circulation		
5.5	Autre information au sujet du site		
6	Infrastructures existantes / Existing Infrastructures		
6.1	Bâtiments adjacents au site		
6.2	Services municipaux		
6.3	Métro et trains		
6.4	Autres services d'utilité publique		
6.5	Rues et routes		
7	Équipements / Equipment		
7.1	Feuillets techniques		
7.2	Autres informations techniques		

Version française	
Index	Titre
8	Entretien / Facilities Management
8.1	Gestion environnementale
9	Réglementation municipale et permis / Municipal regulations and permits
9.1	Office de consultation publique de Montréal
9.1.1	Projet
9.1.2	Démarche de consultation
9.1.3	Documentation déposée par le CUSM
9.1.4	Documentation déposée par la ville de Montréal
9.1.5	Transcriptions
9.1.6	Documentation déposée par Westmount
9.1.7	Mémoires
9.1.8	Documentation déposée par la Commission
9.1.9	Rapport final
9.2	Règlements de zonage
10	Politiques du CHU / Policies of the CHU
11	Propriétés et servitudes / Ownership and Easements
11.1	Cadastrés
11.2	Acte de vente et quittance
11.3	Actes et avis légaux
11.4	Titres de propriété
12	Études / Studies on the project
13	Divers / Miscellaneous
14	Questions et réponses / Questions and Answers
15	Versions finales des Volumes
16	Seconde phase / Second Phase

English Equivalent	
Index	Title

Annexe 1-15 a

LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La présente liste (« Liste des droits de propriété intellectuelle ») dûment remplie et signée par le Soumissionnaire fait partie intégrante de la Proposition.

1. Matériel appartenant au Soumissionnaire

Inscrire la liste de tous les concepts, idées, biens incorporels et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition, y compris les droits d'auteur, les brevets, le savoir-faire, les inventions, les dessins industriels et autres droits de propriété y inclus de propriété intellectuelle, pour lesquels le Soumissionnaire ou un ou plusieurs de ses Membres ou Participants est titulaire de droits de propriété y inclus de propriété intellectuelle (le « Matériel appartenant au Soumissionnaire »). Si aucun Matériel appartenant au Soumissionnaire n'est inclus dans la Proposition, inscrire « Sans objet » le cas échéant.

1.1 Liste du matériel conçu et développé exclusivement pour les fins du projet du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (le « Projet ») :

Inscrire la liste du Matériel appartenant au Soumissionnaire qui a été conçu et développé exclusivement pour les fins du Projet et que le Soumissionnaire cède et transfère inconditionnellement et irrévocablement au CUSM :

1.2 Liste du matériel qui n'a pas été conçu et développé exclusivement aux fins du Projet :

Inscrire la liste du Matériel appartenant au Soumissionnaire qui n'a pas été conçu et développé pour les fins exclusives du Projet et pour lequel il accorde au CUSM une licence irrévocable, non exclusive, perpétuelle, transférable, cessible et visant l'ensemble du territoire de la Province de Québec, incluant, notamment, le droit d'octroyer des sous-licences, lui permettant d'utiliser, de reproduire, d'adapter, de modifier et, plus généralement, de faire évoluer le Matériel pour toutes fins gouvernementales jugées utiles par le CUSM en rapport avec le Projet :

2. Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire

Inscrire tous les concepts, idées, bien incorporels et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition, y compris les droits d'auteur, les brevets, le savoir-faire, les inventions, les dessins industriels et autres droits de propriété intellectuelle, pour lesquels ni le Soumissionnaire, ni ses Membres ou Participants ne sont titulaires des droits de propriété y inclus de propriété intellectuelle (« Autre matériel »). Si aucun Autre matériel n'est inclus dans la Proposition, inscrire « Sans objet » le cas échéant.

Par la présente, le Soumissionnaire, **[insérer nom du Soumissionnaire]**, confirme l'obtention en faveur du CUSM de toute licence nécessaire afin d'utiliser l'Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire pour toutes fins gouvernementales jugées utiles par le CUSM en rapport avec le Projet. Toute telle licence est irrévocable, non exclusive, et permet au CUSM d'octroyer des sous-licences et vise l'ensemble du territoire de la province de Québec.

Fournir en annexe à la présente liste ce qui suit :

- tous les transferts et toutes les cessions au CUSM du Matériel appartenant au Soumissionnaire, conçu et développé exclusivement pour les fins du Projet;
- toutes les licences au CUSM du Matériel appartenant au Soumissionnaire autre que ce qui a été conçu et développé exclusivement pour les fins du Projet;
- toutes les licences au Soumissionnaire pour tout Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire; et
- toutes les licences au CUSM pour tout Autre matériel utilisé par le Soumissionnaire;

le tout sous réserve des paiements prévus à la Convention de soumission, le cas échéant.

EN FOI DE QUOI nous avons signé la présente Liste des droits de propriété intellectuelle à la date et au lieu indiqués.

À _____ le _____

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

Annexe 1-15 b

LETTRE DE CONFIRMATION DE LA LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

[date]

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL

a/s Agence des Partenariats Public-Privé Québec
Compétence du Représentant des autorités publiques
500, boulevard René-Lévesque Ouest

Montréal (Québec)

Messieurs,

Objet : Conception, construction, financement et entretien du nouveau campus Glen du Centre Universitaire de santé McGill (le « Projet »)

Soumissionnaire : **[nom du Soumissionnaire]** (le « Soumissionnaire »)

Nous référons par les présentes à la liste des droits de propriété intellectuelle présentée à l'Annexe 1-15 a de l'Appel de propositions émis par le CUSM le 16 octobre 2008, tel que modifié par la suite, relativement au Projet, laquelle liste a été dûment remplie, signé et soumis au CUSM à la Date de dépôt de la Proposition technique conformément aux exigences de l'Appel de propositions (la « Liste des droits de propriété intellectuelle »).

Nous référons également à la seconde phase de soumission de l'Appel de propositions aux termes de laquelle les Soumissionnaires sont invités à faire parvenir une Proposition révisée selon les paramètres qui sont prévus dans la version amendée et mise à jour de l'Appel de propositions. Notamment, les paramètres de cette version amendée et mise à jour de l'Appel de propositions prévoient que la présente lettre de confirmation doit être fournie par les Soumissionnaire à la Date de dépôt de la Proposition révisée.

À moins qu'elles ne soient définies autrement aux présentes, toutes les expressions clés ont le sens qui leur est attribué dans le Volume 1 de l'Appel de propositions.

Par les présentes, les soussignés confirment que l'Annexe A des présentes contient une description exacte de toutes les mises à jour et modifications survenues à la Liste des droits de propriété intellectuelle depuis la Date de dépôt de la Proposition technique. Cette mise à jour et ces modifications font partie intégrante de la Liste des droits de propriété intellectuelle du Soumissionnaire.

De plus, les soussignés confirment également que l'Annexe B des présentes contient une description exacte de toutes les mises à jour et modifications survenues aux documents annexés à la Liste des droits de propriété intellectuelle, laquelle description fait état de toutes les cessions et les licences de droits de propriété intellectuelle pour tous les concepts, idées et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Soumissionnaire, y compris les droits d'auteur, les inventions et autres droits de propriété intellectuelle, pour lesquels le Soumissionnaire est ou non titulaire des droits de propriété intellectuelle qui n'ont pas déjà été fournis à la Date de dépôt de la Proposition technique.

Les soussignés confirment que les informations contenues dans la Liste des droits de propriété intellectuelle, telle que mise à jour et modifiée par l'Annexe A des présentes, sont vraies et complètes à

la date des présentes et le demeurent, et sont des informations sur lesquelles le destinataire peut se fier comme si elles avaient été expressément certifiées et exprimées en détail dans la présente.

Les soussignés confirment également que les informations contenues à l'annexe de la Liste des droits de propriété intellectuelle, telle que mise à jour et modifiée par l'Annexe B des présentes, sont vraies et complètes à la date des présentes et le demeurent, et sont des informations sur lesquelles le destinataire peut se fier comme si elles avaient été expressément certifiées et exprimées en détail dans la présente. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, les soussignées confirment que toutes les cessions, transferts et licences décrits à l'annexe de la Liste des droits de propriété intellectuelle et à l'Annexe B des présentes sont ou ont été fournis au CUSM et ont été valablement consentis en faveur du CUSM conformément aux dispositions de l'Appel de propositions.

La présente lettre et ses annexes font partie intégrante de la Proposition révisée du Soumissionnaire déposée dans le cadre de la seconde phase de soumission de propositions prévue à l'Appel de propositions.

Veuillez accepter, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

À _____ le _____

Soumissionnaire :

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

ANNEXE A
MISES À JOUR ET MODIFICATIONS DE LA
LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

[Note : À compléter par le Soumissionnaire.]

ANNEXE B
MISES À JOUR ET MODIFICATIONS À L'ANNEXE DE LA
LISTE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

[Note : À compléter par le Soumissionnaire.]

Annexe 1-16

LISTE DES COMPAGNIES D'ASSURANCE ACCEPTÉES POUR DES FINS DE GARANTIES

COMPAGNIES D'ASSURANCE ACCEPTÉES POUR DES FINS DE GARANTIES

La Cie d'assurance commerciale AIG du Canada / AIG Commercial Insurance Company of Canada

Axa Assurances Inc. / Axa Insurance Inc.

Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada / Aviva, Insurance Company of Canada

Chubb du Canada, Compagnie d'Assurance / Chubb Insurance Company of Canada

Assurance ACE INA / ACE INA Insurance

Garantie Cie d'assurance de l'Amérique du Nord (La) / Guarantee Company of North America (The)

Compagnie d'assurance ING du Canada / ING Insurance Company of Canada

Jevco, Compagnie d'assurance (La) / Jevco Insurance Company

La Capitale, Compagnie d'assurance générale / La Capitale, General Insurance Company

La Compagnie Travelers Garantie du Canada/ Travelers Guarantee Company of Canada

Zurich Compagnie d'assurances / Zurich Insurance Company

Annexe 1-17

LETTRE D'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

[Note : Sous réserve d'approbation gouvernementale.]

Le <*>

[Entête du *Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec*]

[Note: Insérer le nom et l'adresse du Représentant de ProjetCo]

Monsieur, Madame **[Note: Insérer le nom du Représentant de ProjetCo]**

OBJET: ENGAGEMENTS DU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX VISANT DES PAIEMENTS AUX TERMES DE L'ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION, LE FINANCEMENT ET L'ENTRETIEN DU CAMPUS HOSPITALIER DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL SITUÉ SUR LE SITE GLEN (le « Projet »)

Je confirme, par les présentes, que les autorisations requises en vertu de l'article 260 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2) ont été émises et que le Décret [*] autorisant le Centre universitaire de santé McGill (le « CUSM ») à compléter le Projet en mode partenariat public-privé a été adopté.

Dans le cadre du Projet, le soussigné a, au nom du gouvernement du Québec, le plaisir d'annoncer l'octroi au CUSM, conformément au décret no • daté du •, et à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), d'une subvention d'un montant de **[Note montant à être déterminé selon la proposition du Soumissionnaire sélectionné – Montants maximum des paiements à l'annexe A]** \$, laquelle subvention vise à couvrir les paiements relatifs à la conception et à la construction des immobilisations (paiements ne faisant pas l'objet d'indexation) devant être effectués à ProjetCo par le CUSM aux termes de l'entente de partenariat conclue entre eux en date du <*> (l'« Entente »), lesquels paiements sont décrits à l'annexe A aux présentes (les « Paiements »). Le paiement de chacun des versements prévus à la subvention précitée est conditionnel au vote annuel des crédits appropriés par le Parlement du Québec, en vertu des articles 20 ss. de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001). De plus, le paiement des versements est conditionnel au fait que le CUSM n'ait pas lui-même déjà payé les sommes visées.

Le paiement de cette subvention se fera par versements pour et à l'acquit du CUSM, à ProjetCo, et ce, uniquement pour les paiements dus par le CUSM aux termes et dans les délais prévus à l'Entente.

J'autorise en outre, le CUSM à consentir en faveur de ProjetCo une hypothèque mobilière portant sur la subvention précitée, en garantie des Paiements, selon les modalités prévues à l'Entente. ProjetCo pourra elle-même hypothéquer les droits lui résultant de la présente lettre et de ladite hypothèque.

D'autre part, dans les limites prévues par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), en cas de défaut du CUSM à respecter ses engagements prévus à l'Entente, le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage, pour les paiements décrits aux Annexes B et C, à s'assurer que ProjetCo reçoive les paiements dus selon les termes de l'Entente.

[nom]

Ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec

Annexe A

Paielements ne faisant pas l'objet d'indexation: Conception – Construction

Nature des paiements	Moment prévu du paiement en vertu de l'Entente
a) Les Paiements anticipés des paiements périodiques.	Chaque date de réception provisoire d'étape ou date suivant les jalons atteints
b) La portion des Paiements périodiques relatifs aux services, (relative à la conception, la construction, au financement, au rendement interne de ProjetCo, y compris la TPS et la TVQ.).	Mensuellement
c) Le montant de TPS payable conformément à l'alinéa 168(3)(c) de la LTA et le montant de TVP payable conformément à l'article 86 de la LVTQ en lien avec la construction de chaque étape pertinente, lequel montant doit être prévu dans une facture émise par ProjetCo à l'intention du CUSM un mois avant la Date prévue de réception provisoire d'étape pertinente.	Chaque date de réception provisoire d'étape

Annexe B**Paielements faisant l'objet d'indexation : Entretien – Fonctionnement**

Nature des paiements	Moment prévu du paiement en vertu de l'Entente
a) La portion des Paiements périodiques relatifs aux services, (relative à l'Entretien, aux coûts d'exploitation de ProjetCo, y compris la TPS et la TVQ. S'entend des paiements effectués durant la période d'exploitation relativement à la prestation des activités du projet.)	Mensuellement
b) Un montant correspondant à 50% des honoraires du certificateur indépendant.	Selon les termes du contrat du certificateur indépendant

Annexe C

Autres paiements en vertu de l'Entente

Nature des paiements	Moment prévu du paiement en vertu de l'Entente
a) Tout montant payable aux termes de l'Entente suite à : <ol style="list-style-type: none"> 1. une Modification ; 2. un Évènement donnant lieu à une compensation ou un Cas d'exemption ; 3. une Modification pertinente des lois ; 4. un cas de décès, de lésion corporelle, de perte ou de dommage matériel causé par le CUSM ; 5. un dépassement des coûts et frais externes directs payés au Responsable du transfert à l'égard du Transfert des activités par rapport à la cible de 1 000 000 \$; 6. une demande de modification par le CUSM du calendrier d'exécution ; et 7. l'exercice injustifié par le CUSM de ses droits d'inspection ou à des mesures correctives. 	Selon les termes de l'Entente
b) Les indemnités payables aux termes de l'Annexe 26 – Indemnités en cas de résiliations et au remboursement fiscal payable aux termes de l'article 49.4 de l'Entente.	Date à laquelle l'Entente est résiliée.
c) Tout autre montant payable par le CUSM aux termes de l'Entente et n'étant pas autrement couverts par les Annexes A, B ou C	Selon les termes de l'Entente

Annexe 1-18

AJUSTEMENT DE LA VALEUR ACTUELLE NETTE DÉCOULANT DE DATES PRÉVUES DE RÉCEPTION PROVISOIRE DIFFÉRENTES OU MULTIPLES

**Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du
nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill**

16 octobre 2008

**AJUSTEMENT DE LA VALEUR ACTUELLE NETTE DÉCOULANT DE DATES PRÉVUES DE
RÉCEPTION PROVISOIRE DIFFÉRENTES OU MULTIPLES**

Normalisation

La valeur actuelle nette de la Proposition de base doit être normalisée pour refléter les bénéfices que le CUSM retire d'une disponibilité et d'une utilisation plus précoce du Complexe hospitalier qu'il n'en serait autrement.

Normalisation de la Valeur actuelle nette

La valeur actuelle nette sera normalisée comme suit :

Dans le cas de la Proposition de base dont la Date prévue de réception provisoire finale est la plus rapprochée (« PB1 ») :

$$VANN_{(PB1)} = VAN_{PPSE(PB1)} + VAN_{PAP(PB1)}$$

Où :

VANN_(PB1) est la VAN normalisée de PB1;

VAN_{PPSE(PB1)} est la valeur actuelle nette des Paiements périodiques relatifs aux services de PB1 qui sont payables après la Date prévue de réception provisoire finale de la Proposition de base dont la Date prévue de réception provisoire finale est la plus tardive (« PB2 »);

VAN_{PAP(PB1)} est la valeur actuelle nette de la totalité du ou des Paiements anticipés de PB1 telle qu'il(s) est(sont) indiqué(s) dans le formulaire de prix (voir l'**Annexe 1-7**), dans l'hypothèse où ces paiements sont versés à la Réception provisoire moyenne pondérée (la « RPMP ») de la Proposition de base comportant la RPMP la plus tardive.

La RPMP sera calculée en fonction de la proportion du Paiement anticipé payable à chaque Date prévue de réception provisoire divisée par la valeur totale des Paiements anticipés, appliquée au nombre de mois entre le 1^{er} janvier 2010 et chaque Date prévue de réception provisoire. Pour les fins du présent calcul, les Prélèvements sont considérés comme étant déboursés à la Date prévue de réception provisoire de l'étape à laquelle le centre de recherche est livré au CUSM.

Dans le cas de la Proposition de base comportant la Date prévue de réception provisoire finale la plus tardive (« PB2 »), la VAN normalisée de cette Proposition est calculée comme suit :

$$VANN_{(PB2)} = VAN_{PPSE(PB2)} + VAN_{PAP(PB2)}$$

Où :

$VANN_{(PB2)}$ est la valeur actuelle nette normalisée de PB2;

$VAN_{PPSE(PB2)}$ est la valeur actuelle nette des Paiements périodiques relatifs aux services de PB2 qui sont payables après la Date prévue de réception provisoire finale de PB2;

$VAN_{PAP(PB2)}$ est la valeur actuelle nette de la totalité du ou des Paiements anticipés de PB2 telle qu'il(s) est(sont) décrit(s) dans le formulaire de prix (voir l'**Annexe 1-7**), dans l'hypothèse où ces paiements sont versés à la RPMP de la Proposition de base dont la RPMP est la plus tardive.

Exemples de normalisation

L'exemple qui suit est fourni à des fins d'illustration seulement. Les montants, les dates employés pour chaque Proposition de base ainsi que et les différences entre chaque Proposition sont purement hypothétiques. Une illustration graphique de ces exemples est fournie à l'appendice A de la présente annexe 18.

Les valeurs actuelles nettes de « PPSE » et de « PAP » sont respectivement calculées par le CUSM de la façon suivante :

- en date du 1^{er} janvier 2008;
- en utilisant un taux d'actualisation annuel de 8 %, calculé semi-annuellement.

Cet exemple compare deux Propositions de base fondées sur des coûts et des hypothèses financières identiques. Chacune des deux Propositions comporte trois Réceptions provisoires prévues, le centre de recherche étant livré à la Réception provisoire de l'étape 1. Les Propositions diffèrent cependant par leurs Dates prévues de réception provisoire et leur Paiements anticipés (déterminés en fonction de la section 2.3 du présent **Volume 1**), ainsi qu'il est résumé dans le tableau suivant :

(en millions de dollars)	PB1	PB2
Date prévue de réception provisoire de l'étape 1 et Paiement anticipé nominal (incluant les Prélèvements)	1 ^{er} janvier 2012* 200 \$*	1 ^{er} juillet 2012* 300 \$*
Date prévue de réception provisoire de l'étape 2 et Paiement anticipé nominal	1 ^{er} juillet 2012* 200 \$*	1 ^{er} janvier 2013* 100 \$*
Date prévue de réception provisoire de l'étape 3 et Paiement anticipé nominal	1 ^{er} janvier 2013* 100 \$*	1 ^{er} juillet 2013* 100 \$*
Réception provisoire moyenne pondérée (RPMP)	26 mai 2012**	18 octobre 2012***
VAN des Paiements périodiques relatifs aux services (non ajustée)	779,2 \$*	775,3 \$*
VAN des Paiements anticipés (non ajustée)	349,7 \$	339,1 \$
VAN totale des Paiements périodiques relatifs aux services et Paiements anticipés (non ajustée)	1 128,9 \$	1 114,4 \$
VAN du Paiement périodique relatif aux services payable après la Date prévue de réception provisoire de l'étape 3	712,2 \$	732,1 \$

* Renseignements fournis dans le formulaire de prix de chaque Proposition de base (voir l'**Annexe 1-7** du présent Volume 1).

** Données calculées en fonction de ce qui suit :
 $(200/500 \times 24 \text{ mois}) + (200 / 500 \times 30 \text{ mois}) + (100 / 500 \times 36 \text{ mois}) =$

$$40 \% \times 24 + 40 \% \times 30 + 20 \% \times 36 = 28,8 \text{ mois}$$

Par conséquent, la RPMP tombe 28,8 mois après le 1^{er} janvier 2010, soit le 26 mai 2012

Données calculées en fonction de ce qui suit :

$$(300/500 \times 30 \text{ mois}) + (100 / 500 \times 36 \text{ mois}) + (100 / 500 \times 42 \text{ mois}) =$$

$$60 \% \times 24 + 20 \% \times 30 + 20 \% \times 36 = 33,6 \text{ mois}$$

Par conséquent, la RPMP tombe 33,6 mois après le 1^{er} janvier 2010, soit le 18 octobre 2012

Normalisation de PB1 :

$$VAN_{PPSE(PB1)} = 712,2 \$$$

$$VAN_{PAP(PB1)} = 500 \$ \text{ payable le 18 octobre 2012} = 343,1 \$$$

$$\begin{aligned} VANN_{(PB1)} &= VAN_{PPSE(PB1)} + VAN_{PAP(PB1)} = 712,2 \$ + 343,1 \$ \\ &= 1\,055,3 \$ \end{aligned}$$

La VAN normalisée de PB1 est donc de 1 055,3 \$.

Normalisation de PB2 :

$$VAN_{PPSE(PB2)} = 732,1 \$$$

$$VAN_{PAP(PB2)} = 500 \$ \text{ payable le 18 octobre 2012} = 343,1 \$$$

$$\begin{aligned} VANN_{(PB2)} &= VAN_{PPSE(PB2)} + VAN_{PAP(PB2)} = 732,1 \$ + 343,1 \$ \\ &= 1\,075,2 \$ \end{aligned}$$

La VAN normalisée de PB2 est donc de 1 075,2 \$.

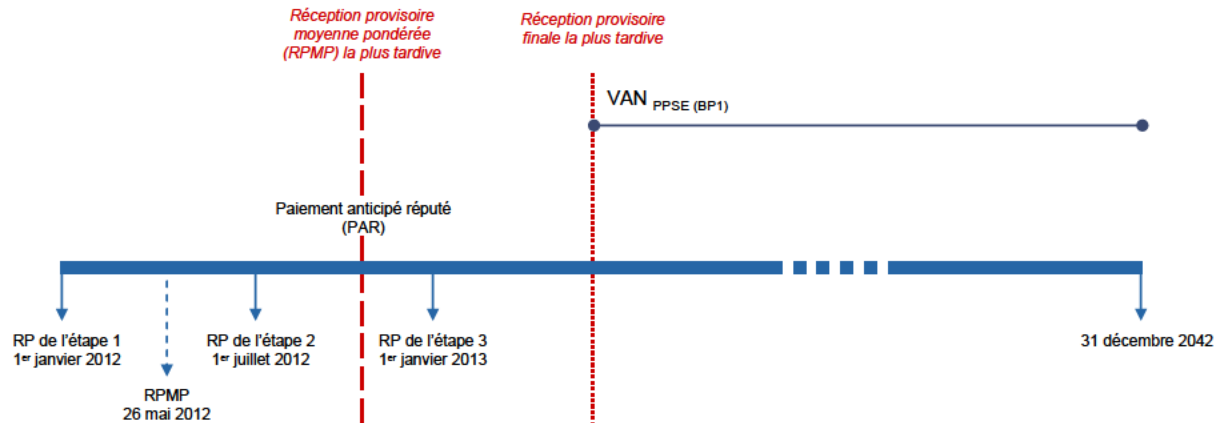
Conclusion

- Avant la normalisation, la VAN de PB2 est inférieure à celle de PB1 de 14,5 M\$ (1 128,9 \$ - 1 114,4 \$ = 14,5 \$), uniquement en raison de l'effet de la livraison plus tardive de PB2 sur le calcul de la VAN.
- La normalisation de la VAN des Paiements périodiques relatifs aux services entraîne une VAN des Paiements périodiques relatifs aux services de PB1 inférieure à celle de PB2 par 19,9 M\$ (1 055,3 \$ - 1 075,2 \$ = -19,9 \$).

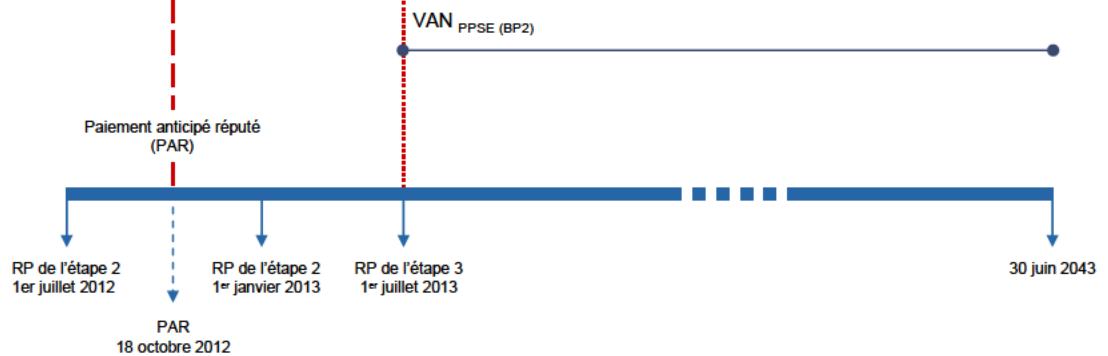
Ce résultat permet d'atteindre l'objectif voulu, soit que le soumissionnaire livrant le Complexe hospitalier plus tôt que son concurrent ne soit pas pénalisé par le mécanisme de calcul de la valeur actuelle nette mais, au contraire, que l'avantage découlant de la livraison anticipée du Complexe hospitalier au CUSM soit dûment reconnu dans l'évaluation.

Appendice A

Proposition de base 1 (BP1)



Proposition de base 2 (BP2)



ANNEXE 1-19

PROTOCOLE DE MISE À JOUR DES COÛTS DE FINANCEMENT

SECTION 1 – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Ce document explique la procédure à suivre par les Soumissionnaires pour fixer le coût de la dette de premier rang et le protocole de la Clôture financière. Il vise quatre objectifs publics majeurs :

- L'équité, soit un traitement égal des Soumissionnaires;
- La transparence durant le processus de fixation du coût de la dette de premier rang;
- La fiabilité des données et des calculs;
- L'assurance d'obtenir le meilleur prix équitable pour les Autorités publiques.

Ce document se veut un guide afin de faciliter les échanges entre les parties.

Tel qu'il est décrit à la **Section 3.7** du volume 1, le CUSM assumera le risque de variation du Taux d'intérêt de référence entre la Date de dépôt de la Proposition révisée et la Clôture financière. Ce document traite particulièrement de la procédure à laquelle se soumettra le CUSM afin de dédommager le Soumissionnaire sélectionné pour une fluctuation du Taux d'intérêt de référence, ainsi que de la méthodologie d'ajustement du Paiement annuel relatif aux services [« *Annual Service Payments* » (ASP)] et de la mise à jour de la prime de risque sur la dette de premier rang. La dernière section de ce document présente un calendrier des dates de soumission des activités critiques menant à la Clôture Financière.

SECTION 2 – TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE ET DÉTERMINATION DE L'AJUSTEMENT DU PAIEMENT ANNUEL RELATIF AUX SERVICES (ASP)

Le CUSM assumera le risque de variation du taux d'intérêt entre la Date de dépôt de la Proposition révisée et la Clôture financière. L'ASP exigé par le Soumissionnaire sélectionné sera ajusté pour tenir compte des variations (positives ou négatives) entre les deux taux d'intérêt suivants :

- Le Taux d'intérêt de référence initial à la Date de dépôt de la Proposition révisée;
- Le Taux d'intérêt de référence final à la date de la Clôture financière.

Partenariats public-privé Québec (« PPPQ ») représente l'Autorité publique aux fins du processus de fixation et d'ajustement des prix.

2.1 Détermination du Taux d'intérêt de référence initial

Le Taux d'intérêt de référence initial utilisé pour déterminer l'ajustement à l'ASP sera identique au taux de base utilisé par le Soumissionnaire dans son modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition révisée. Un Taux d'intérêt de référence initial indicatif sera déposé par le Soumissionnaire à la Date de dépôt de la Proposition révisée.

La prochaine section détaillera la procédure à suivre afin de déterminer le Taux d'intérêt de référence initial, suivant différentes hypothèses selon plusieurs formes de dette de premier rang, soit la dette bancaire ou les obligations.

2.1.1 Financement par dette bancaire

Le Soumissionnaire fournira un contrat swap (« *swap deal* »), évalué à la fermeture de la Bourse², sept jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition révisée, et ce, en vue d'évaluer le Taux d'intérêt de référence initial. L'Autorité publique définit le swap deal comme étant un swap structuré, établi à partir de la fonction *SWPM* du service Bloomberg, utilisé afin de déterminer le Taux d'intérêt de référence dans le cas d'un swap de taux d'intérêt. Le swap deal doit être envoyé par le Soumissionnaire en utilisant l'option « *send deal to user* » de la fonction *SWPM* de Bloomberg à la Date de dépôt de la Proposition révisée. L'adresse Bloomberg où le swap deal devra être envoyé est la suivante : cusm@bloomberg.net³.

Le Soumissionnaire devra alors fournir toutes les informations nécessaires à la reproduction indépendante du swap deal sur un terminal Bloomberg. Les paramètres du swap deal devront être facilement accessibles par un abonné du service de base de Bloomberg.

Le Soumissionnaire estimera le prix du swap deal en utilisant les données *discount curves* (*DiscountCrv*) et *forward curves* (*ForwardCrv*) selon le cours moyen (*mid-market*). La page *Bloomberg's Swap Curve Defaults* (*SWDF page*) devra être configurée pour utiliser seulement les courbes standards de swap et les préférences d'utilisateurs (*user preferences*) devront être placées sur :

- *Pay=Ask / Receive=Bid*
- *Interpolation method = Piecewise Linear (simple).*

Le Soumissionnaire devra fournir une copie de l'impression de l'écran démontrant le Taux d'intérêt de référence initial obtenu.

Le swap deal envoyé par le Soumissionnaire devra refléter les montants nominaux conformes au profil de dette bancaire de premier rang (croissance et amortissement) calculé à l'intérieur du modèle financier. La fonction *SWPM* permet au Soumissionnaire de structurer un swap deal composé d'un swap unique ou de swaps multiples et permet aussi de sculpter le montant nominal du swap pour le rendre conforme au modèle financier. Dans l'éventualité où deux swaps sont nécessaires pour refléter le modèle financier, le Soumissionnaire doit présenter la formule pour le calcul du taux moyen, laquelle devra être approuvée par PPPQ.

Le Taux d'intérêt de référence initial est égal au taux fixe d'un coupon résolvant un contrat de swap à une valeur marchande de zéro (*market value of zero*), sans aucune prime. Le taux fixe du coupon est calculé au dixième de point de base [*tenth of a basis point (0,001 %)*]. La méthodologie décrite ci-dessus peut également être utilisée dans le but de couvrir le risque lié à des instruments de dépôts structurés/certificats de placement garanti (« CPG »).

2.1.2 Financement par des obligations

Le Soumissionnaire devra déterminer le niveau d'exposition de la dette obligataire en le comparant à un panier d'obligations du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit au **Tableau 1**. Le

² La fermeture de la Bourse fait référence au prix historique disponible par Bloomberg à la clôture de la Bourse pour la journée. Bloomberg fait référence aux prix de 17h30 HNE à la journée ouvrable historique observée. Les prix à la fermeture de la Bourse pour les journées précédentes sont donc vérifiables en tout temps, une fois la Bourse fermée, aux journées sous observation.

³ Un Soumissionnaire peut suggérer un système équivalent tel Reuters. Dans un tel cas, une entente devra être préalablement convenue avec PPPQ afin d'assurer un accès opportun aux terminaux et l'adéquation de l'information et des fonctions qui peuvent y être exécutées.

Soumissionnaire sélectionnera la valeur au pair du montant de couverture [*Par Value of Hedged Amount* (« PVHA »)] pour chaque obligation retenue. Les PVHA devront refléter les termes et conditions de la dette de premier rang et le profil de dette calculé au modèle financier. Le Soumissionnaire pourra ainsi établir l'exposition du financement par des obligations par rapport à l'indice obligataire de référence selon un processus de période de vie moyenne, ou autrement, selon un processus de profil de dette pondéré jugé approprié.

Si le Soumissionnaire ne désire pas utiliser une obligation de référence spécifique pour établir la couverture, il doit inscrire un PVHA nul pour cette obligation de référence. Un PVHA autre que zéro doit apparaître pour au moins deux obligations de référence. Un PVHA négatif est permis dans le but de couvrir le risque lié à des instruments de dépôts structurés/certificats de placement garanti (« CPG »).

Tableau 1 – Obligations de référence initiales

Obligations de référence	Valeur au pair des montants de couverture (<i>Par value of Hedge Amounts</i>)	Prix initial	Rendement à échéance (« YTM »)
Gouvernement du Canada 4,00 % 09/01/2010			
Gouvernement du Canada 3,75 % 09/01/2011			
Gouvernement du Canada 3,75 % 06/01/2012			
Gouvernement du Canada 5,25 % 06/01/2013			
Gouvernement du Canada 5,00 % 06/01/2014			
Gouvernement du Canada 4,50 % 06/01/2015			
Gouvernement du Canada 4,00 % 06/01/2016			
Gouvernement du Canada 4,00 % 06/01/2017			
Gouvernement du Canada 4,25 % 06/01/2018			
Gouvernement du Canada 3,75 % 06/01/2019			
Gouvernement du Canada 8,00 % 06/01/2023			
Gouvernement du Canada 8,00 % 06/01/2027			
Gouvernement du Canada 5,75 % 06/01/2029			
Gouvernement du Canada 5,75 % 06/01/2033			
Gouvernement du Canada 5,00 %			

Obligations de référence	Valeur au pair des montants de couverture (<i>Par value of Hedge Amounts</i>)	Prix initial	Rendement à échéance (« YTM »)
06/01/2037			

En vue de fixer le Taux d'intérêt de référence initial, le Soumissionnaire déterminera un PVHA et fixera le prix initial, ainsi que le rendement à échéance [« *Yield to Maturity* » (YTM)] pour chaque obligation de référence, à la fermeture de la Bourse, sept jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. Le tableau à la page précédente devra être dûment rempli et remis au CUSM à la Date de dépôt de la Proposition révisée.

Cinq jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition révisée, le Soumissionnaire devra mettre à jour la valeur au pair du montant de couverture et fixer son prix initial de fin de journée, ainsi que le YTM pour chaque obligation de référence utilisée dans le calcul du Taux d'intérêt de référence initial. Cette information doit être présentée au CUSM à la Date de dépôt de la Proposition révisée.

À la Date de dépôt de la Proposition révisée, le Soumissionnaire doit déposer le **Tableau 1** dûment rempli, conformément aux instructions décrites ci-dessus. Les prix et YTM de chaque obligation de référence doivent être obtenus à l'aide d'un terminal Bloomberg en utilisant la fonction *Bloomberg generic* (« *BGN* »). Une obligation aura un prix *BGN* lorsqu'il y a au moins cinq facteurs contributifs de prix déterminé. Le prix générique *BGN* pour une obligation est déterminé de manière statistique en éliminant les extrêmes et en prenant la moyenne des données restantes. De manière alternative, il est permis à un Soumissionnaire d'utiliser l'écran CANPX.

Le **Tableau 1** doit être rempli en utilisant les prix et les rendements à échéance selon les cours bid. Un montant de 100,00 \$ sera utilisé comme prix de base de la valeur au pair pour chaque obligation de référence. Chacune des valeurs de YTM devra être calculée au dixième de point de base [*a tenth of a basis point* (0,001 %)].

Le Taux d'intérêt de référence initial est calculé comme suit :

$$\text{Taux d'intérêt de référence initial} = \frac{\sum_{i=1}^{15} (|PVHA_i \times IP_i \div 100| \times IYTM_i)}{\sum_{i=1}^{15} |PVHA_i \times IP_i \div 100|}$$

Où : PVHA_i = Valeur au pair du montant de couverture pour l'obligation de référence *i*

IP_i = Prix initial de l'obligation de référence *i*

IYTM_i = Valeur initiale du rendement à échéance de l'obligation de référence *i*

2.2 Date(s) de détermination du Taux d'intérêt de référence final

Ultimement, la/les date(s) de détermination du Taux d'intérêt de référence final sera/seront fixée(s) après la Date de dépôt de la Proposition révisée, selon les particularités de la proposition du Soumissionnaire sélectionné. Dans l'hypothèse d'un financement bancaire, le Soumissionnaire sélectionné peut demander plusieurs jours ouvrables pour compléter et mettre en place les swaps requis; dans ce cas, ce dernier pourra fixer une période de 1 à 5 jours ouvrables pour compléter l'étalonnage du Taux d'intérêt de référence final. Dans l'hypothèse d'un financement par obligations, il sera possible de fixer le prix des obligations de Projet Co en une journée sur la période comprise entre 3 à 5 jours avant la Clôture financière.

Le Soumissionnaire sélectionné devra soumettre à PPPQ un protocole détaillé préliminaire de Clôture financière basé sur les principes fixés par le CUSM, au moins 15 jours ouvrables avant la Clôture financière. Le protocole devra être entériné et signé par le Soumissionnaire sélectionné au moins 10 jours ouvrables avant la Clôture financière. Le protocole de Clôture financière devra refléter les conditions prévalant sur le marché et les conditions spécifiques de la Proposition de financement du Soumissionnaire sélectionné.

Le protocole de Clôture financière doit inclure :

- Un calendrier de simulations pour les ajustements au Paiement annuel relatif aux services [« *Adjustment to the Annual Service Payments Dry-Runs* » (AASP *Dry-Runs*)] à être convenu avec PPPQ; il devra contenir au minimum 5 dates d'ajustement avant la Clôture financière (tel qu'il est détaillé à la **Section 2.5**);
- Un calendrier indicatif accepté par PPPQ pour la simulation du Taux d'intérêt de référence final qui devra contenir les dates et heures des séances d'étalonnage en direct;
- Dans le cas où le Soumissionnaire sélectionné requiert plus d'une journée de transactions pour compléter l'exécution des swap deal requis, un protocole sera suivi pour établir les portions de la dette, minimum et maximum par jour, qui feront l'objet du swap, et ce, pour chaque jour de transactions. Le tout devra être approuvé par PPPQ.

2.3 Détermination du Taux d'intérêt de référence final

Le Taux d'intérêt de référence final sera établi selon les modalités ci-après décrites, lesquelles devront être intégrées au protocole de Clôture financière.

2.3.1 Financement bancaire

Le swap deal soumis par le Soumissionnaire à la Date de dépôt de la Proposition révisée sera utilisé exclusivement afin de fixer le Taux d'intérêt de référence final applicable au financement bancaire. Lorsque PPPQ aura accepté le swap deal initial reçu à la Date de dépôt de la Proposition révisée, aucun changement sur la structure du swap deal ne sera permis par aucune des parties. Particulièrement, les montants notionnels ne seront pas sujets à changement.

Au moment des séances d'étalonnage en direct, PPPQ, ainsi que le Soumissionnaire sélectionné, s'entendront également sur le choix du coupon à taux fixe permettant de résoudre le swap deal à la valeur marchande de zéro, en fonction des taux du marché.

Une fois le coupon à taux fixe déterminé, la page Bloomberg *SWPM* indiquant le swap deal optimisé avec coupon à taux fixe devra être envoyée immédiatement par PPPQ par courriel au Soumissionnaire sélectionné, en utilisant la fonction *Bloomberg GRAB*.

2.3.2 Financement par obligation

PPPQ utilisera une feuille de calcul permettant le suivi en temps réel des prix des obligations de référence et calculera le Taux d'intérêt de référence final. La feuille de calcul sera directement liée au *Bloomberg's BGN data provider* et sera sujette à l'approbation du Soumissionnaire sélectionné.

Les données inscrites au **Tableau 1** et soumises à la Date de dépôt de la Proposition révisée ne pourront être changées par aucune des parties.

Au moment des séances d'étalonnage en direct, PPPQ et le Soumissionnaire sélectionné détermineront conjointement en temps réel le prix final des obligations de référence et leur YTM par l'entremise de la feuille de calcul préalablement acceptée.

La page indiquant le prix final des obligations de référence et le YTM doit être envoyée par PPPQ au Soumissionnaire sélectionné.

2.4 Séance d'étalonnage en direct et de saisie des données

La saisie des données devra avoir lieu au terminal Bloomberg situé au : [●], à l'heure désignée par PPPQ et acceptée par le Soumissionnaire sélectionné.

La page d'écran indiquant les résultats obtenus du Taux d'intérêt de référence doit être sauvegardée et transmise par courriel à PPPQ à cette adresse [●] et au Soumissionnaire sélectionné à cette adresse [●].

Si le terminal désigné à Montréal n'est pas disponible, le site de Vancouver, C.-B., ou celui de Toronto, ON, pourra être utilisé aux adresses respectives suivantes :

- [●]
- [●]

Si tous ces sites ne sont pas en état de fonctionnement en raison d'une panne généralisée, PPPQ et le Soumissionnaire sélectionné pourront reporter la séance à plus tard, soit dans la même journée ou à la date de la prochaine séance prédéterminée d'étalonnage en direct.

2.5 Simulations pour les ajustements au Paiement annuel relatif aux services (AASP Dry-Runs)

Un minimum de 5 AASP *Dry-Runs* devra être prévu. Les AASP *Dry-Runs* doivent se tenir en présence des représentants de PPPQ et du Soumissionnaire sélectionné. Ces séances de simulations visent à tester le processus de détermination du Taux d'intérêt de référence final et de la prime de risque de référence sur la dette de premier rang [« *Credit Spread Benchmark* » (CSB)], tel qu'il est discuté à la **Section 3** suivante.

Si une simulation ne permet pas d'obtenir les résultats escomptés sur le Taux d'intérêt de référence ou sur la prime de risque de référence sur la dette de premier rang, les parties devront investiguer, afin de déterminer la cause de la défaillance et apporter les correctifs nécessaires aux procédures, et ce, avant le prochain AASP *Dry-Run*. Tout autre changement à la méthodologie devra être constaté au protocole de Clôture financière.

Suivant chaque AASP *Dry-Run*, il y aura ajustement à l'ASP, vu la variation du Taux d'intérêt de référence et la nouvelle prime de risque sur la dette de premier rang [« *Senior Debt Credit Spread* » (SDCS)].

2.6 Ajustement au Paiement annuel relatif aux services (ASP) pour la variation du Taux d'intérêt de référence et la prime de risque sur la dette de premier rang (SDCS)

Le CUSM indemniser le Soumissionnaire sélectionné pour l'impact financier des fluctuations du taux d'intérêt sur les remboursements de la dette de premier rang. Le CUSM indemniser également pour les retraits supplémentaires aux facilités de crédit, tel qu'il est prévu dans le modèle financier à la Date de dépôt de la Proposition révisée, et lorsqu'il est applicable, au compte de réserve pour la dette de premier rang [« *Debt Service Reserve Account* » (DSRA)] ou aux instruments de dépôts structurés/CPGs.

L'ajustement à l'ASP se fera sur une base nominale et sera ajouté à l'ASP à la date de référence sans être sujet à quelque indexation que ce soit.

Dans le cas où le plan de financement contenu à la Proposition révisée du Soumissionnaire sélectionné comprend plusieurs types de dettes de premier rang, un Taux d'intérêt de référence initial et un Taux d'intérêt de référence final seront déterminés pour chacun. L'ajustement à l'ASP se fera sur une base individuelle pour chacune des composantes du financement de premier rang. L'effet combiné des ajustements sera par contre ajouté à l'ASP.

Une fois le Taux d'intérêt de référence final et le SDCS déterminés, l'ajustement sera calculé par PPPQ selon les principes énoncés ci-après :

- L'ajustement se fait à partir du modèle financier fourni par le Soumissionnaire sélectionné;
- L'ajustement procure une couverture pour la variation du montant de la dette de premier rang et pour les contributions nécessaires aux instruments de dépôts structurés/CPGs ou au DSRA. L'effet de cette variation sur les liquidités ne doit ni améliorer, ni détériorer le taux de rendement interne sur les capitaux propres tel qu'il est présenté dans la Proposition révisée;
- L'ajustement à l'ASP doit être effectué d'une façon complètement automatisée en insérant le nouveau Taux d'intérêt de référence et le nouveau SDCS;
- Un document détaillant le processus d'ajustement et les macros utilisées devra être remis à la Date de dépôt de la Proposition révisée;
- L'ajustement devra être calculé en parallèle par PPPQ et par le Soumissionnaire sélectionné en utilisant une même version du modèle financier du Soumissionnaire sélectionné.

Le Soumissionnaire sélectionné doit déposer auprès du CUSM une copie mise à jour de son modèle financier, lequel devra avoir incorporé les ajustements à l'ASP, le(s) Taux d'intérêt de référence final(finaux) et le(les) SDCS(s) obtenu(s) par les détenteurs de la créance de premier rang, au plus tard quatre heures après la détermination de l'ASP.

SECTION 3 – PROCÉDURE D'AJUSTEMENT DE LA PRIME DE RISQUE SUR LA DETTE DE PREMIER RANG (SDCS)

La présente section constitue des obligations supplémentaires aux requis contenus à la section G du **Volume 5**.

Étant donné l'état des marchés financiers, le CUSM offre l'option au Soumissionnaire sélectionné de s'engager quant à la prime de risque sur la dette de premier rang après le dépôt de la Proposition révisée. Cette option peut être exercée pour chaque instrument de dette de premier rang utilisé. Le Soumissionnaire devra choisir d'exercer ou non cette option à la Date de dépôt de la Proposition révisée. Tout changement au SDCS après cette date devra suivre le CSB préalablement accepté par l'Autorité publique, sur la base de la transparence et des objectifs publics présentés au présent document. Les changements au SDCS à la Clôture financière devront être symétriques et prendre en compte les augmentations ou diminutions du CSB.

3.1 Détermination de la prime de risque sur la dette de premier rang (SDCS)

La détermination du CSB se fait à la discrétion du Soumissionnaire. Celui-ci devra fournir les formules, les calculs, ainsi que les données sources à PPPQ. Il devra également fournir cette information de manière à aisément permettre une vérification indépendante et la reproduction du CSB sur un terminal Bloomberg par un abonné du service de base.

Huit jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition révisée, les Soumissionnaires doivent indiquer :

- Si le SDCS sera ajusté après la Date de dépôt de la Proposition révisée :
- Si tel est le cas, fournir le CSB suggéré et les procédures de calcul afférentes;
- Si tel est le cas, confirmer une date définitive pour procéder à la mise à jour de la prime de risque sur la dette de premier rang [« *Credit Spread Refresh Date* » (CSRD)] qui devra être au plus tard une journée ouvrable avant la date de la Clôture financière;
- Si tel est le cas, fournir la prime de risque du CSB [« *Credit Spread Benchmark Rate* » (CSBR)] utilisée, cette dernière étant la prime de risque calculée pour le CSB en utilisant un échantillon de données à la fermeture de la Bourse au huitième jour ouvrable avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. Toutes les données utilisées doivent être incorporées à la Proposition révisée.

3.1.1 Acceptation de PPPQ

Au plus tard cinq jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition révisée, PPPQ confirmera aux Soumissionnaires l'acceptabilité des éléments suivants :

- le CSB proposé ainsi que la méthode de calcul. Si l'Autorité publique les accepte, le CSB et sa méthode de calcul lieront les parties et devront être utilisés pour tout ajustement à survenir avant la Clôture financière;
- la date définitive pour procéder à la mise à jour de la prime de risque sur la dette de premier rang.

3.1.2 Date de dépôt de la Proposition révisée

Si l'option de mise à jour est exercée, le candidat devra soumettre le CSBR révisé et final égal à la prime de risque calculée pour le CSB en utilisant la documentation obtenue à la fermeture de la Bourse deux jours ouvrables avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. Tout échantillon de la documentation devra accompagner la Proposition révisée.

L'option de mise à jour du SDCS sera considérée conforme à la Proposition révisée si, et seulement si, l'intention d'exercer l'option avait été manifestée et que le CSB et le CSRD ont été acceptés au préalable tel que décrit ci-dessus.

3.1.3 Date définitive de mise à jour de la prime de risque sur la dette de premier rang (CSRD)

Si le Soumissionnaire sélectionné choisit d'exercer l'option de mise à jour du SDCS à la Date de dépôt de la Proposition révisée, les éléments suivants seront calculés conjointement par PPPQ et le Soumissionnaire sélectionné au CSRD au même endroit où ont lieu les séances d'étalonnage en direct (**Section 2.4**) :

- Le CSBR au CSRD accompagné de toute documentation justificative, tel qu'il a été préalablement accepté par PPPQ;
- Le nouveau SDCS tel qu'il est illustré plus bas, à moins d'avis contraire, doit correspondre exactement à la somme du SDCS indiqué dans la Proposition révisée et la différence entre le CSBR selon la Proposition révisée et le CSBR au CSRD. Dans le cas où l'étalonnage du SDCS justifie une augmentation de la prime de risque, le Soumissionnaire sélectionné pourra indiquer, dans un délai de deux heures, son refus de procéder à une telle augmentation. Il pourra aussi ne choisir qu'une augmentation partielle du SDCS.

$$SDCS_1 \leq SDCS_0 + (CSBR_1 - CSBR_0)$$

où $t = 0$ = Date de dépôt de la Proposition révisée

et $t = 1$ = CSRD

3.2 Ajustement final au Paiement annuel relatif aux services et AASP *Dry-Runs*

Tel qu'il est décrit aux **Sections 2.2 et 2.5**, les AASP *Dry-Runs* doivent être prévues entre la Date de dépôt de la Proposition révisée et les séances d'étalonnage en direct. Dans l'éventualité où le Soumissionnaire sélectionné désire mettre à jour le SDCS, le prix du CSB sera fixé et le nouveau SDCS fera l'objet d'un accord entre PPPQ et le Soumissionnaire sélectionné, et ce, à chaque AASP *Dry-Run*.

L'ajustement final de l'ASP pour la variation du Taux d'intérêt de référence et du SDCS, tel qu'il est décrit à la **Section 2.6**, prendra en compte le SDCS obtenu conjointement par PPPQ et le Soumissionnaire sélectionné au CSRD.

3.3 La prime de risque de référence sur la dette de premier rang (CSB)

Un CSB différent peut être utilisé pour chaque type de dette de premier rang.

Le(Les) CSB(s) doit(doivent) par contre être composé(s) de données et d'outils publiquement vérifiables, et les formules et les taux utilisés doivent permettre de mesurer les mouvements et la cohérence du SDCS (c.-à-d. cela peut inclure un panier d'obligations corporatives, d'obligations provinciales, ou encore d'indices obligataires ou bancaires, etc.).

3.4 Financement obligataire par voie d'appel public à l'épargne ou par voie de placement privé de type public

Lorsque le financement à long terme se fait par voie d'obligations, la Proposition révisée doit inclure une prise ferme. Cette méthode de financement requiert un mécanisme qui assurera le calcul équitable des gains ou des pertes provenant de la différence entre la prime de risque de l'obligation obtenue à la Clôture financière et celle indiquée dans la Proposition révisée. Cette différence sera indépendante des changements observés sur les marchés relatifs et aux primes de risque pour un financement obligataire. Le CUSM ou PPPQ ne permettront en aucun cas au Soumissionnaire ni aux créanciers obligataires de se partager les gains ou pertes résultants du processus ci-dessous.

Les éléments suivants seront applicables lors de la détermination d'un tel processus :

- La juste part de l'Autorité publique du gain ou de la perte de la prise ferme sera reflétée par un ajustement aux remboursements de la dette de premier rang (et donc du Paiement annuel relatif aux services);
- Le gain de prise ferme du placeur est réglé(e) au comptant à la Clôture financière. Ce paiement peut, à l'entière discrétion de l'Autorité publique, être réglé par le biais d'une émission de dette additionnelle (et donc par un ajustement du Paiement annuel relatif aux services);
- La part de la perte de prise ferme du placeur sera reflétée dans le modèle financier du Soumissionnaire via une réduction des honoraires prévues être versées au placeur;
- Une procédure devra être convenue avec le CUSM afin de s'assurer que la prime de risque de l'obligation obtenue soit raisonnable et compétitive compte tenu des conditions existantes du marché. Cette procédure peut impliquer, par exemple, une entente sur l'utilisation d'une référence

« *watermark* » ou de la présence d'un représentant de l'Autorité publique afin de superviser le processus de fixation des taux. Cette procédure devra être incluse au protocole détaillé de Clôture financière conclu avec le CUSM au plus tard 10 jours ouvrables avant la Clôture financière.

La détermination du gain ou de la perte de prise ferme doit être calculée tel qu'il est décrit ci-dessous. Il est à noter que dans tous les cas, le Soumissionnaire aura fourni toutes les références prescrites dans les sections précédentes. À la Clôture financière :

- Le service de la dette sera déterminé en fonction d'un coupon obligataire équivalent au rendement à échéance de l'obligation du Canada majoré de la prime de risque ajustée selon le CSB tel qu'il est décrit à cette Annexe (« *First Adjusted Coupon* »);
- Le montant de l'émission obligataire reflétera les besoins de financement de la Proposition révisée (« *First Adjusted Bond Issue Size* »);
- Le taux du coupon sur les obligations sera ajusté au taux auquel les obligations seront transigées au pair dans le marché (« *Second Adjusted Coupon* »);
- Le montant de l'émission obligataire sera déterminé en utilisant le service de la dette et le *Second Adjusted Coupon* (« *Second Adjusted Bond Issue Size* »);
- Le gain ou la perte de prise ferme est calculé(e) comme étant l'excédent du *Second Adjusted Bond Issue Size* par rapport au *First Adjusted Bond Issue Size* ou vice versa;
- Un protocole de partage aura été établi préalablement et selon lequel le gain ou la perte de prise ferme sera partagé(e) entre le Soumissionnaire sélectionné (pour être redirigé au placeur pour compte obligataire ferme) et l'Autorité publique;
- Le montant de l'émission obligataire final (« *Final Bond Issue Size* ») représente la somme du *First Adjusted Bond Issue Size* et la juste part du Soumissionnaire sélectionné du gain ou de la perte de prise ferme;
- Un gain de prise ferme est payé au Soumissionnaire et redirigé ainsi au placeur pour compte alors qu'une perte est assumée par le placeur pour compte;
- Le service de la dette est calculé selon le *Final Bond Issue Size* et le *Second Adjusted Coupon*.

Le protocole de partage aura les caractéristiques suivantes :

- Le Gain du placeur pour compte sera partagé dans les proportions suivantes; 25% pour le placeur pour compte et 75 % pour l'Autorité publique et ce, jusqu'à un maximum de 5 % du *First Adjusted Bond Issue Size*;
- La part du placeur pour compte de la Perte sur prise ferme sera calculée comme suit : Le Clearing spread loss jusqu'à un maximum de tous les honoraires payables au preneur pour compte moins un montant égal à un maximum de 0,50% du *First Adjusted Coupon Bond Issue Size*;
- L'Autorité publique pourra soit absorber une perte de prise ferme en sus du total de tous les honoraires payables au placeur pour compte moins un montant égal à un maximum de 0,50% du *First Adjusted Bond Issue Size* ou se retirer de la transaction sans aucune obligation quelconque pour le placeur pour compte;
- L'Autorité publique conserva le gain de prise ferme excédant 5 % du *First Adjusted Bond Issue Size*.

SECTION 4 – CALENDRIER

Les dates de soumission pour les différentes activités sont décrites ci-dessous.

Activités	Date
Soumissionnaire doit indiquer : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Si le SDCS sera ajusté après la Date de dépôt de la Proposition révisée : ▪ Si tel est le cas, fournir le CSB suggéré et les procédures de calcul afférentes; ▪ Si tel est le cas, confirmer une date définitive pour procéder à la mise à jour de la prime de risque sur la dette de premier rang [« <i>Credit Spread Refresh Date</i> » (CSRD)] qui devra être au plus tard une journée ouvrable avant la date de la Clôture financière; ▪ Si tel est le cas, fournir la prime de risque du CSB [« <i>Credit Spread Benchmark Rate</i> » (CSBR)] utilisée, cette dernière étant la prime de risque calculée pour le CSB en utilisant un échantillon de données à la fermeture de la Bourse au huitième jour ouvrable avant la Date de dépôt de la Proposition révisée. Toutes les données utilisées doivent être incorporées à la Proposition révisée. 	Le 3 mars 2010
PPPQ doit confirmer : <ul style="list-style-type: none"> ▪ le CSB proposé; et ▪ le CSRD. 	Au plus tard le 8 mars 2010
Date de référence pour le CSBR	Le 11 mars 2010
Date de référence pour le Taux d'intérêt de référence initial	Le 8 mars 2010
Date de dépôt de la Proposition révisée	Le 15 mars 2010
Soumissionnaire sélectionné remet sa proposition de protocole de Clôture financière	Au plus tard le 25 mai 2010
PPPQ approuve le protocole de Clôture financière	Au plus tard le 1 ^{er} juin 2010
CSRD pour la dette de premier rang	Au plus tard le 14 juin 2010
Clôture financière	Le 15 juin 2010

ANNEXE 1-20

FORMULAIRE DE CERTIFICATION DU RESPECT DU CRITÈRE D'ABORDABILITÉ

**Appel de propositions
pour la conception, la construction, le financement et l'entretien
du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill**

29 mai 2008

FORMULAIRE DE CERTIFICATION DU RESPECT DU CRITÈRE D'ABORDABILITÉ

Le présent formulaire de certification du respect du Critère d'abordabilité doit être signé par le Soumissionnaire et chacun de ses Membres. Il fait partie intégrante de la Proposition.

Les soussignés certifient par la présente que la Valeur actuelle nette de la Proposition révisée de **[nom du Soumissionnaire]** datée du **[date]** respecte le Critère d'abordabilité énoncé à l'Appel de Propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill daté du 16 octobre 2008.

Signé à _____ ce _____

[Soumissionnaire]

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)

[Membre]

(Nom)

(Adresse municipale ou case postale)

(Ville, province et code postal)

Signataire autorisé :

Nom et titre :

(Veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées)